

L'après-8 mai au centre de la campagne électorale

Élargir l'Europe à l'Est

Le pire n'est jamais sûr : il peut même arriver que les débats électoraux dont nous sommes gavés charrient quelques bonnes idées. Ce fut le cas dimanche soir 27 mars, lors de l'émission « Questions à domicile », lorsque l'invité surprise, M. Carlo De Benedetti, interrogé par M. Giscard d'Estaing sur le lancement éventuel par l'Europe occidentale d'un plan Marshall en faveur de l'Europe de l'Est.

L'idée mérite réflexion, mais il est incontestable qu'elle pourrait donner un grand souffle à cette Europe que les Douze s'efforcent de consolider, un grand dessein à ce projet qui ne doit pas se résorber à l'acceptation, « têtue » dans l'opinion relative, de la division du Vieux Continent. Elle résonnera au demeurant que ceux qui croient que le plan Marshall — du nom du secrétaire d'Etat américain qui en exposa les grands principes dans un discours prononcé en juin 1947 à l'université Harvard — n'était qu'un instrument destiné à intensifier la guerre froide naissante.

Ce projet de reconstruction des économies européennes dévastées par la guerre n'aurait pas à l'origine les pays d'Europe centrale, pas même l'URSS. Molotov participa d'ailleurs au cours de laquelle les Européens dressèrent le catalogue de leurs besoins : le ministre soviétique des affaires étrangères n'en avait pas le droit, mais sans condition ni contrôle. L'URSS était en effet en train de briser les derniers vestiges démocratiques des pays d'Europe centrale, et Staline avait besoin, pour mener à bien son œuvre d'asservissement, du secret et des ténébreuses qui conviennent aux grandes crimes. Il força donc les « démocrates populaires » naissances à repousser elles aussi les offres du plan Marshall ; les Polonais et les Tchécoslovaques furent les plus réticents, mais ils durent finalement s'incliner.

De son point de vue, Staline avait raison. Révoquer un peu en effet et imaginer ce qui serait advenu des États du centre de l'Europe s'ils avaient pu relever plus vite leurs ruines, conserver une économie de marché, multiplier les relations commerciales et industrielles avec les pays de l'Europe occidentale ?

Pourquoi les Européens ne se donneraient-ils pas comme tâche de détruire ce que Staline a fait, de réintégrer leurs frères de l'Est dans une Europe à laquelle ils appartiennent historiquement et culturellement et dont ils n'ont été coupés que par la force. Certains dénonceront là une croisade anticomuniste. Il suffira de les renvoyer à la lecture attentive des œuvres de Gorbachev, qui sont pleines de ces vérités premières qu'ils qualifient d'« anti-communisme » viscéral lorsqu'ils les lisent naguère dans la presse « bourgeoise ».

Non, il ne s'agit ni de mener une croisade ni de subvertir le totalitarisme, mais d'élargir le poids de l'Europe dans le monde tout en allégeant le sort de près de la moitié de sa population. L'idée est peut-être prématurée. Elle ne contredit pourtant pas l'esprit des accords d'Helsinki et elle est complémentaire de tous les efforts déployés ces jours-ci en faveur du désarmement.

(Lire nos informations page 7.)

M 0147 - 0329 0 - 4,50 F



3790147004500 03290

M. Mitterrand pousse ses attaques contre le RPR M. Giscard d'Estaing prône une seconde cohabitation

L'après-8 mai continue d'alimenter une campagne électorale marquée par la volonté très nette du candidat Mitterrand de multiplier les initiatives. Dans l'hypothèse la plus communément admise de sa réélection, les socialistes, qui étaient réunis en convention à Paris, évoquent une « majorité de progrès » autour du PS,

tandis que M. Valéry Giscard d'Estaing, en lui demandant de ne pas dissoudre l'Assemblée nationale, prend fortement position pour une seconde cohabitation. C'est-à-dire pour un président composant avec la majorité parlementaire issue du scrutin de mars 1986.

(Lire page 7 l'article de JEAN-YVES LHOMEAU.)



■ La stratégie de M. Chirac, par Patrick Jarreau. Page 8

■ Télévision : les chaînes tranquilles, par Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann. Page 9

■ Le récit du week-end. Page 7

■ A chacun sa « paix sociale », par Michel Noblecourt. Page 38

Les maladies infantiles du consensus

par Alain Duhamel

A la lecture de cette campagne présidentielle sans brio et sans grande espérance, idéologiquement d'une platitude toute bureaucratique, une lettre très révélatrice met aux

prises des signes de modernisation et des symptômes d'archaïsme. Derrière la banalité des joutes partisans, le combat parallèle que se livrent sourdement ces facteurs de changement et ces forces de ré-

tance a pour enjeu l'évolution du corps social à la fin des années 80. La médiocrité du débat politique actuel occulte en fait une transformation positive des mentalités.

(Lire la suite page 8.)

Sept morts pendant le week-end dans les territoires occupés

L'inlassable rituel de l'«intifada»

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, devrait être de retour au Proche-Orient au début d'avril. Sa nouvelle tournée interviendra alors que la situation continue de se dégrader dans les territoires occupés par Israël, où sept Palestiniens ont été tués par balles au cours du week-end des Rameaux, le samedi 26 et le dimanche 27 mars. M. Shultz avait rencontré samedi deux universitaires américains, membres du «parlement» palestinien.

JÉRUSALEM de notre correspondant

« La messe des Rameaux ? — Ah non, monsieur, à cause de l'intifada (le soulèvement),

vous comprenez ! », répond, dans un sourire blasé, le vieil homme endimanché qui, de l'encadrement d'une porte, contemple l'habituelle agitation régnant sur la place de l'église de la Nativité à Bethléem. Les jeeps et les camions de l'armée ont remplacé les cars de touristes et de pèlerins. Les soldats ont vidé la place — hormis quelques moines impassibles — et font face aux ruelles qui grimpent vers la vieille ville. C'est de là que viennent les pierres dirigées cette fois contre le commissariat et la mairie.

« C'est l'intifada », c'est-à-dire un énième épisode de cette guerre des pierres que ne viennent même plus filmer les télévisions et qui se poursuit sans relâche, rituelle, quasi quotidienne. Un démenti éloquent aux autorités, qui déclaraient il y a peu des « signes de fatigue dans la population palestinienne ». La manifestation de

Bethléem est un « classique ». Quand vient l'heure de la charge, après que plusieurs enseignes de commerçants ont volé en éclats, les soldats s'enfoncent dans la vieille ville. Bousculade, tirs de balles en caoutchouc, bref affrontement, et la patrouille redescend avec deux prisonniers, mains liées derrière le dos, vite conduits à l'intérieur du commissariat, tandis que femmes et enfants insultent les soldats. Deux heures de face à face, puis les boutiques vont rouvrir et quelques touristes reprendront le chemin de l'église de la Nativité, impavides, déjà habitués, eux aussi.

« C'est l'intifada », une situation de belligérance si solidement installée que, ce dimanche 27 mars, elle ne faisait plus toujours les premiers titres des bulletins de la radio israélienne.

ALAIN FRACHON. (Lire la suite page 4.)

Baisse du dollar

Après Wall Street vendredi, le billet vert s'effrite à Tokyo et sur les places européennes

PAGE 42

Premier Airbus A-320 pour Air France

La compagnie nationale a reçu son premier appareil qui sera mis en service le 18 avril

PAGE 44

Grève des ferries sur la Manche

Mécontentement social, colère des routiers et peur de la concurrence future du tunnel

PAGE 39

Les primaires démocrates du Michigan

Le pasteur Jackson l'emporte sur M. Dukakis

PAGE 4

Salvador : les drapeaux blancs de l'impuissance

L'exercice périlleux de la démocratie entre guérilla et escadrons de la mort...

PAGE 3

L'Australie et ses immigrés

Face aux migrants asiatiques la peur du « péril jaune »

PAGE 5

Le sommaire complet se trouve en page 44

Erevan coupée du monde

Calme forcé en Arménie

L'ordre règne à Erevan, où l'appel des nationalistes à faire de la capitale arménienne une « ville morte », samedi 26 mars, a été d'autant mieux suivi que les forces de l'ordre quadrillaient le centre. Selon la Pravda de ce lundi, des grèves se poursuivent à Stepanakert, capitale du Nagorny-Karabakh.

MOSCOU de notre correspondant

« Ville morte » dont tous les habitants, à en croire les nationalistes arméniens, seraient restés chez eux, samedi 26 mars, ou ville en convalescence comme le décrit la presse soviétique à longueur de colonnes, Erevan a en tout cas été

virtuellement coupée du monde durant tout le week-end.

Lorsqu'ils finissaient par aboutir, les appels téléphoniques étaient interrompus dès les premières phrases. Aux accès routiers, la police ne laissait pénétrer que les véhicules avec plaque d'immatriculation locale. L'ensemble du Caucase était toujours zone interdite pour les correspondants étrangers, et le filtrage était suffisamment efficace, à l'aéroport, pour que trois représentants de l'opposition moscovite qui étaient parvenus à se glisser dans un avion aient été brutalement refoulés, samedi matin, sans avoir même passé les guichets.

Placés de force sur le vol de retour, ils ont au moins pu recueillir le témoignage de passagers.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6.)

SPORTS

- Football : la Coupe d'Afrique des nations.
- Les championnats d'Europe de tennis de table à Bercy.
- Le tournoi de tennis de Key-Biscayne.
- Les résultats.

Page 14

RÉGIONS

- Vers le « Grand Paris » ?
- Un tour de France avec nos correspondants.

Page 10

ALAIN DENVERS POINTS CHOC



POUR COMPRENDRE LA FOLIE DU MONDE ET MESURER LES DANGERS QUI NOUS GUETTENT.

420 photos, 43 cartes en couleurs 250 F.

Edition 1

Le Monde

La refonte du système monétaire international

Le saint Graal des changes fixes, la boussole des changes flottants et le mythe de l'étalon-or.

L'état du monde : en attendant les firmes-réseaux

L'organisation centralisée, verticale, des activités va-t-elle céder la place à des structures horizontales, en « réseaux », à l'échelle mondiale ?

La chronique de Paul Fabra Pages 33 à 36

مكتبة الامم المتحدة

Débats

Ce qui menace vraiment la démocratie

par CHRISTOPHE JAMIN (*)
et JEAN-ROBERT MASSIMI (**)

La démocratie est en péril ! Tel est le cri que l'on entend ici et là, face à quelques attaques rancuneuses de politiciens extrémistes ! Le débat semble clair, les adversaires aisément repérables : d'un côté, les défenseurs de la démocratie et des droits de l'homme, de l'autre, les partisans du fascisme et les ennemis du droit.

A-t-on réfléchi au fait que cet antagonisme facile a fait long feu ? S'est-on demandé quelle démocratie était en danger ? A-t-on bien localisé la source de ce danger ?

Pendant que les politiciens s'affrontent sur cette fragile démocratie représentative, objet des soins de tous, on ne s'aperçoit pas qu'une autre démocratie, plus profonde, plus concrète, est morte depuis longtemps. La représentation n'a-t-elle pas tué la démocratie ?

La mise en place de multiples comités de sages, les débats sur l'égalité nous invitent à nous interroger sur l'état actuel du fonctionnement de la démocratie et, plus encore, sur sa relation avec l'éthique. On pose toujours la question de l'éthique à propos de la science ; c'est désormais à propos de la politique qu'il faudrait la poser. Le système de la représentation est-il une garantie suffisante de respect du droit et de l'éthique ?

Quel constat peut-on établir ? Il en est de la démocratie comme de la République : elle ne peut être qu'une et indivisible. Or la société est de moins en moins une et de plus en plus divisée. Cet écart croissant entre le fonctionnement officiel de la démocratie, de l'Etat et de la société civile est un symptôme que le libéralisme a mis à la mode. Mais quelle valeur peut avoir une forme vidée de son contenu ?

En fait, c'est dans ce hiatus que se loge la question de l'éthique. C'est elle qui préoccupe les analystes de notre société.

La vide, c'est la représentation elle-même qui l'engendre : l'Assemblée nationale est vide, le respect de l'autre y est absent, les grands problèmes de société sont confinés à des « sages ».

Il n'est pas difficile d'établir la genèse de cette crise majeure de la démocratie. Elle est bien plus qu'une simple crise des institutions. Le constat est fort simple : d'une part, la société éclate, d'autre part, le pouvoir est de plus en plus secret et centralisé ; et ce ne sont pas les médias qui combinent cette bécasse, tant s'en faut !

Confiscation hiérarchique

La réalité sociale des années 70-80 est celle du « poly », du « poly » que décrivent très bien Alain Minc, Gilles Lipovetsky, Michel Maffesoli et le plupart des sociologues contemporains. Aucun modèle ne gouverne plus le social, aucune idéologie n'enivre plus les intellectuels, aucun idéal ne fait plus bouger les masses. Crise ? Non. Multiplication, émiettement des modèles, des idéaux et des morales. Les luttes sont beaucoup plus des micro-résistances que des affrontements sur un projet global de société. L'Etat, le système technique, les macrostructures qui existent encore tiennent-elles compte de cette diversification des idéaux et des pratiques ? Telle qu'elle fonctionne actuellement, la démocratie ne peut pas penser le pluriel. Elle est fondée sur l'unité et l'égalité — en fait, l'uniformité — et ce décalage est le véritable problème politique de notre temps. La réalité démocratique peut-elle durer alors qu'elle ne correspond plus au mouvement social ?

Ce n'est pas seulement la société qui est en jeu. L'enchevêtrement des facteurs économiques et culturels, techniques et politiques, nous a fait entrer dans un univers d'extrême complexité. Est-ce un hasard si la complexité est un des thèmes majeurs de la réflexion philosophique et scientifique contemporaine ? En faisant apparaître toute une logique des effets pervers et des bifurcations, l'analyse de la complexité a détruit toute prétention à l'universalité des

décisions et des projets. La décision ne peut plus être hautaine et centralisée, générale et abstraite ; elle doit être locale et ponctuelle pour éviter tout dérapage incontrôlé.

Face à une société éclatée, une complexité difficile à réduire, des aspirations plurielles marquées par un individualisme croissant, la pratique de la démocratie demeure marquée par le principe d'unité renforcé par la confiscation hiérarchique.

La dénonciation de cette opposition n'est certes pas nouvelle. Elle s'est manifestée de plusieurs façons.

Sur le plan sociologique, la prise de conscience remonte au moins à la Société bloquée de Michel Crozier et, depuis, toute une école de critique des institutions s'est développée en France. Confiscation du pouvoir, inadéquation des méthodes administratives, sclérose des structures, corporatismes, dilution, centralisation sont les principaux concepts que cette littérature fait apparaître. On croit souvent qu'il s'agit d'une simple critique de l'Etat ou du système administratif français. En fait, il s'agit bien de la dénonciation d'un dérapage de la démocratie représentative. En un mot, ce système conçu pour tous, a perdu son efficacité et n'atteint aucun de ses objectifs de justice et d'égalité.

L'historiographie récente souligne à son tour ces manquements éthiques de la démocratie. Au moment même où l'on rappelle les fondements révolutionnaires des droits de l'homme, il ne manque pas d'historiens pour souligner la fragilité de ces mythes fondateurs. Aussi bien les fondements du jacobinisme que la pratique jacobine des Biais en Vendée sont une tache sur l'acte de naissance de la démocratie. Ainsi, l'histoire ne fait qu'accroître les analyses sociologiques.

Enfin, une troisième forme de remise en cause de la réalité démocratique.

(*) Avocat à la cour de Paris.
(**) Fonctionnaire territorial.

critique apparaît depuis quelques années. Elle a les apparences anodines et faciles des ouvrages destinés au grand public, mais elle révèle bien un état d'esprit fondé à la fois sur l'envie et sur le rejet. Enarchie, Enakletura, Nomenclatura française, gaspillage des élites : autant d'ouvrages partant d'une analyse empirique des élites administratives et révélant la confiscation de la démocratie par des réseaux financiers, familiaux, technocratiques et corporatistes. Le pouvoir est confisqué, la décision centralisée, la représentation purement formelle : où est la démocratie ? Où est la justice ? Où est le droit ?

De quel droit ?

Ce constat nous oblige à poser la question de l'éthique que l'on peut subdiviser ainsi : de quel droit ? Et jusqu'où ? Par analogie aux problèmes éthiques posés par la science.

De quel droit sommes-nous exclus de la décision politique et administrative ? Jusqu'à quel point l'intérêt général survit-il de massue aux corporatismes de toutes sortes ?

Telles sont les questions que l'éthique se doit de poser au politique. Ainsi, l'ennemi n'est plus seulement à l'extérieur — fascisme ou totalitarisme — il est au cœur même de la pratique démocratique. La représentation ne suffit plus à garantir la démocratie : c'est au droit de le faire. Toutefois cela suppose une prise de conscience par les hommes politiques eux-mêmes. En refusant la réalité sociale polymorphe, en occultant cette émergence de volontés éthiques, ils laissent se développer des mouvements pouvant détruire et les principes de l'éthique et la démocratie.

Ainsi, le droit et l'éthique sont-ils menacés de toutes parts et ce n'est pas seulement à Jean-Marie Le Pen qu'il faudrait poser la question, coïncidence : « *Quousque tandem abutere Cæsaris patientia nostrum...* » mais à tous les hommes politiques.

Réforme de l'OTAN et avenir de l'Europe

par JEAN-MARIE CARO (*)

L'EUROPE va se trouver rapidement confrontée aux responsabilités de sa propre sécurité, alors que, depuis quarante ans, elle était plus ou moins parvenue à y échapper. Sa population, sa richesse, ses moyens techniques lui permettent d'autant mieux d'assumer cette charge que, du côté américain, on n'envisage pas du tout un « abandon » de l'Europe à son triste sort, mais ce que le professeur Callo appelle une « dévolution », c'est-à-dire le maintien de l'alliance atlantique et de la garantie américaine aux Européens, avec un allègement de la présence américaine qui aurait pour conséquence de donner à l'Europe un poids politique et militaire beaucoup plus considérable que par le passé, à condition qu'elle assume une part plus importante des charges de l'OTAN.

Cette « dévolution » n'a pas sans grincements de dents. La tentation, pour beaucoup, sera forte d'assurer ce qu'ils croient être leur sécurité en se négociant avec Moscou. Si cette tentation devait l'emporter, la survie d'une Europe libre ne serait sans doute pas longue.

Il s'agit, au contraire, de nous préparer à la crise que tout annonce et d'organiser, dès aujourd'hui, un système européen de sécurité dans le cadre de l'alliance. Ses bases juridiques existent : c'est le traité de Bruxelles modifié par les accords de Paris de 1954. La réactivation de l'Union de l'Europe occidentale, qui en est issue, entamée depuis 1964, fournirait l'instrument naturel de ce système. Il reste à donner à cette organisation l'impulsion politique qui lui manque, notamment pour promouvoir l'indispensable marché européen des armements et pour aborder résolument les grands problèmes de la sécurité européenne : déploiement des forces conventionnelles et nucléaires en temps de crise, stratégie de l'alliance, action hors d'Europe et désarmement. Il faut également élargir l'UEO à ceux des membres européens de l'alliance qui désirent et peuvent y joindre leur place, l'Espagne et le Portugal.

Deux poids égaux

Jusqu'à présent, ce programme s'était toujours heurté à une mauvaise volonté des Américains, peu soucieux de voir se constituer un « bloc » européen dans l'OTAN, et aux réticences de certains pays qui craignaient de provoquer un processus de désengagement des Etats-Unis. Le discours par lequel le président Reagan s'est, le 4 novembre 1987, félicité de la réactivation de l'UEO, de la coopération militaire franco-allemande et de l'adoption de la Haye, le 27 octobre, à l'initiative de la France, de la Plate-forme des intérêts européens en matière de sécurité par les pays de l'UEO, retentissait d'une façon nouvelle. Evidemment, c'est parce qu'il avait dans cette démarche des Européens un premier signe de cette prise de responsabilité que dédaignait l'Amérique soviétique, qu'il s'est exprimé de la sorte. Mais ce n'est pas en ignorant les arrière-pensées américaines que l'Europe peut conjurer le danger de cette « dévolution ».

Il ne s'agit en aucune façon de substituer une défense européenne à l'OTAN, mais de préparer l'inévitable réorganisation de l'OTAN en donnant aux Européens les moyens d'y occuper la place accrue qui doit leur revenir. Je ne pense nullement qu'il faille, dans les circonstances de commandement en chef des forces de l'OTAN à un Européen ; tant que des forces américaines restent en Europe, il demeurera le commandement militaire de l'alliance. Mais il faut que les vues des Européens en matière de stratégie ou de désarmement pèsent d'un poids au moins égal à celui de l'Amérique.

Les réalités de la fin de siècle

Bien sûr, l'Europe ne pourra pas exercer ce rôle si la France ne participe pas pleinement à cette OTAN adaptée aux réalités de la fin de siècle. Aussi bien les motifs qui avaient provoqué le retrait de la France des commandements intégrés auront alors disparu. Sa place en Europe, sa puissance nucléaire, l'importance de ses industries d'armement doivent assurer à la France un rôle majeur dans cette nouvelle OTAN ; la politique de défense qu'elle mène depuis trente ans l'a préparée à assumer de telles responsabilités.

La coopération franco-allemande constitue, d'autre part, un modèle de ce que devrait être l'Europe. Les deux pays parviennent de plus en plus à accorder leurs vues avant d'aborder des horizons plus larges, en se faisant toutes les concessions mutuelles nécessaires pour parvenir à une telle entente. Celle-ci constitue ainsi un stimulant pour tous ceux qui hésitent, mais ne veulent pas rester à l'écart. Il convient donc d'étendre progressivement les méthodes ainsi mises au point pour en faire l'essence de la défense européenne.

Les amener à penser même les motifs qui viennent d'être énoncés. Si les nouvelles autorités françaises ne prennent rapidement des initiatives suffisamment convaincantes pour pousser nos partenaires à adhérer à un système européen de sécurité, les méfiances, les paranoïas, les points qui conduisent au « *pour moi et contre l'Amérique* » risquent fort de l'emporter. Il n'empêcheront pas l'évolution inévitable vers un certain désengagement américain. Mais les effets de ce désengagement seraient alors catastrophiques. C'est maintenant qu'il faut agir pour assurer le maintien de l'alliance, la réforme de l'OTAN et l'avenir d'une Europe maîtresse de son destin.

C'est ici que l'on perçoit la convergence des démarches vers l'Union européenne de demain.

(*) Député (UDF) du Bas-Rhin, ancien président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Au courrier du Monde

DEFINITION

Les « petits » candidats

Qu'est-ce que ça veut dire « petit » candidat ?... Y en aurait-il de « grands » au seul prétexte qu'ils émettent d'une représentation parlementaire considérée comme l'unique critère d'honorabilité ?

N'est-on un « grand » ou « petit » candidat qu'en fonction de sondages qui découlent forcément de ce critère parlementaire préalable et excluant tout autre paramètre, comme le « contenu » politique, voire la « qualité » humaine de celui ou de celle qui sollicite des suffrages à défaut du pouvoir lui-même ?

Et si les critères désignant les « grands » candidats s'avéraient prétextuels, intéressés, inhumains, politiciens, militaristes, phallologues, égoïstes, médiocres, seraient-ils encore de « grands » candidats ?

De quel droit les médias qualifient par avance certains candidats de « petits », s'ils sont clairvoyants, porteurs d'espérance, visionnaires et surtout réalistes ?

Comment un « petit » pourrait-il devenir « grand », dans l'esprit des électeurs dès lors que seuls les

« grands » sont flattés par l'argent et les médias ?

A méditer, n'est-ce pas ?

RENÉ CRUSE
(Genève).

GASPILLAGE

Forêts d'affiches

Les Parisiens, et pas seulement eux hélas ! voient depuis des semaines s'étaler sur les murs des affiches à la gloire des candidats à la prochaine présidentielle. Le vrai courage serait de décider une fois pour toutes que les affiches à caractère politique soient réservées aux panneaux électoraux prévus à cet effet, et à eux seuls. Après tout, il existe bien d'autres médias où nos hommes politiques peuvent s'échiner à proclamer leurs vertus ou à promettre qu'ils raseront gratis. Ils ne s'en privent d'ailleurs pas.

La fin de cette débauche d'affiches éviterait, dans un premier temps, de saccager inutilement des forêts entières. Elle rendrait les murs de nos villes un peu moins sales et réduirait les annonceurs, les vrais, toujours ravis de découvrir au

matin que les affiches vantant leurs produits ont été détournées ou recouvertes.

Elle éviterait également à des militants trop zélés d'échanger, nuitamment, à l'occasion, des coups, voire des coups de feu — ça s'est vu — avec ceux de la concurrence.

Elle épargnerait, enfin, à des juges d'instruction le pénible devoir de pousser trop loin leurs investigations dans des affaires de fausses factures dont on sait — c'est déjà arrivé — qu'elles ont parfois servi à régler quelques menus frais de campagne.

Mais il y a plus grave : ces millions dépensés en pure perte constituent une insulte pour tous ceux que la crise contraint à vivre dans des conditions précaires, qu'ils soient menacés d'un licenciement ou chômeurs en fin de droits.

MICHEL SALAUN
(Paris).

PRÉFÉRENCE

Le logement des immigrés

Quand j'entends Jean-Marie Le Pen affirmer que l'on donne des

logements à des familles africaines nombreuses et qu'on les refuse aux Français, je ne peux laisser passer un tel mensonge sans réagir avec force.

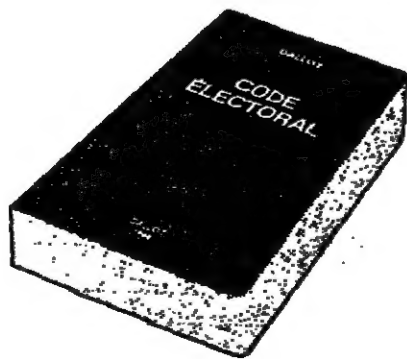
Pendant dix ans, j'ai été responsable d'un bureau d'accueil d'immigrés. Je ne compte pas le nombre de personnes qui sont venues me voir pour me montrer qu'elles n'obtenaient pas de logements dès qu'on découvrait leur nationalité.

Depuis cinq ans, comme maire adjoint, je me bats sans succès pour voir attribuer un logement à des familles immigrées en France depuis longtemps. Avec un employeur, j'ai dû batailler six mois pour que nous obtenions un logement à une famille malienne en titre de la participation patronale : aucun office n'en voulait.

La « préférence nationale » existe déjà dans les faits.

H. BÉGUIN
(Saint-Ouen, Seine-Saint-Denis).

Les codes Dalloz ne cessent de grandir : régulièrement mis à jour, enrichis des annotations de jurisprudence et complétés de bibliographies, toujours accessibles grâce à de nombreuses toiles.



Sa grandeur est à l'intérieur.

Code électoral 1988.

20 CODES DALLOZ • LE DROIT DE SAVOIR

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontana, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Benoit-Morel (1944-1969), Jean Fauriol (1969-1982), André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M.M. André Fontana, gérant, et Robert Benoit-Morel, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wolsky.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-27

Téléc. MONOPAR 680672 F

Télécopieur : (1) 42-23-08-81

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN 0000-0000

Le Monde

TELEMATIQUE

Coupons 35-15 - Tapes LEMOND

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-45-91-82 ou 45-45-91-71

Téléc. MONDPUB 263 1367

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMOND, code d'accès ABO

365 jours par an, 24 heures sur 24.

SALVADOR : après la victoire de la droite aux élections législatives

Les drapeaux blancs de l'impuissance

Une semaine après les élections législatives et municipales du 25 mars, les résultats sont connus : la droite a remporté la victoire. Le parti d'opposition de droite, l'ARENA (Alliance républicaine et nationale) remporte la majorité à l'Assemblée nationale avec trente et un sièges contre vingt-deux à la démocratie chrétienne. Sur plus de trois cents municipalités, l'ARENA détient désormais environ deux cent cinquante communes, la démocratie chrétienne n'en conservant guère qu'une cinquantaine. Un résultat qui risque de compliquer un peu plus une situation déjà difficile.

SAN-SALVADOR
de notre envoyé spécial.

Il y a, dans la capitale, presque immuable, l'air de la victoire. Les rues sont pleines de drapeaux, de bannières, de modeste étendards flottant sur la plupart des habitations de Berlin, contrastant violemment avec les modestes cabanes de branchages et de terre aux fenêtres absentes. A une centaine de kilomètres à l'est de la capitale, San-Salvador s'ouvre sur la zone de l'orient, berceau et bastion traditionnel de la démocratie chrétienne, mais aussi principale poche de résistance de la guérilla dans le département de Morazan, avec celle de Chalatenango, au nord du pays. C'est un peu la partie oubliée du pays, celle des plus pauvres parmi les pauvres. A Berlin, les

drapeaux blancs sont le symbole de l'impuissance.

Yvonne est sur le pas de sa porte, sur la route qui s'enfonce dans la montagne en quittant la panaméricaine. Aux abords du village, les gamins l'empruntent à toute vitesse sur leurs chariots de bois à petites roues métalliques. Ils dévalent ensuite la pente pour d'interminables glissades entre les charrs à bœufs, les vaches et les rares voitures qui l'empruntent. Yvonne a quatre enfants. Elle a quitté la zone de l'Union à l'extrême-est du pays en 1980, au moment où les combats avec la guérilla faisaient rage. Depuis, elle est installée ici, avec sa famille, comme des dizaines d'autres. Agée d'une soixantaine d'années, le visage creusé de profondes rides, elle explique, les yeux pétillants de malice, que « tout est tranquille ». Pourtant, à l'évocation des fanions blancs sur les toits, son visage se rembrunit. « On ne veut pas de la guerre », dit-elle, « ni des muchachos (les hommes de la guérilla) ni des habits verts (les militaires) ; alors, pour éviter des ennuis, on montre que l'on n'est pour personne ».

Les étendards sont là, avant tout, pour éviter les bombardements des avions ou les tirs des hélicoptères qui cherchent à déloger la guérilla. Dans leur volonté de conciliation, les habitants de Berlin ont même réélu leur maire démocrate-chrétien, et Yvonne est tout étonnée d'apprendre que Berlin appartient désormais à la petite minorité de communes dirigées par la DC.

Dans le nord du Morazan, les quelques habitants des villages proches de la frontière hondurienne ne

se sont guère souciés des élections.

« La zone de Perquin, avait même dit un militaire, est interdite parce que trop dangereuse. » Une fois les rares barrages militaires et un fleuve peu profond, franchis, les muchachos détruisant les ponts à intervalles réguliers, la route déserte paraît abandonnée. De chaque côté, la nature reprend ses droits et les maisons vides et en ruine sont maculées d'inscriptions de la guérilla : « Soldats, désertez ! » ou encore « Le pouvoir au peuple ! ».

Perquin apparaît bientôt, minuscule bourgade accrochée au flanc d'une des montagnes dominantes des vallées environnantes. Devant le bâtiment principal, il y a quatre ou cinq muchachos, fusil M16 en bandoulière. Avec leur radio portative, ils contactent l'un des chefs locaux du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), qui arrive une heure plus tard, d'abord escorté par une dizaine de guérilleros. Prudent, vaguement inquiet de cette intrusion, celui qui se fait appeler « Carlos » raconte qu'« ici, bien évidemment, les élections de la dictature démocrate-chrétienne n'ont pas eu lieu ». Très au fait du déroulement des accords entre la Contra et le gouvernement sandiniste, soucieux de connaître la position de la France sur Esquipulas II, il le plan de paix pour l'Amérique centrale, signé en août dernier, « Carlos » s'explique : « Les militaires prouvent la politique de la terre brûlée, dit-il, en nous bombardant et en nous assiégeant. » Contre toute évidence, il affirme que « beaucoup de paysans vivent encore ici et sont avec nous ». La plupart des maisons sont pourtant désertes. La grande majorité des vil-

lagesois a, en fait, fui la guerre et le blocus imposé par les militaires qui ne souhaitent pas voir les civils ravitailler les muchachos.

Marasme et corruption

La capitale de la partie orientale n'est, elle, guère troublée par les activités des muchachos. San-Miguel, troisième ville du pays, a, comme ses deux grandes sœurs San-Salvador et Santa-Ana, élu un maire de l'ARENA. Pour le plus grand plaisir de la plupart des industriels et commerçants qui veulent « sortir le pays de la crise, du marasme et de la corruption ». Et si la lutte politique a parfois tourné à des affrontements cloche-pieds, presque partout, d'après les nombreux observateurs qui ont sillonné le pays, le scrutin s'est déroulé dans de bonnes conditions. La guérilla qui s'urbanise de plus en plus a pourtant organisé des actions ponctuelles dans certains quartiers de San-Salvador, piégeant des voitures (une première dans le pays) à la veille du scrutin. Une partie des électeurs ne s'est, à l'évidence, pas déplacée, mais ces « pressions » n'expliquent pas la véritable déroute du parti au pouvoir. « Nous avons été trop sûrs de nous », dit Miguel Charlaix, commis présidentiel (sorte de super-préfet) pour la zone orientale. Ce représentant du gouvernement, qui est aussi un homme d'affaires, il dirige à San-Miguel une entreprise de mise en bouteilles, — explique que beaucoup de municipalités gérées par la démocratie chrétienne étaient « dans le plus grand désordre ». « Cela ne veut pas forcément



dire qu'elles étaient corrompues, dit-il — mais le résultat est identique. » Il insiste aussi sur « la tranquillité encore trop relative, même si l'armée a fait beaucoup ici ». En fait, ce sont surtout nos électeurs terrorisés qui ne sont pas venus voter.

Pour les observateurs, la déroute de la démocratie chrétienne a une

explication plus simple : « La campagne du parti au pouvoir a été maladroite, tardive et très mal organisée, dit l'un d'eux alors qu'à l'inverse l'ARENA a fait preuve tout à la fois de modération et de professionnalisme. S'ils continuent ainsi, dans un an ils auront la présidence. »

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

NICARAGUA : après les accords de Sapo

Les sandinistes ont libéré cent détenus politiques

En application des accords de Sapo intervenus la semaine dernière entre sandinistes et « contras », le gouvernement nicaraguayen a libéré, dimanche 27 mars, un premier contingent de cent prisonniers politiques.

Cette libération, effectuée en présence du corps diplomatique à Managua et du délégué de l'Organisation des Etats américains (OEA), n'est que la première application d'une amnistie qui concernera les trois mille trois cents prisonniers politiques officiellement détenus par les sandinistes. La moitié des prisonniers restant devraient être libérés dès que les enclaves destinées aux « contras » auront été déterminées. C'était d'ailleurs la raison de la réunion entre sandinistes et « contras » qui devait se tenir lundi à Sapo.

Parallèlement, le président Daniel Ortega a réitéré dimanche son offre de négocier « directement » avec les Etats-Unis. Proposition qui a reçu un accueil mitigé à Washington, jusqu'ici toujours opposé à toute discussion directe. La Maison Blanche n'a pas caché en effet qu'elle considérait comme « très dangereuse pour la Contra » la trêve conclue. Elle souhaite, si l'accord vient à être dénoncé, demander une nouvelle aide militaire au Congrès pour les rebelles.

Les contradictions de la Contra

ga et de la détérioration de ses relations avec les Etats-Unis. Le durcissement des uns s'accompagnant de la radicalisation des autres.

Le développement de la Contra, c'est aussi une succession de cycles, ponctuant disputes et réconciliations. Au lendemain de la chute de la dictature, en 1979, des groupes d'anciens gardes somozistes se signalent par des opérations de brigandage dans les campagnes, première étape de la formation, en 1981, d'une organisation plus structurée, la Force démocratique nicaraguayenne (FDN). La CIA finance cette guérilla clandestine et pourvoit à son entraînement au Honduras. En 1982, l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) voit le jour à la frontière du Costa-Rica. Elle est dirigée par M. Eden Pastora, l'un

des héros de la révolution sandiniste — connu sous le nom de « commandant Zéro » — et vice-ministre de l'Intérieur, ayant rompu avec ses anciens compagnons d'armes. Son principal allié est M. Alfonso Rebello, qui a appartenu à la première junte de gouvernement avec les sandinistes, avant de démissionner en 1980. L'ARDE sera également rejointe par le groupe des Indiens Miskitos, de Brooklyn-Rivera. En 1984, M. Eden Pastora rompt avec M. Rebello, refusant tout rapprochement avec la FDN, encadrée militairement par d'anciens gardes somozistes. Encouragés par les Etats-Unis, les dirigeants des principales organisations antisandinistes constituent, en mai 1985, l'Union nationale d'opposition (UNO). En vue d'améliorer l'image de marque des rebelles, l'un

des postes de la direction est confié à M. Arturo Cruz, qui a été membre de la seconde junte sandiniste et ambassadeur à Washington. Réputé modéré, M. Cruz ne devait pas tarder à entrer en conflit avec les éléments conservateurs de la Contra, regroupés autour de M. Adolfo Calero, chef de la FDN, avec le colonel Bermúdez. N'ayant pas réussi à placer la FDN sous le contrôle des civils, il ne lui restait plus qu'à s'effacer en 1987 devant M. Calero. Opérant à partir du Honduras, la FDN contrôle 80 % des effectifs militaires de la Contra et s'est toujours taillé la part du lion de l'aide américaine.

La Contra affaiblie par l'« Irangate »

Pour tenter de dépasser les divisions de l'UNO, un nouveau regroupement,

la Résistance nicaraguayenne (RN) a pris le relais en mai 1987. Dotée d'un commandement militaire unifié, la RN comprend également le Bloc d'opposition du Sud d'Alfredo Cesar, ancien directeur de la Banque centrale du Nicaragua dans les premières années du régime sandiniste. Mais M. Adolfo Calero reste l'interlocuteur privilégié de Washington, et la Contra n'a pas fini de souffrir de rivalités personnelles et de dissensions internes.

Affectée par le scandale de l'« Irangate », l'opposition armée a été récemment affaiblie par la suspension de l'aide américaine, ainsi que par la dernière offensive qu'ont lancée les sandinistes contre ses bases à la frontière du Honduras. Ses effectifs militaires, qui s'élevaient à 15 000 hommes à la fin de 1984,

auraient diminué de moitié ces derniers mois. Les groupes armés des Miskitos se sont tenus à l'écart de la RN. L'un de leurs chefs, M. Rivera, a conclu, le 28 janvier, un accord de cessez-le-feu avec le ministre de l'Intérieur nicaraguayen, M. Tomas Borge. Au début de l'année également, l'un des commandants de la Contra, M. Fernando « El Negro » Chamorro, est rentré à Managua et a rejoint le parti conservateur. M. Eden Pastora, qui a déposé les armes et vit en exil au Costa-Rica, est lui aussi en train de négocier son retour au Nicaragua. De son côté, M. Alfonso Rebello, qui représentait son parti social-démocrate à la direction de la RN, se cantonne dans un silence prudent.

A Sapo, M. Adolfo Calero, ancien directeur de la firme Coca-Cola à Managua, devenu le patron de la Contra, a signé l'accord de cessez-le-feu alors qu'il avait toujours répété qu'il ne composerait jamais avec une « dictature communiste ». La présence à ses côtés de M. Alfredo Cesar, plus ouvert et qui connaît bien les sandinistes pour les avoir fréquentés comme directeur de la Banque centrale, aurait aussi contribué à une issue positive des négociations.

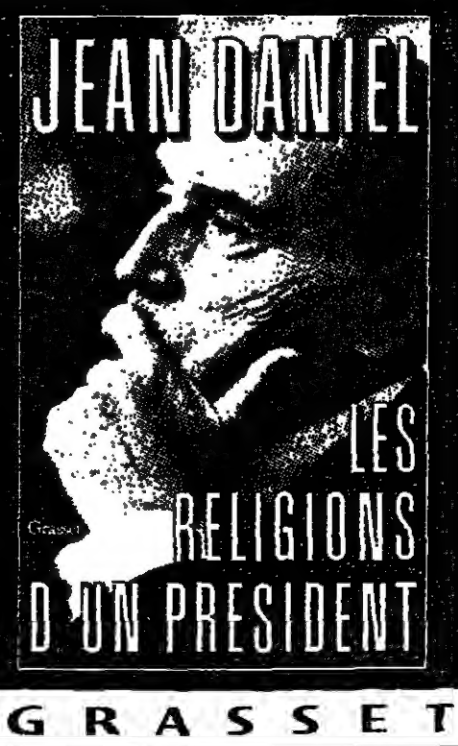
JEAN-CLAUDE BUHRER.

QUE VOUS SOYEZ
POUR OU CONTRE
FRANÇOIS MITTERRAND,
MIEUX VAUT SAVOIR
QUI IL EST,
D'OÙ IL VIENT,
ET OÙ IL VA.

"Un livre dense, riche, important".
Alain Minc / Le Monde

"François Mitterrand, tel que le décrit Jean Daniel, son 'témoin complice', réagit en homme d'état investi d'une mission historique : réconcilier les Français avec l'argent".

François de Closets / L'Evenement du Jeudi



هنا من الامم

Amériques

PANAMA : malgré huit jours de grève générale

L'opposition montre encore ses divisions

Alors que l'opposition panaméenne appelait à manifester dans les rues, lundi 28 mars, au huitième jour de la grève générale, l'homme fort du pays, le général Noriega, a menacé de faire ouvrir les banques par la force, afin de pouvoir payer ses troupes. Le gouvernement a, d'autre part, décidé le gel des loyers et a fait part de son intention de contraindre toute entreprise offrant des « services d'utilité publique » (alimentation, médicaments, transports) à ouvrir leurs portes. Les autorités ont expulsé dans la nuit de vendredi à samedi au des envoyés spéciaux de l'agence France-Presse, Michael Gonzalez, de nationalité américaine et qui dépend du bureau de Washington.

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

Dès son retour des Etats-Unis, où il avait dû passer un mois sans autorisation pour rentrer dans son propre pays, M. Arias Calderon, le chef de la démocratie chrétienne, a lancé, la semaine dernière, un appel à la solidarité internationale pour « mettre le régime de Noriega en quarantaine ». Il a demandé également que soient débouqués des crédits d'environ 1 milliard 200 millions de dollars au titre d'une « aide extraordinaire » en faveur du futur « gouvernement de réconciliation ».

Un peu plus tôt, le général Noriega avait fait savoir par l'intermédiaire d'un de ses avocats à Miami, où il a été inculpé de trafic de drogue, qu'il avait « déjà abandonné le pouvoir et les Etats-Unis et l'opposition n'avaient pas exigé son départ du pays », changement d'attitude qui fait suite sans doute aux propositions de M. Arias Calderon. Le chef de l'armée panaméenne a rappelé sa position, qui consiste à lier sa démission à l'ouverture préalable d'un dialogue avec l'opposition.

Sur ce point, l'opposition est divisée. Certains estiment que le général Noriega doit démissionner avant toute négociation ; d'autres font preuve d'un peu plus de souplesse, mais exigent, de toute façon, le départ de l'homme fort du Panama et de « ses collaborateurs les plus proches au sein de l'armée ».

Neuf mois après le début de la crise qui a conduit le pays au chaos économique et à la paralysie, l'opposition n'a pas encore réussi à apparaître comme une force organisée, capable de mobiliser la population autour d'un chef et d'un programme cohérent. En vingt ans d'influence déterminante sur le pouvoir, les militaires ont réussi à désorganiser totalement les partis d'opposition.

La seule force politique digne de ce nom, le Parti des Panaméens, est en pleine décomposition depuis que son chef incontesté, M. Arnulfo Arias, n'est plus vraiment en mesure de la diriger. « Arnulfo », comme l'appellent tous les Panaméens, est un vieillard de quatre-vingt-six ans, malade et aveugle. Mais rien ne peut se faire sans lui. Il a été élu trois fois à la présidence de la République depuis 1940, et les militaires, avec la bénédiction des Etats-Unis, ne l'ont pas laissé terminer un seul mandat.

Washington ne lui a jamais pardonné son flirt avec le nazisme pendant la guerre, et donc anti-américain, dans un pays où les intérêts des Etats-Unis (le canal et les bases militaires) déterminaient tout le reste.

Aujourd'hui, les deux ennemis d'Arnulfo, les Américains et les militaires, se le disputent dans l'espoir de l'utiliser comme symbole pour rallier les Panaméens. Selon certains de ses proches, le vieillard serait retenu plus ou moins contre sa volonté aux Etats-Unis, où il va se faire soigner régulièrement. Sous la pression des autres partis d'opposition, il a accepté de signer un document reconnaissant implicitement la légitimité du gouvernement présidé par M. Eric Delvalle. Ce dernier avait été démis de ses fonctions le 26 février à l'initiative du général Noriega et remplacé par M. Solis Palma.

C'est un virage important dans la mesure où « Arnulfo » avait toujours contesté les résultats de l'élection présidentielle de 1984, qu'il jugeait une aggravation des pressions et des sanctions économiques de Washington. « Les Etats-Unis, a-t-il ajouté, nous doivent bien cela après avoir appuyé Noriega pendant dix ans ».

Parallèlement, les partisans du général Noriega tentent de consti-

tuer une alliance avec les « Arnulfistes », afin de se maintenir au pouvoir ou de se retirer dans l'ordre. Les militaires et les partis de la coalition gouvernementale, en particulier le Parti révolutionnaire démocratique (PRD), membre de l'Internationale socialiste, veulent empêcher à tout prix l'arrivée au pouvoir de formations politiques, comme la Démocratie chrétienne, liées aux milieux d'affaires et aux Etats-Unis. Pour le PRD, ce serait un retour en arrière à l'époque où l'« oligarchie » a été évincée du pouvoir, en 1968, par des militaires nationalistes qui ont forcé les Etats-Unis à signer en 1977 un traité prévoyant la remise du canal aux Panaméens en l'an 2000, et la suppression des bases militaires américaines. Mais le PRD, et surtout certains militaires, craignent aussi, à juste titre, d'être victimes du grand nettoyage qui suivrait une victoire de l'opposition. Les milieux d'affaires, regroupés au sein de la Croisade civique nationale, ont été le fer de lance de la campagne menée contre le général Noriega. Ils ont axé leurs attaques sur les accusations – de corruption généralisée et de trafic de drogue portées contre les dirigeants du pays.

Depuis deux semaines, la Croisade civique a perdu le contrôle des événements. La plupart de ses dirigeants ont quitté leurs belles villas des quartiers huppés pour s'installer, pour des raisons de sécurité, dans le plus grand hôtel de la capitale, où ils vivent en vase clos et attendent les instructions des Etats-Unis.

Face à la détermination du général Noriega, dont la survie politique ne laisse pas d'étonner ses adversaires, l'opposition ne fait pas le poids. Le chef de la démocratie chrétienne, M. Arias Calderon, en est conscient, puisqu'il a lancé un appel aux officiers démocrates pour qu'ils renversent le général Noriega : « Il y a d'autres pays – c'est le cas du Venezuela – qui sont arrivés à la démocratie grâce à un coup d'état militaire », a-t-il déclaré. Mais il a aussi implicitement reconnu que rien ne pouvait se faire sans une aggravation des pressions et des sanctions économiques de Washington. « Les Etats-Unis, a-t-il ajouté, nous doivent bien cela après avoir appuyé Noriega pendant dix ans ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

WASHINGTON
de notre correspondant

Tout semblait enfin se clarifier, dans le camp démocrate, et tout à nouveau se compliquer. L'étonnant pasteur noir Jesse Jackson vient d'obtenir un véritable triomphe, samedi 26 mars, dans la primaire démocrate du Michigan, où il a recueilli 55 % des suffrages, et sa première victoire dans un grand Etat industriel du Nord. Michael Dukakis, l'homme qu'à peu près tous les analystes voyaient déjà affronter le vice-président George Bush à l'automne prochain, n'a obtenu que 28 % des voix.

Ce n'est peut-être pas une catastrophe pour le gouverneur du Massachusetts. Mais c'en est assurément une, doublée d'un redoutable casé, pour l'établissement démocrate, qui bristait de se rallier derrière lui, et va devoir, décomposé, attendre. Peut-être même longtemps. « Jesse » n'est plus désormais le vilain petit canard du parti, mais un candidat à l'envergure de plus en plus encombrante. Et Michael Dukakis, le « front runner », celui qui court devant, a décidé de la foule bien courte. Il garde un infime avantage sur Jackson, mais est nombre de délégués, mais, depuis le début des primaires, il a obtenu moins de voix que lui.

M. Dukakis s'efforce d'accroître l'idée que sa nomination comme candidat du Parti démocrate est « inévitable » depuis qu'il a pris nettement le dessus sur tous les autres candidats « éligibles » (c'est-à-dire, en fait, les Blancs). La primaire du Michigan vient d'ailleurs de faire une nouvelle victime parmi ses concurrents, Richard Gephardt, qui avait mis ses derniers espoirs et ses dernières ressources dans cet Etat susceptible d'écouter son message populiste et protectionniste, mais qui n'a convaincu que 13 % des votants. M. Gephardt devait annoncer, ce lundi, son retrait de la compétition. L'archévoque libéral Paul Simon, bien que vainqueur de la récente primaire de l'Illinois, ne passe plus pour un candidat sérieux, et il ne reste donc que le « sudiste » Al Gore, sénateur du Tennessee,

qui doit encore démontrer qu'il trouve un quelconque écho dans le reste du pays : ce ne sont sûrement pas les 2 % des voix obtenus dans le Michigan qui l'auront rapproché de cet objectif.

Mais le malheur de M. Dukakis est qu'il n'est fort que de la faiblesse des autres, et que ses autres atouts (l'argent, l'organisation, l'appui de l'appareil du parti) n'ont rien pour déchaîner l'enthousiasme. Cela ne l'empêchera sans doute pas de continuer à se rapprocher, à petits pas, de la nomination, mais son pire résultat du Michigan, venant après celui de l'Illinois (où il n'avait fini que troisième, loin des deux premiers), est de mauvais augure pour l'élection de novembre. Ce sont là deux Etats – surtout le Michigan – où l'électorat ouvrier pèse très lourd. Les « cols bleus », traditionnellement démocrates, se sont laissés séduire, en 1980 et encore plus en 1984, par Ronald Reagan, et le terme gouverneur du Massachusetts ne semble décidément pas le plus apte à les faire revenir en masse dans le giron du parti.

Sans doute, certaines des primaires à venir devraient être plus favorables à M. Dukakis, à commencer par celle du Connecticut, mercredi 30 mars. Mais dans des Etats d'importance beaucoup plus grande – le Wisconsin, début avril, avec sa forte population étudiante, puis l'Etat de New-York – la lutte pourrait être beaucoup plus serrée. Et les notables du Parti démocrate, qui avaient commencé à se ranger sous la bannière de M. Dukakis, vont devoir être plus circonspects s'ils ne veulent pas choquer l'électorat de M. Jesse Jackson.

Le parti
sera-t-il « juste » ?

Le pasteur noir passe, en effet, pour avoir conduit pour la première fois aux urnes un nombre significatif d'Américains, Noirs pour la plupart, qui jusqu'à présent se seraient nullement concernés par le processus électoral. Que la machine du parti montre trop clairement qu'elle ne veut pas de « Jesse », et que les électeurs d'un jour pourraient replonger

dans leur torpeur et leur sentiment d'impuissance : autant de voix potentielles perdues pour le mois de novembre.

Pour la même raison, les démocrates vont devoir faire preuve de « tact » dans le maniement de ce qui est l'« arme secrète » de l'appareil : les « superdélégués » à la convention démocrate, qui ne sont pas désignés par les électeurs, mais par le parti. Ils peuvent, et devraient faire la différence. Logiquement, ils devraient venir grossir les bataillons de Michael Dukakis, car ces « professionnels » de la politique ne sont pas des rêveurs, et sont persuadés que le pasteur Jackson n'a aucune chance d'être élu président (tous les sondages le confirment d'ailleurs largement battu par M. Bush). Mais M. Jackson lui-même demande que les superdélégués soient attribués aux candidats en proportion des voix populaires obtenues. Et, après sa remarquable victoire du Michigan (un Etat où les Noirs comptent pour moins de 15 % des électeurs), il sera difficile d'ignorer complètement sa requête.

Pour l'instant, le pasteur, contrairement à ce qu'il faisait en 1984, évite toute attaque contre les responsables du parti : au contraire, il prêche l'union et s'abstient même d'attaquer de front ses concurrents. En sens inverse, l'établissement fait ce qu'il peut pour s'abstenir de toute remarque ou de tout sous-entendu désobligeant à l'égard de ce candidat géant.

Mais cet équilibre est très fragile, et Jesse pourrait sortir de ses gonds s'il avait le sentiment de n'être pas traité comme il le mérite. « J'espère que le parti sera juste », a-t-il simplement déclaré dimanche à la chaîne de télévision ABC.

Dimanche, nombre de responsables du parti ne cachent pas leur consternation. L'un d'eux, cité par le Washington Post, résumait ainsi la situation : « On bien (en français) délibérément la progression de Jackson », nous tournons le dos à tout ce que notre parti prétend défendre, et à la partie la plus loyale de notre électorat. Ou bien, nous courons au désastre à l'automne ».

JAN KRAUZE.

ÉTATS-UNIS : après la primaire du Michigan

La victoire de M. Jesse Jackson accentue la confusion du clan démocrate

Proche-Orient

Les troubles dans les territoires occupés

(Suite de la première page.)

Pourtant la journée a été particulièrement dure : trois Palestiniens ont été tués par balles, au nord de Naplouse, dans le village de Meitealoun (apparemment lorsque les habitants ont voulu s'opposer à des arrestations) et un quatrième, âgé de quatorze ans, dans la localité de Salfit (ouest de la Cisjordanie). Durant la nuit, dans la région de Hébron, des colons de Kiriat Arba, pris en embuscade par des Palestiniens, ont livré une bataille rangée à coups de pierres contre leurs agresseurs. A Jérusalem la traditionnelle procession des Rameaux a été annulée.

La journée de samedi avait été ponctuée d'affrontements similaires un peu partout en Cisjordanie : deux Palestiniens tués à Kaf-Thilth (ouest de la Cisjordanie), et un troisième dans une

localité située au nord de Naplouse.

Le 26 mars devait être aussi une journée d'avertissements adressés aux collaborateurs de l'administration territoriale. Et, à l'appel de la Direction unifiée du soulèvement, plusieurs maires ont été bombardés à coups de pierres, notamment à Bethléem et El Bireh. C'est une étape supplémentaire franchie dans les pressions exercées à l'égard des maires arabes désignés par l'administration et du personnel municipal, pour les forcer à démissionner, à l'instar des policiers et des agents du fisc.

Pareille évolution, selon M. Ephraïm Sneh, ancien dirigeant de l'administration territoriale, « installerait le chaos » en Cisjordanie et à Gaza. Les maires des principales localités sont les

plus visés, mais MM. Elias Frej (Bethléem), Abdel Majid Al-Zir (Hébron) et Jamil Sabri Khalas (Jéricho) auraient fait part de leur intention de rester à leur poste.

Le week-end s'est ainsi soldé par la mort de sept Palestiniens, ce qui porte à près de cent dix le nombre des tués depuis le début du soulèvement. Que les manifestations soient moins suivies qu'avant importe peu ; la répétition des affrontements témoigne d'un climat de mobilisation que rien n'est vraiment venu entamer ; ni les sanctions économiques (le village de Kabatiye, par exemple, village depuis près d'un mois avec l'eau, le gaz, et l'électricité coupés), ni la pression d'une armée omniprésente dans les territoires, ni l'interdiction des principaux points chauds à la presse, ni la vague ininterrompue des arrestations. Lors d'un colloque organisé ce week-end par l'université de Bir-Zeit (formée mais autorisée à tenir cette réunion dans un hôtel de Jérusalem), un professeur palestinien avançait les chiffres suivants : depuis décembre, plus de 300 personnes ont été condamnées à des peines de détention administrative et 300 autres condamnations du même type devraient suivre (pour 150 sur toute l'année 1987) ; il y aurait, a-t-il dit, près de 8 000 Palestiniens en prison (4 500 qui s'y trouvaient avant le début des événements et plus de 3 000 qui y ont été conduits depuis).

On voit mal comment l'épreuve de force pourrait trouver une quelconque traduction politique tant les parcs prisonniers paraissent évoluer à mille lieues les uns des autres. Les Palestiniens, en disant convaincus que seul un très long combat – les débarrasera de l'occupation », ils affichent « une objectivité minimale la création d'un Etat indépendant en Cisjordanie et à Gaza », perspective pour le moins ambitieuse. Une moitié du gouvernement,

avec à sa tête le premier ministre, M. Shamir (Likoud, droite), assure qu'il est possible de « revenir à la situation qui prévalait avant le soulèvement », comme si celui-ci ne relevait que d'un acte de violence qui, tôt ou tard, sera maîtrisé. L'autre moitié du cabinet, celle qui dirige le chef des travailleurs, M. Shimon Peres, ministre des affaires étrangères, ne veut débattre d'un compromis territorial qu'avec le gouvernement d'Amman ; mais chaque jour d'intifada rend un peu plus aléatoire une option jordannienne que la plupart des habitants de Cisjordanie et de Gaza affirment refuser.

Lundi devait être une journée de grève générale et mardi aussi, prévue aux manifestations du 30 mars pour la Journée de la paix. L'intifada, toujours.

ALAIN FRACHON.

● ISRAËL : Mordechai Vanunu condamné à huit ans de prison ferme. — Un verdict étonnant ? Mordechai Vanunu, l'ancien technicien nucléaire reconnu coupable de trahison et d'espionnage pour avoir divulgué des plans du centre atomique de Dimona, a été condamné, dimanche 27 mars, à dix-huit ans de prison ferme. Vanunu — âgé de trente-quatre ans, — qui a annoncé son intention de faire appel, était passible de la prison à vie, mais les juges du tribunal de district de Jérusalem, séjournant dans le huis clos le plus complet depuis le mois d'août dernier, ont avancé quelques « circonstances atténuantes ». Ils ont fait valoir que l'accusé avait, dès le début, pleinement collaboré avec la justice et que, détenu dans l'isolement le plus total, il subissait des conditions d'incarcération particulièrement dures. Vanunu avait cédé en 1986 au Sunday Times, de Londres, deux rouleaux de photos et des plans du centre nucléaire. La publication de certains des documents avait relancé les spéculations sur l'arsenal nucléaire dont disposerait Israël. (Corresp.)

La guerre du Golfe

Bagdad reconnaît implicitement avoir recours à l'arme chimique

L'Irak a reconnu implicitement, samedi 26 mars, avoir recours aux armes chimiques. Dans un communiqué officiel, les instances dirigeantes irakiennes, réunies sous la présidence de M. Saddam Hussein, ont dénoncé la condamnation de l'Irak par les instances internationales et les pays étrangers qui l'accusent d'utiliser des armes chimiques, et ont affirmé : « Nous ne sommes pas prêts à reconnaître avoir recours à tous les moyens à la disposition pour contraindre l'occupation israélienne ». Dans un communiqué précédent, le communiqué dénonçait M. Javier Perez de Cuellar, pour avoir condamné sans ambiguïté le recours aux armes chimiques. Il l'accusait d'être « partial » et de s'occuper de questions secondaires au lieu de contraindre l'Irak à accepter une paix globale.

Le quotidien Al Thawra, organe du parti Baas au pouvoir, affirme que personne n'a le droit de dicter à l'Irak le « type d'armes qu'il doit utiliser pour se défendre ». « A ceux qui se prévalent de la Convention de Genève, écrit-il, nous rappelons que cette Convention interdit également l'occupation par la force du territoire d'autrui ».

A Londres, l'hebdomadaire britannique The Observer reproduit deux documents émanant du commandement militaire irakien qui prouvent que ce dernier a bien donné l'ordre d'utiliser des armes chimiques au Kurdistan. Il s'agit d'un télégramme, marqué urgent, émanant du commandant de l'armée irakienne, Saadi Mahmoud Hussein, du district kurde de Zakko, qui informe le « commandant A » que le Parti démocratique kurde (PDK) a acheté 4 000 masques à gaz pour se défendre « de nos armes chimiques quand nous attaquerons leurs bases ». Le deuxième document est une lettre du général irakien Abdel Wahab Ezzat adressée à l'état-major du district kurde d'Erbil, ordonnant le maintien d'un stock d'armes chimiques et biologiques à la disposition des unités de combat.

A Stockholm, environ un millier de personnes ont manifesté samedi

devant l'ambassade d'Irak pour protester contre l'usage d'armes chimiques, parmi lesquels de nombreux réfugiés kurdes installés en Suède, ont défilé dans le centre de la ville, en portant des banderoles proclamant : « Non à un nouvel Hiroshima ».

A Washington, une centaine de manifestants ont jeté des pierres et des bouteilles d'acide contre la façade de l'ambassade d'Irak aux Etats-Unis.

Entre-temps, la guerre des fusées se poursuit. Dimanche, les Iraniens ont tiré deux missiles sol-sol sur Bagdad. L'Irak pour sa part a envoyé deux fusées sur Téhéran et Isfahan. Sur le terrain, la situation dans le Kurdistan irakien continue d'être critique pour l'Irak. Les forces irakiennes, qui ont envahi, il y a deux semaines, la pointe orientale de la province de Souleymaniyeh affirment poursuivre leur progression. Après avoir occupé Halabja et Khormal, elles se sont scindées en deux formations progressant de part et d'autre des eaux du lac de Daboudjikan formées par le barrage qui alimente partiellement en électricité Bagdad. Selon Téhéran, les forces irakiennes ont réussi à s'approcher de huit kilomètres de la localité de Seyd Sadiq au nord du lac et, dimanche, une nouvelle opération, nommée Beik el Moqaddass 4, leur a permis le contrôle d'une vingtaine de kilomètres au sud, dont plusieurs hauteurs de « grande importance stratégique ».

● Aide aux déplacés chrétiens du Liban. — M. Patrick Ede, délégué général de la Guilde européenne du droit, pour laquelle il vient d'effectuer une enquête auprès des chrétiens libanais déplacés sur leur propre sol, a annoncé qu'il leur propose un financement de 350 000 personnes, exposant le plan d'aide en leur faveur mis sur pied par la Guilde au cours d'une conférence de presse, le 30 mars, à 11 h 30, au Foyer franco-libanais.

A 15, rue d'Ulm, 75005 Paris. Rejoindre : (1) 43-26-97-32.

Océanie

AUSTRALIE : les défis de l'avenir

Une majorité de l'opinion demeure hostile à l'immigration asiatique

SYDNEY
de notre envoyé spécial

Le risque était évident. Ayant souhaité faire de l'année son biculturalisme, l'opinion d'une majorité hostile à l'immigration asiatique n'a pas été surprise. Elle se trouve confirmée par le résultat du sondage de l'opinion d'opinion. Non pas parce que le Prix Nobel de littérature, Patrick White, incantait, comme d'habitude, à l'égard de l'immigration asiatique, force est de constater que les esprits ne sont pas encore prêts à changer d'avis.

Convié à fêter son passé, le voilà aussitôt sommé de se représenter devant les défis de l'avenir, au pro-

mier rang desquels figure une ardeur mission : l'intégration au monde asiatique. C'est la grande affaire du moment. Ecartelé en permanence entre la mère patrie Europe et son environnement dans la zone Asie-Pacifique, l'Australie est maintenant condamnée, expliquent les commentateurs, à se tourner vers sa géographie plutôt que vers son histoire. Or l'opinion rechigne. Si l'on en croit le baromètre qui constitue les réflexes populaires à l'égard de l'immigration asiatique, force est de constater que les esprits ne sont pas encore prêts à changer d'avis.

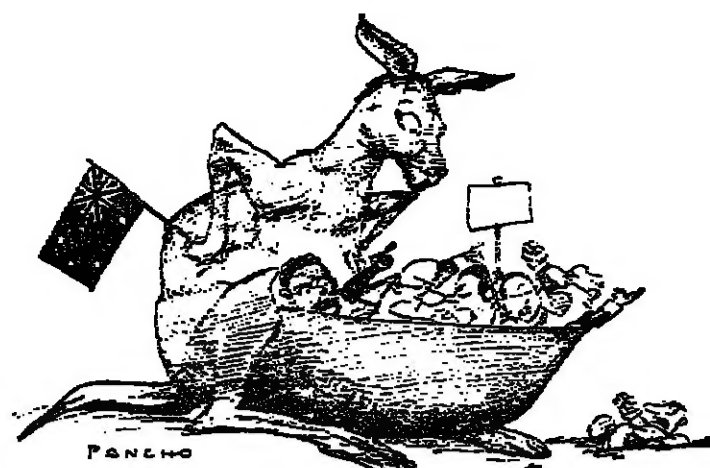
Un sondage publié récemment par le *Sydney Morning Herald* indique ainsi clairement que l'époque où fleurissait le slogan xénophobe « Keep Australia White » (Gardons l'Australie blanche) n'est pas vraiment révolue. La moitié des personnes interrogées considèrent que les autorités doivent continuer à

encourager la venue d'Européens, contre un quart se déclarant favorable à l'immigration asiatique. Il a suffi de la publication de statistiques officielles aussi bien que de ce dernier courant migratoire allait s'accroître — un bond d'un tiers en un an — pour que se réveillent quelques vieux fantasmes sur le « péril jaune ».

Ce regain de méfiance se nourrit en outre de la récente chronique judiciaire, où certains veulent voir la confirmation que les « Chinois » des cités australiennes se sont transformés, au fil des ans, en sanctuaires d'escrocs de tout acabit. Ainsi ce scandale des pots-de-vin à Brisbane, qui a éclaboussé tout l'état-major de la police du Queensland et trouve des ramifications dans les milieux d'affaires chinois. Ou encore ces études de l'institut de criminologie, établissant que la proportion d'Asiatiques impliqués dans des trafics de drogue est six fois supérieure à celle des Européens.

La controverse qui mûrissait déjà depuis quelques années était devenue inévitable. Le premier à mettre les pieds dans le plat a été M. Charles Perkins, un des responsables des affaires aborigènes et aborigène lui-même, familier des coups de gueule. En demandant qu'un tour de vis soit donné à l'immigration, il a exprimé les craintes non seulement de la communauté aborigène — en situation très précaire — mais aussi d'une grande majorité des salariés australiens, inquiets de la concurrence de ces nouveaux venus au tempérament exigeant. M. Simon Crean, président de la Confédération australienne des syndicats (ACTU), devait d'ailleurs abonder dans son sens en dénonçant comme « irresponsable » et « inexcusable » tout encouragement à l'immigration.

La polémique bat son plein, y compris au sein du gouvernement, où règne une certaine cacophonie sur le sujet. Lorsque le ministre du



travail et de l'éducation, M. John Dawkins, dans une intervention très remarquée aux accents de réquisitoire, s'en est pris aux « comportements racistes » des Australiens envers le monde asiatique. Il était clair qu'il s'agissait d'un désaveu implicite de la position de M. Perkins. En fait, son propos visait plus précisément les chefs d'entreprise dont le manque d'intérêt pour la zone de l'Asie du Sud-Est fait perdre à l'Australie, selon lui, des parts considérables de marché à l'exportation.

Sonnant le tocsin, M. Dawkins avait également mis en cause les carences du système éducatif dans l'enseignement des langues asiatiques, avant de proposer un ambitieux plan de bataille : faire passer la proportion de lycéens apprenant le japonais, le chinois ou l'indonésien de 2 % actuellement à 25 % en l'an 2000. C'est qu'il va bien falloir tour-

ner la page. Le quotidien *The Australian*, convaincu de l'inductibilité de cette reconversion, l'a illustré à travers une vaste fresque de politique-fiction. Se gaussant du malhousianisme frileux des avocats de l'« Australie blanche », le scénario a mis notamment en scène, vers 2088, un gouvernement dont le ministre des finances est... d'origine chinoise.

Rien de très surprenant à cela, selon le journal, puisque ces néo-Australiens représenteront à ce moment-là 10 % de la population totale — contre 2,6 % aujourd'hui — et apporteront une contribution décisive au recadrage de l'Australie dans la zone Asie-Afrique. Les chiffres de *The Australian* n'ont rien de farfelu : ils se fondent sur des projections statistiques de source officielle.

FREDERIC BOBIN.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

La « Pravda » accuse Washington de « retarder et compliquer » la solution du problème afghan

La *Pravda* a accusé dimanche 27 mars les Etats-Unis d'avoir cherché à « retarder et compliquer » la solution du problème afghan, lors des entretiens la semaine dernière à Washington entre MM. Shultz et Cheverdinadze. Les Américains, écrit le quotidien soviétique, ont dressé des « obstacles artificiels » sur la voie d'un règlement, en réclamant « une réduction ou un arrêt symétrique de l'aide soviétique et américaine aux belligérants (...) ». Une telle attitude, ne peut être qualifiée de constructive.

D'autre part, alors que la résistance afghane annonce avoir coupé l'importante route reliant Kaboul à la passe de Khyber, à la frontière pakistanaise, le chef de l'Etat pakistanaise a affirmé dimanche que son pays serait la prochaine cible de l'URSS si les moudjahidines parviennent à la guerre contre le régime de Kaboul. « Si cette guerre arrive à nos frères afghans, le Pakistan sera écorché », a dit le général Zia.

Lundi enfin, les négociations indirectes entre Kaboul et Islamabad sur l'avenir de l'Afghanistan devaient reprendre à Genève. Le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, a demandé aux Soviétiques et aux Américains de résoudre leur différend sur l'arrêt symétrique de leur aide respective au régime de Kaboul et à la résistance. — (AFP, Reuters, AP.)

Bangladesh

Le président Ershad a formé un nouveau gouvernement

Le général Ershad a annoncé, dimanche 27 mars, la dissolution de son gouvernement et la formation d'un nouveau gouvernement présidé par M. Moudud Ahmed. Agé de quarante-huit ans, M. Ahmed était, jusqu'à présent, vice-premier ministre. Le premier ministre sortant, M. Rahman Chowdhury, ne fait plus partie du nouveau cabinet, composé de vingt-trois membres contre trente auparavant.

Ce remaniement intervient trois semaines après les élections législatives controversées qui avaient donné au parti du président une très large majorité, en raison, en particulier, du boycottage de l'opposition. Plusieurs ministères importants ne changent pas de titulaires : affaires étrangères (M. Humayun Rashad Chowdhury), finances (général Abdul Karim Khan). M. Kazi Zafar

Ahmed retrouve son poste de vice-premier ministre, qu'il avait abandonné l'an dernier ; il est également conseiller politique du président Ershad.

Ce dernier a, par ailleurs, nommé dimanche une commission des réformes électorales à la tête de laquelle il a placé un juge à la Cour suprême, M. Badrul Haidar Chowdhury. — (Reuters.)

Irlande du Nord

Trois suspects inculpés après le lynchage de deux soldats britanniques

Une troisième personne a été inculpée, dimanche 27 mars, par le tribunal de Belfast en relation avec le meurtre des deux soldats britanniques David Howes et Derek Wood, lynchés puis froidement exécutés lors des funérailles d'un militant de l'IRA, Kevin Brady. Arrêté samedi avec deux autres suspects, Thomas Hewkins, un commerçant de l'ouest-anglais, est accusé de rétention d'informations et d'avoir mis ses locaux à la disposition de l'IRA.

Deux autres personnes, Alexander Murphy, trente ans, et Henry Maguire, vingt-huit ans, avaient été inculpés samedi du meurtre des deux soldats. Selon le *Sunday Times*, Murphy figure sur les photographies prises dans le cortège qui entourait le cercueil de Kevin Brady, peu avant le lynchage. Le quotidien dominical a publié, dans son édition du 27 mars, plusieurs clichés pris au cours de l'attaque de la voiture des deux soldats sur lesquels il affirme avoir identifié au moins deux militants connus de l'IRA.

Ainsi que les recherches continuent, de nombreux quotidiens britanniques estimaient le week-end dernier que plusieurs suspects se trouvaient déjà probablement en fuite en Irlande du Sud. La question avait été évoquée vendredi lors de la rencontre qui a réuni à Londres le secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord et le ministre irlandais des affaires étrangères, accompagné des ministres de la justice des deux pays et des chefs des polices d'Irlande du Sud et du Nord. Selon le *Times*, le ministre irlandais des affaires étrangères, M. Linnham, aurait donné l'assurance à Londres que la police d'Irlande du Sud mènerait des recherches actives pour tenter de retrouver ceux qui se cachent sur son territoire.

L'IRA, pour laquelle cette affaire représente un sérieux revers, a par ailleurs reconnu l'assassinat le même jour que celui des deux soldats, d'une jeune fille abattue au cours d'une embuscade alors qu'elle était au bras de son fiancé. Selon l'organisation terroriste, il s'agissait d'une erreur de personne. Les tueurs cherchaient le frère de la victime, qui

appartendrait au régiment de contre-terrorisme de la famille a démenti. La jeune femme avait été criblée de quarante-sept balles.

Tchécoslovaquie

Protestations britanniques après les brutalités policières à Bratislava

Le gouvernement britannique a protesté auprès des autorités tchécoslovaques contre la dispersion violente par la police d'un rassemblement, vendredi 25 mars, de quelque deux mille personnes à Bratislava, en faveur de la liberté religieuse. M. David Mello, ministre adjoint au Foreign Office, a déclaré « avoir été choqué par ces événements » et a dénoncé « ces brutalités d'un autre âge, contraires à l'accord d'Helsinki ».

Plusieurs parlementaires autrichiens ont également condamné l'attitude de la police tchécoslovaque. Des journalistes occidentaux à Vienne ont fait état de centaines de manifestants battus ou interpellés par la police, qui a fait usage de canons à eau, de gaz lacrymogènes et de matraques.

La radio officielle tchécoslovaque a affirmé que tous les manifestants interpellés avaient été relâchés samedi. Cependant, le militant catholique slovaque Frantisek Miklosko, auteur de l'appel au rassemblement, se trouvait toujours en détention samedi soir. Indiquait-on dans son entourage, M. Miklosko, un mathématicien de quarante ans, avait été avisé par les autorités locales que la demande d'autorisation qu'il avait déposée pour cette manifestation était refusée. Il leur avait fait savoir que cette dernière aurait lieu malgré tout, et avait été arrêté à son domicile vendredi matin.

Rude Pravo, l'organe du PC tchécoslovaque, a accusé les « mass media occidentaux d'avoir largement promu » cette manifestation. Les journalistes occidentaux ont d'ailleurs constitué une cible particulière pour la police pendant le rassemblement. — (AFP, UPI, AP.)

ASIE DU SUD-EST : la tournée de M. Rogozhev. — L'ambassadeur soviétique est arrivé, le samedi 25 mars, à Singapour venant des Philippines, à l'issue d'une visite de quatre jours au cours de laquelle il a notamment rencontré le président Aquino et le cardinal Jaime Sin. Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères d'Etat supranational rendu dans les trois Etats indochinois, ainsi qu'en Thaïlande (le *Monde* du 16 mars). — (AFP.)

CORÉE DU SUD : élections législatives le 26 avril. — Les élections législatives ont été fixées au mardi 26 avril, a annoncé, le jeudi 24 mars, le Parti de la justice et de la démocratie au pouvoir. Ce parti serait assuré d'une victoire après l'échec, lundi, des négociations en

vue d'une fusion des deux principales formations d'opposition. — (AFP.)

HAITI : arrestation d'un opposant. — Le docteur Joseph Douze, membre du PDCI (parti démocrate-chrétien haïtien), a été arrêté, samedi 26 mars, au cours d'une perquisition des forces de l'ordre à son domicile à Port-au-Prince. On y aurait découvert du matériel de mise à feu électronique pour explosifs et des chargeurs de fusils d'assaut. — (AFP.)

INDE : dix-huit personnes assassinées au Pendjab. — Dix-huit personnes, dont une famille hindoue de cinq membres, ont été assassinées dimanche 27 mars dans l'Etat de Pendjab. Selon la police, ces assassinats auraient été perpétrés par des séparatistes sikhs. Depuis le début de l'année, le nombre de meurtres attribués à des sikhs a dépassé cinquante-cinq, dont trois cents dans la seule ville d'Amritsar. — (AFP, AP.)

PEROU : l'écrivain Mario Vargas Llosa serait candidat à la présidence. — L'écrivain péruvien, Mario Vargas Llosa, envisage de se présenter à l'élection présidentielle prévue dans son pays en 1990. Dans une interview au quotidien allemand *Die Welt*, le romancier péruvien déclare : « Lorsque l'on voit la décadence pour le Pérou de vivre dans un système démocratique et que l'on constate que cette démocratie est en danger, on ne peut pas continuer à s'accrocher à son statut d'écrivain indépendant. » Estimant qu'en 1990 « il existe une chance réelle de voir une coalition de partis marxistes l'emporter » et « réduire à néant toute perspective démocratique du pays », M. Vargas Llosa a annoncé qu'il se présenterait si les circonstances « rendaient obligatoires » sa candidature : « Je ne me déroberai pas. Non par goût, mais pour raisons morales. » — (AFP.)

PHILIPPINES : sept morts dans une embuscade à Manille. — Sept personnes ont été tuées dans une embuscade tendue lundi 28 mars dans un faubourg de Manille, sans doute par des insurgés communistes. M. Prospero Orta, maire de Malabon et l'un des chefs de la présidence Aquino, a été grièvement blessé. En quinze mois, les communistes de la NPA (Nouvelle Armée du peuple) ont tué mardi son dix-neuvième anniversaire, ont perpétré une centaine d'attentats dans la capitale. — (Reuters.)

SENEGAL : un dirigeant de l'opposition en liberté provisoire. — M. Amath Dansoko, chef du Parti de l'indépendance et du travail (PIT, marxiste), inculpé d'atteinte à la sûreté de l'Etat, a été mis en liberté provisoire la semaine dernière. M. Dansoko avait été arrêté au lendemain des élections du 28 février en même temps que M. Abdoulaye Wade, principal adversaire du président Abdou Diouf. Des raisons de santé ont été avancées pour justifier la libération de l'intéressé, qui souffre du diabète. — (AFP.)

Diplomatie

Trois nominations d'ambassadeurs

Le ministère des affaires étrangères a annoncé, le vendredi 25 mars, la nomination de trois nouveaux ambassadeurs : M. Jean-Claude Fortuit au Salvador, en remplacement de M. Alain Rouquié, M. Jean-David Levitte auprès de l'Office des Nations unies à Genève, en remplacement de M. du Cauzé de Nazzelle, et M. Jean Vidal aux Pays-Bas en remplacement de M. Gaultier de la Ferrière.

M. Jean-Claude Fortuit au Salvador.

Né en 1935, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Fortuit a été successivement chef de cabinet du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1965) et du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale (1966-1967), puis député à l'Assemblée nationale (1968-1973). Il a été nommé à l'administration centrale (Nations unies et organisations internationales) en 1976, puis chef du service des fonctionnaires internationaux en 1979. Il était premier conseiller à Brasilia depuis 1983.

M. Jean-David Levitte aux Nations unies à Genève.

Né en 1946, diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales, M. Levitte a été en poste à Pékin (1972-1974) et à la mission permanente des Nations unies à

New-York (1981-1984). Il a été délégué dans les fonctions de sous-directeur de l'administration centrale (affaires africaines et malgaches) de 1984 à 1986 et était directeur adjoint du cabinet du ministre depuis mars 1986.

M. Jean Vidal aux Pays-Bas.

Né en 1938, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Vidal a été en poste successivement à Rome (1967-1972), à la représentation permanente auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1972-1977), avant d'être nommé à l'administration centrale (secrétariat général) de 1977 à 1979. Il a été représentant permanent adjoint à Bruxelles de 1979 à 1984. Il occupait depuis 1983 le poste de directeur des affaires économiques et financières à l'administration centrale.

M. Pasqua commence une tournée en Afrique.

Le ministre de l'intérieur a commencé, dimanche 27 mars, une tournée dans six pays d'Afrique francophone — Sénégal, Côte d'Ivoire, Togo, Cameroun, Congo et Gabon, — où il s'entretiendra avec les chefs d'Etat et rencontrera les différentes communautés françaises dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle. Il rentrera à Paris le jeudi 31.

CRY FREEDOM

Le livre qui a inspiré le film de Richard Attenborough.

DONALD WOODS
Vie et mort de Steve Biko

Paris-Tokyo sans escale, JAL prend l'air 4 fois par semaine.

A partir d'avril 88, mardi, mercredi, vendredi, samedi, 4 vols sans escale par semaine pour apprécier le service unique de la JAL.



JAPAN AIR LINES
Téléphone Réservations 42.25.85.05

هنا من الامم

BELGIQUE : après cent trois jours de crise

M. Jean-Luc Dehaene, social-chrétien flamand, va tenter de définir un programme gouvernemental

BRUXELLES
de notre correspondant

En dépit de l'échec relatif de sa mission d'« information », M. Jean-Luc Dehaene (social-chrétien flamand) a été chargé, le dimanche 27 mars, par le roi Baudouin de former un gouvernement. Compte tenu des positions très éloignées, surtout en ce qui concerne les rapports entre les deux communautés linguistiques, des cinq partis (social-chrétiens flamands et francophones, socialistes flamands et francophones, fédéralistes flamands) susceptibles d'entrer dans une future coalition, la nouvelle tâche assignée à M. Dehaene apparaît très difficile. Il lui faudra sans doute encore plusieurs semaines pour mettre au point — c'est le but essentiel — un programme gouvernemental, condition indispensable avant que le gouvernement soit investi par les chambres. Un gouvernement qui serait vraisemblablement dirigé soit par M. Dehaene, soit par un nouveau, l'hypothèse n'est pas exclue, par M. Wilfried Martens, le premier ministre démissionnaire.

Quelles seraient les grandes lignes de ce programme gouvernemental ? Les cinq partis en lice ont d'ores et déjà trouvé une base minimale d'accord en ce qui concerne les problèmes économiques et sociaux, notamment pour lancer une réforme fiscale d'envergure. Cette base, fragile, devra encore être consolidée pour permettre au futur gouvernement de poursuivre avec une quelconque chance de succès l'effort indéniable entrepris par les précédents équipes — qui regroupaient les sociaux-chrétiens et les libéraux — pour tenter de limiter le déficit des

finances publiques du royaume qui reste un des plus importants parmi les pays industrialisés. Les cinq partis, en revanche, n'ont toujours pas laissé entrevoir le moindre accord sur la solution du contentieux « communautaire ». Ainsi, en ce qui concerne le statut des Flandres, cette commune de cinq mille habitants rattachée administrativement à la Flandre, mais dont les habitants en majorité francophones veulent pour la plupart dépendre de nouveau de la province de Liège, aucune piste n'a été débloquée.

Sachant que trois gouvernements, dont le dernier, ont chuté sur ce problème depuis la fin de la dernière guerre mondiale, M. Dehaene semble convaincu — aucune solution définitive n'étant possible — que le futur gouvernement devra se contenter d'un *modus vivendi* permettant avant tout à l'équipe en place de se maintenir. Même chose aussi pour le statut de Bruxelles qui reste encore en pointillé.

Quel que soit le résultat de la nouvelle mission de M. Dehaene, les Belges, après cent trois jours de crise (les dernières élections générales datent du 13 décembre) n'ont jamais paru aussi amers et désabusés à l'égard de leur classe politique et de ses jeux.

Le sondage publié le 28 mars par la *Libre Belgique* confirme cette irritation. Le journal catholique titre ainsi : « Classe politique : c'est la gifle ! » les résultats de son baromètre mensuel. A quelques exceptions près, en effet, tous les principaux leaders subissent une très nette détérioration de leur cote de popularité, indépendamment de leur région d'origine et de leur parti politique.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

ITALIE : sur fond de crise ministérielle

Les mouvements de grève se multiplient dans de nombreux secteurs

ROME
de notre correspondant

Le futur président du conseil italien, quel qu'il soit, sera assailli, si tôt sa prestation de serment, d'une foule de questions non résolues depuis plus d'un an que le pays est entré dans une zone de turbulence politique. Ampleur du déficit public, aggravation de la situation de l'emploi dans le Midi, blocage des institutions... Il héritera également d'une malaise sociale dans plusieurs secteurs. Le domaine des transports tout d'abord, aérien et ferroviaire, est en ébullition depuis septembre dernier. Les grèves récurrentes qui s'ensuivent font de tout déplacement dans la péninsule une entreprise hasardeuse.

Les trois grandes centrales syndicales étaient parvenues, au début de mars, à un accord avec Alitalia et ses tuteurs. Mais les comités de base, les fameux « Cobas », sont entrés en action. Ceux de l'école romaine de Fiumicino ont violemment repoussé l'entente au motif que leurs revendications de salaires et d'horaires n'y étaient pas intégralement prises en compte. Dans les chemins de fer, on n'est même pas parvenu à un accord de principe entre partenaires sociaux, et la péninsule a été, la dernière fois, paralysée 24 heures durant, du 21 au 22 mars.

Nés d'un mariage inattendu entre un radicalisme négateur gauchiste et un néoconservatisme effréné, les comités de base sont le nouveau mal qui répand la terreur. Dans les centrales syndicales tout d'abord, contraintes à faire désormais la démonstration de leur représentativité, mais aussi, bien entendu, dans le public et chez les responsables de l'Etat.

Accès de fièvre et contagion

Le mouvement gagne rapidement du terrain. Dans les écoles, où il avait pris naissance à la fin de 1986, il est en train de perturber gravement la scolarité de nombreux élèves par le biais d'une grève des notes. On signale des frémissements dans les postes, et la contagion à d'autres secteurs est probable.

Sans rapport avec les mouvements précédents, mais également symptomatiques d'une incapacité nationale à prévoir, des grèves ont eu lieu ces derniers jours dans diverses villes italiennes, Naples, Trieste et Gênes, menacées de la brutale fermeture ou d'une considérable réduction des installations

sidérurgiques publiques, consécutive au plan de réduction de 30 % des effectifs de la FISIDER (le Monde du 13 février).

Un autre grave abécès de fixation depuis trois jours est la centrale en construction de Montalto-di-Castro, dans l'extrême nord du Latium. Quelque trois mille ouvriers du chantier, mis en chômage forcé par la récente décision de la municipalité d'arrêter les travaux dans les deux « cours » de la centrale, ont été rejoints par leur 3 000 camarades travaillant, eux, sur la partie sud, au-delà, pour bloquer la route Aurelia et la ligne de chemin de fer reliant Florence à Rome. Les protestataires entendent se voir verser l'intégralité de leurs salaires, l'arrêt du chantier étant la conséquence indirecte d'une décision politique.

Jeudi 24 mars, enfin, les 30 000 employés de la municipalité de Rome — de loin la principale « entreprise » de la capitale — s'étaient mis en grève en raison de difficultés surgies dans le renouvellement de leur contrat de travail collectif. Ce problème-ci, il est vrai, ne regarde pas le gouvernement, mais le maire.

JEAN-PIERRE CLERC.

Selon l'ancien espion Kim Philby

Il n'y avait pas de réseau du Komintern à Cambridge dans les années 30

Dans une interview publiée le 27 mars par le *Sunday Times*, l'ancien agent double britannique Kim Philby, passé à l'Est en 1951, raconte pour la première fois comment il a été recruté par les services de renseignement soviétiques dans les années 30. Il dément la thèse du « réseau de Cambridge », qui est à ses yeux « une absurdité inventée par les écrivains et les journalistes ».

« Selon cette théorie, il existait à cette époque dans la prestigieuse université une cellule du Komintern (III^e Internationale) comprenant Kim Philby, Guy Burgess, Donald Maclean, Anthony Blunt, et une cinquième personne, que l'on cherche toujours depuis trente ans à identifier. Il dément également avoir été un « agent double » : « Ma loyauté a toujours été pour le KGB. »

Dans l'entretien qu'il a accordé au journal britannique à Moscou en janvier dernier, Kim Philby affirme qu'il n'a pas été recruté à Cambridge. « En 1933, dit-il, j'ai décidé de devenir communiste et ai

MADRID
de notre correspondant

Une nouvelle vague de violence a frappé l'Espagne au cours du week-end. Plusieurs attentats, au Pays basque, à Madrid et près de Barcelone, ont fait, les 27 et 28 mars, un mort et trois blessés.

L'attentat le plus grave, qui a eu lieu dans la localité de Salvatierra, dans la province d'Alava, a coûté la vie au général Luis Azcarra, quatre-vingt-un ans, officier de l'armée de l'air à la retraite. Il a été abattu dimanche en début d'après-midi par deux jeunes gens, alors qu'il sortait de la messe. Les assassins, qui agissaient à visage découvert, lui ont tiré plusieurs balles dans le dos avant de l'achever au sol.

Une heure et demie plus tard, une bombe placée sur un cyclomoteur faisait explosion dans la rue Général-Péron, dans un quartier animé du nord de Madrid, blessant gravement deux jeunes filles qui passaient à proximité. La moto pé-

ESPAGNE : à cause de la reprise des attentats

Le « dialogue » avec l'ETA est remis en question

gée se trouvait près du centre d'information des Nations unies en Espagne et du bureau local du Haut commissariat pour les réfugiés, qui avaient, semble-t-il, tous deux fait récemment l'objet de menaces.

Ces deux attentats n'avaient pas encore été revendiqués lundi matin, mais personne ne doute au sud des Pyrénées que le premier au moins est l'œuvre de l'ETA militaire. Le type de munitions employé à Salvatierra était d'ailleurs celui utilisé jusque-là par les indépendantistes basques. « L'ETA a décidé de rendre impossible tout dialogue, sans doute à cause de ses divisions internes », a déclaré le président du gouvernement M. Felipe Gonzalez depuis le Costa-Rica, où il se trouve actuellement en visite.

Le temps paraît loin en effet où les séparatistes proposaient — c'était à la fin du mois de janvier — une trêve de soixante jours, et où un représentant du gouvernement de Madrid reprenait contact, le 20 février à Alger, avec le dirigeant

de l'ETA « Antxon ». Depuis cette date, l'organisation a successivement enlevé, le 25 février, un homme d'affaires, M. Emiliano Revilla (qui n'a toujours pas été libéré), commis plusieurs attentats manqués, dont l'un contre la caserne des cols piégés à deux directeurs de prison, ainsi qu'à un syndicat du personnel pénitentiaire, et finalement assassiné deux personnes (la victime antérieure étant un garde civil, abattu le 20 mars à Durango).

Il est clair désormais que la tentative de reprise du « dialogue » à Alger s'est traduite par un constat de désaccord entre les interlocuteurs, et que le secteur le plus intransigeant de l'ETA, déjà réticent, en a profité pour imposer à nouveau son éternelle stratégie : celle d'une reprise à grande échelle des attentats pour « négocier en position de force » et amener le gouvernement à passer sous ses fourches caudines.

Dans ces conditions, de nouvelles discussions dans la capitale algé-

rienne semblent très improbables. Le consensus récemment atteint entre toutes les formations politiques, qui s'étaient engagées avec le « pacte antiterroriste » de novembre dernier, à appuyer le gouvernement à ce sujet, menace de se rompre. Déjà, l'opposition conservatrice exige que les socialistes durcissent leur stratégie et affirme qu'il n'y a désormais plus d'autres voies que celle qui consiste à « écraser l'ETA ».

Au sein même du parti au pouvoir, certains s'interrogent publiquement quant à l'utilité de laisser éternellement ouverte la porte de la négociation. Certes, le gouvernement et la grande majorité des dirigeants socialistes s'en tiennent toujours à leur position antérieure : non à tout dialogue tant que se poursuivent les attentats ; oui à une possible reprise des contacts si cesse de manière durable la violence. Force est de constater, toutefois, qu'on en est aujourd'hui bien loin !

THERRY MAILLAK.

URSS Erevan coupée du monde

Calme forcé en Arménie

Ce n'est pas, en d'autres termes, le compromis qui l'a emporté, mais la force. Outre que les comités de base arméniens ont été dissous par décrets la semaine dernière (en fait, ils ne vont évidemment pas disparaître, mais se réduire à des noyaux plus politisés), les organes de répression politique ont trouvé là l'occasion de se réactiver.

« Calomnies antisoviétiques »

L'une des grandes figures du nationalisme arménien, M. Paronik Atrikian, libéré il y a un an après quatorze ans passés dans les camps, a ainsi été incriminé, ce week-end, pour « propagation de fausses nouvelles et calomnies antisoviétiques » — le chef d'accusation classique retenu contre les dissidents et dont il n'avait plus été fait usage depuis plus d'un an. Ce qui est en fait reproché à M. Atrikian est d'être venu clandestinement la semaine dernière à Moscou pour tenir une conférence de presse devant les correspondants étrangers.

L'information redevenait de cette manière un délit, et cette régression est assez grave pour que M. Timofev, l'un des chefs de file de la nouvelle opposition apparue sous M. Gorbatchev, ait estimé que cette incrimination « pouvait signifier la fin de la politique de « glasnost » et de démocratisation ».

Dimanche matin, M. Alexandre Podrabinek, responsable du bulletin *Express Khronika* et l'une des personnalités les plus respectées de l'opposition, a été malmené par des hommes du KGB, alors qu'il distribuait son journal dans une rue de Moscou.

M. Grigoriantz, responsable d'un autre bulletin oppositionnel, *Glasnost*, n'a pu résister, lui, malgré des appels répétés, à faire intervenir la milice, alors que des inconnus brisaient froidement le portail et les vitres de sa maison, à 40 kilomètres de Moscou.

Bref, les « organes », comme on dit en URSS, font du zèle. Pendant que les projecteurs étaient braqués sur le Caucase, des rassemblements avaient lieu à Tbilissi, la capitale de l'Étalon, et à Riga, capitale de la Lettonie, pour marquer l'anniversaire des déportations de masse dont avait été victime, en mars 1949, la paysannerie balte. Plusieurs milliers de personnes auraient pris part à la manifestation de Tbilissi à l'issue de laquelle cinq personnes ont été arrêtées, a annoncé l'agence Tass.

La presse soviétique ne cache pas cependant la tension. Au fil des nombreux reportages publiés pour démontrer qu'il n'y avait pas eu de manifestations à Erevan et que les nationalistes avaient été, pour partie, désavoués par la population, on lit en effet que, samedi, « l'accalmie était relative », au Nagorny-Karabakh et que « la plupart des urnes » de la capitale régionale, Stepanakert,

ne travaillaient pas : qu'à Samaght, la ville d'Azerbaïdjan où ont eu lieu les pogroms anti-arméniens du 28 février, mille cinq cents suppléants volontaires de la milice patrouillaient le centre ; qu'à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, « une certaine tension subsistait » et que des patrouilles de volontaires « assistaient la milice » ; enfin qu'à Erevan des tracts avaient été distribués affirmant : « Nous n'arrêterons pas le mouvement ».

Toutes ces informations se trouvaient, en bonne place, dans la *Prokouda* de dimanche. Les *Izvestia* du même jour précisait qu'on ne pouvait, samedi, circuler d'un point à l'autre de Stepanakert sans montrer ses papiers aux forces de milice. Il y avait « peu de gens dans les rues ; on parlait beaucoup des violences de Samaght ; la profession de journaliste n'y est pas (aujourd'hui) la plus respectée et les gens ne réagissent pas uniformément aux réformes annoncées la semaine dernière ».

En un mot, comme en cent, l'ordre règne mais les plaies sont à vif.

BERNARD GUETTA.

« Manifestation à Paris. — De trois mille à quatre mille Arméniens ont manifesté samedi 26 mars après-midi à proximité de l'ambassade d'URSS à Paris pour réclamer le rattachement à la République soviétique d'Arménie de la région du Karabach, à l'appel des trois principaux partis politiques arméniens en France.

La réhabilitation de plusieurs victimes de Staline est confirmée

Moscou. — La réhabilitation juridique et politique de neuf hauts commandants de l'Armée rouge, dont le maréchal Mikhaïl Toukhatchevski, et de neuf autres anciens dirigeants soviétiques, victimes des purges stalinistes, a été confirmée samedi 26 mars de source officielle à Moscou.

Un communiqué de la commission du Politburo pour la réhabilitation, créée en novembre dernier, a précisé que huit officiers supérieurs, condamnés le 11 juin 1957 et fusillés pour « trahison », avaient été réhabilités juridiquement le 31 janvier 1957 et réintégrés au sein du parti le 27 février de la même année. Ces huit officiers sont le maréchal Toukhatchevski (commandant adjoint à la défense), Iona Iakir (commandant de la région militaire de Kiev), Ieremin Ouborovitch (commandant de la région militaire de Biélorussie), Vital Primakov (commandant adjoint de la région militaire de Leningrad, Vitov Potma (attaché militaire à Londres), les commandants de corps d'armée Robert Eldemant et B. M. Feldman et le commandant d'armée Angust Kork.

De même a été réhabilité et réintégré dans le parti, le 7 octobre 1953, Ian Giamark, chef de la direction politique de l'Armée rouge, condamné pour appartenance à une « organisation militaire trotskiste antisoviétique ». Ian Giamark se serait suicidé en 1937, selon la Grande Encyclopédie soviétique.

Par ailleurs, la commission a confirmé la réhabilitation, à une date non précisée, de neuf anciens dirigeants condamnés pour « activité antipatriotique » en 1950 : Nikolai Voznessenski, Alexei Kouznetsov, la Kapoustin, M. Rodionov, P. Popkov, P. Lazoutine,

I. Touron, T. Zolotarevski et F. Mikheev. Les trois premiers s'étaient déjà échappés du parti, selon le communiqué, et leur réhabilitation n'a pu être confirmée que le 26 février dernier. Les six autres avaient été réintégrés au sein du parti suite à leur réhabilitation juridique, ajoute le communiqué, sans précision de date.

Nikolai Voznessenski était président du Plan et membre du Politburo, et Alexei Kouznetsov secrétaire du comité central. Le communiqué de la commission du Politburo omet cependant de préciser que la plupart de ces dirigeants avaient été fusillés.

La commission, qui, selon le communiqué, « poursuit ses travaux », avait entamé, début février, la réhabilitation juridique de Nikolai Boukharine et de dix autres anciens dirigeants bolchéviques condamnés en 1938. Selon l'historien dissident Roy Medvedev, Boukharine a été récemment réintégré au sein du PCUS, mais aucune annonce officielle à ce sujet n'a été faite à Moscou. — (AFP).

« La presse soviétique avait rendu hommage à plusieurs reprises à toutes ces personnalités depuis la mort de Staline et indiqué que leurs condamnations ne reposaient sur aucun fondement. En octobre 1961 notamment, Evgenia Koutourova avait révélé à la tribune de la république soviétique de Toukhatchevski et dix autres chefs militaires exécutés en 1937 qu'ils étaient morts en 1957 lors d'une « session d'urgence » du Politburo de l'époque, visant à « punir les traîtres », mais elle n'avait pas précisé, avait-elle dit, qu'il s'agissait de la réhabilitation de Toukhatchevski, Voznessenski et Koutourova, leur réhabilitation n'ayant servi de la même manière la condamnation des autres vingt ans plus tôt. — (AFP).

Dégradations considérables dans l'incendie de la bibliothèque de Leningrad

Plus d'un demi-million de livres ont été détruits le 15 février dans l'incendie de la bibliothèque de l'Académie des sciences d'URSS à Leningrad — fondée par Pierre le Grand, — qui a ravagé pendant 19 heures des fonds d'une valeur incalculable, amassés depuis plus de deux siècles.

L'académicien Dmitri Likhatchev, qui a cité ces chiffres dans le dernier numéro des *Nouvelles de Moscou*, parle d'un « Tchernobyl de la culture », d'une catastrophe révélant les mauvais entretiens des bibliothèques et le mépris des autorités pour l'héritage humanitaire.

Le célèbre fonds Baer, ceux des ducs de Courlande, de la famille Radzivil et bien d'autres ont brûlé, de même qu'un quart d'un fonds unique de journaux russes et soviétiques.

De plus, « ce qui a échappé au feu a été endommagé par l'eau, déversée pendant des heures par vingt-cinq pompes, selon un procédé archaïque », ajoute l'académicien, président du Fonds soviétique de la culture. Le fonds slave et celui des livres rares en langues orientales ont été ainsi noyés. Au total, 3,6 millions d'unités ont été endommagées par l'eau. Malheureusement, les ministres menacent de détruire ce qui a échappé aux flammes et à l'eau. — (AFP).



Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

M. Jacques Chirac cherche une riposte à l'offensive du « président-candidat »

M. Jacques Chirac a été pris à contre-pied. Non que le premier ministre ait eu une idée très claire de la façon d'aborder le problème que lui posait M. François Mitterrand. Il avait fini, néanmoins, par se faire une doctrine, pragmatique, certes, et sujette à révision, mais, à l'usage, assez commode pour s'y reposer sans plus trop y penser : ou bien le président, populaire alors qu'il était amputé d'une partie de ses pouvoirs, ne pouvait devenir qu'un candidat prudent, installé dans la stratosphère et distillant des variations sur « liberté, égalité, fraternité » ; ou bien, si ce n'était cela, on reverrait le socialisme de 1981, qu'on se féliciterait d'avoir neutralisé en 1986 et qu'on accablait de chercher sa revanche.

Comme M. Chirac le dit lui-même, quand on fait deux hypothèses, c'est la troisième qui se réalise. Le premier ministre a découvert, le 22 mars, un Mitterrand auquel il n'avait pas pensé. Ni Vincent Auriol, ni congrès de Valence (pour emprunter les formules de M. Alain Peyrefitte), ni simple gardien du pacte républicain, ni héros de la « sociale », le président de la République a trouvé le moyen de se ranger sous ces deux bannières sans donner vraiment prise à l'accusation d'archaïsme : il lui suffit de montrer du doigt M. Chirac, ses amis, les « noyaux durs » et une campagne électorale « rutilante » d'argent.

Bien qu'il ait pris ses précautions en lançant, il y a dix jours, le thème du rassemblement, qu'il illustre par concours de foule chahuté à Vincennes et la troisième vague d'affichage, M. Chirac n'était pas sûr de son fait. Du moins avait-il, au sortir de la première phase de la campagne, pris pied sur le terrain de l'unité (sinon de l'ouverture), où il paraît

sait raisonnable d'attendre le président de la République. Or M. Mitterrand a eu le « culot » — dirait M. Chirac — de refuser cette tonalité-là, de dénoncer la torpéur qu'il avait lui-même laissée s'installer, et de brandir comme une arme de guerre le ruseau d'olivier du rassemblement.

Du côté du premier ministre, on n'a pas trouvé mieux, dans un premier temps, pour parer cette sortie inattendue, que d'en rajouter sur l'irénisme. M. Chirac et ses amis, une menace pour la « paix civile » ? Allons donc ! Dans un second temps... on en est toujours au même point. Certes, le candidat du RPR et ses porte-parole ont attaqué le président de la République en lui reprochant sa fidélité supposée à un « système » socialiste qui serait plus fort que lui et imposait au pays, si M. Mitterrand était élu et quoi qu'il en dise, un terrifiant retour aux années 1981-1984. Il se trouve que M. Mitterrand s'est explicitement inscrit en faux contre ce procès d'intention qui se heurte à une observation de bon sens : pourquoi les socialistes retourneraient-ils dans l'impasse d'où ils avaient en tant de peine à sortir ?

Le danger, pour M. Chirac, s'il persiste à employer une argumentation anachronique, est de paraître, lui-même, archaïque. A répéter que M. Mitterrand « a un très long passé politique » et que le socialisme « est une doctrine de vieux », le premier ministre s'expose au soupçon d'avoir plusieurs trains de retard. Sans compter que l'argument de l'âge, qui implique l'expérience et la sagesse, peut, en France servir celui contre lequel il est utilisé.

Les chiraquistes ne peuvent dissimuler qu'ils sont, depuis quelques

jours, sur la défensive. Le succès de leur campagne est retourné contre eux comme un motif de méfiance. Voilà qu'ils en auraient trop fait, trop bien, trop fort. Ce n'est pas tout : leur hâte à gouverner en mars 1988, revendiquée comme un acte de « courage » sur les affiches du premier ministre, serait, elle aussi, suspecte. Il leur faudrait rendre des comptes, non en raison de leurs faiblesses ou de leurs erreurs, mais pour leur force et leur réussite. Leur efficacité plairait contre eux-mêmes. Or à en croire les sondages, ce procès-là semble compris par la majorité des Français (encore qu'ils ne croient pas la paix civile ni la paix sociale menacées).

Concurrence déloyale

C'est un premier obstacle apparu sur le chemin du chef du gouvernement. Il en est un autre. En attendant que M. Mitterrand se déclare, M. Chirac avait décidé de faire campagne à grand train, pavillon haut, en occupant au maximum le champ qui lui laissait le chef de l'Etat et où il avait eu l'habitude de pénétrer avant M. Barre. Les sondages ont fini par enregistrer l'effet de cet investissement massif, qui a permis au premier ministre d'écarter publiquement et, sans doute, politiquement, la campagne du député du Rhône. L'essentiel, pour M. Chirac, était de creuser l'écart d'intentions de vote avec son rival de l'UDF avant l'entrée en lice du candidat socialiste. Cet objectif-là a été atteint.

Le souci du premier ministre, dans la perspective du second tour — et même du premier, puisqu'il faut récupérer les électeurs qui se détachent de M. Barre — était que la

« primaire » se déroule « sans humilier personne ». La réussite, là, est moins évidente. Certains propos des baristes, voire du candidat de l'UDF lui-même, trahissent le sentiment de devoir faire face à une concurrence déloyale de la part du RPR. Des mauvais coups dont les baristes se plaignent, le plus déplaisant a été l'officialisation, par M. Edouard Balladur, d'une « OPA » du RPR sur l'UDF.

Le ministre d'Etat argue de sa bonne foi en faisant valoir qu'il n'a pas pris l'initiative de mettre l'affaire sur la place publique et que c'est pour contrer les réactions provoquées par les informations du Monde qu'il a, lui-même, mis les choses au point le 17 mars, en précisant bien que son projet est celui d'un rapprochement du RPR et de l'UDF dans son ensemble, et non d'une capture de la confédération. Il reste que M. Balladur a choisi, pour s'exprimer, une méthode qui est apparue comme une confirmation de l'état d'avancement de ce projet. Tout s'est passé comme si, du côté du RPR, l'on avait mimé un ralliement en lieu et place du partenariat susceptible de se réaliser, et laissé son nom en blanc, en sachant bien qu'il ne faisait de doute pour personne.

Pour que les choses soient claires, le dimanche 20 mars, à la réunion nationale du RPR, il se trouvait des informateurs avisés pour glisser à l'oreille des journalistes que M. François Léotard avait annoncé sa venue, puis que le secrétaire général du PR avait, sans doute, jugé préférable, vu le « contexte », de renoncer à cette visite.

Si unitaire que soit l'électorat de la majorité, en général, celui du centre, en particulier, pourrait hésiter devant le candidat de la filiation

gaulliste. Si l'avance de M. Chirac sur M. Barre se confirme, ce sera, en effet, la première fois, depuis 1965, que les électeurs centristes ne pourront choisir, au second tour, un candidat de leur famille (M. Alain Poher en 1969) ou ayant passé alliance avec elle dès le premier tour (M. Valéry Giscard d'Estaing en 1974 et en 1981). Comment se comporteront-ils devant un candidat qui les aura privés de leur et qui, lui-même, devra compter avec un Front national situé, aujourd'hui, à 12 % des intentions de vote par certains sondages ?

L'offre faite à M. Méhaignerie

M. Mitterrand a lancé, à son tour, une « OPA » visant, celle-ci, les électeurs du centre. Pas seulement les électeurs, d'ailleurs, puisque, à la fin du conseil des ministres du 23 mars, au lendemain de sa déclaration de candidature, le président de la République s'est adressé ostensiblement à M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, pour l'assurer que sa charge de la famille n'était pas dirigée contre cette famille politique. C'était comme une confirmation indiscrète de l'offre d'alliance esquissée la veille sur l'Antenne 2. M. Méhaignerie a fait, lui aussi, l'expérience du « culot » présidentiel.

La réplique de M. Barre, qui a consisté à tenter de conforter son assise au centre en écartant l'idée d'une censure automatique si M. Mitterrand, réélu, soumettait un gouvernement d'ouverture, a montré que, pour fléchir que soit le poste dans laquelle il se trouve, le candidat de l'UDF n'est pas privé de ressort. Au reste, M. Barre a jugé qu'il pouvait affronter sans risque

d'immolation, le samedi 26 mars, une rencontre avec M. Chirac.

Du côté du RPR, l'initiative de M. Balladur a provoqué un certain trouble. Le ministre d'Etat s'est expliqué sur sa démarche lors de la réunion des ministres RPR, le 21 mars, à l'hôtel Matignon. M. Charles Pasqua, pléier, avec M. Balladur, de la campagne RPR, n'a pas caché son peu de goût pour le projet de parti unique. La thèse selon laquelle une telle formation pourrait garantir l'unité de candidature, à droite, pour l'élection présidentielle, lui paraît contraire à la logique de la V^e République, qui veut que les candidats à la plus haute fonction de l'Etat se présentent indépendamment des partis.

Pour le ministre de l'Intérieur, dont l'avis est partagé par M. Philippe Séguin, le salut est dans l'affirmation des valeurs dont le RPR est porteur, et non dans leur effacement pour prix d'une fusion aléatoire avec les formations libérales, voire centristes. Or à l'électionisme, qui consiste à composer avec les autres, qu'il est de meilleur ; non sa symétrique, qui focalise les fonds propres sous les aspects extérieurs. Entre le patriotisme de parti, sur lequel s'appuie M. Pasqua, et le modernisme, soutenu, autour de M. Balladur, par MM. Alain Juppé, Jacques Toubon, et de jeunes ministres comme M. Alain Carignon, M. Chirac ne semble pas avoir tranché.

Les signes que M. Mitterrand adresse au centre pourraient amener le premier ministre à préciser, plus tôt qu'il ne prévoyait de le faire, sa vision du paysage politique de l'après-8 mai, sans exclure aucune hypothèse.

PATRICK JARREAU.

Les maladies infantiles du consensus

(Suite de la première page.)

La persistance de quelques anachronismes et la frivolité de certaines novations ne relèvent en somme que des maladies infantiles du consensus. Derrière la pauvreté de la bataille électorale, une maturité accrue de Français affleure et se manifeste.

Depuis le début de l'année, avec l'entrée en lice des principaux candidats, l'américanisation des techniques de campagne d'impression sur écran, pour le meilleur et pour le pire. Elle entraîne déjà dans l'Hexagone quatre caractéristiques transatlantiques : l'hypermédiatisme, la personnalisation, la professionnalisation et la modération. La campagne de 1988 se fonde dans le moule médiatique comme jamais auparavant. Non seulement les meetings des principaux prétendants sont organisés en fonction des « reprises » à la radio et à la télévision, mais ils en arrivent à miner les émissions les plus séduisantes et à recréer sur les estrades l'apparence des studios. L'univers cathodique colonise ainsi jusqu'aux grandes messes électorales les plus traditionnelles. Le langage y gagne en efficacité, il y perd en originalité et en substance.

La personnalisation s'affiche sur tous les murs disponibles en France : le caractère du candidat (soigneusement corrigé par les conseillers en image) y éclipse sans vergogne le message politique. Jean-Marie Le Pen suit des cours d'analyse pour présenter le profil idéal,

Jacques Chirac bronze intelligent, Raymond Barre avance un menton clémenciste, d'un « clip » à l'autre, François Mitterrand se laisse devenir en patriarche de l'Europe. Le Parlement plafonne les dépenses, mais les recettes n'ont jamais grimpé aussi haut, notamment du côté du maire de Paris. On offre l'électeur, on pille le ciel, on offre l'adversaire, on paie le consultant : toujours le syndrome américain. Les relations des candidats et des experts ressemblent ainsi de plus en plus à celles des champions de tennis et de leurs entraîneurs-gourous.

Et cependant, malgré cette métamorphose, tantôt cynique, tantôt candide, en fin de compte, la campagne retombe avec soulagement dans des ornières les plus antiques. Plus l'échec se rapproche, plus le machisme ressuscite. Sur la scène du théâtre électoral, on redonne « les deux France », gauche contre droite et bons contre méchants. Qu'en 1988 la société ne se décompose plus au cordeau en deux camps antagonistes, que la bipolarisation apparaisse aujourd'hui réduite et factice, peu importe aux stratèges, puisqu'il s'agit de caractériser l'adversaire et de marginaliser le rival. D'un côté, la majorité et l'opposition, d'autre part, se combattent donc allègrement. On entend de nouveau la droite présentée comme immorale, parce qu'elle est la droite, et la gauche comme compétente, parce qu'elle est la gauche. On diabolise, on déforme, il doit être entendu que les socialistes n'ont rien appris et rien compris depuis 1981, qu'ils ne peuvent pas changer, qu'ils doivent incarner à tout prix des personnages de robespierristes frénétiques.

Symétriquement, il va de soi que libéraux, chiraquistes et baristes sont campés en réactionnaires invétérés, uniquement soucieux d'accaparer les postes et de se répartir les subsides, biologiquement incapables de prendre en compte l'intérêt général. Ce médiocre « remake » est pimenté, tradition oblige, d'accusations croisées, de scandales et d'affaires. A quoi s'ajoute, bien sûr, un fort accès de fétichisme. A quelques semaines du scrutin, le culte païen de la personnalité s'épanouit : ici on traite le candidat en star hollywoodienne, là on succombe au virus capétien. Les prétendants rebelles à ces débordements font figure de féticheux ou de jansénistes.

Les Français ne méritent pourtant pas ces déhors en trompe-l'œil, car ils sont devenus des spectateurs plus avertis que ne l'imagineux ceux qui leur servent cette pièce puérile. Le

paradoxe de la campagne tient à ce que les citoyens ont évolué en profondeur plus vite que la classe politique. Les électeurs sont devenus adultes, alors que les états-majors cherchent toujours à les infantiliser. En 1988, les Hexagoneux ont pris la mesure des institutions. Ils considèrent l'élection présidentielle comme l'acte démocratique fondateur, regardant la cohabitation comme un pis-aller nécessaire. Ils veulent (tous les sondages le confirment) des majorités compatibles, un président qui incarne la synthèse républicaine et fasse les grands choix, un gouvernement qui gouverne, un Parlement qui contrôle. Ils ne contestent ni l'alliance atlantique ni la construction européenne et regardent l'échec de 1992 avec un préjugé optimiste. Jamais sans doute la règle du jeu n'a été aussi largement acceptée, malgré la crise, malgré les blessures et les angoisses qu'elle suscite. A la fin de ce septennat, le consensus français est plus fort qu'aujourd'hui. L'alternance elle-même se banalise.

Cela n'implique évidemment aucun unanimisme, d'ailleurs ni les clivages ni les antagonismes, ni les frustrations, ni les attentes. D'ailleurs, les intentions de vote actuelles le confirment, la France recense toujours quelque 20 % d'électeurs protestataires. Mais l'immense majorité des électeurs s'accorde dorénavant pour accepter les règles du marché, la nécessité de la concurrence, le rôle de l'entreprise, l'obligation d'investir. Les citoyens demeurent plus attachés que jamais à la protection sociale, aspirent à l'amélioration de la formation. Les uns, notamment dans le secteur public, en tiennent pour la social-démocratie ; les autres, surtout dans le secteur privé, croient davantage aux vertus du libéralisme. Leurs sensibilités diffèrent et s'opposent comme dans toutes les grandes démocraties européennes. En somme, ils réussissent mieux l'apprentissage de la modernité que leurs dirigeants. Ils s'immiscent plus vite contre les maladies infantiles du consensus que les pédiatres de la République.

ALAIN DUHAMEL.

• M. Bousquet-Lambert (MPPT) et la classe ouvrière. — Dirigeant du Parti communiste internationaliste (PCI, trotskiste) et candidat du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) à l'élection présidentielle, M. Pierre Bousquet-Lambert a estimé que « personne ne peut voter pour Chirac, Barre ou Le Pen quand on se propose de la classe ouvrière ou de la démocratie ». Invité, le samedi 28 mars, de la radio parisienne Canal 9, il a engagé les travailleurs à réaliser leur unité eux-mêmes.

M. Barre

Eau froide

M. Raymond Barre a affirmé, le samedi 26 mars à Alençon, qu'il y a parfois des moments de stupéfaction quand on entend M. Mitterrand se poser en « défenseur de nos institutions ». « Lui, qui a ajouté M. Barre, pendant plus de vingt-cinq ans n'a cessé de combattre la Constitution, l'appelle le coup d'Etat permanent », lui qui a critiqué tous les présidents de la République depuis le général de Gaulle jusqu'à M. Giscard d'Estaing, voilà qu'il se découvre le meilleur défenseur de la Ve République, qu'il veut nous donner des conseils, faire des remontrances.

« Il est nécessaire », a continué l'ancien premier ministre, d'éviter la France de retomber sous la coupe du système socialiste. Chacun devrait craindre l'eau froide nous avons été déchaudés, méfions-nous maintenant de l'eau froide de M. Mitterrand. » Dans un entretien publié le même jour par le quotidien l'Alsace, le député du Rhône se déclare « attristé pour la France » que la campagne présidentielle ne se soit traduite jusqu'à maintenant que par des « querelles subalternes » et déclare, à propos des récentes interventions de M. Mitterrand : « On sent les projets, les propositions pour faire avancer notre pays ? »

M. Chirac

Le culot

Invité, le dimanche 27 mars du « Forum RMC-PR 3 », M. Jacques Chirac a jugé que « M. Mitterrand » a un culot d'acier » pour l'attaquer sur le thème de l'accaparement de l'Etat. M. Chirac a souligné « l'étonnante capacité des socialistes à mettre la main sur les rouages de l'Etat », et a jugé que « la période socialiste a été la période de colonisation du pouvoir ». Le premier ministre a ajouté : « Je n'ai jamais attaqué un socialiste sur le plan de la personne en la désignant comme le diviseur de la démocratie. Ce sont des propos qui émanent d'une personne que je n'ai pas connue dans la presse, qui est tout sauf le sérieux, tout sauf l'idée que je me fais de la démocratie. »

Le maire de Paris a accusé M. Mitterrand d'avoir « ni majorité ni projet » pour gouverner, et de représenter « le recul, la division et l'incertitude, presque l'aventure ». Interrogé sur la récente libération de M. Mohamed Moudjahid et celle des trois otages français du Liban, le candidat a répondu : « La libération de Moudjahid qui est du fait du juge, n'est liée ni de près ni de loin, ni directement ni indirectement, au pro-

PROPOS ET DÉBATS

M. Barre

Eau froide

blème des otages français ou français gardés au Liban. Nous faisons tout, je le répète, et, oui, je garde espoir. Mais pour dire la vérité, je garde espoir depuis longtemps, et cet espoir, hélas ! n'a pas encore été confirmé par les trois de nos compatriotes qui sont de façon aussi indigne gardés en otages. »

M. Lajoinie

La soif

Le candidat du PCF à l'élection présidentielle, M. André Lajoinie, a affirmé, le dimanche 27 mars à la Bastille, devant environ quinze mille personnes, qu'au soir du premier tour, le 24 avril, il ne restera plus qu'un candidat du droit et François Mitterrand. L'un et l'autre défendraient des programmes convergents sur l'essentiel. Il s'agit donc possible, le 8 mai, d'élire Chirac ou Barre. M. Lajoinie a cependant précisé qu'à l'occasion de ce second tour « il aura trop tard pour exprimer votre soit d'une autre politique ». La veille, à Amiens, le candidat communiste avait déclaré que « la notion de paix sociale n'a rien d'une idée fautive » : A la Bastille, il a souligné que « François Mitterrand reprend le vieux thème du grand patronat sur le fait social que Jean Jaurès combattait déjà en son temps ».

M. Le Pen

Le scandale

M. Jean-Marie Le Pen s'est prononcé, le dimanche 27 mars à Neuilly-sur-Seine (Chir), pour l'attribution du SMIC à tous les salariés exerçant leur service national, car il est « scandaleux » que ces jeunes ne touchent que 600 francs par mois. Selon lui, beaucoup de jeunes conscrits sont dans une « situation humiliante » sur le plan financier, et il est anormal qu'ils aient des conditions « inférieures aux PLE et aux TUC ».

M. Méhaignerie

Contradiction

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS et ministre de l'Équipement, a déclaré, le samedi 26 mars : « Personnellement, j'ai toujours été d'une grande clarté : je ne serai pas le force d'appoint du PS et je ne ferai pas une politique inadaptée aux solutions des problèmes du pays. » M. Méhaignerie s'est demandé « comment un centriste pourrait faire une politique de type socialiste ». « Il y a la contradiction flagrante », a-t-il ajouté.

M. Toubon

Rancune

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a énuméré, le dimanche 27 mars, lors du « Grand Jury RTL-Le Monde », les raisons, selon lui, de ne pas voter pour M. Mitterrand : « Son comportement de rancune et de revanche, a-t-il dit, conduira nécessairement à l'affrontement. C'est un politicien habile, rusé, roublard, ce n'est pas un homme d'Etat, parce qu'il s'est toujours trompé. [...] Il ne maîtrise pas l'appareil du gouvernement et de l'Etat, il pense son temps à traverser les problèmes et non pas à résoudre ceux qui existent : enfin, il n'apporte pas de réponses claires aux problèmes de notre temps. Avec lui, c'est le flou, l'improvisation. » M. Toubon a jugé qu'en cas de victoire de M. Chirac, M. Edouard Balladur serait « le plus capable et le meilleur » pour être premier ministre.

Selon le secrétaire général du RPR, M. François Mitterrand « n'est pas un homme d'Etat » car « il ne maîtrise pas l'appareil du gouvernement et de l'Etat ». « En outre, la preuve dans les médias », a-t-il dit, « il faut être sûr de lui, il faut le suivre. C'est ce qui me paraît grave dans Luchaire, Rainbow Warrior, etc., ce ne sont pas des questions d'argent — ce sont des péripéties — ce qui me paraît grave, c'est que ça n'a pas été commandé, ça n'a pas été contrôlé, ça n'a pas été suivi. »

M. Zuccarelli (MRG)

Non-dissolution

Porte-parole du MRG, M. Emile Zuccarelli, député de Haute-Corse, estime que « les Français trouveront dans la rumeur et les suppositions de rumeur, M. François Mitterrand, l'assurance d'une « réelle institution des lois » et de l'efficacité de la bipolarité, il explique que désormais sont créées « des conditions plus favorables à l'unité des Français » secondaires pour qu'on s'unisse sur l'essentiel. »

Jugeant que M. Mitterrand est « l'homme capable, dans le dialogue et l'ouverture, de créer le plus large rassemblement autour d'idées de progrès », le porte-parole du MRG ajoute : « On y parvient dès le lendemain de l'élection, et donc sans avoir recouru à la dissolution, ne dépendra pas uniquement de lui-même. Il faudra aussi qu'un certain nombre d'hommes et de femmes de bonne volonté sachent dépasser les réflexes ordinaires et résister aux tentatives du sectarisme pour privilégier le service du pays. »

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES RETRAITÉS

Avec notamment des articles de : P. MAUROY, G. JOHANET, J. FRANCESCHI, P. BEAU

Envoyer 36 F (timbre à 2 F en chèque) à APRES-DEMAIN, 27 rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en indiquant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économies, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

Il est possible de réintégrer les indépendantistes dans les institutions en Nouvelle-Calédonie déclare M. Mitterrand à l'AFP

M. Mitterrand déclare, dans un entretien à l'agence France-Presse publié le dimanche 27 mars : « Je n'approuve pas ce qui a été fait » par le gouvernement Chirac en Nouvelle-Calédonie « parce que les initiatives prises depuis plusieurs années — avant même les gouvernements socialistes, notamment par MM. Djoud et Stirn — tendaient à reconnaître la réalité culturelle canaque, la nécessité d'une réforme foncière et celle d'établir un équilibre ethnique, politique et social, équitable entre les communautés (...). Puisqu'il y a un mécontentement entre les deux groupes principaux, il était bon d'accroître les pouvoirs régionaux. Nous sommes aujourd'hui en retrait par rapport à ces dispositions ». Le désaccord entre M. Chirac et M. Mitterrand à propos de la Nouvelle-Calédonie se caractérise ainsi, selon lui : « Ce sont deux conceptions de notre société, l'une égalitaire dans le vrai sens du mot, l'autre pas ». Le statut Pons, remarque-t-il, « doit être appliqué », mais c'est une loi, « mais ce qu'une loi a fait, une autre peut le changer ».

M. Mitterrand juge possible de réintégrer les indépendantistes dans les institutions « par plus d'équité, le sens de la justice, le respect pour chacun de sa réalité culturelle, de ses justes intérêts. Le système foncier actuel représente une offense grave à la dignité du peuple canaque ». Il ajoute, à propos des départs de l'outre-mer : « La décente-

Mais où sont les pressions d'antan ? L'époque où les « coups de fil » ministériels, réels ou fantasmagiques, rythmaient la vie des rédactions audiovisuelles semble aujourd'hui reléguée dans la préhistoire des rapports entre les hommes politiques et la télé. Foi de journalistes ! Au moins jusqu'à la déclaration de candidature de François Mitterrand, la campagne présidentielle aura marqué la fin de cette ambiance lourde, toute de suspensions et d'arrière-pensées, qui imprégnait les échelons précédents.

On a beau chercher, fouiller : rien. Les candidats et leurs entours seraient devenus discrets comme des violette. Finis ces temps fâcheux où ils faisaient sans vergogne les portes des studios, comme en terrain conquis. « Qu'est-ce qu'on est peiné », s'avoue Patrick Poivre d'Arvor qui tient les rênes du journal de 20 heures sur TF 1. Chef du service politique d'Antenne 2, Paul Amar peut interroger seul le chef de l'Etat : aucune voix ne s'élèvera dans la rédaction ni à l'extérieur pour lui reprocher un excès d'acidité ou de complaisance. « On est bien dans nos têtes, bien dans nos baskets », résume-t-il.

Libres, ils sont enfin libres, disent-ils. « Nous invitons au journal qui nous voulons », explique Patricia Charnelet, présentatrice du journal de la mi-journée sur Antenne 2. Quand le service politique propose à la conférence de rédaction de passer tel ou tel homme politique, plus personne ne soupçonne un coup fourré, ne redoute un enlèvement de la « Da » jamais vu. A sa manière sobre, Patrick Duhamel, ci-devant gardien de l'orthodoxie giscardienne à TF 1, aujourd'hui directeur de l'information sur la Cinq, dépose le bilan de ces années de muséologie où les liens avec les élus étaient « soit de complaisance soit d'hostilité ».

« Pense au téléphone »

L'audiovisuel — secteur privé et secteur public confondus — serait-il donc définitivement guéri du soupçon ? Cette campagne serait-elle enfin la première de l'âge adulte de l'information télévisée ? Nuanou. En cherchant bien, on trouve tout de même trace de quelques incidents. Le cabinet de Jacques Chirac, certain dimanche soir, s'est ému de ne pas entendre sur TF 1 la reprise d'une importante déclaration du candidat au « Grand jury RTL-le Monde » et l'a dûment manifesté en appelant Michèle Cotta, directrice de l'information de TF 1, incident vite épongé : « C'est vrai, nous avons oublié », reconnaît-elle.

L'Elysée, pour sa part, a créé un gros chagrin au sein du service politique d'Antenne 2 en le court-circuitant pour offrir à Elie Vannier, directeur de l'information, l'exclusivité de la visite présidentielle dans une école de Belleville, à Paris, exigeant un passage que ce soit une femme qui couvre l'événement. Une affaire d'Etat n'aurait pas mieux été traitée : Elie Vannier dépêche sur place, dans le plus grand secret, deux équipes et deux caméras (on ne sait jamais) et un journaliste du service étranger pour cette rencontre au sommet entre François Mitterrand et trente bambins.

Quant à Jack Lang, « il est pendu au téléphone », raconte Michèle Cotta, au point que je me demande comment il fait pour tout regarder. Dès que Léotard inaugure quelque chose, il nous rappelle que c'est

La tranquillité des chaînes de télévision

Mitterrand qui avait eu l'idée. Mais il faut ça assez bien. Humeurs, vapeurs, foudres, collages, rages éphémères... Même mises bout à bout, ces vagues ne forment pas une tempête.

Signe des temps, les pressions sont désormais « amicales » et prises à la légère pour mieux s'en débiter. On écoute gentiment et distraitement les tirades d'un Georges Sarre (PS) ou d'un Roger-Gérard Schwarzenberg (MRG), eux aussi régulièrement pendus au téléphone. Patrick Poivre d'Arvor mentionne dans un sourire les « lourdes pressions d'après-déjeuners » qui ne vivent que le temps d'une digestion. « Globalement, les attachés de presse des hommes politiques sont bien moins agressifs que ceux des salons professionnels », note Elie Vannier.

Chaque chaîne, en fait, a ses raisons particulières de travailler en eaux calmes. TF 1 est « embouguisée » des pieds à la tête. Fini la valse synchrone des PDG débattant et remballant leurs cartons sur un coup de sifflet de l'Elysée ou de Malignon. « Notre avantage sur nos camarades d'Antenne 2, explique PPDA, c'est que nous savons qui sera notre patron l'an prochain ! »

Dans un autre genre, éperdue d'angoisse à l'idée d'être accusée de fabriquer un *Figaro* audiovisuel, la jeune rédaction de la chaîne Hénaut-Berlusconi voue un véritable culte à l'objectivité et à l'honnêteté. « Soit parce qu'ils y croient, soit pour se faire une virginité, les gens d'ici souhaitent faire une chaîne de référence », explique Pierre-Luc Séguillon, éditorialiste politique de la Cinq.

A tout prendre, le service public se sent plus coincé, même si le jeu de la concurrence gonfle bien des mauvaises habitudes et dissout les vieux réflexes. Ainsi Elie Vannier cache-t-il de moins en moins qu'il se sait en suris, et tente de faire oublier l'éviction de Claude Sérillon du « 20 heures » en ne perdant pas une occasion de faire discrètement valoir ses amitiés élyséennes au détour d'une conversation. Et de rappeler qu'il a insisté pour qu'une des journées à thème organisées par A 2 soit baptisée « France multiraciale » et non « Immigration ».

Il s'empêche. La rivalité entre les chaînes a dénoué le bâillon de naguère. « Il est impossible de diffuser des journaux partisans aujourd'hui, ou alors on se plante », résume Patrick Duhamel. Et le résultat est là. « Avant de monter un sujet, explique Arlette Chabot, chef du service politique de TF 1, on ne se demande plus si l'on va plaire ou déplaire. Jamais, lors des précédentes campagnes, on ne se serait permis d'illustrer les rapports Chirac-Barre avec un petit cœur tricolore, d'habiller Léotard en costume marin pour marquer sa relation filiale avec Giscard, ou même de diffuser un fond musical sur un sujet politique ».

Mis en veilleuse lors de la campagne législative de 1986, le « Bébête Show » de Stéphane Collaro a fait sa rentrée juste avant le « 20 heures » de TF 1. Comment la télévision pourrait-elle, à quelques minutes d'intervalle, tourner Barzy, Kermif, et les autres en dérision et recevoir leur sermon comme à la grand-messe ? Si la télévision est aujourd'hui moins que jamais « la voix de la France », selon l'immortelle expression pompidolienne, cela tient aussi à cette désacralisation des responsables politiques. Pour la

nouvelle génération des reporters, observe Paul Amar, « un ministre, ce n'est plus Dieu le Père ».

Comme il paraît loin le temps où le porte-parole du gouvernement assénait, chaque mercredi, à la France chapeau bas l'énumération des projets de loi sur le statut des gardes-champêtres ou sur l'avenir de la marine marchande discutés au conseil des ministres. « L'habitude s'est perdue quelque temps après 1981, se souvient Arlette Chabot, et puis on a arrêté ».

L'absurdité de l'utilisation de critères quantitatifs pour mesurer l'honnêteté des journalistes éclatera s'il se vérifie qu'un candidat — François Mitterrand, par exemple, — souhaite mener une campagne « discrète », et ne pas trop se montrer. Déjà, la rumeur colporte que les conseillers du président de la République seraient tentés de sélectionner « ses » médias. Des contacts ont été pris avec la 5 pour proposer, en lieu et place de François Mitterrand, l'un de ses proches, Pierre Bérégovoy ou Jack Lang. « C'est pénalisant pour nous », constate Patrice Duhamel. Il va y avoir un problème. Je ne sais pas comment le résoudre. « Nous serons bien obligés de tenir compte de leurs stratégies », explique en écho Arlette Chabot.

Pour compléter encore ces subtilités, toutes les réactions audiovisuelles sont en train de faire connaissance avec un maître redoutable : l'audience. Cette confrontation a été brutale sur la 5, où Pierre-Luc Séguillon a été contraint de remplacer son émission. La preuve par cinq : par des interviews de vingt-cinq minutes.

Sur la chaîne Bouygues, le choc a été plus foudroyant, mais « l'Audimat est l'oxygène de tous les gens qui dirigent cette maison », résume Marie-Laure Augry, ex-présentatrice, avec Yves Mourousi, du journal de 13 heures. Les journaux restent cependant encore privilégiés. « La rédaction n'est pas dans la situation d'un Jean-Luc Lahaye, qui tremble chaque semaine que son émission soit supprimée s'il ne fait pas assez d'audience », note Arlette Chabot.

Mais il n'est plus question de « casser les pieds » des téléspectateurs avec des sujets graves à tout bout de champ. Les sondages indiquent clairement qu'une majorité de Français bâillent en suivant distraitement la campagne. Donc, pas question d'en rajouter. « Il faut faire ça à doses homéopathiques », indique Marie-Laure Augry.

Présidentielle oblige, les émissions politiques de la Une ont jusqu'ici réussi à être éparpillées par la course à l'audience. En faisant valoir à la direction, chacune dans son registre, l'argument de l'image de la chaîne, les « trois grâces » de TF 1 sont parvenues à sauvegarder provisoirement leurs tranches horaires. « Anne Sinclair leur rentre dans le chou avec une force incroyable », Christine Ockrent fait la queue, et moi j'ai de la diplomatie », résume Michèle Cotta.

Mais nul ne s'y trompe. Après la présidentielle, les chances des émissions politiques de se maintenir dans le prime-time sont des plus réduites. Le diu Audimat veillera sur tout et tous.

« A tout prendre, confie Patrick Poivre d'Arvor, je préfère la dictature du public à celle du pouvoir. L'avenir apprendra aux rédactions de l'audiovisuel si l'on survit plus facilement au stress des sondages qu'à celui des « coups de fil ».

LAURENT GRELSAMER et DANIEL SCHNEIDERMAN.

Une bonne illustration

M. MITTERRAND insiste sur la situation en Nouvelle-Calédonie parce qu'il sait qu'il touche la « fin des millions faibles de la course endossée par M. Chirac ».

La politique conduite sur ce territoire depuis mars 1986 est, en effet, à l'opposé du discours de rassemblement tenu par le premier ministre. S'il est un endroit où la « paix civile » et la « cohésion sociale » sont menacées par les conséquences de cette politique qui marginalise la communauté canaque, c'est bien la Nouvelle-Calédonie.

La preuve en est que les prochaines élections régionales, cumulées, le 24 avril, avec le premier tour de l'élection présidentielle, devront avoir lieu sous la protection renforcée des forces de l'ordre.

La volonté affichée par les dirigeants du mouvement indépendantiste de rompre, cette fois, avec la violence, n'est que le revers de la médaille. Lors du référendum du 13 septembre, les indépendantistes ont tiré la pire note de cette échec. Et même si la pire, heureusement, n'est pas sûr, compte tenu de la densité de la présence militaire dans les zones contestées politiquement par le FLNKS, ce n'est pas l'image d'une démocratie tranquille que la France offrira à l'occasion de ce scrutin.

Dans la meilleure des hypothèses, les nouvelles élections régionales confirmeront la prédominance du mouvement indépendantiste dans les zones de brousse, c'est-à-dire sur les trois quarts du territoire, et l'édifice institutionnel conçu par le gouvernement à l'initiative du ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, apparaîtra bancal dans la mesure où les conseils régionaux de ces zones révéleront une représentativité contestable.

Révélatrice est, en ce sens, la décision prise dimanche par le mouvement indépendantiste modéré Libération kanaké socialiste (LKS) de boycotter lui aussi le scrutin du 24 avril en appelant ses militants à participer, en revanche, au second tour de l'élection présidentielle pour appuyer le « candidat de la gauche ».

La position de M. Mitterrand, qui envisage, s'il est réélu, de demander au nouveau gouvernement une révision du travail de M. Pons, ne manque donc pas de cohérence. Elle semble diverger sur ce point de celle de M. Raymond Barre qui se déclare partisan, dans une lettre adressée au maire de Nouméa, du statu quo statutaire, bien que l'analyse du président-candidat comporte, sur ce terrain encore, beaucoup de convergences avec les préoccupations du candidat de l'UDF.

Le rappel des infructueuses tentatives de réforme menées en matière foncière de 1974 à 1981, pendant le septennat de M. Giscard d'Estaing, par des hommes comme MM. Paul Djoud et Olivier Stirn, aujourd'hui honnis par les conservateurs locaux, traduit la volonté de M. Mitterrand de s'inscrire dans une certaine continuité centrée. De même que sa réaffirmation selon laquelle il ne saurait y avoir d'issue politique en Nouvelle-Calédonie, que négociée dans un souci d'équité et de compromis.

Ce faisant, M. Mitterrand ne reprend pas explicitement à son compte le concept d'« indépendance-association », auquel le PS reste attaché, mais il s'oppose implicitement à toute perspective d'indépendance qui serait conçue comme une rupture totale avec la France. Il ne peut pas ne pas tenir compte, bien entendu, du résultat du référendum du 13 septembre, malgré la radicalisation que ce scrutin a provoquée chez la plupart des Canaques.

La tutelle du RPCR

L'insistance de M. Mitterrand s'explique aussi par le fait que les inégalités diverses dont souffre la Nouvelle-Calédonie fournissent une illustration du fonctionnement de l'« Est-RPR » par la place prépondérante que la branche locale du mouvement chiracien, le RPCR, tient dans tous les domaines de la vie publique et du secteur privé. S'il est un lieu où règne la loi d'un « clan », d'une « bande » et d'une « faction », c'est bien ce territoire des antipodes soumis à la tutelle pesante du parti de M. Jacques Lafleur, député RPR, inspirateur transigeant de la politique gouvernementale, violemment critiqué à la fois par la gauche, les communistes et le Front national.

M. Mitterrand joue donc sur du velours, assuré qu'il est d'obtenir, sur ce dossier lancinant, l'appui de toutes les sensibilités de gauche, y compris de celles d'extrême gauche, particulièrement meurtries depuis le verdict d'acquiescement du procès des auteurs de la fusillade de Hianghène, mais également le soutien de tous les électeurs modérés.

Même si ce nouveau grain de sel présidentiel ne fait qu'aviver les vieilles plaies de cette terre des antipodes balotée au fil des batailles politiques métropolitaines, alors que tout devrait y appeler, justement, à l'esprit de rassemblement.

ALAIN ROLLAT.

tant de communistes déjà avec François Mitterrand

Dans le rassemblement avec François Mitterrand, la composante communiste tient déjà une large place.

Ainsi se confirme l'attachement des communistes à l'union, à la justice sociale, au socialisme démocratique, à ce qu'il y a de meilleur dans leurs valeurs. C'est le choix de l'efficacité.

Signe des temps, les vieux clivages séparant socialistes et communistes s'estompent. Sous nos yeux, dans la gauche, une nouvelle culture politique est en train de naître. Elle réconcilie l'idéal d'une société meilleure et le changement au quotidien. Elle s'affirmera avec éclat dès le premier tour.

RCH directeur Henri Fiszbin
Rencontres Communistes Hebdo
l'hebdo des communistes dans la gauche
uniquement sur abonnement
19, rue Béranger 75003 Paris

هنا من الامم

قناة الجزيرة

Le Monde REGIONS

UN ENTRETIEN AVEC ROLAND CASTRO

Paris est trop petit, il faut créer un Grand Paris

Roland Castro, quarante-sept ans, militant socialiste et journaliste à ses heures, est architecte et responsable de la mission « Banlieues 89 ». Il a répondu à nos questions sur l'avenir de la région parisienne que nous avions évoqué dans notre numéro spécial sur « Les vingt ans de l'Île-de-France » (26 novembre 1987).

« Quel constat faites-vous sur la situation de la région Île-de-France en 1988 ?

« Il y a d'abord Paris qui étouffe mais reste admirable, s'embellit des grands projets et du programme de réajustement vers l'est, qui est intelligent. La décision de démanteler le ministère des finances à Bercy revêt un caractère hautement symbolique. Que le « couloir » du budget se retrouve installé dans le territoire de la plaine, c'est bon. Notons au passage que le déplacement du centre de gravité de Paris vers l'est, donc vers la gare de Lyon, va nous obliger à penser les relations entre Paris et Lyon, grâce au TGV, de la même façon qu'on pense les rapports de banlieue à banlieue.

« Mais d'un point de vue général, l'avenir de Paris n'est plus à Paris. Paris est trop petit en soi, il devient la résidence secondaire de la bourgeoisie de province. Le pas de Paris se ralentit, Paris vieillit.

Cauchemar au sud

« Et les villes nouvelles, elles ornent Paris ou le valorisent ?

« Elles ne vont pas si mal, on y habite bien, on peut même y trouver du travail. C'est mieux que les « 4000 » à La Courneuve. Mais la Vallée, Disneyland, tout ça c'est bien, c'est positif. Et je ne suis pas de ceux qui réduisent une quelconque ambition parisienne de notre Est parisien. J'approuve tout ce qu'on envisage à l'est pour équilibrer la région. A ce que l'on fait dans le centre de Paris, globalement je dis oui aussi. Mais là où ça ne va pas du tout, c'est dans l'entre-deux, dans ce territoire qu'on appelle banlieue.

« Pourquoi ?

« Disons que ça va bien lorsqu'il s'agit de l'entre-deux

naturel, dont la capitale symbolique est Versailles, donc en gros à l'ouest, dans les départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine, là où les courures sont bien faites, où la périphérie passe loin des logements...

« Mais la Défense, avec ses centaines de milliers d'emplois à venir, ne vous effraie pas ?

« Non, je trouve cela plutôt bien, à condition bien sûr que soit réglé l'énorme problème du logement. En revanche, dans le nord, notamment en Seine-Saint-Denis, on se trouve devant un vrai loup historique, une accumulation d'erreurs urbanistiques et politiques. A l'est aussi la situation est difficile, mais c'est surtout au sud, dans toute la partie le long de la Seine située entre les lignes SNCF de Lyon et d'Austerlitz, qu'existe l'endroit le plus pauvre de la région parisienne, une immense friche foncière complètement cauchemardesque.

« Je résume : toute la politique urbaine conduite — ou alors le laisser-faire — depuis vingt ans a conduit à la constitution d'un « entre-deux » banlieusard qui s'effiloche d'année en année et qui est le résultat d'une histoire urbaine et d'une histoire de sol, obéissant à la règle suivant laquelle le centre rejette ses pauvres à la périphérie. Rappelez-vous que les « 4000 » de La Courneuve appartenaient à l'office HLM de Paris. Paris annexait les deux grands bois et déposait en Seine-Saint-Denis ses pauvres, ses déchets, ses débris. Et les villes nouvelles n'ont pas permis de contraindre cette évolution.

Sur la ligne des forts

« Face à cette situation quelles sont vos propositions ?

« Elles remontent à juillet 1983, lorsque François Mitterrand a passé commande à l'équipe de « Banlieues 89 » d'une étude sur le thème « Comment remettre de l'ordre dans la région parisienne ? » Nous avons accouché de cinq idées simples, nous appuyant pour dessiner le Grand Paris sur les leçons que nous donnait Paris.

1) Utilisation de la ligne des anciens forts militaires comme

lieu de liaison géographique et pratique de toutes les gares de lignes de métro (création d'un VAL ou d'un tramway).

2) Utilisation de la Seine et des canaux du nord comme itinéraires de reconstitution des espaces.

3) Le gommage du périphérique, sa transformation en avenue ; la report sur ce périphérique



ROLAND CASTRO

des gares de l'Est, du Nord, d'Austerlitz et de Lyon, avec une double entrée de ces gares sur Paris et la banlieue.

4) La liaison, au-delà, d'un super-périphérique qui suppose que la A-86 soit enfin bouclée, malgré les scandaleuses résistances de certaines villes.

5) Un assemblage coordonné de jardins et d'avenues à la manière dont Alphand l'a fait du temps d'Hausmann (la plus grande, ce n'était pas Hausmann, c'était son jardinier, sur tout le territoire du Grand Paris).

« Tout cela part d'une vision simple et poétique de Paris. A Paris, tout se résume, se raccorde à la Seine. Les principales artères sont perpendiculaires au fleuve, vers lequel se tournent toutes les constructions. Mais dès qu'on passe en banlieue, ces repères disparaissent. Tout s'est organisé autour des lignes modernes de transport : routes, lignes de métro. Notre travail a d'abord consisté à retrouver, réinventer des axes, des références,

et par exemple la ligne des forts, qui permettait d'organiser autour quatorze buttes Montmartre potentielles.

« Comment votre projet a-t-il été accueilli par les autorités politiques depuis 1983 ?

« L'Elysée, bien sûr, nous a toujours soutenus. Quant à Michel Giraud, le président du conseil régional, au début, il a pensé que notre projet était de la poudre aux yeux. A partir de 1985, lorsque nos propositions ont été exposées à Beaubourg, il a commencé à changer d'avis et, depuis, nous travaillons avec l'IAURIF sur les bords de Seine.

L'ancienne Seine

« Alors, votre conclusion...

« Le bon territoire pour l'aménagement de la capitale et de sa banlieue, c'est, à notre avis, l'ancien département de la Seine, un peu élargi. C'est là que peut s'établir des solidarités, se dégager une « zone de chaleur ». C'est là qu'il y a des traces d'histoire administrative. Voilà le territoire du futur Grand Paris, d'une capitale à l'échelle européenne.

« Mais quelle solution administrative prévoyez-vous ?

« Que les communes, c'est-à-dire soixante-dix ou quatre-vingt-dix collectivités successives qui ajouteraient les vingt communes de Paris — je dis bien communes et non arrondissements, c'est-à-dire des communes avec leurs noms, acceptent de déléguer leurs compétences d'urbanisme à un « super-maire » ou à un président de communauté urbaine, ou à un président d'établissement public. Mais que ce maire ou président soit une personnalité extrêmement forte, avec des pouvoirs très importants.

« Vous vous heurtez ainsi à des batailles qui verrouillent tout...

« Oui, je vois vous les citer : la RATP, la SNCF et l'armée, qui ne veut pas abandonner les forts. Si notre projet est accepté, il est indispensable que ces quatre organismes d'Etat s'inclinent.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD.

économique, des milieux de la recherche et de la formation supérieure, des industries de pointe, mais aussi des fonctionnaires, des représentants du département et du conseil régional, des élus, des personnalités politiques.

S'appuyant sur son potentiel de recherche avec notamment le grand accélérateur national à ions lourds (GANIL), sur ses structures de formation de haut niveau comme l'université et sur des entreprises performantes dans le domaine des technologies de pointe, la technopole de Normandie-Caen veut conquérir sa place dans la « technosphère » européenne et mise sur les secteurs tertiaire et quaternaire pour développer l'emploi.

Des études d'aménagement des sites d'appui de la technopole caennaise seront lancées dans quelques jours sur les communes de Caen, Hérévill-Saint-Clair, Epron, autour du GANIL. Deux sites supplémentaires sont déjà programmés : le parc d'activités technologiques de Caen et le Service d'études communes des Postes et Télécommunications, où cent soixante ingénieurs travaillent sur la monétique.

Après les querelles parisiennes qui ont marqué la mise au point de la loi d'orientation, une fois encore, les villes de Caen et d'Hérévill-Saint-Clair, les promoteurs de la technopole caennaise comptent aujourd'hui sur la nouvelle synergie qui devrait engendrer cette structure régionale.

PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR

Toulon en souterrain ?

Le ministère de l'Équipement a inscrit comme l'une de ses priorités la traversée souterraine de Toulon, dont les travaux évalués à 1,3 milliard de francs devraient commencer en 1990. Véritable « serpent de mer », cette voie souterraine devrait être terminée « durant le X ou le XI^e siècle », a déclaré Pierre Méhaignier en visite à Toulon.

Un tunnel, composé de deux « tubes » souterrains permettra d'éviter la traversée toujours difficile de Toulon. Les travaux devraient commencer en 1990 avec la construction d'un premier « tube » dans le sens Nice-Marseille. Mais le montage financier de cette opération, qui sera payé par la région, l'État, la ville et le conseil général, n'a pas encore été définitivement arrêté.

RHÔNE-ALPES

Les Lyonnais ne décollent pas

Les retraités du département du Rhône ne manquent pas de tonus. Une quarantaine d'entre-elles ont célébré la fête des grands-mères le 11 mars dans une boîte de nuit lyonnaise. Les « Anées Folles », comme elles s'appellent, ont voulu montrer de quoi elles sont capables, elles avaient invité les membres d'une association de jeunes mairats à les rejoindre. Les habitués du dancing ont été abasourdis par l'entrain des vieilles dames. Mais à 1 heure du matin, celles-ci sont sagement rentrées chez elles.

La soirée, peu banale, avait été organisée par Jean-Michel Caudron, tuteur, son responsable d'une association qui s'occupe de l'animation des deux cents établissements pour personnes âgées du département du Rhône (1). Cette institution, sans équivalent en France, est soutenue par le conseil général, une vingtaine de caisses de retraite et de nombreuses municipalités. Jamais à court d'idées, J.-M. Caudron a organisé le 1^{er} mars un 15 avril un festival d'interprétations intitulé « Votre âge me cultive ». Allant de salles de quartier en résidences, Léonie, soixante-dix-sept ans, et Ginette, quatre-vingt-quatre ans, deux Avignonnaises, qui ont découvert leur talent sur le tard, ont su tendre de rire des centaines de spectateurs en interprétant une comédie parodiée fort drôle « Armistice au pont de Gravelle ».

Deux « jeunesses » venues de Paris, Gergette, soixante-cinq ans, et Berthe, soixante-six ans, ont également la tournée des maisons de retraite de département en interprétant des comies. Une exposition de peinture et de photos, des tables rondes, diffusées par Radio-Fourvière et un colloque sur l'utilisation de l'audiovisuel dans les établissements de personnes âgées sont encore au menu du festival. Les retraités lyonnais ont décidé de ne pas décoller et ils le prouvent.

(1) 109, rue CAPA - 142 bis, avenue de Saint-Germain Lyon 6 - 78 62 58 24.

BRETAGNE

Nouvelle vague, nouvelle image

Le comité régional du tourisme de Bretagne vient de choisir un nouveau slogan pour la Bretagne. Depuis 1981, on parlait de la « Bretagne tonique », une image qui avait le grand mérite d'être reprise par l'ensemble des professionnels du tourisme. Mais « une image trop restrictive, limitant son impact aux activités littorales », estime Yvon Bennot, président du CRT, qui a souhaité pour la promotion de la Bretagne « une image plus jeune, plus accueillante, plus à la mode ».

Le conseil régional a accordé 4 millions de francs pour cette nouvelle campagne de promotion, venant après deux saisons touristiques médiocres.

Quinze agences ont présenté des projets, et c'est celui de l'agence rennaise HDM Inedit qui a été retenu. Désormais, les messages publicitaires, les affiches, les dépliants et autres guides ou cartes postales parleront de la « Bretagne nouvelle vague ».

Du 20 au 26 avril, dans les couloirs du métro, les Parisiens pourront prendre connaissance du nouveau visage de la Bretagne touristique. Deux mille affiches seront alors placardées autour de trois thèmes : « Il y a trop à voir pour ne pas chercher à être vu... » « Cette année, j'ai choisi les bords de mer, pas les bords de foule... » « Drôle de lieu de vacances, les sources y sont naturelles, pas saisonnières... ».

ÎLE-DE-FRANCE

Port-Cergy

Un port de plaisance d'une capacité de cent cinquante places va être créé sur les bords de l'Oise, à Cergy-Pontoise (Val-d'Oise). Il s'intégrera dans un ensemble immobilier baptisé « Port de Cergy », qui comprend un programme de trois cent logements, 1 500 mètres carrés de commerces et un hôtel de cinquante chambres.

Conçu par les architectes François et Bernard Spoery, concepteurs de Port-Grimaud (Var) et de Port Liberty, en face de New-York, le quartier du port de Cergy-Pontoise devrait être réalisé, pour sa première tranche, en juin 1990. Il sera géré par la chambre de commerce et d'industrie Val-d'Oise-Yvelines.

MIDI-PYRÉNÉES

Le génie des procédés

Le Centre national de la recherche scientifique vient de créer à Toulouse, avec sept autres laboratoires de la région, un groupement scientifique baptisé MIDIGEP. Cette structure rassemble la fine fleur de la recherche régionale, soit près de trois cents scientifiques spécialisés dans le génie des procédés. L'objectif est de soutenir et de développer les travaux pluridisciplinaires en favorisant le transfert technologique vers l'industrie.

Le secteur couvert est vaste : des industries agro-alimentaires à la pharmacie en passant par la production d'énergie. Les travaux s'orientent déjà autour de trois thèmes. Le premier est le génie de l'agitation

mécanique, des appareils qui servent à mélanger des produits ou à favoriser des réactions chimiques ; les études portent sur l'amélioration de ces machines. Deuxième thème : le génie de la chimie fine ; il s'agit ici de produits complexes à forte valeur ajoutée indispensables à la pharmacie, à la cosmétologie ou encore à l'électronique. Enfin, le génie de la production des couches minces pour l'électronique. Tout cela devrait conduire à des gains de productivité sur les fabrications de transistors, circuits intégrés ou cellules photovoltaïques.

Mais MIDIGEP caresse également des ambitions européennes. En

s'ouvrant sur d'autres pôles de recherche, le groupement toulousain espère devenir leader de l'Europe du Sud dans le génie des procédés.

Pour sauvegarder l'Isard

Les présidents des sociétés de chasse de sept communes des Hautes-Pyrénées — Aulon, Campan, Cleut, Vieille-Aure, Saint-Lary, Barbazan et Quatre-Vaux — les élus de ces communes, les responsables de l'Office national de la chasse, la Fédération départementale des chasseurs, la Direction départementale de l'agriculture, l'Office national des forêts, les services vétérinaires et le Parc national

Un hebdomadaire espagnol dans le Roussillon

Catalans sans frontière

La presse régionale française avait, jusqu'à présent, préservé son territoire naturel. Davantage même : placés aux avant-postes, certains quotidiens régionaux ont réussi des incursions aux frontières du nord et de l'est de la France (Nord-Eclair, en Belgique, et l'Est républicain, au Luxembourg). Nos défenses viennent pourtant de céder au sud, avec la récente installation à Perpignan (Pyrénées-Orientales) de *Punt Diari* (le Point du jour), un journal catalan espagnol.

Punt Diari, dont le siège est à Gérone, en Catalogne, à quelques kilomètres de la frontière franco-espagnole, est l'un de ces journaux d'expression catalane nés ces dix dernières années dans l'élan de l'après-franquisme. Aidé, comme ses pairs, par le puissant gouvernement autonome de Catalogne, ce quotidien a supplanté dans sa zone de diffusion ses rivaux de langue castillane. La direction a décidé, fin 1986, de déborder sur le versant nord-pyrénéen. Sa stratégie ? Le lancement d'un hebdomadaire en Roussillon, là où le catalan est resté à la fois un moyen courant de communication et un signe d'identité, et a installé à Perpignan une équipe de cinq permanents, des jeunes intellectuels roussillonnais.

En optant, comme son aîné espagnol, pour une couverture sans exclusive de l'actualité locale conjuguée à l'expression d'une « catalanité » dégagée de tout passéisme, le nouveau titre a vite recueilli la sympathie du public et particulièrement des jeunes. Le nombre d'abonnés a aujourd'hui largement dépassé le millier et continue de croître. De même, pour les ventes au numéro (deux mille cinq cents en moyenne). La mayonnaise a donc pris : les annonceurs s'y intéressent et les recettes publicitaires ont quadruplé depuis le lancement du journal. Il y a presque un an, *Punt Diari Catalogne-Nord* accédait quasiment à l'autofinancement. Il vient d'ailleurs d'augmenter son nombre de pages (de vingt-quatre à quarante-huit).

Au siège de l'Indépendant, le tout-puissant quotidien départemental de Perpignan, on observe sans inquiétude l'apparition de ce jeune confrère. L'obstacle linguistique, explique-t-on, garantit toute concurrence trop vive. Le personnel politique local, quant à lui, après un soutien purement verbal, attend. Comment être catalan à la fin du vingtième siècle ? Pour beaucoup de notables locaux, prudents gestionnaires de leurs clientèles, aujourd'hui impressionnés par la puissance de Barcelone, la question reste en suspens.

L'échéance de 1992, date de l'ouverture des frontières européennes et de l'organisation des Jeux olympiques de Barcelone, a accéléré les échanges transfrontaliers : des banques, des entreprises espagnoles s'installent dans la région et vice versa. Les projets en matière de communication vont bon train. Le journal accompagne donc ce mouvement, sans taire les inquiétudes qu'il suscite dans les milieux professionnels ou syndicaux.

Dans le traitement de l'actualité culturelle, la rédaction s'en tient à la même ligne : les programmes de TV3, la dynamique chaîne barcelonaise captée en Roussillon, ont droit à la double page centrale. D'ailleurs, cette télévision vise maintenant le public du nord des Pyrénées avec, par exemple, des retransmissions de matches de l'équipe-phare du rugby catalan, l'USAP-Roussillon. Il est vrai que le prestigieux Football-Club de Barcelone a depuis peu son autonome de supporters dans cette terre de rugby.

Mêler les annonces de concerts de rock et des manifestations de sardane, la danse rituelle des Catalans, n'est pas pour déplaire à *Punt Diari*. Quitte à indiquer des générations catalanistes, il a la volonté de ne pas trop sacrifier à un régionalisme passéiste.

GUY LOCHARD.

La réunion de la Conférence permanente des pouvoirs locaux

L'Europe à partir du terrain

Cent soixante-dix élus locaux et régionaux représentant les 120 000 communes, les régions et les départements des pays rassemblés au sein du Conseil de l'Europe se sont réunis les 15, 16 et 17 mars à Strasbourg. Ils participaient à la session annuelle de la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe (CPLRE), qui, créée en 1975, est chargée de formuler des résolutions qui sont ensuite transmises pour discussion et application éventuelle aux instances européennes ou aux gouvernements nationaux.

C'est dire qu'il s'agit là d'une assemblée travaillant sur le très long terme, lieu d'échanges et de réflexion plus que de décision, pâtissant comme le Conseil de l'Europe lui-même d'être mal connue et insuffisamment entendue.

Une réunion comme celle de Strasbourg permet toutefois

d'apercevoir quelles sont les grandes préoccupations actuelles des collectivités locales européennes. D'un mot, elles souhaitent que leur autonomie soit davantage reconnue et défendue en particulier contre les empiètements de l'Etat et, maintenant, des institutions européennes ; elles voudraient être davantage associées aux grandes décisions politiques nationales ou internationales.

N'est-ce pas en effet au niveau local que peuvent être résolus de la façon la plus efficace et la plus juste des problèmes comme celui de la coopération transfrontalière (le principe de la création d'un centre européen basé à Strasbourg a été retenu) ou de l'intensification du dialogue et de la solidarité entre pays du Nord et pays du Sud sans parler de la question si délicate de la préservation des langues régionales ?

Cette page a été réalisée par :

José Lenzi, Pascale Monnier, Jean-Paul Rosta, Christian Tual, Gérard Vallès.

Coordination : Jacques-François SIMON.

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Retraite sportive

Les vétérans se jettent à l'eau

AUTRANS (Isère)
de notre envoyé spécial

Sur le dos, tête en arrière, bras et jambes enroulés, Alice fait la planche au milieu de la piscine. Ses reins, 2,80 mètres d'eau claire. Il y a quelques jours cette petite dame de soixante-quatre ans osait à peine tremper l'orteil dans le bain des enfants. Autour d'elle, une vingtaine de personnes âgées barbotent comme des canards.

Du plongeon, Berthe, timide retraitée des postes, pique une tête. Elle ne sait pas encore nager et quelqu'un l'attend pour la ramener jusqu'au bord, mais elle n'a plus peur de boire la tasse. Paul, soixante-cinq ans, un ancien de l'industrie automobile, prenait des leçons particulières de natation depuis des mois, à Grenoble. Sans résultat. Fier comme Artaban, il est assis sur le dos sa deuxième leçon de natation.

Nous sommes à Autrans (Isère), dans une maison familiale de vacances équipée d'une superbe piscine. Dehors, le paysage est superbe, une eau à 30 degrés où l'on peut se prélasser durant des heures. Le stage de natation « réservé aux plus de cinquante ans » s'achève. Il n'a duré que cinq jours, mais ces vétérans qui la vie, ou une expérience malheureuse, avait privé des plaisirs de l'eau ont apprécié l'élément liquide dont ils avaient, depuis si longtemps, à la fois peur et envie.

L'organisateur du stage est Jean-Pierre Ernoult, professeur d'éducation physique et directeur fondateur du *Courrier du corps*, le mensuel des retraités qui bouge (1). « Mes lecteurs m'ont encouragé à mettre en pratique ce que je leur recommandais,

dit-il, je me suis lancé en 1985 avec un premier stage expérimental. Cette année, je mettrai à l'eau plus d'une centaine de personnes. » L'idée originale ne consiste pas à faire pratiquer la natation à des retraités. Des dizaines de clubs le font. C'est de les prendre durant une semaine entière à l'écart de leur milieu habituel et de leur appliquer une méthode astucieuse dite du contrat.

Lundi matin, 10 heures : vingt-cinq stagiaires sont rassemblés dans une pièce qui leur servira désormais de PC, de salle de cours et de confessionnal public. Il se présentent : trois quarts de dames, un quart de messieurs. Age moyen : la soixantaine. Tous ont subi le choc de la retraite, légale ou anticipée. Tous ont le complexe du sexagénaire qui ne sait pas nager, qui voudrait combler ce handicap « ridicule » et qui « à son âge » doute de pouvoir y arriver. Ils font connaissance avec leurs maîtres-nageurs, deux professeurs d'éducation physique, souriants, calmes et psychologues : Jacques Anco, quarante ans, et Alain Beylier, trente-cinq ans. Règle du jeu : on fait tout en groupe, on s'appuie sur son prochain, on se tutoie, on s'entraîne les « oui, mais », et les « je ne pourrai jamais ». Avertissement : « Vous n'êtes pas ici pour apprendre à nager ou pour réaliser des performances, mais pour vous faire plaisir. »

A 14 h 30, premier contact avec la piscine. Alice, la doyenne, raconte avec un voix de fillette l'épopée de son maillot de bain : « Quand je suis entrée dans la boutique de ma petite ville, elle, je n'ai pas osé avouer que le maillot était pour moi. J'ai prétexté qu'il était destiné à ma petite fille. On m'a vendu quelque chose de

moderne, très décolleté, impossible. Je l'ai caché dans un tiroir. Puis je suis allée dans un grand magasin, anonyme, où j'ai trouvé ce qui me convenait. C'était ma première victoire. »

L'heure du contrat

Voilà la seconde : entrer dans l'eau chaude que les moniteurs ont parsemée de tapis en mousse et de ballons. On s'éclabousse timidement, on joue, on s'esclaffe comme des gosses. Tout le monde dans le même bain : effacer les tabous et les pudeurs ; faire de l'eau une compagne au lieu d'une ennemie. L'un des moniteurs tourne discrètement la scène. En fin d'après-midi, la bande vidéo est projetée afin que chacun revive ce moment, objective ses appréhensions et exprime ses intentions. Car voici venue l'heure du contrat.

Sur une grande feuille de papier qui restera affichée jusqu'au dernier jour, chacun inscrit au feutre l'objectif qu'il se fixe. Antoine, soixante-quatre ans, un ancien ingénieur de la région parisienne écrit : « Je veux nager sur le dos ». Alice, plus modeste : « Prendre plaisir à faire la planche ». Berthe, volontaire, affiche un seul mot en lettres capitales : « Plonger ». Pauline, une ancienne ouvrière : « Je voudrais arriver à m'allonger au fond de la piscine ». Puis on va dîner en commun, jeter un œil sur la télévision, faire une partie de cartes et surtout dormir, dormir pour effacer les émotions du désajustement.

Le lendemain, dès 8 heures, les vétérans en survêtement sont « en salle » pour une séance de dérouillage. Des mouvements lents et doux, des étirements, des frottements, des jeux d'équilibre par petits groupes.

puis, divisés en deux ou trois classes de niveau, les stagiaires vont au bain. Les premiers exercices consistent à leur faire sentir qu'ils flottent naturellement. Les dames un peu fortes sont avantagées. Dans l'eau jusqu'à la taille, ils s'immergent, regardent le fond à travers un masque, s'essayent à prendre de l'eau dans la bouche et à la recracher. Les moniteurs sont au milieu d'eux, accompagnant ces tentatives découvertes. Ensuite, dans le grand bain, s'aidant du corps d'un camarade comme d'une échelle, on apprend à descendre jusqu'au fond et à remonter sans paniquer.

Le lendemain, nouvelle étape : trouver son équilibre en position horizontale. Autrement dit chacun tente de faire la planche, puis de passer sur le ventre, et enfin de réaliser une cabriolet dans l'eau. Cette familiarité aquatique étant acquise, non sans peine, vient l'apprentissage de la propulsion. Quelques mouvements de bras d'un bord du bassin à l'autre. Chaque soir, on fait le bilan des modestes victoires et on voit les preuves sur l'écran vidéo. Enfin, avant de se quitter, chacun relit publiquement son contrat et s'aperçoit que, en somme, il l'a rempli peu ou prou.

« Nous n'avons pas l'habitude de transformer une vieille dame qui n'avait jamais mis les pieds dans l'eau en spécialiste du crawl », avoue Jean-Pierre Ernoult. En revanche, nous prétendons l'avoir définitivement débarrassée de sa peur du milieu liquide. Tout ou tard, en pratiquant la piscine régulièrement, elle saura nager fort convenablement. »

Il y a mieux que cela, lors de l'ultime séance de bilan, les stagiaires paraissent renoués à bloc. Pauline : « Dès mardi, je retourne aux séances de gym que j'avais abandonnées. » Antoine : « J'étais dans une zone de basse pression. Je repars d'un bon pied. » Pauline : « Ces trempettes m'ont comme rajouté. A présent, j'ai envie de suivre un stage pour réveiller ma mémoire. » Mais la confession la plus impressionnante est celle de Gertrude, cinquante-huit ans, une ancienne poète qui était parvenue à surmonter son handicap, à se marier et à faire carrière dans les assurances. Mais la voilà veuve, à la retraite, seule dans son pavillon de banlieue. Le retour au néant. « J'ai décidé d'apprendre à nager pour me prouver que tout n'est pas fini, dit-elle. C'est démentir. En rentrant, je m'inscris au club des retraités qui vont à la piscine et au cours de philosophie de l'université du troisième âge, à présent tout est changé. J'ai un projet de vie. »

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Fédération française de la retraite sportive et le *Courrier du corps* : 42, avenue de Rome, 93360 Sannois. Tél. : 76-27-24-00.

Condamnés sur le témoignage d'un enfant de deux ans

Deux médecins de Stockholm seront rejugés

STOCKHOLM
de notre correspondante

L'appareil judiciaire suédois a des raies. Le jugement préliminaire du tribunal de première instance de Stockholm, qui avait reconnu, le 8 mars dernier, un médecin légiste et un généraliste coupables du meurtre d'une prostituée en 1984 — sur les seuls récits d'un enfant qui avait deux ans à l'époque — était déjà spectaculaire en soi. Un précédent redoutable venait d'être créé, qui devait faire date dans les annales de la justice du pays. L'affaire prend aujourd'hui une tournure qui remet en question le fonctionnement même des instances judiciaires.

Cela a commencé avec les déclarations pour le moins intempestives des jurés — encore sous serment — à la sortie du tribunal. Le lendemain, le juge — une femme, dont on apprend par la suite qu'elle n'avait pas assisté à l'ultime réunion — avec ces mêmes jurés — précédant le jugement, démissionnait. Grippée, elle s'était fait représenter par la secrétaire du tribunal, qui n'appartient pas à la magistrature. Puis, nouveau rebondissement, les dix jurés donnaient à leur tour leur démission.

Entre-temps, l'affaire avait été portée devant la cour d'appel pour

examen des responsabilités. Cette dernière cassait le jugement de première instance — à cause de l'absence du juge, — et décidait, comme le veut le règlement, que le tribunal de première instance refait un procès « sans faute ». Elle écartait l'examen psychiatrique des deux accusés requis par le procureur, et considérant le réquisitoire du procureur insuffisant, elle demandait la mise en liberté sous contrôle judiciaire des deux hommes.

En disqualifiant ainsi publiquement les travaux du procureur, les quatre « super-juges » de la Cour suprême s'attirèrent à leur tour de violentes critiques : « Un tribunal ne peut pas se faire une idée correcte d'une affaire sans avoir assisté à tous les débats et écouté les parties concernées, les témoins et les experts », déclarait un professeur de procédure pénale indigné.

Dans ces conditions, le procès peut-il être refait ? C'est possible, si toutefois le procureur ne déclare pas forfait. Il doit faire connaître sa décision dans quelques jours, mais il devra fournir des preuves plus convaincantes que les babillages d'un enfant de deux ans.

FRANÇOISE NIETO.

Après un accident d'anesthésie et le décès d'une jeune femme

Condamnation d'un technicien et du responsable administratif d'un hôpital belge

BRUXELLES
De notre correspondant

Le médecin acquitté, mais le technicien et le responsable administratif condamnés à un mois de prison avec sursis : le jugement, mercredi 23 mars, du tribunal correctionnel d'Arlon (sud-est de la Belgique) est venu clore une affaire qui n'était pourtant pas sans ressemblance avec celle de Poitiers en France.

Une inversion, dans un hôpital belge, des tuyaux d'oxygène et de protoxyde d'azote avait, en effet, causé la mort d'une jeune femme et avait failli en tuer une autre. Il avait été établi toutefois, dès le départ, que ces accidents étaient totalement involontaires. Le 17 juin 1982, une femme de vingt-cinq ans accouchait après un accouchement difficile. Le 6 août, soit un mois et demi plus tard, une autre femme, toujours au cours d'un accouchement, bleuit alors qu'on était en train de lui insuffler ce qui aurait dû être de l'oxygène. C'est alors que les médecins constatent que les tuyaux amenant l'oxygène d'une part et le protoxyde d'azote de l'autre avaient été inversés.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Manifestation de soutien aux docteurs Lagarde et Roquette. Environ deux mille personnes ont manifesté, le dimanche 27 mars, à Paris, pour soutenir les docteurs Philippe Lagarde et Augustin Roquette. Il s'agissait, selon le Collectif national pour la défense et l'expérimentation des médecines alternatives — qui organise la manifestation — de protester une nouvelle fois contre l'inquisition, pour sacroscrit et exercice illégal de la pharmacie et de la biologie, de ces deux médecins napoléons.

SCIENCES

Selon M. Chirac

Les dépenses de recherche dans les entreprises devraient augmenter de 25 milliards de francs

« Nous devons nous assigner un objectif ambitieux. Pour rattraper les meilleurs, c'est une augmentation de 50 % de la recherche que nous devons atteindre dans les sept prochaines années. C'est donc une augmentation de 25 milliards de francs de la recherche des entreprises », a déclaré M. Jacques Chirac en clôture du colloque sur la recherche qui se tenait samedi 26 mars au ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Les socialistes ont inscrit dans leur programme l'objectif de faire passer en cinq ans la dépense nationale de recherche-développement à 3 % du PIB. M. Raymond Barre a fait une proposition du même ordre.

Le gouvernement ayant ces deux dernières années sévèrement infléchi la croissance des crédits publics de recherche, M. Chirac pouvait diffi-

lement tenir le même langage. Sa déclaration renvoie la charge du progrès aux entreprises. Que celle-ci fasse peu de recherche est une constante française. Le premier ministre a d'ailleurs relevé dans son discours que la France « n'arrive qu'au 7^e rang dans le monde si l'on se réfère aux rapports entre le nombre de chercheurs et le nombre de personnes actives ».

Mais l'expérience a montré que le tissu industriel français est peu sensible aux appels à faire de la recherche. A l'époque où M. Jean-Pierre Chevènement s'est fait donner un droit de regard sur les programmes de recherche des entreprises nationales, il a pu mesurer que, même une pression aussi directe n'était guère efficace. Dans l'entourage de M. Chirac on estime que des progrès dans ce domaine passent par une amélioration

de la santé financière des entreprises, un développement du crédit d'impôt-recherche, et la mise en place, si nécessaire, de nouvelles aides directes. On souhaite aussi comme l'a dit M. Chirac, que « la société et les entreprises réservent la place qui est la leur aux chercheurs et leur permettent d'avoir une carrière à hauteur des services qu'ils rendent ».

De l'avis général, la qualité de la recherche n'est pas en cause ; la quantité est insuffisante, mais moins que les chiffres ne le suggèrent. Le point vraiment faible porte sur la nécessité d'une meilleure intégration de la recherche dans le tissu économique. Une suggestion a été faite à ce propos : inciter les chercheurs publics à devenir consultants d'entreprises en faisant sauter certains obstacles fiscaux à cette démarche.

M.A.

Amarrage d'un vaisseau spatial soviétique. — Le vaisseau de transport automatique Progress-36 que les Soviétiques avaient lancé voici quelques jours s'est amarré dans la nuit du 25 au 26 mars à la station orbitale Mir. Dans les soutes de l'engin se trouvent du carburant, des vivres et du matériel destinés à la poursuite de la mission de longue durée que les deux cosmonautes Vladimir Titov et Moussa Manarov ont commencée à la fin du mois de décembre.

RELIGIONS

Le pape en Espagne en 1989. — Au cours de la cérémonie de la fête des Rameaux, qui avait attiré près de cent mille personnes sur la place Saint-Pierre, à Rome, Jean-Paul II a annoncé, le dimanche 27 mars, qu'il se rendrait en Espagne, à Saint-Jacques-de-Compostelle, les 19 et 20 août pour y célébrer un grand pèlerinage international de jeunes. C'est la troisième fois que le pape se rendra ainsi en Espagne, après une première visite en octobre-novembre 1982, qui l'avait déjà conduit à Saint-Jacques-de-Compostelle, et après une escale à Saragosse en 1986, sur la route de l'Amérique latine.

Philips Pocket Mémor
Votre Bloc-Notes Electronique


Sur la vie, en réunion, juste après un entretien, entre deux rendez-vous, un déplacement, enregistrez les idées, les réflexions, les notes justes où et quand vous venez à l'esprit. Avec un Pocket Memo Philips, vous avez jusqu'à une heure par semaine pour conserver vos souvenirs. Grâce à votre langue produite, sauvegardez votre efficacité au point de vue de votre Pocket Memo Philips, votre mémoire de poche.

Philips - Le Spécialiste des Appareils à Diodes.

Pour de plus amples informations, appelez nos représentants commerciaux ou contactez la carte-électronique.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Codex postal : _____

TNT TL, Rue Grande Dufferin 5, Square Mar Hyacinthe - 75741 Paris Cedex 15. L.M. 8



PHILIPS

LE NOUVEAU ROMAN DU PLUS GRAND ECRIVAIN D'AFRIQUE DU SUD



André Brink

Etats d'urgence

roman

traduit de l'anglais par Michel Courtes-P.

Nouvelle Collection Cosmopolite Stock

408 p. 98 F

Dans un pays déchiré, saccagé comme l'Afrique du Sud, est-il encore possible d'écrire une histoire d'amour ? *Etats d'urgence* est une réponse vibrante à cette question vitale.

Catherine David
Le Nouvel Observateur

Stock

Le 13 Avril, Entreprises
Creusez l'écrit !

1^{er} COLLOQUE DES GISEMENTS
INEXPLOITES DE L'ENTREPRISEINTERVENTION DE M.
Gilbert TRIGANO

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL DU CLUB MEDITERRANEE

ET DE : Mrs E. PACHURA (PDG SOLLAC), J.F. SAGUO (DG DE L'INDUSTRIE), V. YACHIER (DG ELF FRANCE), R. REITER (DG STRATEGIE HEC), M. BERNIER (DG DVP SOCIAL, BSN).

ORGANISE PAR L'

ACADI

INSCRIPTIONS

S.U.N.E.X.P.A.N.S.I.O.N.

43 Bis rue des Entrepreneurs
75015 Paris Tél. : 43 78 81 55

Contact : B. Desmier

AFICERO

مكتبة من الامم

ÉDUCATION

La lutte contre l'analphabétisme en Haute-Egypte

Les écoliers du Nil

Une association des Amis de la Haute-Egypte vient de se créer en France, en liaison avec l'Association chrétienne de la Haute-Egypte qui a créé de nombreuses écoles gratuites dans le pays. Celle-ci est, jusqu'au 30 mars, l'hôte du Comité catholique contre la faim et pour le développement, qui a pris cette année pour thème de sa campagne de carême la lutte contre l'analphabétisme dans le monde.

MINIÈRE

de notre envoyé spécial

Les enfants sont sagement alignés, comme au garde-à-vous, dans la cour de récréation. Les blouses bleues, en guise d'uniformes, dissimulent des estomacs le plus souvent creux. Un micro diffuse les informations du jour. Les élèves entonnent des chants patriotiques.

Cette cérémonie de lever des couleurs se renouvelle chaque matin à 8 heures, sauf le vendredi musulman et le dimanche chrétien, jours de congé scolaire. Elle se passe à Abou-Korika, près de Minieh en Haute-Egypte, mais elle a lieu, au même moment, à Hagaza, à Sedfa et dans la plupart des villages qui bordent la vallée du Nil, à travers les champs de fèves et de canne à sucre.

L'Association chrétienne de Haute-Egypte (ACHE) scolarise près de 13 000 enfants, dans 38 établissements primaires et gratuits, soit 0,5 % de la population de cinq à douze ans. Une goutte d'eau dans le fleuve ? Oui, mais de telles initiatives privées sont bienvenues dans un pays où l'école est de loin la priorité nationale.

Car l'analphabétisme est la plaie de l'Egypte moderne. Il atteindrait 75 % de la population et davantage encore dans les zones rurales. Qui plus est, tous les huit mois, l'Egypte compte un million d'habitants supplémentaires, soit un taux de croissance démographique de 3 % par an, l'un des plus rapides du monde. Plus d'un Egyptien sur deux a moins de vingt ans.

Pour rattraper le retard, l'Etat devrait construire au moins trois écoles par jour. Il y consacre déjà une grande partie de son budget, mais un enfant sur quatre n'ayant aujourd'hui ni trouva pas de place à l'école. Certaines classes comptent jusqu'à soixante, voire soixante-dix élèves, alors que la limite nationale est de quarante-cinq. On double les horaires. Une première « journée » a lieu de 8 heures à 13 heures, une deuxième de 13 heures à 17 heures.

Catholicisme et Coran

Créée en 1941, bien avant l'explosion scolaire déclenchée par Nasser, l'Association chrétienne de Haute-Egypte s'était dès l'époque fixée comme but la construction d'écoles et la formation, considérée comme la première étape du développement.

Dans le contexte local de confessionnalisme montant (le Monde du 6 février), il faut souligner que sur près de treize mille inscrits dans ces établissements chrétiens, le quart vient de familles musulmanes. L'encadrement est composé de six cent trente employés laïcs. Les instituteurs, chrétiens et musulmans, sont recrutés à l'université et formés aux tâches pédagogiques par l'association. Des prêtres de villages, des congrégations, égyptiennes et étrangères, assurent l'animation religieuse. Conformément à la loi, on enseigne aussi bien le catéchisme aux chrétiens que le Coran aux musulmans.

Si le niveau est réputé élevé, ce n'est pas l'élite qui est visée. Au contraire, l'un des buts de l'ACHE est de scolariser les enfants des familles les plus pauvres, ouvriers agricoles saisonniers, petits fonctionnaires ou artisans. Les élèves dont les parents vivent en dessous du seuil de pauvreté sont estimés à 60 %. Leur scolarité est rendue difficile par la sous-alimentation et par l'absentéisme que provoquent la faible motivation des parents ou les travaux des champs.

« Nous voulons faire de ces enfants les acteurs, pour demain, du développement de leur pays », a dit M^{re} Amin Fahim, ancien avocat, président de l'ACHE, également vice-président du Bureau international catholique de l'enfance et membre du Conseil pontifical pour la culture. Aussi, l'enseignement général fait-il bon ménage avec la formation professionnelle agricole, artisanale. L'association a déjà lancé, dans des villages isolés, des ateliers de tissage, de menuiserie, d'apiculture, des centres de soins et de promotion féminine, etc.

Ce mouvement de chrétiens égyptiens, qui travaille en collaboration avec les Eglises locales, a en effet une conception « globale » du développement. La dimension interconfessionnelle elle-même n'y est pas absente. Depuis quelque temps déjà à El-Zehi-Chabine, près de Minieh, l'ACHE collabore avec l'association islamique de bienfaisance et de services sociaux pour le fonctionnement de la polyclinique locale. Par les temps qui courent, en Egypte, c'est un signe qui compte.

HENRI TINCQ

(1) Présidée par M^{re} Thérèse de Pey-Larocque et M. Joseph Thépot, les Amis de la Haute-Egypte ont leur siège 74, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8^e), tél. : 42-65-67-49. Le CCFD est l'une des grandes ONG partenaires de l'association chrétienne de la Haute-Egypte, qui fonctionne grâce à des fonds privés recueillis en Occident.

EXPOSITION

JEU 1988

DU 18 AU 31 MARS 1988

TEMPS FORTS D'UN SEPTENNAT

ORGANISÉE PAR

Le Monde DANS TOUS LES

Relais H

- ce qui restera des sept dernières années
- les 12 événements qui ont marqué le septennat de François Mitterrand
- comment le Monde en a rendu compte
- les meilleurs dessins de Plantu

1) VISITEZ

L'EXPOSITION DANS TOUS LES RELAIS H DE FRANCE (METRO, GARES, AEROPORTS)

2) TROUVEZ

CE QU'EN PENSENT LES FRANÇAIS. PARTICIPEZ AU JEU. Sur la base d'un sondage IPSOS pour le Monde et Relais H.

GAGNEZ

X CROISIÈRES POUR 2 PERSONNES EN MEDITERRANEE (1^{re} et 2^e PRX)

• VENISE • DUBROVNIK • MYSTRA • ISTANBUL • RHODES • VILLEFRANCHE



JEU GRATUIT SANS OBLIGATION D'ACHAT

مكتبة الأناجيل

REPÈRES

Chasse

Des milliers de protestataires dans la rue

Plusieurs dizaines de milliers de chasseurs ont manifesté samedi 26 mars dans les rues de Bordeaux, Mont-de-Marsan, Dex et Agen pour exiger le maintien des chasses traditionnelles, comme la tourterelle au printemps dans le Médoc — interdite — et la palombe au filat. Toutes ces chasses hors saison ou aux engins (filets, gluons, collets, etc.) ont fait l'objet d'une directive européenne, en 1979, qui en interdisait la pratique sur le territoire de la Communauté des Douze. Cinq pays membres ont déjà été condamnés par la Cour de justice européenne pour infraction à cette directive, et la France attend le jugement qui la concerne — actuellement en délibéré à Luxembourg. Les chasseurs veulent obtenir une renégociation des termes de la directive.

Collages

« Désectorisation » totale dans dix-huit départements

L'assouplissement de la sectorisation, qui permet aux parents d'élèves de choisir entre plusieurs collèges pour l'entrée en sixième au lieu de voir leur enfant automatiquement affecté dans l'établissement dépendant de leur domicile, sera étendue à la rentrée 1988. La « libre choix », partielle ou totale, concernera 2 029 des 5 019 collèges répartis sur le territoire. Au total, 89 départements seront concernés contre 73 à la rentrée dernière ; 18 départements seront entièrement « désectorisés » (contre 11), les nouveaux étant l'Ariège, la Charente-Maritime, le Gers, la Gironde, le Lot-et-Garonne, le Rhône et le Pas-de-Calais. Dans 71 autres départements, seules certaines zones seront englobées dans cette voie, tandis que 6 autres resteront encore totalement en dehors. Il s'agit du Val-de-Marne et de 5 départements ruraux ou montagneux (Alpes-de-Haute-Provence, Creuse, Hautes-Alpes, Lozère et Pyrénées-Orientales), où les difficultés de transport rendent la déssectorisation difficile.

Incendies

Le mistral souffle sur les flammes

Un mistral soufflant à 80 kilomètres à l'heure a encore attisé les feux nés durant le week-end sur la Côte d'azur et en Corse. Dans les Alpes-Maritimes, des foyers ont été combattus au Moulinet, à Gierce et à Tende, ainsi que dans les gorges de la Vésubie, où appel a été fait aux Canadiers. Les avions bombardiers d'eau ont dû intervenir dimanche 27 mars au Beausset (Var), où des maisons étaient menacées. Deux pompiers ont été intoxiqués et hospitalisés à Toulon, tandis que quatre autres ont été blessés lorsque leur véhicule s'est retourné au cours d'une manœuvre. En Corse, plus d'un million d'hectares de maquis et de forêts ont été la proie des flammes au sud-est de Bastia. Trois Canadiers ont été mobilisés pour combattre l'incendie.

Intempéries

Graves inondations en Argentine et en RFA

Après cinq jours de pluies diluviennes sur Buenos-Aires, dix-sept personnes ont trouvé la mort et cinquante-cinq mille habitants du sud de la capitale argentine ont été évacués, dimanche 27 mars. En Allemagne fédérale, où les inondations ont tué deux personnes, la plupart des fleuves sont en crue. L'alerte a été déclenchée sur le Danube, qui a débordé à Passau (frontière autrichienne) et à Ratisbonne, où le fleuve a atteint son plus haut niveau depuis trente ans. Gervillé par les pluies et par les abondantes chutes de neige en montagne, le Rhin a atteint la cote 9,50 mètres, dimanche 27 mars, à Cologne, où la vieille ville est très menacée. A Zermatt, dans le Valais suisse, quelques vingt mille skieurs ont été bloqués durant le week-end à la suite d'une avalanche qui a coupé la voie ferrée d'accès à la station. A Zinal, les quatre cent quatre-vingt clients du Club Méditerranée ont dû prolonger leur séjour, et plusieurs stations ont été évacuées par hélicoptère. — (AFP, Reuters.)

Mont-Saint-Michel

Nouveaux travaux de désensablement

Le ministre de l'équipement, M. Pierre Méhaignerie, a lancé samedi 26 mars la deuxième tranche de travaux de désensablement du Mont-Saint-Michel (Manche). Ces travaux, qui doivent permettre au Couesnon de retrouver son rôle de chasse d'eau de la baie, coûteront 250 millions de francs. L'Etat en financera 90 % et les collectivités locales se chargeront du reste, aidées par des associations de surveillance. La première tranche de travaux — destruction de la digue de la Roche-Torin — avait été lancée en 1983 par le président de la République.

20 millions de francs pour les victimes du « Tanio ». — Les communes des Côtes-du-Nord victimes de la marée noire du pétrolier malgache Tanio, en 1980, ont finalement reçu 20 millions de francs de dédommagement. De ce total, 8,3 millions de francs avaient déjà été versés en 1984, par le Fonds d'indemnisation pour les pollutions par hydrocarbures.

Une bombe de 500 kg désamorçée à Rotterdam. — Une bombe de 500 kg, larguée sur Rotterdam (Pays-Bas) par le Royal Air Force pendant la deuxième mondiale, a été désamorçée avec succès dans la journée du dimanche 27 mars. Pour procéder à cette dangereuse opération, la police avait fait évacuer les sept mille personnes résidant dans un rayon de 300 mètres autour de l'engin et invité quatorze mille autres habitants dans un rayon de 300 à 500 mètres à s'écarter dans leurs appartements pendant les deux heures qu'a duré le déminage.

Universités

M. Max Robba, président à Caen

Directeur de l'unité de formation et de recherche de pharmacie, M. Max Robba a été élu, le 26 mars, président de l'université de Caen (Calvados) au troisième tour de scrutin. Il a obtenu 69 des 133 suffrages exprimés. M. Robba, qui succède à M^{re} Jacqueline Genet, arrivée au terme de son mandat, avait déjà été président de l'université de Caen entre 1978 et 1983.

Né le 28 décembre 1929 à Sidi-Bel-Abbès (Algérie), M. Max Robba est docteur en sciences pharmaceutiques et agrégé de pharmacie. Maître de conférences à Reims puis à Nancy, il est nommé à Caen en 1962, avant de devenir, en 1965, professeur titulaire de la chaire de pharmacie clinique. Directeur d'un laboratoire de recherche, il travaille notamment sur le développement de nouveaux médicaments en collaboration avec l'INSERM et des firmes pharmaceutiques. Doyen de la faculté de pharmacie depuis 1970, il a été président de l'université de 1978 à 1983. Membre du comité économique et social de Basse-Normandie, M. Robba est chevalier de la Légion d'honneur.

Les postes d'universitaires sur mesure. — Pour la première fois, cette année, le liste des postes d'enseignements de supérieur ouverte au recrutement ou à la mutation partira consultée sur minitel (36-14 code ENSUP, rubrique Actualité : spécial publication emplois). Cette consultation télématique, mise en place par le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, est beaucoup plus accessible que la traditionnelle publication des postes au Journal officiel. Les dossiers de candidatures devront parvenir aux recteurs compétents le 21 avril 1988 au plus tard.

M.S.

GESTION MARKETING

- PROGRAMME INTENSIF de 13 mois, réservé aux titulaires d'un diplôme d'INGÉNIEUR, de GRANDE ÉCOLE, de second cycle universitaire.
- SPECIALISATION PROFESSIONNELLE en Communication, Gestion de Produit, Vente et Distribution.

Informations : Claire DELORME - Tél. : (1) 30-38-38-00
M.S. GESTION MARKETING de l'ESSEC S.P. 105 - 95021 Cergy-Pontoise
ESSEC - Etablissement d'Enseignement supérieur privé

ESSEC

[Publité]

LES PRÊTRES DE LA MISSION DE FRANCE POSENT SEPT QUESTIONS AUX CANDIDATS

Prêtres de la Mission de France, nous nous efforçons de partager la vie des gens par l'éthique, le travail, les solidarités qu'ils entraînent et les engagements auxquels ils provoquent.

Au titre de cette solidarité liée à notre apostolat à vivre l'évangile, nous vous adressons aujourd'hui. Pour nous le Christ est la figure de l'homme voulu par Dieu : l'homme qui aime l'homme, qui s'engage, qui se sacrifie, qui se donne, qui se consacre à la vie de la communauté humaine, qui se consacre à la vie de la communauté humaine, qui se consacre à la vie de la communauté humaine.

Nous avons conscience que les questions qui se posent à nous sont les suivantes :

1. - LE DÉSENGAGEMENT. — Depuis des siècles la situation internationale a servi à justifier une fabrication d'armes, dont les ventes à l'étranger ont été présentées comme nécessaires pour diminuer les coûts de fabrication.
2. - LE DÉSENGAGEMENT. — Depuis des siècles la situation internationale a servi à justifier une fabrication d'armes, dont les ventes à l'étranger ont été présentées comme nécessaires pour diminuer les coûts de fabrication.
3. - SÉCURITÉ SOCIALE. — Le système de protection sociale élaboré au cours de notre histoire provoque l'indignation de beaucoup de pays. Aujourd'hui, nous nous posons la question : comment garantir la sécurité sociale pour tous ?
4. - AGRICULTURE. — Depuis la seconde guerre mondiale, le monde de l'agriculture fut celui de la production à outrance. Pour s'y conformer, beaucoup d'agriculteurs furent obligés de se transformer en usines à viande. Aujourd'hui, nous nous posons la question : comment garantir la sécurité alimentaire pour tous ?
5. - L'IMMIGRATION. — Dans les années de croissance, la France a accueilli des étrangers apportant le confort de leur mode de vie et de leur culture. Aujourd'hui, nous nous posons la question : comment garantir la sécurité sociale pour tous ?
6. - LES PAYS LES PLUS PAUVRES. — Vivre de la terre est la plus ancienne des activités humaines, quelle sera la politique de la France pour les aider à parvenir à l'autosuffisance alimentaire et à la production des biens de première nécessité ?
7. - DROITS DE L'HOMME. — Comment assurer aux droits fondamentaux (habitat, alimentation, travail, instruction) à tous les citoyens du monde, sans distinction de race, de religion, de couleur ?

Quelles sera votre politique par rapport à ces sept questions ?

Comment votre politique respectera-t-elle les droits fondamentaux de chaque homme sur la terre de Calédonie ?

Toutes ces questions, nous les posons comme chrétiens solidaires de celles et ceux qui, en France et dans le monde, souffrent aujourd'hui de difficultés internationales.

Comme la Fédération protestante de France qui vous a posé ces questions (1), nous souhaitons connaître vos réponses.

Le Comité provincial de la Mission de France

(1) Le Monde du 23 mars 1988.

Société

JUSTICE

Après quatre mois

Les quatre dirigeants d'Action directe ont suspendu leur grève de la faim

En grève de la faim depuis le 1^{er} décembre dernier, les quatre dirigeants d'Action directe ont décidé, vendredi soir 25 mars, de cesser leur mouvement, qui visait à protester contre leurs conditions de détention.

Jean-Marc Rouillon, Georges Cipriani, Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon ont « accepté de reprendre des aliments progressivement à partir de vendredi soir à l'hôpital central des prisons de Fresnes, où ils se trouvent actuellement », a-t-on précisé à la chancellerie. Ils avaient entrepris leur mouvement pour réclamer le statut de prisonnier politique, la fin de leur isolement carcéral et leur regroupement en prison. Ils demandaient aussi « la fermeture des quartiers d'isolement à sécurité renforcée ».

Selon la chancellerie, l'arrêt de leur grève de la faim « n'est lié à aucune promesse de quelque sorte que ce soit qui leur aurait été faite ».

Dans un communiqué lu à l'AFP par un de leurs avocats, M^{re} Marie-Christine Etelin, les quatre détenus d'Action directe, qui parlent seulement de « suspension » de leur grève de la faim, affirment que leur résolution « n'a pas été amendée ».

Dimanche, à Grenoble, un autre avocat des quatre dirigeants d'Action directe, M^{re} Bernard Ripert, a indiqué que des « conditions objectives nouvelles ont déterminé [ses] clients à suspendre provisoirement leur combat sous sa forme actuelle, mais ils n'abandonnent pas leurs revendications ».

« Cette grève, a-t-il ajouté, a permis de poser le problème de l'existence des prisonniers politiques en France et aussi celui de leur situation dans les prisons. Aujourd'hui, les quatre dirigeants d'Action directe ne sont plus les seuls, d'autres prisonniers politiques ou nationalistes formulent les mêmes exigences ».

La grève des détenus d'Action directe et leur apparition en cour d'assises spéciale en février, dans un état physique marqué par une extrême maigreur, avait suscité une polémique entre partisans de la fermeté et tenants d'une attitude plus humanitaire.

Le mercredi 23 mars encore, un nouvel appel (signé notamment par Etienne Balibar, Félix Guattari, le professeur Milliez, Guy Hocquenghem et Gilles Deleuze) avait été lancé en faveur des grévistes de la faim, demandant que soit mis un terme « aux violences inacceptables des méthodes employées [à leur

• Un Basque français remis en liberté. — Un instituteur basque français, âgé de quarante-sept ans, M. Pierre Abraham, a été remis en liberté par M. Jean-Claude Vallentin, juge d'instruction au tribunal de Paris. M. Abraham avait été incriminé et écroué le 7 janvier dernier d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou la terreur.

Son incrimination lui avait été notifiée dans la cours de l'instruction sur la découverte à Saint-Pée-sur-Nivelle (Pyrénées-Atlantiques), le 19 décembre 1987, de 1 400 kilos d'armes, exploitées couramment utilisées par l'ETA.

accusé) par l'administration pénitentiaire » (Le Monde du 25 mars).

Pour sa part, le ministre de la justice, M. Albert Chabat, avait indiqué à plusieurs reprises que le gouvernement ne « céderait pas au chantage », mais assurerait la détention des dirigeants d'Action directe « dans des conditions décentes, conformes aux règles de notre code de procédure pénale ». « Il ne faut pas s'y tromper, avait déclaré le garde des sceaux le 18 février dernier, ce qu'ils veulent, c'est continuer en prison la stratégie du terrorisme qu'ils pratiquaient à l'extérieur; ce qu'ils veulent, c'est faire reculer l'Etat ».

M. François Mitterrand, soulignant que sa « pitié » allait « d'abord aux victimes » des terroristes emprisonnés et appelant à « combattre sans merci le terrorisme », avait déclaré, le 20 février, dans une interview au Dauphiné libéré, qu'il convenait « de veiller avec le plus grand scrupule au droit de la défense ». « Un accusé doit pouvoir se défendre, avait-il dit, la grandeur de la démocratie et sa pérennité tiennent au respect de ces valeurs ».

L'affaire Jobic

Le Syndicat de la magistrature prend la défense du juge Hayat

Le Syndicat de la magistrature, dans une lettre datée du 16 mars, a demandé au garde des sceaux « de bien vouloir [lui] faire connaître quelles mesures ont été prises pour mettre un terme aux attaques et menaces », dont M. Jean-Michel Hayat, juge d'instruction à Nanterre, « fait l'objet et qui visent tout à la fois un magistrat et une juridiction ».

Soulignant les « difficultés rencontrées » par le juge chargé du dossier du commissaire Yves Jobic inculpé de proxénétisme, le Syndicat de la magistrature ajoute que M. Hayat est « régulièrement l'objet de campagnes de presse diffamatoires et injurieuses tendant à jeter le discrédit sur ses activités juridictionnelles ». Parmi ces attaques, la dernière en date a donné lieu à une condamnation par la cour d'appel de Paris du Figaro-Magazine, qui a dû publier en première page de son numéro du 5 mars (comportant un article diffamatoire pour le juge) un communiqué d'excuses à M. Hayat (Le Monde daté 6-7 mars).

Déploquant « l'emploi de tels procédés qui empêchent la justice de suivre son cours, sans entrave ni pression », le syndicat demande en conséquence au ministre, « conformément à ses fonctions et devoirs, d'assurer par tous moyens la protection morale et matérielle de leur collègue, et nécessaire en introduisant toutes actions en justice de nature à parvenir aux fins demandées ».

ENVIRONNEMENT

L'Algérie menacée par le fléau acridien

L'Algérie est, actuellement, le pays le plus attaqué par les criquets pèlerins. La lutte contre ces terribles insectes y est menée avec une vigueur et un déploiement de moyens remarquables : quarante et un avions équipés de systèmes de pulvérisation, trois hélicoptères de surveillance et de détection, cent trente véhicules, des centaines de pulvérisateurs.

Une partie de ce matériel a été mis à la disposition de l'Algérie par l'Arabie saoudite. Aident aussi la Tunisie, la Libye, l'Espagne (pays qui sont déjà ou pourraient être eux-mêmes attaqués, à plus ou moins court terme, par les criquets pèlerins), les Communautés européennes (qui ont débloquent d'urgence 250 000 dollars, soit environ 1,5 million de francs, la France, l'URSS, la FAO (Food and Agriculture Organization).

Pour le moment, les essaims sont encore dans les zones sahariennes de l'Algérie, où on essaye de les détruire les uns après les autres. Mais de nouveaux casernes arrivent sans cesse, et, déjà, l'un d'entre eux a survolé Ghardaf, située « seulement » à 500 kilomètres au sud d'Alger.

Notre correspondant à Copenhague nous a signalé (Le Monde daté 27-28 mars 1988) que le Danemark expédiait vers l'Afrique du Nord 800 tonnes de malathion, un insecticide de la famille des organophosphorés. Renseignements pris auprès d'Acridologie opérationnelle-Sciences internationale (anciennement Programme de recherches interdisciplinaires français sur les acridiens du Sahel, PRIFAS), le malathion n'est pas adapté à la lutte contre les criquets pèlerins. Certes, il est un des insecticides les moins toxiques pour les animaux à sang chaud. Mais il se décompose en une heure ou deux (parfois, en seulement une demi-heure) en produits inoffensifs. En outre, sa brève action est fatale à tous les insectes. Enfin, il doit être utilisé à fortes doses (1 litre de matière active par hectare).

Or l'Algérie a déjà traité 350 000 hectares et 500 000 autres hectares sont directement menacés par les criquets pèlerins. Sans compter les zones du Sud marocain et, dans une moindre mesure, celles du Sud tunisien, où les criquets sont déjà arrivés.

Y.R.

(Publicité)
Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en boutiques, bureaux, locaux commerciaux
FONDS DE COMMERCE
alimentation, cafés, librairies, commerces divers, gérances
Tous les fonds, dans le journal
spécialisé depuis 43 ans
LES ANNONCES
En vente partout 5,50 F et 35, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. (1) 48-05-30-30

AIX-EN-PROVENCE
AIX-LA-CHAPELLE
ANVERS
AUTUN
AVIGNON
BERLIN
BESANCON
BEZIERS
BILBAO
BORDEAUX
BOULOGNE
BOURGAINVILLE
BRUGES
BRUXELLES
CAEN
CHANTILLY
CLERMONT-FERRAND
COLOGNE

COMPIEGNE
COPENHAGUE
DUSSELDORF
ENGHIEN-LES-BAINS
GAND
GRENOBLE
HAMBURG
KIEFELD
LILLE
LISBONNE
LONDRES
LOPPARIS
LUXEMBOURG
LYON
MALINES
MARSEILLE
MUNICH
NEW YORK

NICE
OSLO
PARIS
PAU
PERIGUEUX
POISSY
RENNES
RUEL-MARMAISON
ST-GERMAIN-EN-LAYE
ST-MUR
STEAUX
STRASBOURG
TOULOUSE
TREVES
VERSAILLES

fil à fil

Adresses détaillées des boutiques sur demande au 42 36 08 89

CHEMISIER

Souvent les parents sont dans la même situation que leurs enfants devant l'orientation



SUPPLEMENT ENQUETE LYCEES

Résultats au bac et débouchés des 2 300 lycées français publics et privés.

les profs, les bacs...), suivie d'une partie « pas à pas » pour tout savoir de la 6^e à la terminale. De plus, cette année, vous trouverez un supplément « enquête lycées ». Tous les établissements scolaires y sont méticuleusement décortiqués, classés, notés : pourcentages de réussite au bac, options, statuts, internat... tout y passe ! Tout pour bien choisir son lycée et lui donner toutes les chances de réussite. « En vente en librairie »

LE GUIDE DES PARENTS - POUR UN SANS FAUTE DE LA 6^e AU BAC.



Etudiant

LES 15-25 ANS

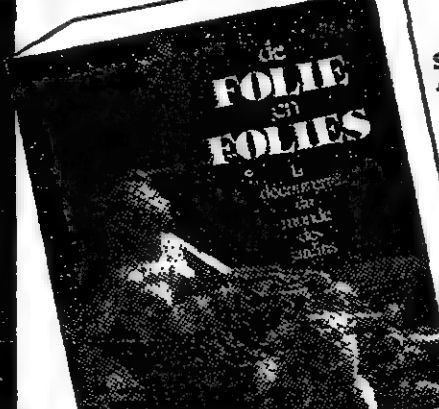
portrait de groupe d'une génération

Sont des jeunes, comportements à risques, choix professionnels et familiaux face à la crise, comportements dans la famille : statistiques, sociologies, médiums, chercheurs mais aussi professionnels de l'accueil des jeunes apportent leurs analyses et leurs témoignages dans un numéro hors série de la REVUE FRANÇAISE DES AFFAIRES SOCIALES

Prix du numéro : 60F. Abonnements et vente par correspondance : SPPF - B.P. 22 - 41353 VINEUIL - Téléphone : 54.78.77.41

Principaux points de vente à Paris : MASSON SERVICE, 64, bd St-Germain. FNAC, Montparnasse et Forum. GIBERT, 26, bd St-Michel. PUF, 49, bd Saint-Michel. Sciences Politiques, 30, rue St-Guillaume. DUNOD, 30, rue Saint-Sulpice. LGDJ, 20, rue Soufflot. DALLOZ, 11, rue Soufflot.

LA BIBLIOTHEQUE DES ARTS
3, place de l'Odéon - 75006 Paris - 46.33.18.18



Sylvia Soudan-Skira
Michel Soudan

La découverte du Monde des Jardins

Un vol. relié pleine toile, 34,5 x 24,5 cm, 224 p. de textes, 145 illust. coul., 95 reproductions noir et blanc 540 F

مكتبة الامم المتحدة

سباق من الإصملى

FOOTBALL : la Coupe d'Afrique des nations

Une façade cache-misère

Le Cameroun a remporté la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en battant en finale, dimanche 27 mars à Casablanca, le Nigeria 1 à 0, grâce à un pénalty transformé par le défenseur évoluant à Laval, Emmanuel Kande. Dans le match pour la troisième place, l'Algérie a battu le Maroc aux tirs au but (1 à 1 après prolongations).

CASABLANCA
de notre envoyé spécial

La passion a des limites. Si le public marocain est prêt à s'embraser pour le football, encore faut-il que son équipe soit sur le terrain. Autant dire que cette seizième édition de la Coupe d'Afrique a connu une fin prématurée, lorsqu'en demi-finale les « Lions de l'Atlas », vaincus par le Cameroun, ont succombé « aux agressions sauvages et à tous les actes barbares de l'anti-jeu, élevés au niveau d'une institution ». Bref, dimanche, malgré les cinquante-cinq mille personnes qui garnissaient les tribunes, il n'y avait guère plus d'ambiance au stade Mohamed-V que la veille pour le match de classement entre le Maroc et l'Algérie, pâle mirage de la finale tant espérée par tout le Maghreb.

Dépit au nord, défilé au sud du Sahara : la valeur de cette CAN se mesurera, une fois de plus, à l'aune de sentiments nationalistes de quartier, en plus exacerbés. Dans son programme, le nouveau président de la Confédération africaine de football (CAF), M. Issa Hayatou, un Camerounais de quarante-deux ans, a prévu de combattre « les maux chroniques du football africain : la violence, la tricherie, la corruption, la superstition et le chauvinisme outrancier ».

Cependant, en dépit du faible nombre de buts marqués en quinze jours de tournoi (vingt-trois), des nombreux matches nuls, du football rugueux et prudent de la plupart des équipes, M. Hayatou reste optimiste. « Nous avons vu quelques matches dignes d'éloge », dit-il. Le football africain bouge dans la bonne direction. « Ce qui l'autorise à revendiquer plus que jamais une troisième place pour le continent africain en Coupe du monde et une révision des statuts de la Fédération internationale (FIFA) afin de « réduire l'hégémonie de l'Europe et de l'Amérique du Sud ».

Le meilleur des entraîneurs

Sur la ligne de but, Joseph-Antoine Bell, le gardien du Cameroun et de l'Olympique de Marseille, n'a pas vu la même compétition. « Pour demander une meilleure représentation auprès de la FIFA, il faudrait montrer un autre football que celui-là », dit-il. Au soir de cette finale qu'il venait de remporter, rien ne contredisait à ses yeux le pronostic qu'il formulait quelques jours plus tôt : « Ici, le vainqueur sera le meilleur des médiocres. Il n'aura rien prouvé ».

Un trophée de plus dans une vitrine. Mais, au Nigeria comme au Cameroun ou ailleurs en Afrique, qu'y a-t-il derrière ce football qui triomphe en singeant le style européen, à grands renforts de joueurs professionnels appelés à la rescousse et d'entraîneurs étrangers ? « Rien », répond Bell. Ces entraîneurs, à qui on ne demande que des résultats, trichent avec la formation. « Le cas de Manfred Hoerner, l'entraîneur ouest-allemand du Nigeria, est typique. Il a été recruté, entre 3 000 dollars et 10 000 dollars mensuels, que six semaines avant le début de la CAN. Dans ce pays où le championnat national traverse

une crise et où l'immense réservoir des jeunes est sous-exploité, tout l'honneur de la bonne performance des Aigles verts au Maroc sera pour lui ».

Ce sont des entraîneurs-aliés », affirme, en conséquence, Peter Schmitzer. Depuis vingt ans en Afrique, cet Allemand de quarante-sept ans a entraîné les équipes de Côte d'Ivoire, du Cameroun, d'Éthiopie et, après une escapade en Thaïlande, de Madagascar. Au Maroc depuis 1986, il laisse bien volontiers au Brésilien José Faria les joies et les peines de l'équipe nationale pour se consacrer à « un programme de développement en profondeur du football marocain ». Outre la formation des cadres techniques de la fédération, il a entrepris celle de deux cents instructeurs de sport du ministère de la jeunesse et des sports, répartis dans les cinquante provinces du royaume où, à leur tour, ils contribuent à diffuser auprès de la jeunesse le programme qu'il a mis au point.

« Mon approche, dit-il, est le fruit de mon expérience sur le terrain. Il ne faut plus tomber dans le piège d'imposer une méthode extérieure mais respecter la dignité et la personnalité de l'enfant africain, définir un cadre dans lequel il puisse s'exprimer librement, susciter chez lui une révolution intellectuelle ».

Vaste système de détection

Son projet ne s'appuie pas seulement sur les vingt mille licenciés de la Fédération marocaine mais, surtout, sur le football de quartier, ce championnat parallèle disputé spontanément par quelque cent cinquante mille jeunes.

Une telle opération coûte environ 800 000 F par an au gouvernement allemand. En effet, l'action de Peter Schmitzer entre dans le cadre des nombreuses missions d'assistance sportive que la RFA développe

depuis un quart de siècle en Afrique. Or si ce n'est pas une question de moyens, pourquoi les autres pays africains ne s'engouffrent-ils pas dans la même voie ?

« Non seulement nous sommes en retard, mais nous allons à toute vitesse dans la mauvaise direction », déplore Joseph-Antoine Bell, pour qui parler de professionnalisme en Afrique, « c'est vouloir construire un immeuble sans fondations, en commençant par le dernier étage ». Il a vu les infrastructures du Maroc, après avoir connu celles d'Égypte, lorsqu'il joua au Caire. « Si le Cameroun avait les mêmes, personne ne pourrait le rattraper », dit-il, en envoyant, d'un long dégoût, rouler la conversation sur le terrain politique. « La différence entre le Maghreb et le sud du Sahara s'est faite au moment de la décolonisation. Au nord, les Français et les Anglais ont été remplacés par des gens qualifiés. Par chez nous, nous n'avons pas de héros ou alors des héros corrompus, qui ne sont pas comptés en pilotes. La course à la fortune personnelle, si possible par des moyens malhonnêtes, est le sport national. Comment demander plus d'argent pour le football quand nous savons que celui destiné aux progrès de la santé et de l'éducation a été volé ? »

Joseph-Antoine Bell refuse de dissocier le football des autres problèmes de l'Afrique. « Il n'y a pas que les footballeurs qui doivent s'entraîner, mais aussi les médecins, les avocats, les poètes ». Il y avait longtemps que Bell ne jouait plus dans la sélection de ce pays : « Le niveau ne m'intéressait pas et je craignais de cautionner une certaine politique, explique-t-il. Si j'ai accepté de revenir, c'est pour pouvoir critiquer de l'intérieur, dire la vérité sans passer pour un ennemi abrité dans son confort de professionnel. En Afrique, il faut changer les mentalités. C'est pour cela que je parle ».

JEAN-JACQUES BOZORNET.

TENNIS : le tournoi de Key-Biscayne

Le jeu des ambitions

Le Suédois Mats Wilander a remporté, dimanche 27 mars, le tournoi de Key-Biscayne, doté de 2 100 000 dollars en battant le vétéran américain Jimmy Connors (6-4, 4-6, 6-4, 6-4) après trois heures trente-huit minutes de jeu. Comme en 1987, l'Allemand de l'Ouest Steffi Graf s'est imposée dans la finale féminine face à l'Américaine Chris Evert (6-4, 6-4).

KEY-BISCAYNE
correspondance

Les paris allaient bon train à Key-Biscayne avant la finale. D'anciens voyants Connors promis à un abandon au bout de deux sets, muscles épuisés, chevilles endolories, après sa chute en demi-finale contre le Tchèque Ivan Lendl.

Même s'il avait tenu 1987 au quatrième rang mondial, premier d'un tennis américain à la recherche de son deuxième souffle, il ne comptait l'année dernière qu'une seule victoire sur un joueur classé parmi les dix premiers mondiaux. Contre McEnroe au troisième tour de sa carrière.

Pourtant, ce fut un match vrai et plein que Jimmy Connors en finale. Une rencontre où il ne fut jamais ni distancé ni, a fortiori, humilié. Comme en demi-finale, où il avait été mis à l'écart, Connors a joué le jeu de la grosse colère sans un seul instant de faiblesse. Mais il s'est vite calmé. Il y avait mieux à faire, et Connors l'a fait, bien mieux, envoyant, comme ses bons vieux temps, ses superbes coups rasants en diagonale pour briller les lignes.

Il n'en était pas pour rien. Il remportait même, honneur exceptionnel, un accent de sincérité pour parler de son adversaire : « Si Mats joue aussi bien qu'aujourd'hui toute l'année, s'il le veut vraiment, il méritait bien la première place mondiale ». Wilander lui-même se déclare prêt à assumer ce rang. Quant au grand chelem, « Je ne serai pas déçu de le rater mais je peux toujours essayer », dit-il. Dernière les propos anodins du Suédois, on sent bien une ambition qui s'éveille.

Jamais en revanche le moindre doute n'a plané depuis plusieurs années sur l'ambition de l'Allemande Steffi Graf. Sa victoire ici, pour être attendue, n'en fut pas moins riche d'enseignements.

Enchâssée, nerveuse, elle paraissait en petite forme. « Elle était incroyablement maladroite à l'entraînement avant la finale », disait son entraîneur tchèque Pavel Slozil. « Puis, brusquement, lors du premier jeu, elle a retrouvé son rythme. Alors, quand elle se sentait pas en pleine possession de ses moyens, elle n'a jamais cédé à la panique, elle en a long du tournoi. Elle a beaucoup aimé, et vite ». Son tennis s'en ressent. L'Allemande assomplit son jeu. La force brutale « verta » de ses premiers triomphes se suavise. Le terrifiant coup droit opère désormais à plusieurs vitesses. Finie la puissance monocoque. Un match de tennis se gagne aux points et non pas par K.O.

« Les joueuses et leurs conseillers se sont beaucoup penchés sur mon jeu. Les revers-de-main seront forcément plus rares à l'avenir », dit Steffi Graf. Aux tactiques adverses plus élaborées, elle répond par un enrichissement technique de son jeu. Le revers lifté fait son apparition. Sans ou coup d'échange comme coup d'attente, soit en passant croisé ou le long de la ligne, où il deviendra un élément essentiel de dissuasion contre une attaque comme Navratilova. Elle devint également, grande première, un lob lifté en coup droit.

Si Graf, avec son appétit, son jeu équilibré et ses coups flamboyants seules réussissent une frustration certaine, c'est qu'elle s'avait, par son jeu, qu'elle était la meilleure au monde. « J'avais envie de la battre dès la lendemain, je ne voulais pas attendre », n'a-t-elle pas dit à la presse ?

Mais la première et la deuxième joueuses du monde ne se rencontrent pas avant le mois de juin à Roland-Garros.

MARC BALLADE.

PATINAGE ARTISTIQUE : Championnats du monde

Le final de Katarina



L'Allemande de l'Est Katarina Witt a fait ses adieux à la compétition, samedi 26 mars, en remportant les Championnats du monde de patinage artistique disputés à Budapest. Comme en 1984, « la diva » coiffe les trois couronnes qui récompensent les premières places aux Jeux olympiques, aux Championnats d'Europe et du monde. La jeune fille, âgée de vingt-deux ans, a versé une petite larme après son exhibition en Carmen. « C'est la dernière fois de ma vie que je suis sur la glace », se disait-elle, ce qui l'a sans doute un peu paralysée.

A six mois des Jeux de Séoul où, pour la première fois, le tennis de table sera discipline olympique, le Palais omnisports de Bercy a accueilli, pendant une semaine, les seizièmes championnats d'Europe. Quarante mille spectateurs ont assisté à cette revue d'effectifs marquée par la domination des Soviétiques chez les dames, et des Suédois chez les hommes.

« Heureusement il y a encore Appelgren, dit le poigniste du circuit européen, le nouveau champion d'Europe est considéré par le public comme le plus spectaculaire, le plus beau à voir évoluer, le plus « compréhensible », construisant patiemment ses points à 2 mètres de la table, déjouant ses adversaires à grands coups de « top spin », investissant la totalité de l'aire de jeu, parfois acculé contre les barrières de séparation, mais capable de renverser des situations désespérées.

Le jeu d'Appelgren, c'est une histoire bien construite mais c'est aussi l'histoire d'un miracle. Même pas sélectionné dans le tournoi par équipes tant la concurrence est sévère au sein des Suédois, ce gaucher de vingt-sept ans fait déjà figure d'ancien avec un style de jeu dans la lignée d'un Jacques Secrétin, mais à contre-courant de la nouvelle génération, ceux qu'on peut appeler

TENNIS DE TABLE : championnats d'Europe

Le dissolvant des « kamikazes »

les « nouveaux kamikazes » du tennis de table.

Entre les deux écoles, un gouffre. Tout commence par une « histoire de colle ». « C'était en 1980 », se souvient Patrick Brocheau, numéro deux français. Le Hongrois Klomparet est arrivé dans un tournoi avec une raquette bizarre, qui sonnait creux. Tout le monde pensait qu'elle était filée ! En fait, il avait collé ses caoutchoucs avec un enduit dont le dissolvant accélère la balle de 30 %. C'est énorme.

Le rite de la colle

Aujourd'hui, coller est devenu un rite. Tous les joueurs le font avant chaque rencontre. On colle en fonction de son jeu, du produit, de la température de la salle. L'effet du dissolvant étant bref, le joueur doit savoir s'il faut le faire un quart d'heure ou une heure avant la rencontre, certains allant même jusqu'à recoller leurs plaques entre chaque set !

Au-delà de l'anecdote une nouvelle génération de poignistes est née il y a trois ans. Elle a adapté son jeu aux nouvelles possibilités offertes par le dissolvant. Les précurseurs sont le Suédois Erik Lindh et l'espagnol français Jean-Philippe Gatien.

« C'est fou ce que les joueurs sont capables de faire avec les nouveaux

matériaux, mais c'est rarement plaisant à regarder ». L'Internationale française Christian Marida, un des meilleurs défenseurs européens, est effaré par les nouveaux coups réalisés. Finis les longs échanges spectaculaires. Place aux « éclairs », aux « coups de colle » qui claquent, comme on dit dans le milieu, avec une balle qui avoisine les 200 km/heure.

Premier principe : ne jamais reculer. Rester le plus près de la table pour frapper la balle dans sa phase ascendante, et non plus au sommet du rebond, dans le but de prendre l'adversaire de vitesse. Second principe : prendre les risques maximums, ne plus jouer des coups d'attente et rechercher le point gagnant dans l'importe quelle position à l'aide du poignet et de l'avant-bras.

« Il faut précipiter l'enduit », explique Michel Gadat, l'entraîneur de l'équipe de France, et dès le service on va voir de plus en plus d'aces. J'aime beaucoup Lindh : il lance des sets perpétuels sur le jeu, il prend des risques énormes ». C'est aussi le cas du Yougoslave Primorac : à la dérive, une jambe en l'air, il réussit un point gagnant sur des fillets, sur la ligne blanche à l'aide du poignet.

Bref, ça passe ou ça casse. « Au début, explique Patrick Brocheau, on se disait que ces jeunes étaient des kamikazes qui... »

mais tout les aigles mais qui faisaient beaucoup de fautes. Aujourd'hui, ce n'est plus vrai, c'est devenu leur système de jeu et, en plus, ils ont une telle confiance.

Mais il n'est pas sûr que le public trouve son compte dans l'évolution du jeu. Les échanges sont devenus brefs, « ça va trop vite ». Autre problème : les coups les plus difficiles à réaliser ne sont pas les plus spectaculaires. Les effets de balle sont devenus de plus en plus sophistiqués. « Aux derniers championnats du monde, explique Michel Gadat, le Suédois Waldner, dans une série de revers très rapides, a renvoyé cinq balles avec effets différents. Je n'avais jamais vu ça ! »

Pour ralentir le jeu à défaut de le simplifier, la Fédération internationale envisage d'en modifier les règles. La modification la plus sérieuse serait de réduire le filet de deux centimètres. Appelgren, pour sa part, semble loin de tous ces problèmes. Avec son jeu « d'ancien », il a fait exploser ses adversaires tout comme le public de Bercy, notamment dans sa demi-finale en cinq manches contre son compatriote Waldner. Champion d'Europe, il ne pourra pourtant pas défendre ses chances à Séoul, barré par trois autres Suédois.

MICHEL GUERRIN.

Résultats

Athlétisme

CHAMPIONNATS DU MONDE DE CROSS-COUNTRY

A AUCKLAND (Nouvelle-Zélande)

Les championnats du monde de cross-country disputés le 26 mars à Auckland ont été dominés chez les hommes juniors et seniors par les coureurs des hauts plateaux africains. Le Kenyan John Ngugi a réussi la performance exceptionnelle de s'imposer pour la troisième fois. Chez les dames, la Norvégienne Ingrid Kristiansen a inscrit à son palmarès l'un des rares titres qu'il n'acquiesse. Championne 1987, la Lyonnaise Annette Sergue s'est classée troisième. Par équipes, coureurs et coureuses français ont également terminé premiers.

Cyclisme

CRITERIUM INTERNATIONAL

Favori du criterium international disputé du 25 mars au 27 mars dans les Alpes-Maritimes — en l'absence des

Irlandais Kelly et Roche — Laurent Fignon a été battu par le Néerlandais Breukink qui, dans la dernière spéciale de 8 kilomètres contre la montre, a repris 14 secondes au Français en roulant à près de 50 kilomètres-heure de moyenne. Agé de vingt-quatre ans, Breukink avait gagné à Pau la première étape pyénéenne du Tour de France.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (Vingt-neuvième journée)

Saint-Etienne b. *Toulouse 3-2
*Montpellier b. Brest 6-0
*Paris-Saint-Germain et Laval 0-0
*Le Havre b. Nantes 1-0
*Nîmes b. Lille 1-0
*Nîmes b. Lens 1-0
*Marseille b. Metz 0-0
*Cannes b. Bordeaux 1-0
*Auxerre b. Metz Racing 1-0

Championnat

1. Monaco, 40 points ; 2. Bordeaux, 36 ; 3. Metz Racing, 35 ; 4. Saint-

Etienne, 34 ; 5. Marseille, 33 ; 6. Auxerre, 32 ; 7. Montpellier et Cannes, 31 ; 9. Metz, 30 ; 10. Toulouse et Laval, 27 ; 12. Nantes et Nîmes, 26 ; 14. Lille, Nice et Toulouse, 25 ; 17. Lens, 25 ; 18. Paris-Saint-Germain, 23 ; 19. Brest, 22 ; 20. Le Havre, 18.

Dixième division

(Vingt-neuvième journée)

GROUPE A

Sochaux b. *Dijon 2-0
*Montceau et Orléans 1-1
Caennais-Lombards b. *Lyon 4-1
*Grenoble b. Nîmes 3-1
*Als b. Châtillerauld 2-1
*Bastia b. Metz 1-0
*Le Puy b. Gueugnon 3-1
*Tours b. Sten 2-1
*Istres b. Ajaccio 4-0

Championnat

1. Sochaux, 49 pts ; 2. Montceau, 36 pts ; 3. Lyon, 34 pts ; 4. Nîmes, 33 ; 5. Sten, 31 pts.

GROUPE B

*Nancy b. Strasbourg 1-0
*Caen b. Valenciennes 3-1
*Abbeville b. Rouen 1-0
*Mulhouse et Lorient 0-0
*Dunkerque et Saint-Dizier 0-0
*Rennes et Reims 1-1
*Angers et La Roche 0-0
*Quimper b. Guingamp 1-0
*Boulogne b. Evreux MF 77 1-0

Championnat

1. Strasbourg, 41 pts ; 2. Caen, 38 pts ; 3. Rouen, Mulhouse, 32 pts ; 5. Nancy, 31 pts.

Motocyclisme

GRAND PRIX DU JAPON

ASUZUKA

A la surprise générale, le Texan Kevin Schwantz a remporté le 27 mars le Grand Prix du Japon à Suzuka qui ouvrait le championnat du monde 1988. Agé de vingt-trois ans, l'Américain a signé sa première victoire au Grand Prix et a apporté à Suzuki son premier succès en 500 centimètres cubes depuis

1982. Christian Sarron (Yamaha) a terminé deuxième. En 250 centimètres cubes, l'Allemand de l'Ouest Anton Mang (Honda), champion en titre, s'est logiquement imposé.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

La troisième journée du championnat de France de première division (groupe A) a été marquée par le premier défilé, un trente-neuf matches depuis le 6 octobre 1986 ; de Toulouse les champions de France 1987 se sont inclinés à Agen face aux coéquipiers de Daniel Dubroca (16-5). De son côté, l'AS Béziers, battu à Pau (6-4), a vu définitivement éliminée des phases finales pour la première fois depuis 1948.

POULE 1

*Grenoble b. Lourdes 10-0
*Tarbes b. St-Jean-de-Luz 31-19
*Agen b. Toulouse 10-6
*Pau b. Béziers 6-4

POULE 2

*Bordeaux b. Bayonne 22-6
*Aurillac b. Tulle 15-15
*Périgord b. Auch 60-0

POULE 3

*Montferrand b. Bourgoin-J. 22-3
*Racing CF b. Bayonne 13-3
*Moussy b. Romans 18-13
*Bordeaux b. Toulouse 18-12

POULE 4

*Clermont b. Mâconnaise 50-9

Ski alpin

A SAALBACH (AUTRICHE)

Battu le 27 mars à Saalbach, par l'Autrichien Alois Koma dans le slalom parallèle qui met au point final la Coupe du monde de ski alpin, le Suédois Pirmin Zurbriggen a néanmoins remporté la deuxième année consécutive la trophée de cristal. Frank Piccard a terminé troisième du classement général, meilleur placeur d'Europe, depuis 1973. Chez les dames, la suisse Michèle Figini s'est imposée.

Caetano Veloso au Zénith

L'illusion de la joie brésilienne

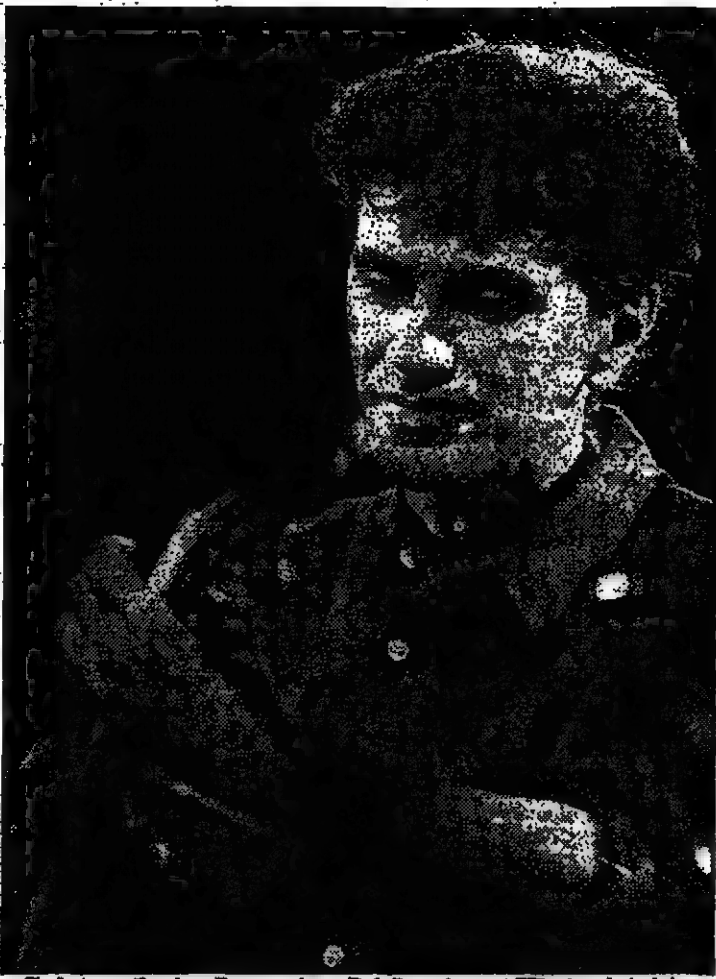
L'ancien créateur du mouvement tropicaliste ne croit plus au pouvoir d'une chanson. Mais continue à imaginer de belles sambas et de superbes frevos.

Exceptés les jeunes groupes radicaux de rock de la métropole industrielle de São Paulo, les musiciens brésiliens s'appuient sur un héritage traditionnel riche et précaire et, tout en se laissant porter par l'émotion, créent constamment de nouvelles harmonies de sons et de rythmes. Leur sensibilité est encore vive et leur fidélité profonde à des racines que l'on retrouve toujours à l'état brut dans les manifestations religieuses du candomblé et sur les places du marché à Salvador et à Recife.

Originaire d'une petite ville de Bahia qui porte le nom de Sain-Amaro-de-la-Purification, Caetano Veloso dit avoir des « relations éthériques » avec les sons et les rites de dizaines et de dizaines de candomblés disséminés les uns des autres.

Assuré de ses bases musicales, l'ancien fondateur du mouvement « tropicaliste » qui rassembla autour de lui Gilberto Gil, Tomazinho Neto, Gal Costa et beaucoup d'autres a ainsi utilisé le rock sans briser la limpidité et le raffinement d'une musique brésilienne chantée superbement, avec une force tranquille et cette manière étonnante d'offrir chaque chanson avec la fraternité la plus humble.

A la formidable vitalité et à l'éclectisme de Gilberto Gil, Caetano



« Il n'y a pas l'ombre d'un espoir au Brésil, seulement l'illusion de la joie. »

Veloso oppose un rapport subtil entre les mots, un humour et une ironie qui, au début des années 70, lui a joué un mauvais tour : après avoir été jeté en prison par les militaires au pouvoir, il vécut en exil deux ans et demi à Londres.

« Vive au Brésil aujourd'hui », dit Caetano Veloso, peut paraître difficile, confus. La misère est infinie. Elle n'est peut-être pas plus grande qu'il y a quinze ans. Mais toutes les contradictions de la société sont à présent apparentes. Et il n'y a pas l'ombre d'un espoir. Seulement l'illusion de la joie. Sans pour nous, chanteurs, le mirage de la chanson de protestation que nous avions dans les années 60 et qui nous faisait croire que nous pouvions modifier le cours des choses. Si la musique est magique, porte un élan vital, elle peut donner des forces. Rien de plus.

Caetano Veloso présente au Zénith le spectacle d'une heure et demie qu'il vient de produire au Brésil, de Recife à Porto Alegre. Accompagné par quatre musiciens (guitare, basse, batterie, percussions), il propose chroniques et chansons de carnaval, mais surtout un son plus précis, plus clair, une musique qui évolue à partir de la synthèse faite à Rio et à Salvador avec les rythmes caribéens et africains. Ainsi chante-t-il *Depois que o Ilê Passar*, une samba nouvelle manière, mêlée de reggae, inventée par un groupe noir et interprétée seulement à la voix et aux percussions.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Zénith, le 29 mars, 20 h 30. En première partie : Georges Moustaki, les Stooges, et Dédé Saint-Prix.

Un Massenet rare à Nancy

« Thaïs » fait peau neuve

L'opéra de Massenet sera présenté en mai à la salle Favart dans une coproduction du Grand Théâtre de Nancy qui s'en est réservé la première. Une réussite.

Les occasions de voir représenter *Thaïs* étaient devenues de plus en plus rares depuis une trentaine d'années, et quelques exécutions ici où là accoutumaient les amateurs de l'œuvre plus qu'elles ne contribuaient à mettre ses qualités en valeur. Que s'est-il passé pour que, en l'espace d'un mois, *Thaïs* soit à l'affiche à Toulon, Nîmes, Besançon, Nancy et Toulouse, au grand étonnement de l'éditeur, qui avait mis au pilon la majeure partie d'un stock de partitions jugées naïvement obsolètes ?

Pour être l'entrée au répertoire de la salle Favart, quelques mois avant sa mise en sommeil (1), d'une partition conçue à l'origine pour cette scène — et qui dut à un caprice de diva d'être créée au palais Garnier en 1894 — c'est à l'origine du regain d'intérêt. D'ailleurs, le *Thaïs* du Grand Théâtre de Nancy, qu'on verra dès cette semaine à Toulouse (2), a fait l'objet d'une coproduction avec l'Opéra de Paris : les décors et les costumes ont été réalisés en Lorraine, la mise en scène et les éclairages seront communs ainsi que, partiellement, la distribution.

Il est vraisemblable qu'à son arrivée à Paris la mise en scène de Nicolas Joël, assez ingénieuse et fidèle aux indications du livret, aura été un peu rattrapée. Car il y a encore bien des gestes conventionnels à éliminer et des baisses d'intensité dans les rapports entre les personnages qui pourraient être redressées. Toujours soucieux d'efficacité dramatique, Massenet était très attentif à la mise en scène ; sa musique s'y prête si l'on sait saisir tout ce qu'elle propose sans se laisser distraire par les clichés dont elle n'est pas toujours exempte.

Derrière l'aspect aimable de cette musique, il y a en effet une rigueur de construction peu commune, une absence de gratuité, une économie qui confine à l'avarice si on l'écoute les yeux fermés, et qui trouve seulement sa justification dans une réalité

scénique aussi conséquente. Une entrée trop précoce, un geste vague, un temps mort, un jeu de scène superflu font surgir des longueurs que la musique accuse au lieu de les sauver.

Les décors d'Hubert Monloup, subtilement éclairés par Alain Vincent, sont très réussis. Les contraintes inhérentes à une production destinée à tourner ne se sentent absolument pas, et l'on peut se croire successivement chez les oétopites du désert, dans la bibliothèque d'un philosophe d'Alexandrie, dans le palais de Thaïs, dans des ruines près d'une oasis et dans l'austère couvent d'Albine... L'illusion est parfaite, mais sans vain souci d'exacritude historique ; c'est un vrai plaisir pour l'œil en complète harmonie avec la musique.

Deux rôles dominent naturellement la distribution, ceux d'Athanaël (Wolfgang Schöbe), presque toujours en scène, à la voix terrible, mais durcissant pourtant, et de Thaïs (Karen Huffnott), qui exige tout à la fois un registre aussi étendu qu'homogène, du charme et de la puissance, ce qui est le cas. Le ténor est un peu sacrifié dans cet ouvrage, et si Tibère Raffalli paraît un peu, c'est que ses partenaires sont exceptionnels.

Le reste de la distribution n'est pas à la même hauteur : Palémon et Albine n'ont guère à chanter, mais la fragilité vocale de Fernand Dumont et de Marie-France Gascard ne convient guère aux personnages qu'ils incarnent. Eleonor Oldham et Julie-Louise Stancer sont, en revanche, d'exquises et mélodieuses esclaves. Les chœurs sont bons mais la prononciation laisse trop à désirer.

L'Orchestre symphonique de Nancy a accompli un travail remarquable sous la direction de Jérôme Kaltenbach. Il est rare d'entendre une partition de Massenet jouée, dans l'ensemble, avec autant de soin. Cela ne contribuait pas peu à l'impression d'assister à une représentation de *Thaïs* enfin délivrée de la routine des théâtres, rendue à sa jeunesse, à son charme.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Salle Favart, du 16 mai au 14 juin.
(2) Théâtre de Caen, les 1^{er}, 3^e, 5^e et 10 avril.

COULISSES

Découverte d'une ébauche présumée d'une dixième symphonie de Beethoven...

Les ébauches du premier mouvement de la dixième symphonie de Beethoven auraient été un avant de mourir à la demande de la société philharmonique de Londres ont été retrouvées à Berlin-Ouest par un professeur de musique écossais. M. Barry Cooper, enseignant à l'université d'Aberdeen, a reconnu à partir de ces documents l'intégralité du premier mouvement, d'une durée de quinze minutes environ, dont la première exécution mondiale aura lieu à la fin de 1988, à Londres.

Et d'un fragment d'une symphonie de Wagner

C'est à vingt et un ans que Richard Wagner mit sur le chantier une symphonie en mi majeur, qui fut suite à sa première en de majeur et dont la manuscrite, apparue chez un antiquaire de Berlin quatre ans après la mort du compositeur, n'avait pas été retrouvée. Un fragment de cette œuvre de jeunesse a été découvert à Munich par M. Robert Menster, directeur de la bibliothèque musicale du Land de Bavière, lors de l'examen d'une collection privée. Il s'agit du premier mouvement et de 28 mesures du second, dont l'Orchestre régional de Bavière donnera la première exécution en octobre prochain, sous la direction de Wolfgang Sawallisch.

Annulation de « Nabucco » à Jérusalem

Nabucco, de Verdi, dont l'exécution devait être le clou des cérémonies du quarantième anniversaire d'Israël, n'a pas à Jérusalem. La production, qui devait diriger le chef français Michel Plasson dans l'amphithéâtre Merrill-Hassenfeld, au pied du mur de la vieille ville, a dû être annulée par suite de la réticence de certains interprètes, pour des raisons de sécurité et, surtout, de la défection de l'orchestre : le Royal Philharmonic de Londres. La société suisse productrice, Opera On Original Site, a engagé des poursuites judiciaires contre la formation londonienne pour rupture de contrat. Elle annonce une production de *Turandot*, de Puccini, en 1990 en Chine et d'une *Carmen* espagnole en 1992.

Cacoyannis et Llorca à Aix-en-Provence

Trois nouvelles productions d'opéras marqueront le prochain Festival d'Aix-en-Provence qui a lieu du 10 au 31 juillet. Une *Clémence* de

Titus mise en scène par Michaël Cacoyannis et un *Così* monté par Denis Llorca, l'un et l'autre nouveaux venus au Festival aixois. L'English Chamber Orchestra sera dirigé dans cette dernière production par Jeffrey Tate, et le rôle d'Alfonso chanté par José Van Dam. Armin Jordan dirigera *La Clémence*, au pupitre de l'Ensemble orchestral de Paris. La soprano June Anderson tiendra d'autre part le rôle-titre d'*Armide*, de Rossini, mise en scène Jean-Claude Fall, direction Gianfranco Meini.

Ces trois spectacles, sponsorisés respectivement par Air France, la Lyonnaise de Banque et la Seita.

* Réservation : par correspondance (palais de l'Académie Archéologique, 13100 Aix-en-Provence) et par téléphone à partir du 18 avril : 42-23-11-30.

Nouvelle revue mahlerienne

Fondée en mai 1986, la Bibliothèque musicale Gustav-Mahler de Paris connaît une activité fébrile : de nombreux visiteurs, musicologues, artistes, étudiants, travaillent dans ses archives sur les sujets les plus divers ; de nouveaux legs de musiciens français et étrangers enrichissent ses collections ; et, pour honorer son « patron », la BMGM vient de publier le premier numéro d'une *Revue Mahler Review*, semestrielle, très élégante et entièrement bilingue (français-anglais), comme l'indique son titre.

J. L.

* *Revue Mahler*, n° 1, deuxième semestre 1987, 128 pages, 60 F (BMGM, 11 bis, rue de Vézelay, 75008 Paris. Tél. : 45-63-34-52).

« Enumérations » : une création d'Aperghis à Lyon

Le papier composé

La musique se robotise, les salles s'informatisent. Mais il aura suffi à Georges Aperghis de quelques instruments homologués, d'un peu de matériel de récupération et de beaucoup de papier — kraft ou bible — pour composer un petit chef-d'œuvre de théâtre musical que tous les réseaux de Navarre peuvent (et devraient) accueillir pour peu qu'ils soient convenablement éclairés.

Dans un premier temps, c'est vrai, le noir est complet. Quelques choses que l'on ne voit pas — cuir ? peau ? métal léger ? — semblent agités par un vent violent. Mais l'agitation décroît, se tait, rendit, trahit une intervention, une volonte : ce bruit, cette nuit, sont habillés. Une loupote, d'ailleurs, clignote et s'éteint. A l'origine était le rien. Et quelque un vint qui, d'un souffle, mit tout en mouvement.

Enumérations aurait pu être tiré de la *Création du monde* si Darius Milhaud n'y avait déjà pensé. Mais *Enumérations*, féminin pluriel, a l'avantage de faire penser aux *Bunte Blätter* de Robert Schumann, à ces « feuilles multicolores » (feuilles de l'arbre, feuilles de papier) par lesquelles Schumann, en deux mots, revendiquait sa façon de penser disparate et éclatée. Avec *Enumérations*, Aperghis, le plus schumannien des musiciens français (d'origine grecque), signale qu'il procède aussi et volontairement par accumulation, qu'il énonce sans développer. Ce qui ne l'empêche pas de recourir à des thèmes et de les varier.

Marabout, bout de ficelle... Ces thèmes sont, comme dans les comptines enfantines, déclinés par essences et parentés. Mot, écriture, déchirure. Papier effeuillé, froissé, transpercé. Voix, langage, alphabet, dictionnaire, litaines, prière. Voix : corps morcelé. Communication établie et coupée. Comme

dans *Conversations*, comme dans *Tour de Babel*, Aperghis ne cesse de se demander pourquoi tant de gens parlent, pourquoi tant de gens sont incapables de se parler.

La solitude à un ou à deux, c'est aussi un thème musical : on ne trouve dans *Enumérations* que solos et musique de chambre. Il y a de la musique « pure » (pour clarinette), beaucoup de voix, dans tous leurs états ; et beaucoup d'objets — détournés. Les instruments ici utilisés sont en particulier l'annuaire que l'on feuillette, la plaque de ciré sur laquelle tape avec un stylo, la balle de ping-pong qui descend l'escalier d'une maquette (réduction de la tour de Babel) ? la plaque en aggloméré, les chaises de café et — trouvaille s'il en est — cette maison de papier plantée en plein milieu de la scène que les acteurs-musiciens ne cessent de lacérer, transpercer, qui vibre dès qu'on l'approche, vibronne dès qu'on la caresse. Et c'est une vraie maison aussi, ouverte de portes et de fenêtres, meublée d'une télévision dans laquelle des visages viennent se découper, lieu d'actions quotidiennes et violentes en aparté, maison de sons tout habillée par l'imagination, « objet trouvé » surréaliste alloué — murs et plafond — à la composition.

ANNE REY.

* *Enumérations*, auquel a travaillé Jean-Pierre Drouot, doit beaucoup aux formidables musiciens-acteurs que sont François Bedel, Emmanuelle Sosa, François Rivalland, Richard Dubelski, Marie-Christine Orry et la clarinettiste Carol Robinson. Il est coproduit par l'ATEM, Musica et le GRAME de Lyon.

Le 31, toujours dans le cadre d'un festival Musiques en scène, concert de l'ensemble Accroche-Note avec une création de Gérard Conde.

CALENDRIER

Pâques à Paris. — Le septième Festival des instruments anciens prend fin avec une semaine de manifestations pascals qu'ouvre, comme il se doit une *Passion*, celle de saint Matthieu, de Bach, interprétée essentiellement par des Néerlandais (Basilique Sainte-Clotilde, 20 heures). Suivront, à l'église des Billettes, Couperin avec les *Leçons de téniers* (mardi 29), divers motets et cantates par l'Ensemble Caix d'Hiverlois (mercredi 30) ; les *Sept Dernières Paroles du Christ*, dans la version pour quatuor (Quatuor Leopold) et pour pianoforte (Yannick le Gallard) ; enfin, les *Motets* de Bach par la Pallette de Lorraine (vendredi 1^{er} avril).

* Renseignements : Librairie Actes Sud, Le Méjan, 13200-Arles.

Et à Lourdes. — Enfin, le Festival de Lourdes (du 3 au 10 avril) change de direction et d'orientation.

A Kurt Rodel et ses amis succèdent les Malgou, Christie, Herreweghe, etc. Dans des programmes largement ouverts sur toutes les époques : *Motets* de Josquin des Prés, l'oratorio *la Résurrection* de Haendel, jamais joué en France, des *Motets* de Monteverdi, Scarlatti et Charpentier, la *Messe en si mineur*, de Bach et la création de l'*Oratorio du retour*, de Jean-Paul Léot, organisateur des spectacles.

* Renseignements : Office du tourisme, place de Champ-Commun, 65100-Lourdes, tél. : 62-94-15-64.

Roy Haynes au Festival d'Albi. — Il a débuté avec Lester Young, puis avec Miles. Il n'a jamais accédé à la gloire d'un Max Roach ou d'un Kenny Clarke. Derrière ses tambours et ses cymbales, il a suivi au doigt et à l'œil tout le jazz depuis 1945. On connaît une rangée d'amateurs prêts à se faire damner pour lui. Et les jeunes gens lui font fête quand ils ne jouent pas avec lui. Il figure en bonne place au 5^e Festival d'Albi (le 31 mars) comme Petrusiani, Humair, Bob Stewart ou Wayne Shorter.

* Jeudi 31 mars, tél. : 63-47-56-50.

Barney Wilen au Sunset. — Eternel jeune homme, expert en notes bleues et ballades françaises, Barney est en club, son milieu naturel, avec un groupe exceptionnel : Boulou Ferré à la guitare et Al Levitt à la batterie. Pour ceux qui n'ont jamais osé descendre dans un de ces caves étranges, le Sunset offre là une occasion inédite d'initiation.

* A partir du 30 mars, tél. : 40-26-46-66.

4 FILMS pour 100 F

47.47.1.2.3.4.

UGC INFORMATIONS

DERNIÈRE LE 2 AVRIL 20 H 45

IL FAUT PASSER PAR LES NUAGES

FRANÇOIS BILLETDOUX

mise en scène LUCIAN PINTILIE

Conçue comme une partition musicale, la pièce est aussi une histoire d'initiation et d'amour fou, de rêve et de poésie. Lucian Pintilie l'a mise en scène avec de luxueux effets vidéo qui permettent de plonger en gros plan dans les angoisses, les doutes des personnages. Pour une fois, pareil appareillage permet de creuser le texte en profondeur... Et l'interprétation brillante de toute la troupe — avec en tête Michelle Marquais — rajoute encore au charme entêtant de ce spectacle mystérieux, bizarre et métaphysique.

Fabienne PASCAUD, TELERAMA

LOCATION 2 PLACE DU CHATELET TEL. 42742277

مكتبة الامم المتحدة

PUBLICATION JUDICIAIRE

LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE STRASBOURG (67)

7^e chambre correctionnelle en son audience publique du vingt-neuf novembre mil neuf cent quatre-vingt-sept, composée de : M. Savido, vice-président (réacteur) ; M. Létang, vice-président ; M. Breda, juge, en présence de M. Bess, 1^{er} substitut du procureur de la République, et de M. André, greffier, a rendu le jugement ci-après sur les poursuites du ministère public agissant d'office.

ET DE
La Compagnie nationale des conseils en brevets d'invention, Cie instituée par le décret n° 76 671 du 13.07.76 modifié par le décret n° 86 259 du 18.02.86 relatif à la qualification professionnelle en matière de brevets d'invention et portant organisation et régime disciplinaire de la profession de conseil en brevets d'invention. Ayant son siège 26 bis, rue de Leningrad à Paris 75008, agissant poursuites et diligences de son président en exercice, M. Alain Arrousseau-Bastide. Représentée par M^{re} Philippe Combesse, avocat à la cour de Paris.

PARTIE CIVILE
CONTRE
Arrousseau-Bastide Jean-Claude, 52 ans, PDG, demeurant 4, rue d'Oslo à Strasbourg. Né le 29 janvier 1935 à Paris-12^e. Fils de Maurice-Henri Clément et de Cécile-Louise-Hélène Jéru.

Né-Sit. fam. et mil. : SR
Jeuzeu condamné
Libre, présent, assisté de M^{re} Imbach, avocat à Strasbourg.

PRÉVENU
La S.A. Arrousseau-Bastide
Ayant son siège 20, rue de Copenhague à Strasbourg. Représentée par M^{re} Imbach, avocat à Strasbourg.

CIVILISME RESPONSABLE
ARROUSSEAU-BASTIDE J.-C.
Suivant exploit du 12 octobre 1987 de M^{re} R. Weber, huissier de justice à Strasbourg.

S.A. ARROUSSEAU-BASTIDE
Suivant exploit du 12 octobre 1987 de M^{re} R. Weber, huissier de justice à Strasbourg.

A l'appel de la cause, Mme le président a constaté l'identité du prévenu et donné connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal.

Le président a interrogé le prévenu et reçu sa déclaration.

La Cie nationale des conseils en brevets d'invention s'est constituée partie civile par l'intermédiaire de M^{re} Combesse, avocat, qui a pris les conclusions de son mémoire déposé le 26 novembre 1987.

Le tribunal a donné acte à la partie civile de sa constitution.

Le ministère public a pris ses conclusions.

Le prévenu et son conseil ont présenté la défense.

Le greffier a tenu note du déroulement des débats sous la direction du président ainsi que des réponses du prévenu.

Le tribunal, après avoir délibéré conformément à la loi.

Jean-Claude Arrousseau-Bastide est prévenu d'avoir à Strasbourg, et en tout ou sur le territoire national entre le 19 juillet 1985 et le 3 septembre 1986 et en tout ou depuis temps non couvert par la prescription,

fait usage sans remplir les conditions exigées pour le porter du titre de conseil en propriété industrielle, lequel tend à créer une confusion dans l'esprit du public avec les titres et professions réglementés de « conseil en brevets d'invention ».

Il résulte de l'enquête préliminaire et des débats que le prévenu, PDG de la S.A. Arrousseau-Bastide, qui exerce à Strasbourg une activité de prestataire de services en matière de propriété industrielle, a fait l'objet, à la suite d'une plainte déposée en 1977 par la Cie nationale des conseils en brevets d'invention, de poursuites pénales du chef d'usage du titre de conseil en brevets d'invention, susceptible de créer dans l'esprit du public une confusion avec le titre de conseil en brevets d'invention, protégé et réglementé par l'article 74 de la loi du 3 décembre 1971 et le décret du 13 juillet 1976.

Après trois pourvois en cassation, ces poursuites ont abouti, sur l'action pénale, à un arrêt de relaxe prononcé par la cour d'appel de Metz, le 17 décembre 1981 et sur l'action civile à l'octroi de dommages-intérêts à la plaignante et partie civile par un arrêt de la cour d'appel de Paris en date du 28 novembre 1983 — étant précisé que seule la partie civile, et non pas le ministère public, avait formé pourvoi à l'encontre de l'arrêt de la cour d'appel de Metz.

Le 10 avril 1986, la Cie nationale des conseils en brevets d'invention déposait au tribunal de grande instance de Metz une nouvelle plainte au chef de l'encontre de Jean-Claude Arrousseau-Bastide en exposant que celui-ci n'avait pas renoncé à se prévaloir, dans ses papiers commerciaux, d'un titre encore susceptible de créer une confusion avec le titre protégé de conseil en brevets d'invention.

La prévenue sollicite sa relaxe en faisant valoir :

— qu'en vertu du principe d'autorité de la chose jugée, la décision définitive de relaxe du 17 décembre 1981 interdit la reprise des poursuites s'agissant des mêmes parties de la même cause et du même objet,

— qu'au demeurant il a, après l'arrêt de la Cour de cassation du 30 mai 1985 confirmant l'arrêt de la cour d'appel de Paris sur l'action civile, fait l'effort de modifier encore son papier à en-tête, de telle sorte qu'aucune confusion n'est plus possible.

— qu'enfin la citation qui lui a été délivrée est erronée comme visant le décret du 13 juillet 1976 abrogé et refondu par le décret du 18 février 1986, lequel ne se réfère plus à l'article 74 de la loi du 31 décembre 1971 qui lui-même renvoie à l'article 259 du code pénal, de telle sorte qu'aucune répression n'est plus prévue par le législateur en la matière.

SUR CE
La loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques prévoit en son article 69 l'organisation de la profession de conseil en brevets d'invention par décret en Conseil d'Etat, à savoir le décret du 13 juillet 1976 partiellement modifié par le décret du 18 février 1986, et, subsidiairement, en son article 74 par renvoi à l'article 259 du code pénal. L'usage d'un titre tendant à créer dans l'esprit du public une confusion avec les titres et professions qu'elle réglemente.

Il en résulte que quelles qu'aient été les modifications apportées par le décret du 18 février 1986 au décret du 13 juillet 1976, tous deux organisant la profession de conseil en brevets d'invention en matière de conseil en propriété industrielle, l'usage d'un titre créant une confusion avec ladite profession est susceptible de constituer une infraction pénale sous l'empire de l'un ou l'autre de ces textes, étant observé qu'en l'espèce les faits de la prévention s'étendant du 19 juillet 1985 au 3 septembre 1986, la citation vise à juste titre les deux décrets susvisés.

Si tel est vrai que l'arrêt de la cour d'appel de Metz du 17 décembre 1981 est définitif au profit de Jean-Claude Arrousseau-Bastide, les faits de la cause sont différents de ceux dont a eu à connaître la cour d'appel de Metz : en effet, comme l'indique le prévenu lui-même, cette juridiction devait déterminer si le papier à lettre professionnel du cabinet Arrousseau-Bastide portait mention en en-tête de « conseil en propriété industrielle » et en bas de page « brevets d'invention, marques, dessins et modèles » pouvait créer dans l'esprit du public une confusion avec le titre de conseil en brevets d'invention ; en revanche le tribunal de Metz a saisi de l'utilisation d'un papier à lettre portant en en-tête « conseils en propriété industrielle et mandataires agréés par l'Office européen des brevets ».

Le rapprochement des termes « conseil » et « brevets » — même si le prévenu a bien la qualité de mandataire agréé près l'Office européen des brevets constitue une association propre à créer dans l'esprit du public la confusion reprochée, et procède de surcroît d'une intention délibérée du prévenu d'abuser la clientèle en créant une équivoque.

Le délit prévu et réprimé par l'article 74 de la loi du 30 décembre 1971 et 259 du code pénal est donc constitué à la charge du prévenu.

Il échut de le réprimer en portant immédiatement à la connaissance du public le comportement illicite de Jean-Claude Arrousseau-Bastide afin de faire cesser le trouble à l'ordre public qui en découle et de prévenir tout préjudice ultérieur.

La S.A. Arrousseau-Bastide est civilement responsable des agissements du prévenu.

SUR L'ACTION CIVILE
La Cie nationale des conseils en brevets d'invention s'est constituée partie civile par l'intermédiaire de son avocat, M^{re} Combesse, qui a pris les conclusions de son mémoire du 26 novembre 1987, tendant notamment à :

— condamner le prévenu à telles peines que de droit,

— ordonner la destruction de tous papiers, documents ou autres, faussés état du titre usurpé de M. Jean-Claude Arrousseau-Bastide et de la société « cabinet Arrousseau-Bastide »,

— ordonner la publication du jugement à intervenir dans dix journaux ou revues, aux frais du prévenu et de la société « cabinet Arrousseau-Bastide »,

— condamner conjointement et solidairement Jean-Claude Arrousseau-Bastide et la société Arrousseau-Bastide à payer à la Cie nationale des conseils en brevets d'invention la somme de 100 000 F à titre de dommages-intérêts.

— condamner Jean-Claude Arrousseau-Bastide et la société Arrousseau-Bastide à payer à la Cie nationale des conseils en brevets d'invention la somme de 10 000 F en application de l'article 475.1 du CPP.

— condamner Jean-Claude Arrousseau-Bastide et la société Arrousseau-Bastide en tous les dépens.

La constitution de partie civile est régulière et recevable en la forme.

Le tribunal possède les éléments d'appréciation suffisants pour accorder à la partie civile 20 000 F à titre de dommages-intérêts avec intérêts de droit à compter du présent jugement et 4 000 F au titre de l'article 475.1 du CPP.

Il échut de débouter la partie civile du surplus de sa demande.

PAR CES MOTIFS
Appliquant les dispositions des articles sus-visés, 43.1, 463 du code pénal, 464, 418, 473, 749 et 750 du code de procédure pénale.

Statuant publiquement, en premier ressort, par jugement contradictoire.

Déclare Jean-Claude Arrousseau-Bastide, PDG de la S.A. cabinet Arrousseau-Bastide, coupable du délit d'usage sans droit d'un titre tendant à créer dans l'esprit du public une confusion avec le titre de conseil en brevets d'invention.

EN RÉPRESSION, A TITRE DE PEINE PRINCIPALE,
Ordonne la publication du jugement en intégralité dans les journaux : *le Monde*, *les Dernières Nouvelles d'Alsace* et *l'Alsace*.

Ordonne l'exécution provisoire de ladite peine.

Déclare la S.A. Arrousseau-Bastide civilement responsable.

Les condamnations, en outre, au remboursement des frais envers l'Etat.

SUR L'ACTION CIVILE
Reçoit la Compagnie nationale des conseils en brevets d'invention en sa constitution de partie civile.

Condamne, solidairement, Jean-Claude Arrousseau-Bastide et la S.A. Arrousseau-Bastide à verser à la partie civile,

— Vingt mille francs (20 000 F) à titre de dommages et intérêts, avec intérêts de droit à compter du présent jugement.

— Et quatre mille francs (4 000 F) au titre de l'article 475.1 du CPP.

Déboute la partie civile du surplus de sa demande.

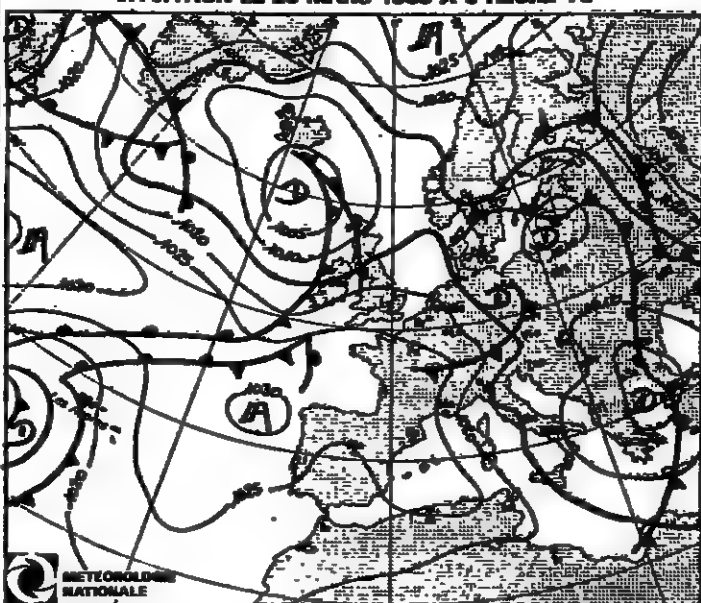
Condamne Jean-Claude Arrousseau-Bastide et SA Arrousseau-Bastide aux dépens.

En foi de quoi, le présent jugement a été signé par le président et le greffier.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 MARS 1988 A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mardi 28 mars à 0 h TU et le mercredi 29 mars à 24 h TU.

At cours des deux prochains jours, nous allons assister à l'effacement du champ de pression sur la France.

Une dépression se creusera sur la Manche, dirigeant sur notre pays un courant perturbé océanique d'ouest. Plusieurs perturbations pénétreront ainsi sur le pays où elles seront à l'origine d'un temps gris et faiblement pluvieux.

Mardi : nuages fréquents, pluie passagère.

Des Pyrénées et du golfe de Gascogne au Massif central, à Rhône-Alpes et à l'Alsace, la journée d'aujourd'hui sera particulièrement pluvieuse. Le pic de pluie se situera dans le Nord-Est. Après de timides éclaircies, la pluie s'étendra à l'ensemble de la zone dans l'après-midi.

De Poitou-Charentes au Centre, au Nord et à la Lorraine, il faudra profiter du soleil matinal. En effet, des nuages couvriront le ciel en début de journée, écartant la pluie pour l'après-midi.

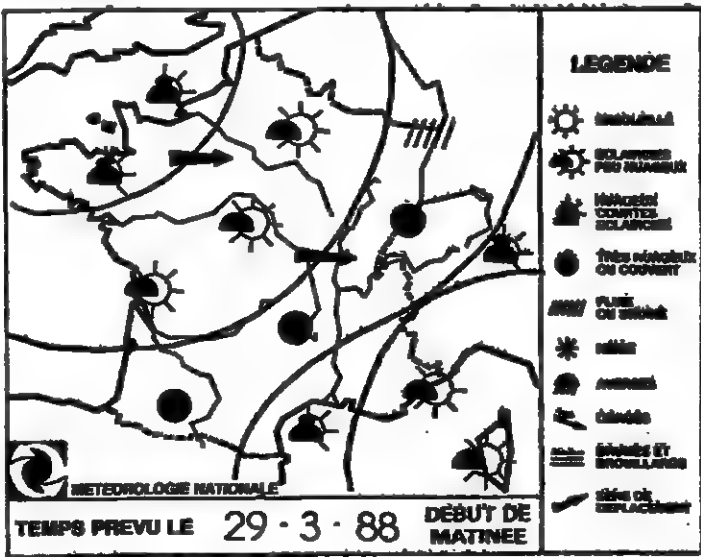
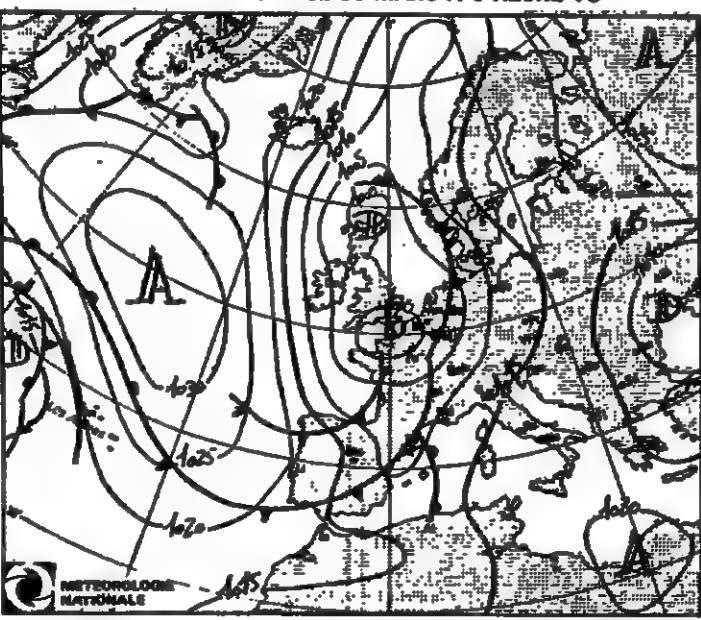
Sur la Bretagne, les Pays de Loire et la Normandie, la journée débutera sous un ciel très nuageux et convectif, et sera suivie par la pluie. Légère amélioration en cours d'après-midi avec l'apparition d'éclaircies. Elles seront cependant entravées d'averses.

Seules les Alpes du Sud, la Provence-Côte d'Azur et la Corse bénéficieront d'un temps ensoleillé.

Le vent se renforcera sensiblement dans l'après-midi. Il soufflera du nord-ouest sur la Bretagne, la Normandie et les Pays de Loire, du sud-ouest sur le reste du pays.

Les températures minimales varieront entre 5 et 9 degrés du nord au sud. Quant aux températures maximales, elles seront voisines de 10 à 12 degrés sur la moitié nord du pays, 12 à 14 degrés sur la moitié sud, excepté près de la Méditerranée, où elles atteindront 16 à 20 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 30 MARS A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 27-3-1988 à 6 heures TU et le 28-3-1988 à 0 heure TU

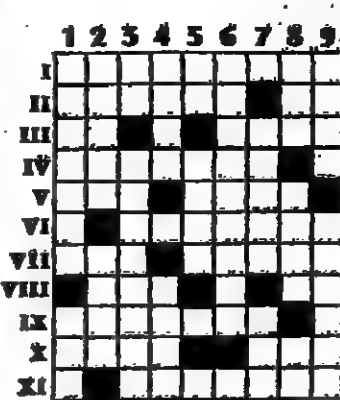
FRANCE	TOURS	12	N	LOS ANGELES	28	13	D
ALGER	16	2	D	TOULOUSE	13	1	D
ANGERS	12	3	D	LYON	10	1	D
BORDEAUX	14	1	D	PARIS	10	1	D
BRETAGNE	12	1	N	STRASBOURG	10	1	D
CAEN	11	5	D	VAL D'AUSE	10	1	D
CLERMONT-FERRAND	10	6	C	LYON	10	1	D
COCOTTE	12	1	D	PARIS	10	1	D
DIJON	9	1	N	STRASBOURG	10	1	D
GENÈVE	8	2	N	VAL D'AUSE	10	1	D
LIJIE	10	2	N	LYON	10	1	D
LYON	10	2	N	PARIS	10	1	D
MARSEILLE	15	7	D	STRASBOURG	10	1	D
NANTY	9	1	A	VAL D'AUSE	10	1	D
NANCY	14	3	B	LYON	10	1	D
NICE	20	10	D	PARIS	10	1	D
PAU	11	5	C	STRASBOURG	10	1	D
PERPIGNAN	13	2	D	VAL D'AUSE	10	1	D
REIMS	16	5	D	LYON	10	1	D
ROUEN	13	4	C	PARIS	10	1	D
STRASBOURG	11	4	C	STRASBOURG	10	1	D
TOULOUSE	10	4	C	VAL D'AUSE	10	1	D

A B C D N O P T F
nuage brume ciel couvert ciel dégagé ciel nuage pluie neige neige

(Document établi avec le support technique officiel de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4709



HORIZONTALEMENT

1. Qualifie l'art quand il est vraiment alimentaire. — II. Donner la vie. Désigne souvent des inconnus. — III. Pour répondre. N'est évidemment pas la première quand elle est petite. — IV. Quand il est gros, ne s'inquiète pas de l'importance des sommes. — V. Nourrit un dieu. Maintenant mais autrefois. — VI. Nom qu'on donne parfois à ce qui est réduit. — VII. Un beau parleur. Le frère de la nuit. — VIII. Se lance dans les retransmissions. Neuf, après une révolution. — IX. Se comporter comme un varrien. — X. On y fabrique des instruments de précision. Évoque un travail de Romain. — XI. Petits, ils ne sont pas toujours gras.

VERTICALEMENT

1. Peut nous apporter du réconfort. Un boston sur le bidet. — 2. Libre.

c'est une façon de faire le ménage. Le registre des affaires. — 3. Une distance. Non qu'on peut donner à certains reliefs. — 4. Un chef religieux. A de solides mâchoires. — 5. Déclaré. Ne manquait évidemment pas de souffle. — 6. Magasin où l'on peut acheter des prunelles. — 7. La barbe pour l'orge. On lui a attribué un joli morcelet. Sa reine est appelée Balkis dans le Coran. Saint. — 8. Coule dans les Alpes autrichiennes. Bien exprimée.

Solution du problème n° 4708

Horizontalement

I. Rebouffé. Fleur. — II. Isère. Girouette. — III. Pâtisier. Tiro. — IV. Art. Ode. Nèpe. — V. Item. Te. Ibra. — VI. Léro. Ode. Set. — VII. Laire. Bissel. Sa. — VIII. Épis. Rée. — IX. Un. Ugné. Sup. — X. Orde. Entard. — XI. Ode. Fumée. Hm. — XII. Or. Set. Orde. — XIII. Mole. Gruche. — XIV. Élan. Mente. Truc. — XV. Tendre. Ass.

Verticalement

1. Ripaille. Ornel. — 2. Escar. Ode. — 3. Batterie. Ode. — 4. Uri. Morn. End. — 5. Fas. Teignes. — 6. Sot. Pie. Me. — 7. Agile. Bénédicte. — 8. Dite. Ra. Rus. — 9. Erre. Ode. Émeute. — 10. Nids. Ass. Ce. — 11. Fût. Bér. Tech. — 12. Lorie. Lest. Reu. — 13. Edens. Arré. Ra. — 14. Utopie. Ornel. — 15. Né. Estampou. Ça.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MARDI 29 MARS

« Van Gogh à Paris », 9 h 30, Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse (Arcs).

« Van Gogh », 12 heures, Musée d'Orsay, entrée des groupes (Approche de l'art).

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 15, devant l'entrée (Christine Merle).

« Van Gogh », 13 h 30, Musée d'Orsay, accueil des groupes (Tourisme culturel).

« Le Renouveau », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Peintures et sculptures 1850-1900 », 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill.

« Bourdelle : l'atelier et l'œuvre », 14 h 30, 16, rue A.-Bourdelle (Musée Bourdelle).

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

Fodéon, statue de Danton (Arts et curiosités).

« De la place des Vosges aux bords de Seine et de la Seine », 14 h 30, métro Pasteur-Mairie (Les Filles).

« Bords de Seine », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du Paris).

« Le théâtre Louis XVI à Saint-Marguerite », 15 heures, métro Ligne-Rouge, devant Montparnasse (C.A. Maser).

« Chapelles italiennes et grimaldiennes », 15 heures, 15, rue Jean-Goujon (Paris et son histoire).

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

« Coups et bécotes de Saint-André-des-Arts », 14 h 30, carrefour de

هكذا من الأمل

Communication

**Un film consacré
à l'hebdomadaire satirique
« Le Canard enchaîné »
perce l'écran**

discussions sont en cours depuis plusieurs semaines avec le PDG du *Nouvel observateur* mais elles soulèvent quelques inquiétudes au sein de la rédaction, qui redoute de perdre son indépendance. *Les Cahiers du cinéma* sont actuellement diffusés à 35 000 exemplaires et réalisent, avec la photothèque et la maison d'édition, un chiffre d'affaires de 15 millions de francs. Le capital est détenu par les rédacteurs (45 %), les fondateurs (10 %) et une association de personnalités (45 %).

هتدا من الامل

Le Monde DIRIGEANTS

« LE MONDE DIRIGEANTS »

LE MONDE est le seul support capable d'offrir aux professionnels du recrutement et à leurs clients entreprises un éventail de candidatures à la fois plus ouvert et d'excellent niveau qui permettra d'accélérer le recrutement des cadres supérieurs.

Pour tous renseignements sur les performances du MONDE et la commercialisation de cette rubrique, vous pouvez contacter le département Communication-Emploi du MONDE PUBLICITÉ au 45-55-91-82.

Leader sur notre marché (écrous de sécurité à l'usage des industries aéronautique et automobile), nous réalisons un CA de 240 MF dont 39 % à l'exportation. Nous cherchons le

directeur général de notre filiale U.S.

Basée à Los Angeles, proches des grands avions et motoristes américains, nous réalisons déjà un CA de 6 M \$ et visons une belle progression.

Nos moyens ? Une petite équipe motivée et en croissance, une qualité technique qui fait notre réputation, un réseau de distributeurs, des introductions chez les plus grands constructeurs.

Ingénieur ou diplômé d'une école de commerce, vous avez la quarantaine et connaissez bien le milieu aéronautique américain. Parfaitement bilingue, vous vous sentez déjà une double nationalité.

Merci d'écrire à Mlle A. DANIEL, consultante (réf. 5219 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, rue Royale - 75001 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTHEC

ROYAL CANIN

Leader en Europe de l'aliment pour chiens
recherche son

directeur industriel

Mission :
• recherche de technologies d'avenir, en forte liaison avec le marketing;
• choix et gestion des investissements à caractère stratégique sur le long terme;
• recherche de nouvelles implantations industrielles;
• suivi de la gestion des unités de production (France et étranger) dans un contexte international, décentralisé et par équipes (contrôle des achats, des rentabilités des investissements, de la qualité au sens de l'analyse de la valeur...).

Profil : A 40 ans environ, vous avez complété votre formation supérieure par une solide expérience opérationnelle dans ce type de mission ou dans le management d'une ou plusieurs unités décentralisées. Vous parlez anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et vos prétentions à Marie May Consultants, 42 rue Ploë, 34000 Montpellier.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

D'ici quelque temps, notre nom vous dira quelque chose parce que vous serez devenu notre

Directeur marketing et communication

Nous ?

• un groupe important de 550, des moyens à votre disposition et... l'envie de vous reconnaître.

Vous ?

• une première expérience de la fonction dans le domaine de l'information;
• Créativité, communication, H/F de direction et de relations avec tout votre savoir-faire à notre service.

Eux ?

• Notre Conseil : adressez leur votre candidature, lettre man. + CV sous réf. 10740 G.

Impact Développement

Impact Développement - 26 rue Brunel - 75017 PARIS

Au sein d'un grand réseau national, notre jeune établissement financier à compétence régionale regroupe plus de 200 établissements et 1.000 personnes.
Il propose à des candidats motivés de participer à des actions de conseil et de développement au niveau de notre région, dans le poste d'

Organisateur méthodes bancaires

Vos missions :

• analyser les besoins et mettre en forme les demandes des utilisateurs en matière d'information de production bancaire;
• assister et former les utilisateurs dans la mise en œuvre des procédures et des fonctionnalités nouvelles.

De formation Grande Ecole ou Université, vous avez une première expérience de méthodes d'analyse et de conduite de projets (MERISE, SDM/S).

Le poste est situé à 100 km au Nord de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions), sous réf. 310 G.

MEDIA RA, COMMUNICATIONS
100/102, rue Nationale - 69600 LILLE
qui transmettra.

Paris

Le courage de déranger !

Le courage de déranger, c'est refuser le problème mal posé, la stratégie du bon. En un mot, c'est exiger la cohérence.

Le courage de s'exposer aussi aux incertitudes, aux phénomènes perpétuels, aux a priori. Une autre conception du conseil : le plaisir du pouvoir et de l'influence où on n'arrive à rien sans imagination ni perspicacité.

Un métier où l'efficacité est toujours mesurable, avec des défis sans cesse renouvelés. Pour ceux qui aiment les missions difficiles, pour qui l'autonomie signifie assumer.

Vous avez compris : nous cherchons avant tout un tempérament, une tête bien faite, un optimiste cynique.

Un dernier point. Vos interlocuteurs sont toujours des dirigeants d'entreprise : de formation supérieure, vous n'êtes plus du tout un débutant.

Alors curieux ? Une bonne raison de nous rencontrer.

Merci d'écrire à Christian BLEU ou nous faisant parvenir votre C.V. sous réf. 5232 M.

**DEPARTEMENT CONSEIL
EN RECRUTEMENT**
135, avenue de Wagram
75017 PARIS
Tél : 42.27.96.49

argos

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

Des achats à... la stratégie d'achat

Notre Société, filiale française d'un Groupe international leader sur son marché, conçoit, produit et commercialise des équipements industriels de type automobile (C.A. 1987 : 400 MF dont plus d'un tiers à l'exportation). Pour assurer notre performance, nous recherchons notre

Chef du service achats

Sous la responsabilité directe du Directeur Industriel, vous aurez notre STRATEGIE en matière d'achat, à savoir : définir notre politique globale d'achat à moyen et long terme, exploiter d'autres sources d'approvisionnement en amont de nos technologies nouvelles, améliorer notre maîtrise des coûts et de la flexibilité des livraisons en obtenant une collaboration plus active des fournisseurs, chez qui vous aurez, par ailleurs, à mettre en place l'assurance qualité indispensable à la Société, négocier et superviser les achats à l'aide de votre département informatique (gestion production COPIES) comprenant 12 collaborateurs, optimiser la qualité du service.

De formation Ingénieur complétée par une spécialité (Ecole de Gestion), vous avez une expérience récente dans les achats d'équipements industriels (fonderie, mécanique) et une bonne maîtrise de l'anglais. Le poste est situé à 35 km à l'est de Paris.

Thierry de CARNÉ, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier complet, sous le réf. MORAALM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

1^{er} Interloco d'entraide prioritaire pour jeunes diplômés, sociétés membres du groupe international NARS Inc. 5 salons, 5,1 MILLIONS de francs de CA, 90 % de volume à l'export. Une croissance moyenne - 1 110 personnes, 30 ans d'âge moyen.

JEUNES DIPLOMES PASSEPORT MULTI-FONCTIONS

Nous vous proposons l'accès en deux ans à des fonctions clés du management de l'entreprise en vous offrant de nombreuses possibilités d'évolution dans les deux départements de la société.

• **RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT**
• **INDUSTRIE GENERALE**
• **MARKETING**

• **RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT** / • **PRODUCTION**
• **INDUSTRIE GENERALE** / • **PRODUCTION**
• **MARKETING** / • **FINANCE** ou **ACHATS**

Par la suite, de larges possibilités d'évolution vous seront offertes dans la société. Nous privilégions la mobilité géographique et fonctionnelle. Nous sommes le travail en équipe, la communication écrite et orale. Nous valorisons l'initiative et l'innovation. Ces postes sont à pourvoir dans un environnement agréable, proche d'Orléans, à 1 h 30 de Paris.

Envoyez à UNISABI - Service du Personnel - B.P. 7 - 45500 St-Denis de l'Hôtel sous référence FMF.

unisabi

Une des grandes caisses d'épargne du réseau Ecourel

RECHERCHE

SON DIRECTEUR GÉNÉRAL UNIQUE

De formation supérieure, c'est un professionnel de la banque qui exerce à haut niveau depuis au moins 10 ans dans des entreprises de taille au moins équivalente (total bilan supérieur à 5 millions de francs ; effectif de 150 personnes).

C'est un meneur d'hommes ; il sait intéresser et faire participer durablement ses collaborateurs aux objectifs de développement et de rentabilité d'une unité de cette importance.

Il est prêt à introduire et à utiliser les techniques les plus modernes (informatiques, financières, commerciales, sociales) qui sont gages de la réussite future de notre métier en général, de cette entreprise en particulier.

La rémunération qui est proposée est motivante.

Dans l'exercice de sa fonction, le candidat retenu pourra s'appuyer sur un conseil d'orientation et de surveillance résolu à réussir avec lui.

Les dossiers de candidature sont adressés au CENCEP, 5, rue Massena, 75007 à M. le Directeur des Affaires Générales, sous référence J.L.H.

PROMOGIM
SE DEVELOPPE SUR
LYON, TOULON, PARIS

ETP-A&M

JEUNE INGENIEUR D'AFFAIRES

Avec plus de 22 000 logements réalisés en 20 ans, Promogim a pu se développer par son savoir-faire technique et l'enthousiasme de son équipe.

En 1988, Promogim ouvre 30 chantiers. Ce développement du terrain à la réalisation de nos programmes immobiliers vous offre comme objectif la recherche de la qualité et la performance.

A 28-35 ans votre formation et votre motivation personnelle seront vos atouts de succès.

Rémunération à la hauteur de vos ambitions.

Adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature et prétentions à R. Belorme, PROMOGIM, 22 rue de Bellevue, 92100 Boulogne.

promogim
POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE

Valeorejoignez aujourd'hui
nos usines de 1990

VALEO, le spécialiste mondial de l'équipement automobile recherche pour sa branche Embrayages des

**INGENIEURS GRANDES ECOLES
ECP, MINES, AM, IDN, INSA**

Europe, USA, partout présents dans la compétition internationale, nous avons l'ambition que nos produits et nos usines soient les plus performants de la profession.

Pour 1990, nos projets sont définis ainsi que les jalons de leur réalisation. Nous vous invitons à jouer un rôle moteur dans les équipes qui relèvent ces défis. Vous pouvez mettre en œuvre votre intelligence et votre dynamisme dans des fonctions de

FABRICATION - METHODES - ESSAIS - QUALITE - ACHATS

Selon vos talents et vos motivations, vous pourrez démarrer dans l'un de ces domaines et évoluer dans la même voie ou vers d'autres fonctions. Si vous êtes ingénieurs ECP, Mines, AM, IDN, INSA, débutants ou déjà expérimentés. Si vous avez une ouverture internationale, de l'imagination, un goût marqué pour la technique, un tempérament de réalisateur et d'animateur.

Rejoignez-nous dans notre usine d'Amiens.

Ecrire sous référence 2001 M - Discretion absolue

Membre de Smiec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Notre réussite : créer un climat de confiance qui mobilise toute l'intelligence de l'entreprise. Rejoignez la dynamique construction informatique française. Nous créons les postes de :

**JURISTE ■
CONTRATS/CONTENTIEUX**

Chargé de l'étude des contrats en relation avec les services commerciaux et du suivi du contentieux en relation avec les avocats.

**JURISTE ■
DROIT DES SOCIÉTÉS**

Chargé de la vie juridique des sociétés du groupe : préparation des conseils, assemblées... Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés (en) de formation Licence en droit des affaires, ayant une expérience d'environ 3 ans, si possible, en Cabinet juridique dans la spécialité indiquée.

Postes situés à Créteil et à pourvoir rapidement. Si vous souhaitez rejoindre une équipe motivée, adressez votre dossier (lettre manuscrite, CV) au groupe PANISSOD sous référence LM 2803, 109, rue de Turenne - 75003 PARIS.

Goupil

**Concevoir et Construire
ensemble**

SEMA-METRA CONSEIL offre à de jeunes diplômés motivés et à des professionnels expérimentés, la possibilité de rejoindre une équipe performante qui intervient pour des missions de conseil stratégique, financier et organisationnel, auprès de groupes industriels et d'institutions. Votre rôle sera de les aider à répondre aux mutations auxquelles ils sont tous confrontés : exigence de compétitivité et de résultats, internationalisation et diversification, déréglementation croissante, bouleversements financiers.

■ Soit votre expérience actuelle vous a conféré des expertises sectorielles et fonctionnelles confirmées et vous nous rejoindrez en qualité de consultant senior pour développer nos activités dans les directions les plus actuelles :

- innovation technologique et restructuration industrielle,
- développement des diverses activités de services,
- intégration européenne et développement régional,
- développement institutionnel et management public.

■ Soit votre personnalité et vos talents de jeune diplômé (d'une grande école de gestion et DECS ou d'ingénieurs et/ou d'un MBA) vous permettront après formation en qualité de consultant junior d'utiliser nos méthodes et nos outils.

- conception de systèmes de gestion comptables et financiers,
- élaboration de stratégie sectorielle ou d'entreprise,
- réalisation de micro-modèles de décisions et de pilotage.

Dans les deux cas, en entrant à S.M.C., vous rejoignez la filiale d'un groupe européen leader des services professionnels, rentable, en plein développement et aussi ambitieux que vous : concevons et construisons ensemble des

SEMA-METRA CONSEIL et CONSULTRONIQUE
"EUROPEAN MANAGEMENT DESIGNERS"
70, rue Cortambert - 75016 PARIS

SITA, Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques en forte croissance, opérant une technologie de pointe dans 170 pays, recherche

**2 Jeunes diplômés
HEC, ESSEC, ESCP****Ressources Humaines**

Vos 5 ans d'expérience dans ce domaine vous permettent de vous intégrer à l'équipe Ressources Humaines responsable de l'étranger, vous aurez pour mission le suivi des recrutements ainsi que la gestion des carrières et des rémunérations. Cette fonction implique de fréquentes déplacements de courtes durées à l'étranger.

Contrôle de Gestion

Débutant ou avec déjà une première expérience, vous serez intégré à l'équipe responsable de l'établissement et du contrôle des budgets au plan mondial, des analyses de prix de revient et d'études économiques ponctuelles. Cette opportunité vous permettra d'appréhender l'ensemble des activités de la Société, à travers des contacts multiples à tout niveau au siège comme avec les Directions Régionales.

Réf. A.M.

Pour ces deux postes, un excellent niveau d'anglais est exigé. De solides connaissances en informatique seront un atout. De réelles perspectives d'évolution au sein du groupe sont ouvertes à des candidats de valeur, tant en France qu'à l'étranger.

Envoyer CV détaillé et prétentions à SITA - Société Internationale de Télécommunications Aéronautiques - Direction des Ressources Humaines 112 avenue Charles De Gaulle - 92522 NEUILLY SUR SEINE.

SITA

**Pacte pour
un juriste d'entreprise**

180 KF +

Agé d'environ 28 ans, vous êtes titulaire d'une maîtrise de droit (complétée par un 3^e cycle de droit des affaires ou par un diplôme IAE), et justifiez d'une expérience de 2 à 3 ans dans un service juridique d'entreprise. Vous voulez valoriser vos acquis. Doté d'un bon sens commercial, vous avez un esprit relationnel et êtes impliqué.

Nous nous engageons à vous proposer :

- un poste de JURISTE D'ENTREPRISE pour renforcer notre SECRÉTARIAT GÉNÉRAL dans notre groupe BAIL EQUIPEMENT (7 milliards d'encours, 500 collaborateurs, 18 sociétés, 38 agences),
- un métier large et varié : négocier et suivre la vie juridique du groupe (sociétés, gestion immobilière, mise au point de conventions...),
- d'importantes perspectives d'évolution au sein d'un service se développant très vite,
- plus d'informations en toute confidentialité en contactant, du lundi au vendredi de 9 h à 17 h, les collaboratrices d'ALLO-CARRIÈRES au 45.02.15.74 (Précisez la réf. 735).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier sous réf. 735 LM, à ALLO-CARRIÈRES - 63, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



bail équipement

(1)45.02.15.74

هنا من العمل

قناة من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

22 Le Monde • Mardi 29 mars 1988 •

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



L'univers des matériaux
L'avenir des biotechnologies

Un des leaders de l'Industrie Française (ciment, matériaux, biotechnologies) CA : 19 milliards - effectif : 20 000 personnes, recherche pour son groupe opérationnel CEMENTS LAFARGE - CA : 6 milliards et 4500 personnes.

Un jeune directeur audit

Ce poste de tout premier plan implique une compétence de haut niveau en matière d'audit interne et une capacité à animer une équipe.

Ses missions seront :

- de contribuer à l'amélioration de l'organisation administrative et comptable,
- de participer à l'optimisation du système de gestion informatisée,
- de veiller à la sécurité du patrimoine ainsi qu'à la fiabilité des informations d'ordre comptable, financier et de gestion,
- d'assurer les audits opérationnels,
- de promouvoir l'exercice du contrôle par la hiérarchie.

La réussite dans ce poste nécessite :

- une formation supérieure HEC, ESSEC, Sciences Po... + MBA,
- 5 ans d'expérience dans un grand cabinet d'audit anglo-saxon ou en entreprise à un niveau Manager ou Senior confirmé,
- une envergure personnelle permettant d'être l'interlocuteur avisé des Directeurs opérationnels de branche.

La réussite à ce poste constitue un tremplin pour évoluer vers des responsabilités élargies et diversifiées au sein du groupe.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 12 A 983-B M - Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Banque/Finance, Informatique

Valorisez votre savoir-faire par le Conseil en Recherche de Cadres et Dirigeants.

Le Conseil en Ressources Humaines et en Recrutement de Cadres constitue un des axes importants du développement de notre groupe en France.

Une écoute plus grande, une vue plus large des choses, l'utilisation de méthodologies efficaces nous ont permis de réussir dans notre domaine.

Pour renforcer notre équipe de 6 consultants, nous intégrons d'autres spécialistes exerçant des responsabilités opérationnelles ou de ressources humaines dans les secteurs Banque/Finance, Informatique... Vous valoriserez votre expérience et vos compétences dans une autre dimension : guider et mener des missions à tous niveaux, conseiller les décideurs, perpétuer la qualité de nos prestations et la confiance que nous témoignent les entreprises grâce à votre connaissance de leur secteur.

La réussite, une formation supérieure, vous avez des qualités : écoute et aimez le travail en équipe. Ajoutez-y une rapidité de réaction et un réel intérêt pour les relations humaines. Nos perspectives de croissance, l'appui du Groupe Price Waterhouse et votre évolution à terme, voir d'autres domaines de la gestion des ressources humaines ont des atouts pour votre pleine réussite.

Anglais indispensable.

Nous attendons votre dossier de candidature sous réf. M 742 03. Il sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG
113 rue de
l'Université
75007 Paris

Ressources
Humaines

The
Executive
Group

Filiale logistique
d'un grand groupe multinational

RECHERCHE
POUR SON SIÈGE SITUÉ AU NORD DE PARIS

UN ADJOINT AU RESPONSABLE AFFRÈTEMENT

Chargé d'organiser les tournées en région parisienne, vous êtes jeune, diplômé d'une école de transport et avez une ou deux années d'expérience dans une fonction similaire.

Adresser votre candidature, votre C.V. et une photo 3/4 n° 6495
LE MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS.

Société de Conseil en organisation (50 personnes) : CA 25 MF, recrute

2 INGENIEURS

De formation T.P.-Central-ISA ou équivalent comme

— Organisation et études générales.
— Conseil et ingénierie système.

— Maîtrise d'œuvre et conduite d'opérations, gros chantiers de second œuvre (équipement informatique... etc.).

— Age 25-35 ans.

— Autonome et contacts aérés appréciés.

— Activité sur PARIS avec déplacements provinciaux.

Postes à pourvoir : 15/04/88 et 1/05/88.

Adresser : CV + lettre manuscrite + prétentions à DGI - 115, rue de l'Éclair - 75016 PARIS.

Chef de Projets.

HATIER

Responsable des études marketing

Le candidat devra justifier d'une expérience réussie en marketing :

- Etudes de marché
- Traitements statistiques.

De formation supérieure (Bac + 4), âgé de 25/30 ans environ, vous possédez une bonne maîtrise de la micro-informatique.

Le poste est basé à Paris 8°.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à : HATIER - Direction du Personnel - 8, rue d'Assas 75278 Paris Cedex 06, sous réf. 800 M.

Organisation professionnelle

UN CONCEPTEUR TÉLÉMATIQUE

POUR :

- prendre en charge la conception de services télématiques ;
- assurer l'assistance-client après les télématiques ;
- assurer le suivi des développements ;
- réaliser le produit.

De formation Bac+2, vous avez une bonne expérience de la télématique professionnelle.

Vous connaissez les logiciels télématiques.

L'analyse des développements logiciels à réaliser sera de votre responsabilité.

Adresser votre C.V., photo, prétentions sous réf. 8799 M.

LE MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montmoyne, PARIS 8°.

Saint
Gobain
Vitrage

Pour sa filiale à Joud Les Tours (37), spécialisée dans l'argenterie industrielle du verre recherche :

Ingénieur chimiste

Ayant 2 à 3 années d'expérience en milieu industriel, il se verra confier, en tant qu'adjoint ou responsable de production :

- l'établissement du cahier des charges concernant le procédé argenterie,
- le développement technique du procédé.

Homme de technique et de terrain, il devra s'intégrer dans une équipe de fabrication.

Possibilités d'évolution au sein des groupes pour candidat à bon potentiel.

Envoyer CV + lettre manuscrite à :

Christian DAVID - Direction du Personnel
SAINT GOBAIN VITRAGE - Les Miroirs
18 avenue d'Alsace - 92400 Courbevoie.

Découvrez l'Alsace !

CHEF DU PERSONNEL

Pour "réinventer la fonction" dans notre unité de production alsacienne (300 personnes), nous souhaitons rencontrer un jeune candidat désireux de s'intégrer à une équipe de Direction créative et de travailler dans un contexte qui bouge. Son profil : 3 ans d'expérience en tant qu'adjoint ou chef du personnel, une compétence attestée par un diplôme de l'enseignement supérieur, une personnalité à la fois affirmée et ouverte. Dépendant du Directeur de l'usine et fonctionnellement rattaché au Directeur des Affaires Sociales basé à Orléans, il animerait une équipe de 4 personnes et sera responsable de la gestion du personnel, de la communication, de la formation, des relations avec les partenaires sociaux et organismes extérieurs, enfin, présidera le CHSCT. Notre Groupe (1250 personnes), au tout premier plan européen sur le marché des biens d'équipement pour l'habitat saura offrir de nouveaux challenges à un candidat de valeur.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) ss réf. 803598 LM

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

PLACE
A LA
REUSSITE



BANQUE POPULAIRE
BRETAGNE ATLANTIQUE

Participez à notre développement 1988 pour notre secteur
LOIRE ATLANTIQUE, MORBIHAN, FINISTÈRE Sud.

jeunes diplômés BAC+2 à BAC+5

Prêts à entrer avec énergie dans la vie active, vous êtes attirés par une fonction commerciale, formatrice et évolutive. Nous vous confierons après une formation de 6 mois (alternance théorie-pratique) aux produits d'épargne, financiers et crédit, un portefeuille de clients. Votre mission sera de gérer et de développer ce portefeuille à l'aide d'outils de marketing modernes.

Après 2 ans environ de réussite dans cette fonction, votre évolution pourra être assurée vers d'autres responsabilités si vous savez saisir les opportunités de mobilité tant géographique que fonctionnelle.

Nous vous demandons une formation orientée vers le COMMERCE, la GESTION ou la FINANCE et un goût commercial prononcé.

Prenez contact avec nous par téléphone (1) 42.61.82.81 de 8 h 30 à 18 h 30 (le samedi de 10 h à 13 h) ou par minitel 3616 code

CVCOM ou adressez votre candidature sous

référence 2428 à

ORGANISATION ET PUBLICITE

2, rue Marengo - 75001 - PARIS

qui transmettra.

UNE ENIGME NOUVELLE EN FRANCE

Organisme mutualisateur agréé
recherche

SON CHEF DU SERVICE FORMATION EN ALTERNANCE

Compétences juridiques et commerciales.

Expérience dans un organisme de formation.

Animation d'une équipe.

Poste à Paris + déplacements en province.

Adresser c.v. + prétentions à CFPJ
M= CHOURAQUI, 33, rue du Louvre, 75002 PARIS.

Organisme formation
B.T.P.

RECHERCHE

LE DIRECTEUR DE SON C.F.A. D'AIX-LES-MILLES

Etudes supérieures (Bac+4 ans). Capacité de gestion éprouvée. Autorité sociale et diplomatique. Expérience de la direction d'un établissement de formation ou du secteur formation en entreprise.

Merci d'adresser C.V. avec motivation et prêt à l'A.F.P.B.T.P. de Provence, 25, rue du Capitaine-Galland, 13392 MARSEILLE 05.

Cabinet conseil
recherche

CONSULTANT(E)

pour des missions de recrutement en Province : déplacements avion de courte durée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature

sous réf. 932 à Marguerite STRUYVEN

INTERCARRIERES - 5, rue du Heider - 75009 PARIS.

**Responsable des ressources humaines
et des affaires sociales**

Une société dynamique (800 personnes) rattachée à un groupe industriel français de tout premier plan (CA 19 milliards), recherche un Responsable des Ressources Humaines et des Affaires Sociales.

Il assumera cette fonction dans toute son ampleur, au sein d'une société et d'un groupe qui attachent une importance toute particulière à la gestion et au développement du potentiel humain. Professionnel averti des méthodes modernes de gestion du personnel, il sera diplômé d'études supérieures (ESC, droit...) et il aura 5 ans d'expérience dans la fonction. Il sera l'interlocuteur avisé de la Direction Générale et des directions opérationnelles et son dynamisme lui permettra de mettre en œuvre une politique sociale à l'élaboration de laquelle il participera activement.

Il sera mis en place par le titulaire actuel du poste qui a une promotion dans le groupe. Larges possibilités d'évolution de carrière.

Poste à Paris.

Rémunération 250 000 à 300 000 selon expérience

Ecrire sous réf. 12A 984-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Directeur d'usine**MERINOS**

Filiale du groupe EPEDA-BERTRAND FAURE, recherche le Directeur de l'une de ses usines situées à proximité de Rouen. Cette unité à taille humaine (250 personnes) réalise des produits de literie à forte image de marque.

Le titulaire du poste sera responsable de la gestion et de l'animation de cet établissement industriel avec pour mission permanente d'optimiser l'exploitation des moyens techniques et humains et de s'adapter avec souplesse et rapidité aux besoins commerciaux.

Cette fonction conviendrait à un ingénieur, par exemple de formation ESTIT, ENSAIT, BTS, école Boule... possédant une expérience d'au minimum 10 années lui ayant permis de vivre concrètement les problèmes quotidiens de la fabrication et de maîtriser l'ensemble des aspects de la production (moyenne série) si possible dans une industrie de main-d'œuvre. Le choix sera fonction des qualités personnelles de l'individu : capacités d'animation et de gestion, autorité naturelle. Par ailleurs, étant donné la qualité et la notoriété des produits, le sens esthétique sera un élément de la réussite dans ce poste.

Poste basé dans une petite ville à 25 km de Rouen.

Ecrire sous réf. 12 A 932-8 M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

**Juriste d'entreprise
expérimenté et de bon potentiel**

Un groupe industriel français, leader dans son domaine, dynamique et performant (1600 personnes), recherche son Responsable Juridique.

Interlocuteur avisé et opérationnel de la Direction Générale et des différentes directions du groupe, il sera à même de traiter l'ensemble des problèmes juridiques : droit des sociétés, droit des affaires, droit social, assurances...

Ce poste conviendrait à un candidat de valeur, minimum maîtrise de droit, ayant 5 à 8 ans d'expérience professionnelle (si possible dans l'industrie), et connaissant l'anglais.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 12A 985-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

**INTERLOCUTEURS:
DES CHEFS D'ENTREPRISES****Jeunes
chargés de mission**

Fédération Professionnelle (branche industrielle) propose à des cadres possédant une expérience polyvalente, deux opportunités de postes aux responsabilités nombreuses et variées.

- préparation et suivi de commissions,
- études et conseils pour la profession,
- relations avec les adhérents et l'environnement.

Ces postes nécessitent une bonne maîtrise, des qualités de contacts et des capacités réelles d'expression écrite et orale. Ils conviendraient à des cadres de formation supérieure ayant une expérience professionnelle d'au minimum 2 ans dans un domaine proche ou dans une entreprise comme Chargé d'études par exemple.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 12 C 862 - 8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

VAL

COMEL, filiale de MATRA et de GTI-VIA TRANSEXEL, a comme mission d'exploiter le Métro de la Communauté Urbaine de Lille (2 lignes en Mars 1989). Nous renforçons notre équipe de

**Chefs du poste
de commande et de contrôle**

et nous recherchons un jeune Ingénieur (ou un jeune officier de marine) ayant de préférence l'expérience de l'exploitation de systèmes automatisés fonctionnant en continu.

Le candidat retenu aura :

- des solides compétences techniques,
- les qualités d'un opérateur dynamique, rigoureux et organisé,
- le sens du dialogue et du management humain ouvert et moderne.

Larges perspectives d'évolution de carrière.

Anglais apprécié.

Ecrire sous réf. 12 A 947-8 M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

**CASSE RÉGIONALE D'ASSURANCE
MALADIE D'ILE-DE-FRANCE**

recherche pour son service
"Prévention des Risques Professionnels"

CONTRÔLEURS DE SÉCURITÉ

BTS/DUT, âge minimum 25 ANS, 3 années minimum d'expérience professionnelle, nationalité française, permis V.L.

UN POSTE "MÉCANICIEN"

Ayant de bonnes connaissances en hydraulique, pneumatique, électricité.

UN POSTE "ÉLECTRONICIEN"

Ayant de bonnes connaissances en informatique industrielle, commande numérique, robotique.

Expérience dans les domaines : conception, mise au point, maintenance et système automatisés.

RESPONSABLE FORMATION

Maîtrise de psycho-pédagogie, D.E.S.S. en formation des adultes apprécié. Expérience de plusieurs années en stratégie de formation à la sécurité pour animation d'une équipe de formateurs.

Adresser candidatures avec C.V. détaillé, copie des diplômes universitaires et justificatifs professionnels à Monsieur le Chef du Personnel de la C.R.A.M.I.F. - 17119, rue de Flandre - 75954 PARIS CEDEX 19 - avant le 10 avril 88. Renseignements tél. 40.34.00.300 poste 574

Framatome mise sur votre intelligence

FRAMATOME, leader de l'ingénierie nucléaire, vous propose un poste de :

**Traducteur
technique**

De langue maternelle anglaise ou américaine, vous avez une formation universitaire (niveau maîtrise) ou Ecole spécialisée de traduction (E.S.I.T. ou équivalent), et justifiez d'une expérience minimum de 2 ans dans le domaine de la traduction technique. Connaissances en allemand ou espagnol appréciées. Contrat à durée déterminée de 2 ans.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV) à FRAMATOME - Laurence Lapoutte, sous référence LP/02 - Département Gestion Prévisionnelle - Tour FIAT - Cedex 16 - 92084 Paris-la-Défense.

FRAMATOME

STRATEGIES DU FUTUR

**responsable du
département personnel**

Avec votre équipe (6 personnes), vous serez responsable du recrutement, de l'administration du personnel, du service paie.

Vous aurez à gérer la formation et assurerez l'intégralité de la fonction juridique relative aux questions de personnel.

Vous avez une formation juridique et plusieurs années d'expérience acquise dans un poste similaire au sein d'une entreprise performante.

Nous sommes la filiale française (1200 pers. - 50 antennes) d'une société multinationale de services, leader mondial dans son domaine, présente dans 135 pays (25 000 personnes).

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV, sous réf. 1021-02, à notre Conseil

ONOMA

26 rue de Berri - 75008 Paris

Société industrielle CA 1 milliard, activité internationale recherche un

**Juriste d'entreprise
confirmé**

qui sera chargé de l'ensemble des problèmes juridiques de la société (acquisitions - fusions - contrats - assurances - assemblées et conseils...). La réussite à ce poste implique une formation juridique supérieure et une expérience de 8 ans environ en milieu industriel. Bonne connaissance anglaise.

Poste à Paris.

Rémunération : 350.000 F

Ecrire sous référence 6706 à Y.J. SÉLECTION - 1, rue Falguière - 75015 Paris, qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER RÉGIONAL

recherche

UN RESPONSABLE MARKETING (H./F.)

• Nous sommes une société financière régionale appartenant à un réseau bancaire de premier plan. Nous représentons l'échelon financier et un centre de moyens pour les établissements du réseau.

• En collaboration avec le directeur du développement, le responsable marketing aura pour missions :

— Mettre en œuvre la politique marketing régionale, en manquant les unités opérationnelles — actions de développement et communication, en s'appuyant sur la cellule études marketing ;

— D'organiser l'action commerciale régionale en restant très proche des réalités du marché et en maintenant un contact régulier avec le réseau ;

— De rester très proche des réalités du marché à travers les établissements de la région car il maintient un contact régulier avec eux ;

— De participer à la conception, l'élaboration et l'application du plan de développement régional.

• Le poste est basé à BORDEAUX.

• De formation HEC, ESSEC, SUP de CO, IEP (Scot) ou équivalent, le candidat doit posséder en outre une solide pratique de l'animation commerciale opérationnelle et des techniques de marketing bancaire.

• Homme de dialogue, pragmatique, organisé et créatif, il doit avoir une vocation pour le conseil et posséder d'excellentes capacités rédactionnelles.

• Pour entrer en relation, merci d'adresser lettre de candidature + C.V. + présentations sous réf. 773 à P.A. SERVICE, 9, rue Poqueux-Molière, 33000 BORDEAUX qui transmettra.

مقتدا من الامم

FRANCE LOISIRS recherche POUR MENER LES ETUDES LIEES A LA VIE
ET AU DEVELOPPEMENT DE SON NOUVEAU CLUB POUR ENFANTS

CHARGE D'ETUDES H/F

Des études de marchés classiques aux études plus spécifiques liées aux produits, et à notre clientèle existante ou potentielle, la responsabilité du chargé d'études s'exerce sur le recueil et le traitement des données, ainsi que sur l'interprétation des résultats.

Il assiste également le responsable du Club dans la préparation de divers rapports d'activité, rapports, etc.

En liaison avec le contrôle de gestion central, il est responsable du suivi et du contrôle permanent des budgets et des coûts.

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion), le candidat justifie d'une première expérience professionnelle si possible en marketing direct ou en VPC. Il y a aussi exercé son "imagination statistique" étayée par une grande rigueur intellectuelle, dans une optique commerciale et marketing.

Il pratique la micro-informatique, l'anglais et/ou l'italien.

Assistance relationnelle et autonomie contribueront à sa réussite dans ce poste.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions à
Danielle LECHARPENTIER - B.P. 6 - 75725 PARIS CEDEX 15.

Réassurance...

Au sein de notre structure qui évolue actuellement en fonction de notre stratégie de développement, nous mettons l'accent en particulier sur notre Département "Vie". Le marché mais aussi le fonctionnement autonome de ce centre de profit et la qualité de l'équipe en place sont très certainement l'explication de nos bons résultats. Nous recherchons pour tenir notre rythme de croissance

un HEC... ou un Mathématicien pour développer nos affaires

Votre rôle est pour nous primordial, car pour relever le défi de ces prochaines années dans notre secteur où il y a beaucoup à faire, nous avons besoin d'un homme de marketing doublé d'un homme d'affaires. A vous de concevoir votre plan, d'agir ensuite sur le terrain en voyageant dans le monde entier pour concrétiser et conclure les contrats. Si vous n'avez pas encore les compétences techniques de notre métier, nous vous les donnerons... Ce qui compte surtout pour nous, c'est votre volonté de développer pour vous réaliser et votre capacité à "transformer".

35/40 ans, outre votre formation qui vous a donné un niveau mathématique certain, vous avez une expérience de "vente" à haut niveau dans le tertiaire... plutôt banque, finance, assurance. Peut-être avez-vous déjà une première expérience de management réussie ! Ce sera un plus, utile pour votre carrière chez nous.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous référence 2054 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79-83, rue Baudin - 92300 Levallois Perret.

Nous vous assurons confidentialité et réponse.

BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec.

EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE

Le Mans

Fortement implantés en Europe, les techniques et moyens mis en œuvre nous placent au premier rang des fabricants européens sur notre secteur d'activité.

Notre site emploie plus de 1 000 personnes.

Parce que le poste exige une bonne connaissance de la culture de notre entreprise et que vous voulez évoluer dans la fonction, nous vous proposons de nous rejoindre.

ADJOINT CHEF DU PERSONNEL

Vous assurerez des missions d'études d'ordre général et des responsabilités opérationnelles, dans le cadre d'une politique sociale intégrant la volonté de communication, de formation et les capacités économiques d'un groupe important. A terme vous devrez être à même de prendre en charge la responsabilité totale de la fonction, en animant un service de 20 personnes. Si vous avez une formation supérieure (Maîtrise de Droit, DESS Gestion de Personnel ou IEP) et une première expérience de 2 à 3 ans en milieu industriel, nous vous invitons à adresser votre dossier complet (photo souhaitée) en précisant votre rémunération actuelle, sous référence 933 M à notre Conseil : Michel Dussault - Cabinet KEY MEN - 10 rue de Rome - 75008 PARIS.

KEY MEN

GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

IMPORTANT GROUPE
PHARMACEUTIQUE FRANCAIS

recherche

UN MEDECIN
CARDIOLOGUE OU NEPHROLOGUE

Intégrant l'équipe de Direction, il devra :

- assurer les relations avec le monde hospitalo-universitaire,
- prendre en charge les programmes d'études cliniques,
- participer aux opérations de mise à disposition du corps médical de nouveaux produits.

Cette fonction devrait déboucher, à terme, sur d'autres responsabilités nationales ou internationales au sein du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo sous la référence 9074 MO à VALENS CONSEIL 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

LANDIS & GYR

RESPONSABLE FORMATION

H/F

Paris

Directement rattaché au chef du Département FORMATION-PRESCRIPTION, vous prendrez en charge le développement et le suivi de notre Ecole de Formation (près de 1500 heures de cours : régulation, marketing - vente, gestion, gestion technique centralisée), soutien important de notre force de vente.

Votre mission est donc celle d'un responsable des programmes et des moyens pédagogiques adaptés aux objectifs commerciaux d'une société spécialisée dans la gestion de l'énergie, dotée des qualités d'un promoteur pour accroître la notoriété externe de l'Ecole, enfin, de gestionnaire pour assurer le suivi et la rentabilité des actions.

Votre sens relationnel élevé, vos capacités créatives et d'organisation, vos qualités pédagogiques prouvées sont les atouts indispensables pour réaliser les objectifs que nous fixons avec vous.

La trentaine et de formation BAC + 3 (BTS-DUT + une spécialisation) vous avez de bonnes connaissances techniques particulièrement en Génie Climatique et connaissez l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. RF/M au Service du Personnel, LANDIS & GYR, 16 Bd du Général Leclerc, 92115 CLICHY.

De la conception
à l'animation de
stages Relations Humaines

La SITB, SSI leader en informatique financière, groupe de plus de 1000 personnes connaît une croissance importante. Persuadés que la qualité, la compétence et la motivation de nos collaborateurs sont l'avenir de notre entreprise, nous créons aujourd'hui ce poste de formateur.

Dans un premier temps, vous participerez en collaboration avec la DRH, à l'analyse des besoins, pour ensuite concevoir et animer des séminaires sur les sujets suivants : techniques de management, conduite de réunions et d'entretiens, expression écrite et orale... mais rien ne s'oppose à la diversification et à l'innovation.

De formation Sciences Humaines, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience de l'animation dans le domaine des Ressources Humaines.

Le potentiel, le tonus, la capacité créative, le goût d'entreprendre sont des qualités que nous voulons trouver chez vous.

Adresser votre dossier de candidature sous référence 0388/RHM à Jean-Marc GUILLES, SITB - 137 Boulevard Voltaire, 75011 PARIS.

SITB

TOUJOURS UN TEMPS D'AVANCE !

NORD-OUEST

Nous sommes une importante organisation régionale et une grande entreprise de service

NOTRE ENJEU

développer activement un secteur formation important : formation continue, enseignement supérieur et technologie.

NOTRE MISSION

promouvoir les compétences et adapter les qualifications et les méthodes aux besoins du marché.

Nous recherchons notre

DIRECTEUR DE LA FORMATION

Reportant directement auprès du Directeur Général, il sera le patron de l'ensemble de son secteur d'activité et participera aux Comités de Direction Générale.

Homme d'entreprise, à la fois stratège et meneur d'hommes, vos études supérieures (Grande Ecole, Université...) se conjuguent avec votre connaissance du monde de la formation.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature (lettre + CV + photo et prétentions) sous référence 780.01 à l'Agence Havas - 136, avenue Charles de Gaulle 92522 Neuilly qui transmettra à notre Conseil (confidentialité assurée).

Matières Premières pour l'Industrie
CHIMISTE ORGANICIEN
Toulouse

Premier producteur de talc dans le monde, le Groupe des TALCS DE LUZENAC a pour industries clients : les plastiques, le papier, l'agro-alimentaire, les peintures, la céramique, la cosmétique, etc... Le site d'activités progresse régulièrement. Pour faire face au développement des travaux internes menés dans le cadre d'un projet de recherche long-terme, la Société recherche un Chimiste Organicien.

Au sein d'un laboratoire d'analyses générales, ce chimiste organicien se verra confier une étude sur les traitements chimiques des surfaces du talc, ce qui implique :

- des discussions avec les concepteurs des résultats acquis,
- la recherche bibliographique,
- la mise au point et la mise en œuvre des essais.

Agé d'environ 25 ans, de formation ingénieur puis D.E.A. (en préparation), le candidat retenu sera débiteur et aura de très bonnes connaissances en chimie organique.

Qualités requises : sens du contact, curiosité, goût de l'étude, de la souplesse et des facultés d'adaptation.

Les conditions offertes, la position des TALCS DE LUZENAC sur le marché international, la qualité de l'équipe dirigeante, l'ambiance de travail, les opportunités offertes au sein d'un Groupe dynamique, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 201830 F à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sud - 1, place Océane
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA

Val de Marne : unité industrielle 750 personnes

CHEF DU PERSONNEL

SGD

Saint Gobain Desjonquières est la Société de la branche "Conditionnement en verre" de la Compagnie de Saint Gobain spécialisée dans la fabrication et la vente de Recours de haute qualité destinés aux mousses de la pharmacie et de la parfumerie. Avec un CA de 1,5 milliard et 2700 personnes, cette Société occupe, au plan mondial, une place prépondérante dans son domaine.

Rejoint par le directeur de l'usine et en liaison étroite avec la direction du personnel de la branche, le chef du personnel a pour mission de proposer et de conduire, au niveau de l'établissement, une politique sociale qui intègre simultanément différents paramètres : volonté de dialogue du Groupe, demandes et besoins des salariés, capacités économiques propres de l'entreprise, dispositions légales et administratives. Il assure les différentes relations partielles locales, gère le budget formation, conseille les hiérarchies opérationnelles et participe à la définition de la stratégie de communication (interne et externe). Il s'appuie sur un service de 7 personnes dont il coordonne l'activité.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur de 32 ans minimum. Son expérience professionnelle de 10 ans environ a été acquise impérativement en milieu industriel. La connaissance de l'industrie à feu continu (4 x 8) sera appréciée.

Les possibilités de développement de carrière multiples et variées permettant de motiver un professionnel de la fonction mobile et disponible.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 4197 AD à :

EGOR S.A.
8, rue de Belfort - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT BRITAIN ITALIE PORTUGAL BRASIL CANADA

Directeur commercial

Un groupe français leader, en forte croissance, ayant une bonne performance économique, recherche le Directeur Commercial d'une de ses filiales qui fabrique et commercialise des biens d'équipement pour la maison et dont le CA est actuellement de 200 millions.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école de commerce ayant 10 ans d'expérience, impliquant animation d'équipes et connaissances des grandes chaînes de distribution.

Au sein d'un groupe pratiquant une large délégation de responsabilités, il aura en charge :

- le marketing : définition des produits, élaboration de la politique et des stratégies commerciales, fixation des objectifs,
- l'animation d'une équipe,
- les négociations avec les grands clients.

La réussite dans ce poste implique les qualités d'un réel homme d'affaires ayant un dynamisme commercial marqué allié à un sens très poussé de la gestion.

Poste à Paris.
Ecrire sous réf. 128 779-7M
Discrétion absolue

Membre de l'Association

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Directeur des relations humaines :

une fonction clé dans un groupe prestataire de services

Notre groupe possède une activité de prestataire de services au grand public, nous sommes particulièrement soucieux de la qualité des relations humaines.

Nous recherchons pour l'une de nos filiales, située dans la région Rhône Alpes, un directeur des relations humaines.

Elément moteur de notre politique de relations sociales, il aura pour mission de valoriser et de développer les ressources humaines. Il assurera la responsabilité devant la direction générale et, en liaison avec les directions concernées :

- de la gestion d'un effectif de 750 personnes - de l'animation des comités de communication - de l'organisation et l'animation des relations sociales.

Nous recherchons donc un professionnel de la fonction, possédant une formation supérieure qui a su prouver, à au moins 30 ans, ses qualités de négociateur, de rigueur, son souci d'innovation et son sens du dialogue. Merci d'adresser votre candidature sous référence : 002 568 à notre conseil Françoise BARS.

tal centor 26, rue Henri Monnier
75009 Paris

PARIS 12 85 15 53 LYON 78 84 17 MULHOUSE 60 42 22

Raymond Poulain Consultants...

A présent L'Europe du Sud

Quatrième Cabinet français de Recherche de Cadres et Dirigeants, nous poursuivons notre stratégie d'ouverture européenne. Déjà présents sur l'axe Rhénan à partir de Strasbourg et Lyon, nous sommes aussi convaincus de l'importance internationale que représente l'Europe du Sud.

Fortement implantés par ailleurs dans les industries de Pointe et la Recherche, nous sommes également attentifs à l'importance croissante des technologies en ce domaine.

C'est pourquoi nous mettons à votre service nos hommes de

SOPHIA ANTIPOLIS

Place Sophie-Laffitte - 06500 VALRONNE
Tél : 93.65.35.66
Didier LESUEUR - Jacqueline ROLLIN

Raymond Poulain Consultants
24, rue de la Fédération - 75016 PARIS

Du Pont de Nemours is the world's 9th largest corporation; we are active in such diversified fields as chemicals, polymer products, fibers, electronics, paints and coating systems, bio-medical products and oil and gas exploration. We market over 1.700 different product lines.

To fill our long-term needs for European professional and managerial resources, particularly for our growing business with the Socialist States, we are seeking recent high calibre

TECHNICAL GRADUATES AND/OR MBA'S

with good information technology background, and who are prepared to spend part of their international career on short term expatriation in one of the Socialist States capitals.

DU PONT OFFERS:

attractive career development opportunities through its recently created Corporate I.T. FIELD Program. As a member of this Program you are, over a period of four to six years, provided with challenging roles in a variety of systems functions in different organizational units across Europe. For each assignment, the specific information technology know-how is provided through an individually tailored training program. On completion of the last development assignment, which would most likely be in one of our Socialist States Du Pont offices, you will be eligible for career placement within the Company. Based on the level of interest that you generate in the Du Pont organizations, you will be able to choose from a selection of career offers. The varied experience that you will have gained during the Program period will help you make a career decision that matches your goals and interest.

YOUR PROFILE:

- ☐ European national with university education in Business and/or Technical discipline; ☐ strong desire to work in different information systems environments and willingness to learn new technologies; ☐ good business sense coupled with some additional background in information technology or computer science;
- ☐ perceived leadership skills and traits with emphasis on interpersonal and communication skills; ☐ willingness to accept work assignments across Europe, and to pursue an international career; ☐ fluency in English and Russian, and at least one other major European language; ☐ preferred age group: 24 to 28.

If you are interested, send your c.v. in English to
Du Pont de Nemours International S.A.
50-52, route des Acacias, 1211 Geneva 24
Att. Mr. H. WEHRLI

DU PONT

Hebdomadaire professionnel
leader sur son marché

1) SON ou SA RESPONSABLE DU SERVICE PUBLICITE

2) CHEFS DE PUBLICITE

Il s'agit là de fonctions de grand avenir. Une grande expérience de la fonction est exigée : 3 ans minimum dans un poste similaire (hebdomadaire ou quotidien d'importance).

Env. cv, photo, prêt, à Christine Spérandi, 61, r. de Maube, 7541 Paris Cedex 11.

ORGANISME FINANCIER DE CAUTIONNEMENT

recherche pour son

SERVICE DES CESSATIONS DE GARANTIE

un CHEF DE SERVICE

Le candidat devra :

- Etre titulaire d'une maîtrise en droit ;
- Justifier d'une expérience de plusieurs années acquise au sein du service contentieux d'une compagnie d'assurance ou d'une banque ;
- Avoir déjà exercé des fonctions d'encadrement.

Envoyer lettre manuscrite, c.v. dét., photo et rémunération souhaitée à : SO. CA. F., 26, avenue de Suffren, 75015 PARIS, sous la réf. 10 000.

Le Conseil général du Val-d'Oise

RECRUTE PAR VOIE DE CONCOURS SUR EPREUVES
LES 18 ET 19 MAI 1988

UN DOCUMENTALISTE DU CADRE DÉPARTEMENTAL

POUR CONCOURIR, LES CANDIDATS DOIVENT :

- être âgés de 40 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année des concours ;
- être de nationalité française ;
- être titulaires d'un diplôme sanctionnant le 1^{er} cycle d'études supérieures ou d'un diplôme prévu par l'article du 23 décembre 1978.

La clôture des inscriptions est fixée au 18 avril 1988, délai de rigueur (le cachet de la poste faisant foi).

Pour tout renseignement s'adresser au :

CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE
Direction du personnel et de l'action sociale,
Bureau du recrutement - 2 Le Campes,
95032 CERGY-PONTOISE CEDEX.
Téléphone : 34-25-38-39/34-25-31-32.

L'avenue
Georges Pompidou...

« A Lyon, c'est l'adresse de notre première entité régionale au cœur du quartier d'affaires à la Part-Dieu. Spécialistes de recrutement de cadres et dirigeants, Yves Loire et son équipe mettent tout leur professionnalisme et leur souci de qualité à votre service.

CERA, 1 av. Georges Pompidou, 69003 Lyon Tél. 78.54.17.59
CERA, c'est aussi à Paris, 58, av. Kléber 75116 Paris
Tél. (1) 45.53.00.99.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES

CE RA

مكتبة من الامم

m recherche pour son siège (11, rue de Paris)

2 RESPONSABLES PEDAGOGIQUES

L'Ecole de Perfectionnement du Groupe créée récemment, dont la vocation est d'augmenter et de redéployer la qualification de son personnel, recherche dans le cadre de son développement 2 RESPONSABLES PEDAGOGIQUES pouvant prendre en charge :

- l'unité pédagogique "Sciences Humaines" pour l'un,
- l'unité pédagogique "Sciences Economiques et techniques de gestion" pour l'autre.

Sous l'autorité directe du Responsable de l'Ecole, leurs domaines de compétence et de responsabilités couvriront :

- l'ingénierie pédagogique des actions de formation relevant de leur unité,
- le management d'une petite équipe de formateurs (permanents ou occasionnels),
- l'animation d'actions de formation.

Ces postes s'adressent à des candidats maîtrisant de manière approfondie tous les aspects de la fonction évoquée grâce à leurs expériences professionnelles de plusieurs années (min. 4 ans) dans la formation et leurs formations supérieures (Sciences Humaines pour l'un, Ecole de Commerce pour l'autre).

Merci d'envoyer une lettre manuscrite avec un C.V. détaillé et vos prétentions sous la référence LM/AP7 à :

A. PUCCINELLI - D.P.R.S.
LES MUTUELLES DU MANS I.A.R.D. & VIE - 19,21 rue Chanzy - 72030 LE MANS Cedex.

Valeo Le Spécialiste Mondial de l'Équipement Automobile

recherche pour sa filiale VALEO DISTRIBUTION à SAINT-OUEN (93)

Jeune Comptable Fiscaliste

Vous avez une première expérience opérationnelle de 3 à 5 ans, de préférence en entreprise.

Nous vous proposons de rejoindre notre Direction du Comptable Fiscaliste en prenant en charge la comptabilité générale et la comptabilité fournisseurs. De plus, avec votre équipe de spécialistes, vous serez responsable de la fiscalité de la Société.

Ce poste s'adresse à un diplômé d'une grande école de commerce option finances comptabilité et titulaire au minimum du DECS. De larges perspectives d'évolution de carrière vous seront offertes à la mesure de votre potentiel et de notre groupe à vocation internationale.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, prétentions et photo) sous référence M 90 à Valeo Distribution - Développement des Ressources Humaines - 21 rue Bligny 93082 SAINT-OUEN Cedex.

CAP GEMINI SOGETI
L'Expertise Informatique

Directeur Financier Allemagne

Münich

PROFIL
Ce poste intéresse un candidat correspondant aux critères suivants :

- formation "Wirtschaftsprüfer"
- expérience de 10 ans dans un cabinet d'audit anglo-saxon et/ou dans un poste similaire d'une société internationale
- maîtrise parfaite de la langue allemande et anglais courant indispensable

MISSION
Basé à Munich, et rattaché directement au Directeur Général des deux filiales allemandes, il sera responsable de l'efficacité des systèmes de gestion et chargé des relations avec la direction financière du groupe CAP GEMINI SOGETI.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à Jean SAINT-HUBERT, notre Conseil, CAP SOGETI SELECTION, Tour Mattéi, 907, rue de Bercy, 75012 PARIS, sous référence DST 3.

VOUS ETES AUTONOME DISPONIBLE TENACE

Votre formation ESCA, niveau DECS est équivalente ou a été complétée par une expérience de trois ans minimum dans un cabinet d'audit international. Nous recherchons

AUDIT INTERNE

S'appuyant sur ses compétences techniques et son esprit d'analyse et d'initiative, il devra :

- assurer le respect des procédures en particulier des procédures comptables,
- vérifier leur application dans la société,
- proposer, après diagnostic, des améliorations et des actions correctives à la Direction Générale.

La connaissance de la langue allemande serait un plus apprécié.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo à : Mr Claude DELDON Direction des Relations Humaines JS TELECOMMUNICATIONS 31 quai de Dion Boulon 92811 PUTEAUX.

JS Télécommunications

GROUPE BANCAIRE recherche

- BORDEAUX Responsable d'Agence Classe V
- AIX EN PROVENCE Second d'Agence Classe V
- PAU et MARSEILLE Attachés Commerciaux clientèle privée Classe III - IV

CIRES Recrutement - 19, rue Clapayron - 75008 Paris - Téléphone pour rendez-vous : 42.93.69.07 Demander Mr CIMIANO ou envoyer C.V. sous réf. AX

CIRES Recrutement

CENCEP

PREMIER BANQUIER DES JEUNES, LE RESEAU DES CAISSES DÉPARTEMENTALES À L'HEURE EUROPÉENNE : 1992

Le Centre National des Caisse d'Épargne, élément moteur de la conception et de l'application de la politique générale de l'ensemble du réseau Caisse d'Épargne, recherche pour son département de la réglementation comptable et fiscale un

Contrôleur comptable et de gestion

Véritable professionnel des problèmes financiers, fiscaux et comptables en milieu bancaire, vous aurez pour missions :

- La définition et la mise en place des procédures comptables
- L'élaboration de cahiers des charges comptable et fiscal des produits et services
- La définition des outils et méthodes de contrôle de gestion
- Les relations avec la Banque de France et la Commission Bancaire
- L'assistance et le conseil aux établissements du réseau.

Une formation supérieure (HEC-ESSEC-ESCP-ESC + DECS ou niveau équivalent supérieur de révision comptable) ainsi que de réelles qualités relationnelles sont nécessaires pour ce poste basé à Paris.

Merci d'envoyer votre dossier sous réf. R 1877 ou transmettez-le à CV CADRE en composant le 3615 côté JCH sur votre minitel.

Jean-Claude Maurice Convel
12, rue de Ponthieu
75008 PARIS
PARIS - LYON - BARCELONE.

Le Monde CADRES

Le Département du Nord communique :

Un concours sur épreuves est ouvert pour le recrutement

D'UN DISCOTHÉCAIRE ET DE DEUX BIBLIOTHÉCAIRES

pour la Bibliothèque Centrale de Prêt du Nord.

La date limite de retrait des demandes d'inscription est fixée au 8 avril 1988, celle de la clôture des inscriptions au 15 avril 1988. Le concours aura lieu le 4 mai 1988.

Ce concours s'adresse aux candidats âgés de moins de 45 ans au 1^{er} janvier 1988 (sauf prorogation réglementaire), titulaires du Certificat d'Aptitude aux fonctions de bibliothécaire. Pour disothécaire l'option musique est demandée.

Pour tous renseignements s'adresser à :

L'HOTEL DU DÉPARTEMENT
DIRECTION DU PERSONNEL
BUREAU DU RECRUTEMENT
2, RUE JACQUEMARTS-GIELE
59647 LILLE CEDEX.

Le département du Pas-de-Calais RECRUTE

un DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

chargé des affaires sociales, scolaires et culturelles

Placé auprès du Directeur général des services départementaux, le directeur général adjoint aura à mettre en œuvre, à coordonner et à exécuter les politiques départementales en matière sociale, scolaire et culturelle.

Cet emploi contractuel est ouvert notamment aux fonctionnaires de l'Etat ou des collectivités territoriales ayant une bonne pratique des techniques modernes d'organisation et de gestion, une solide expérience des affaires sociales ainsi qu'une grande ouverture d'esprit dans les domaines scolaires et culturels.

Si vous êtes intéressé par ce poste, vous pouvez obtenir des renseignements complémentaires par écrit ou par téléphone à l'adresse suivante :

Monsieur le Président du Conseil Général,
Hôtel du Département,
Rue Ferdinand-Dubouss,
63018 ARIAS Cedex.
Tél. : 21-22-62-62, poste 27.00.

cellier

Firme savoyarde de réputation internationale
C.A. 700 MF - 65% EXPORT

recherche

Contrôleur de gestion

Nous avons des activités diversifiées de Constructeurs et de Fournisseurs "clé en main", de biens d'équipements destinés à l'industrie papetière, chimique, parachimique et de fabrication de films plastiques.

Nous sommes intéressés par des candidats ayant soit une formation ingénieur complétée par une approche financière, soit des candidats de formation financière ayant le goût de la technique.

Une première expérience dans le domaine du contrôle de gestion serait appréciée.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Ce poste est évolutif.

Ecrire avec CV manuscrit, photo et prétentions à CELLIER S.A. - Direction du Personnel - BP 603 - 73106 AIX LES BAINS cedex.

GROUPE BANCAIRE PARISIEN

recherche

ADJOINT CHEF COMPTABLE

PROFIL

- Vous avez le niveau DECS, complété par une expérience de 5 ans dans un poste similaire.
- Vous savez faire preuve d'un sens certain de l'organisation du travail et des responsabilités.

Votre mission :
Vous seconderez notre Chef comptable dans ses différentes fonctions :

- dans le domaine de la comptabilité générale,
- dans l'établissement de situations périodiques.

Nous vous confierons des missions variées selon votre potentiel. Nous offrons d'intéressantes possibilités d'évolution à un candidat de valeur au sein d'un Groupe en pleine expansion.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 187/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS.

O.C.B.F. SERVICES

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BANQUE
HERVETLa division patrimoine privés
recherche un

CADRE classe VII - VIII

Agé de 30 - 35 ans, vous avez, au cours de plusieurs années d'expérience, acquis une véritable maîtrise de la gestion de patrimoine dans une banque. Véritable professionnel du conseil financier vous possédez une connaissance approfondie de :

- la fiscalité des particuliers,
- la gestion boursière,
- des placements immobiliers et bancaires,
- de l'assurance vie et des produits retraite.

Homme de siège, vous aurez un rôle déterminant dans la définition de la politique patrimoniale de la clientèle. Homme de terrain, vous interviendrez en appui des gestionnaires de patrimoine auprès des clients de haut niveau du groupe. Ce poste très évolutif permettra à un candidat de valeur de réussir pleinement au sein du groupe.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à Marie-Dominique LE LEVREUR, Banque Hervet, Division de la Formation et des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92201 NEUILLY, sous réf. M 18 P.

Au sein d'un établissement financier français, nous sommes le service chargé de gérer les titres étrangers d'une clientèle de Place. Avec un volume de transactions en 1987 de l'ordre de 8 milliards de dollars de titres toutes devises confondues, nous occupons un des tout premiers rangs de la Place. Nous recherchons un

Futur responsable titres

secteur étranger

Après une période de prise de connaissance de notre organisation, vous prenez la responsabilité d'un de nos secteurs géographiques d'intervention recouvrant un ensemble de pays déterminés. Avec une dizaine de collaborateurs, vous assurez l'interface entre les intervenants agréés du marché français et vos correspondants étrangers qui interviennent sur leur marché respectif. Nous souhaitons confier ce poste à un candidat de formation supérieure - niveau Bac + 5 - à forte composante économie, comptabilité ou droit international. Il aura déjà acquis une expérience de la gestion des titres, de préférence en cellule backoffice d'établissement financier. La pratique de l'anglais s'avère nécessaire.

Michel DEEUR, notre conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8803.171 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Ressources humaines en entreprise

Consultant opérationnel

Consultant parce que professionnel du recrutement, maîtrisant parfaitement les techniques adaptées, accoutumé à gérer de multiples missions diversifiées pour des entités variées et exigeantes.

Opérationnel parce qu'intervenant, aide concrète à la décision, impliqué dans les choix des hiérarchiques de façon réelle, audacieuse et équilibrée.

C'est ce qu'attend ce tout premier groupe français (35 000 p) de dimension internationale pour renforcer une de ses directions de personnel gérant 1 500 personnes en 6 établissements.

De formation supérieure (BAC + 4), à 32 ans

environ, vous justifiez d'un acquis dans ce domaine que vous souhaitez élargir et transformer. Vous serez responsable de la Gestion des Ressources Humaines et dépendrez directement du Directeur du Personnel.

Votre expérience s'est déroulée de préférence pour partie en milieu entreprise générale, BTP, distribution, sociétés de services.

Vous abordez par ce biais la gestion des carrières, la mobilité, la formation.

Ce poste, à pourvoir en tant que responsable Nord-Ouest (RER), représente une réelle opportunité pour un professionnel qui veut enrichir sa fonction.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. 15/118 T, à Olivier CHAUMETTE, OC CONSEIL, 15, rue du Louvre, 75001 PARIS à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil

Ressources humaines

PARIS - LYON

Si pour vous audit rime avec opérationnel...

AUDITEUR INTERNE HF

FINANCIERE
STRAFOR

Holding cotée en Bourse de Paris d'un groupe de 8000 personnes aux activités industrielles diversifiées et largement ouvertes à l'international, nous avons réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 3,8 milliards de Ffr. Nous complétons l'équipe de la holding - 10 personnes - par un auditeur interne.

Rattaché au responsable de l'audit, il participe à des missions d'audit opérationnel dans les domaines de la production, de la distribution ou des activités financières du groupe, en France et à l'étranger.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP ou ESCAE...) possédant une expérience d'au moins 2 ans en tant qu'auditeur en cabinet anglo-saxon ou comme contrôleur de gestion en entreprise, de préférence en milieu industriel. La pratique de l'anglais est indispensable.

Le poste est basé à STRASBOURG au sein d'une équipe dynamique, avec de rapides possibilités d'évolution pour un candidat performant.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M30/1329 N à :

EGOR GESTION ET FINANCE
19, rue de Belfort - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL, BRASIL, CANADA

RESPONSABLE
FINANCIER EN PME,
ÇA COMPTE ! LYON

Contacte : l'une des filiales, de taille humaine, d'une puissante société internationale de biens d'équipements.

La Direction Générale, à laquelle vous reportez, vous confie des tâches très larges : gestion comptable et financière, trésorerie, supervision de la comptabilité - à faire évoluer selon les normes US - préparation des budgets et plans, en liaison avec la direction des filiales etc...

Formé dans une Ecole de Commerce ou de Gestion, vos 4/5 ans d'expérience, et possédant un baccalauréat en finance, vous serez en mesure de gérer cette tâche complexe. Elle prendra toute la dimension d'une PME comme la nôtre, par les responsabilités opérationnelles et variées qu'elle comporte. En plus, elle aura le charme très évolutif de son prêt à l'usage dans le dossier que vous adresserez à notre Conseil M/réf. 610 M

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu

MEMBRE DE SYNTAC

Nous sommes la filiale française (1,3 milliard de CA) d'un groupe industriel international (25 milliards de CA). Notre Directeur Financier recherche pour le secondat, un

Contrôleur de
Gestion Société

Capable de prendre en charge le système de reporting groupe, le tableau de bord social et d'assurer la supervision des contrôleurs de branche. En outre, il devra participer étroitement aux études ponctuelles et stratégiques de développement de nos activités en France. Pour pouvoir ce poste, évolué à moyen terme (Finale ou Extérieur) nous souhaitons recruter une personne jeune (30-35 ans), diplômée d'une Grande Ecole de Gestion + MBA et possédant une première expérience industrielle de préférence dans une filiale de groupe ou elle aura pu montrer les qualités professionnelles et relationnelles.

Absolument courtois et pratique de l'anglais exigés. Le poste est basé à Paris 16ème. Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser candidature et prétentions s/réf. 37162 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSÉ

filiale, bâtiment, le de France, du groupe CBO nous sommes une entreprise née en 1983 et déjà nous avons réalisé notre objectif.

C H E F
COMPTABLE

Superviser une équipe de 6 personnes, vous traiterez la comptabilité de l'ensemble de la branche Habitat Réhabilitation (340 millions de F de CA en 88).

Outre l'organisation et le contrôle du travail de vos collaborateurs, vous vous attacherez à améliorer la productivité et la fiabilité de l'équipe comptable. A 30 ans environ, vous avez complété votre formation supérieure par une expérience réussie de la fonction, vous maîtrisez parfaitement les procédures comptables et surtout votre motivation et votre état d'esprit font de vous un bon animateur. Nous comptons sur vos idées novatrices et vos compétences.

UNE AFFAIRE DE PERSONNALITES

BATEG

CONTRÔLEUR
DE GESTIONFAITES PARLER DE VOUS...
ET FAITES PARLER LES CHIFFRES

Know-how et communication : le matériel nous traiterait un succès étonnant, une notoriété étonnée.

Quelques chiffres : 2000 personnes, CA d'environ 1 milliard de francs, progression régulière 30 à 40 %, 50 MF investis en recherche et développement de nouvelles technologies. Bref, des données nous placent au tout premier rang des SSI françaises.

Doté d'une formation supérieure (Sup de Co...), on se souvient de vos talents prouvés pendant 3/4 ans en cabinet anglo-saxon ou en entreprise.

Cette réussite est d'autant plus édifiante que vous ne vous êtes pas contentés de faire parler les chiffres.

Homme de terrain, vous avez un goût certain pour les relations humaines. Familiarité quant à nous au succès, nous vous y associerons et favoriserez très vite l'évolution de votre carrière.

Poste basé à Paris 7ème.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 19583 M à notre Conseil.

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu

MEMBRE DE SYNTAC

140/160 000 F.

CHARGE D'AFFAIRES
CREDIT IMMOBILIER

Intégré au secteur exploitation du département immobilier (25 personnes), vous aurez pour mission d'assurer la gestion des dossiers de crédits immobiliers réalisés par la Banque.

Après une période de formation vous assurerez le montage complet du dossier, ainsi que le suivi sur le plan technique. Plus gestionnaire que commercial, vous serez cependant amené à négocier avec la clientèle - promoteurs et marchands de biens - les termes du contrat (apports, conditions, garanties).

Ce poste peut convenir à un candidat âgé de 25 ans minimum, doté d'une bonne formation de base, ayant une première expérience bancaire du montage de dossiers de crédit immobilier. La rémunération de l'ordre de 140/160 000 F pourra éventuellement être supérieure en fonction de l'expérience acquise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 28242 à MEDIA SYSTEM, 6/8 Impasse des deux Coquelins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA SYSTEM

Etablissement financier

spécialisé dans les opérations
sur les marchés financiers

recherche

UN AUDITEUR INTERNE

Diplômé de l'Enseignement Supérieur ESC (Option finances) ou DECS ayant 2 à 5 ans d'expérience en cabinet ou dans le contrôle interne d'un établissement financier ou bancaire possédant de bonnes qualités d'animation.

Vous assurerez la mise en place et le contrôle des procédures ainsi que des missions ponctuelles visant à garantir le bon suivi des opérations effectuées.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° 8494.

LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montéssy, 75007 PARIS.

مكتبة الامم المتحدة

LEONARD

Groupe de prêt à porter couture et accessoires de luxe à vocation internationale recherche pour sa nouvelle équipe de direction

SON DIRECTEUR
ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Le candidat aura de 30 à 40 ans.

Il sera diplômé d'une Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, SUP DE CO PARIS/Option finances-comptabilité).

Il devra justifier d'une expérience minimum de 5 ans dans la même fonction.

Il pratiquera couramment l'anglais.

SITUATION D'AVENIR.

Envoyer CV, manuscrit, photo et prétentions à : CONCORDE EUROPEENNE AUDIT-FRANCE, 21bis, rue Lord Byron, 75008 Paris.

LA VILLEGUÉRIN CONSEILS

Cabinet Parisien de Conseils Juridiques et Fiscaux
Membre d'un réseau international

recrutement

FISCALISTE

Pour clientèle d'entreprises.

Ayant double formation : Droit 3^e cycle et expertise en ENI ou grande école.

JURISTE

Civiliste + droit des affaires pour départements Enregistrement, Succession, Droit de la construction.

Ayant très bonnes connaissances comptables.

Pratique de l'anglais, dynamisme et esprit d'équipe nécessaires.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. photo à : J.-C. GRANGER - 100, rue Lafayette, 75010 PARIS.

N°2 D'UNE PMI LYONNAISE

Spécialisée dans la mise au point, la fabrication et la commercialisation de produits agro-alimentaires, nous avons réalisé en 1987, un CA de 30 MF dont 25 % à l'export. Notre effectif est de 40 personnes.

Notre force ? L'innovation et la qualité de nos produits.

Notre petite structure en développement nécessite aujourd'hui la mise en place de procédures, une gestion plus rigoureuse, un management renforcé de nos équipes.

PDG et créateur de cette entreprise, je recherche un numéro 2 capable de m'assister dans ces fonctions et qui soit le garant du bon fonctionnement interne.

Diplômé d'études supérieures, financier et organisateur, vous avez une solide pratique de la gestion d'une PMI industrielle. Vous savez mobiliser vos collaborateurs et créer un esprit d'équipe favorable à la performance. Vous aimez prendre des responsabilités.

Si cette offre vous « parle », merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite sous référence 581 M, à notre Conseil - KEY MEN - 2, rue Childsbert - 69002 Lyon.

KEY MEN

GRUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

LA SOCIETE BORDELAISE
DE CREDIT INDUSTRIEL
ET COMMERCIAL

INSTITUT DE PERFECTIONNEMENT DE DIRIGEANTS

recherche un

ASSISTANT PEDAGOGIQUE H/F

auprès du directeur de son Centre parisien. Diplômé d'Enseignement Supérieur de Gestion. Anglais courant. 30 ans environ, expérience d'entreprise et de pédagogie d'adultes. Disponibilité obligatoire vendredi soir et samedi.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :



C.C.I.P. - DPRS - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS

PINAULT
BOIS & MATERIAUX

tout pour construire, aménager, rénover

(7 Milliards de CA - 10.000 personnes
plus de 100 filiales)
recherche

2 CRÉDIT-MANAGERS

Nous créons 2 postes de futurs responsables régionaux Crédit-Cliens.

Ces responsables devront allier les qualités de l'homme de terrain possédant une excellente connaissance de nos marchés aux qualités de l'homme d'équipe car ils collaboreront directement avec leur Directeur Régional et agiront en étroite liaison avec les services commerciaux, le service contentieux et la cellule crédit de notre Siège Central.

De formation supérieure (ES, ISG) vous avez des qualités de jugement et la rigueur d'un bon gestionnaire.

Après une période transitoire de 1 an à 18 mois au siège où les candidats seront amenés à s'imprégner de la démarche crédit du Groupe tout en occupant une fonction opérationnelle, une affectation en province vous sera proposée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. complet, photo rémunération actuelle et prétentions à PINAULT S.A., 6, Avenue Marceau, 75008 PARIS

LE SERVICE PROMOTION IMMOBILIERE
D'UNE IMPORTANTE SOCIETE

recherche

RESPONSABLE de PROGRAMMES

De formation juridique et disposant d'une expérience de plusieurs années dans la promotion immobilière, il assurera la maîtrise d'ouvrages et la Gestion Administrative, Juridique et Financière de Programmes situés en région Parisienne.

Les candidats intéressés adressent un CV en mentionnant sur l'enveloppe le N° 1074 à PARAFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Esnauze 75008 PARIS qui transmettra.

CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE

La Direction de l'Immobilier et du Tourisme, recherche pour ses filiales

Ingénieur Informaticien

Il (elle) sera chargé(e) de participer à l'étude et à la réalisation de logiciels et devra dialoguer avec aisance avec les clients utilisateurs. Il (elle) devra bien maîtriser le BASIC et le système d'exploitation PICK sur matériel IN2. Sa formation devra être impérativement la MAGE et sera complétée par deux années d'expérience en informatique de gestion.

Les connaissances en gestion et en comptabilité constitueront un des éléments déterminants.

Adresser votre lettre avec C.V. détaillé, photo et rémunération à la C.N.C.A. - Service Gestion des Personnes, référence GV.03.17 - 76710 PARIS 15 BONVIN.

Des gagnants rompus
à l'exploitation bancaire
(ESC, IEP, IAE, CESC...)

TROIS CADRES D'EXPLOITATION

AYANT 3 A 5 ANS D'EXPERIENCE

pour leur confier dans un premier temps la création d'un Fonds de Commerce Entreprises et Particuliers. Haut de gamme permettant dans un deuxième temps l'ouverture de succursales polyvalentes dans des villes Préfectures du Grand SUD-OUEST où la S.B.C.I.C. s'implante (Réf. 1 P-B-H)

TROIS CADRES SUPERIEURS

AYANT AU MOINS 10 ANS D'EXPERIENCE BANCAIRE

possédant de très grandes qualités d'adaptation au tissu local et régional, pour assurer notamment la Direction de succursales polyvalentes importantes (+ 25 personnes) installées dans des grandes villes du SUD-OUEST.

Les candidats très motivés par l'action commerciale doivent avoir de grandes capacités d'adaptation des hommes (B.M. 2 P-B-H)

Les personnes intéressées sont priées d'adresser : une lettre de candidature manuscrite + C.V. + photo en précisant la référence choisie à :

Monsieur Bernard CAMARTY - S.B.C.I.C.
DEPARTEMENT des RESSOURCES HUMAINES - BP 501 BORDEAUX CEDEX.

ORGANISME FINANCIER PARIS

recherche

CADRE JURIDIQUE

H/F

pour assurer le CONTENTIEUX de SES DOSSIERS de CREDIT-BAIL IMMOBILIER.

Le candidat devra justifier d'une solide formation juridique et d'une première expérience de l'ordre de 2 années dans un service contentieux, un cabinet d'avocat ou de syndic.

Le poste à pourvoir immédiatement, requiert des qualités de contact, le sens de la rigueur et de l'organisation.

Veuillez adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions s/cf. 3993 à

Pierre Lichau
PUBLI-RECRUTEMENT
10, rue de Lorraine - 75008 PARIS

COMPAGNIE INTERNATIONALE DES
WAGONS-LITS ET DU TOURISME

recherche pour sa FILIALE RESTAURATION TEV
(effectif 900 personnes : CA 175 MF)

RESPONSABLE
ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché au Directeur de la filiale, et à la tête d'une équipe de 20 personnes, il a la responsabilité du contrôle de gestion, de la comptabilité, de l'information et de l'administration du personnel.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur et titulaire d'un DECS. Homme de dialogue, il a une expérience de 5 ans dans le contrôle de gestion (de préférence au sein d'une société de services) et maîtrise la micro-informatique. L'ien de travail : PARIS 17^e.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. PER.416 à la Direction du Personnel.

40, rue de l'Arcade
75008 Paris.

COMPAGNIE INTERNATIONALE DES
WAGONS-LITS ET DU TOURISME

Implantée dans 52 pays, nous développons un CA de 11 milliards de francs à travers nos succès d'activité : Ferrovies, Tourisme, Hôtellerie, Restauration, Location de voitures.

Nous recherchons pour

NOTRE SERVICE CENTRAL D'AUDIT INTERNE

AUDITEUR CONFIRME H/F

Vos trois années d'expérience dans l'audit interne ou externe vous permettront :

- de prendre la responsabilité de missions se situant au niveau de filiales ou entités importantes (France et étranger) et recouvrant principalement des audits de procédures et d'efficacité.
- d'assurer un rôle d'encadrement et de formation vis-à-vis des auditeurs les plus jeunes.

Diplômé d'une grande école de gestion ou équivalent, vous maîtrisez au moins deux langues et vous êtes disponible pour des déplacements fréquents, pour des périodes de 3 à 4 semaines.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence PER.417 à la Direction du Personnel.

40, rue de l'Arcade
75008 Paris



Nous sommes le PREMIER CABINET D'AUDIT
INTERNATIONAL et nous recherchons des :

JEUNES MANAGERS ET
JEUNES CHEFS DE MISSION

Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce et vous avez acquis une première expérience de 3 à 6 années en cabinet d'audit ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Nous vous proposons :

- des missions variées auprès d'entreprises nationales et internationales
- une formation de pointe aux techniques internationales d'audit
- de larges opportunités d'évolution au sein de notre cabinet

Ces postes sont basés dans une grande ville UNIVER-SITAIRE de la FRANCE.

Envoyez C.V., photo et prétentions, sous réf. 2363 M, à l'AGENCE AFFILIANTS - 49, avenue Trudaine, 75009 PARIS - qui transmettra.

ETABLISSEMENT BANCAIRE
RECHERCHE POUR BORDEAUXSPECIALISTES
CREDIT AUX ENTREPRISES Ref. 770

- Réaliser l'évaluation globale d'entreprises (aspects financiers, économiques, réglementaires, risques), notamment en vue de l'attribution de concours financiers.
- Assurer le suivi d'un portefeuille de clientèle d'entreprises.

• Diplôme de l'Enseignement Supérieur (licence ou maîtrise Sciences Economiques, ESC, DECS).

• 1^{re} expérience diversifiée d'approche économique et financière de PME - PMI, équipe de préférence en système bancaire ou cabinet d'expertise comptable.

• Connaissances techniques complémentaires apprises en matière de financement d'opérations internationales ou produits financiers.

• Sans du risque, rigueur, méthode, disponibilité et rapidité.

• Poste autonome s'inscrivant dans le cadre d'un travail d'équipe.

Merci d'adresser vos candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo + prétentions) en précisant la référence du poste choisi à P.A. SERVICE 3, rue Poqueles-Mohère - 33000 BORDEAUX qui transmettra.

2 ANALYSTES FINANCIERS

Nous sommes ENSKILDA S.A., maison de titres, filiale française du groupe ENSKILDA en rapide développement. Notre groupe, apparenté à la S.E. BANKEN (rating AAA) est une organisation financière internationale ayant ses bureaux à Londres, Tokyo, Hong-Kong, Paris et Stockholm.

Vous avez une formation supérieure (école de commerce, université, IEP) et une expérience de deux à trois ans en analyse financière et boursière chez un agent de change ou dans une banque. Peut-être êtes-vous membre de la S.F.A.F., ce qui serait un avantage. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Nous vous proposons de venir rejoindre à Paris notre équipe de recherche, jeune, dynamique, expérimentée et très motivée, en contact direct avec nos clients qui sont de grands gérants de fonds internationaux.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Madame Diana Barran, ENSKILDA S.A., 29, rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

1 TRADER ACTIONS

Nous sommes ENSKILDA S.A., maison de titres, filiale française du groupe ENSKILDA en rapide développement. Notre groupe, apparenté à la S.E. BANKEN (rating AAA) est une organisation financière internationale ayant ses bureaux à Londres, Tokyo, Hong-Kong, Paris et Stockholm.

Vous avez une expérience d'un à deux ans en trading d'actions françaises chez un agent de change ou dans une banque. Vous maîtrisez l'anglais.

Nous vous proposons de venir rejoindre à Paris notre équipe d'Actions Françaises, jeune, dynamique, expérimentée et très motivée, en liaison directe avec nos clients qui sont de grands gérants de fonds internationaux.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Monsieur Olivier Florin, ENSKILDA S.A., 29, rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

BANQUE
HERVET

SOFIMURS

EXPLOITANT CREDIT BAIL IMMOBILIER

Jeune société de crédit bail immobilier (non alcom), filiale de la banque HERVET

recherche un exploitant qui se verra confier les missions suivantes :

- Constitution d'un nouveau fonds de commerce, par prospection directe ou à partir du réseau ;
- Etude des dossiers sous leurs aspects financiers, techniques, juridiques et fiscaux ;
- Présentation des dossiers au Comité des Engagements, et suivi des opérations jusqu'à leur mise en gestion.

Diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat bénéficie d'une expérience significative de CREDIT-BAIL IMMOBILIER au sein d'une banque ou d'une société financière (SICOMI ou non). Commercial, il s'illustre au sens du risque, des qualités de rigueur et de méthode. Une expérience complémentaire dans le domaine du crédit-bail mobilier constituerait un plus.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à Marie-Dominique LE LEVREUR, Banque Hervet, Division de la formation et des carrières, 127 Av. Charles de Gaulle, 92201 Neuilly sur Seine sous la référence M 17 S.

Banque d'Affaires Française

recherche en

Economiste conjoncturiste

De formation supérieure, bon statisticien avec des connaissances en informatique, vous êtes par goût et par expérience naturellement à l'écoute des grands événements à répercussions économiques. Pour notre banque, vous serez chargé du suivi quotidien de la conjoncture économique internationale et notamment du suivi des marchés financiers internationaux. En contact direct avec les opérateurs sur ce marché,

vous ferez part de vos réflexions et vous mettrez en pratique votre sens du diagnostic. Bon rédacteur en français et en anglais, vous serez responsable de la rédaction et de la publication d'études économiques diffusées par la banque.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature, sous référence 28496/LM, à Média-System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Responsable
des engagements

Banque - 400.000 F +

Une importante banque de dépôts privés - Paris 8^e, recherche son futur responsable des engagements. Il s'agit d'un poste à créer, qui réunira le service des crédits, le secrétariat bancaire et le service juridique (environ 25 personnes). Le candidat, qui sera placé sous l'autorité immédiate de la direction de la banque, devra être plus particulièrement apte à assurer l'étude et la surveillance des risques, la préparation des comités, la gestion des crédits et les relations avec les organismes extérieurs. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une expérience bancaire d'au moins 10 ans, de préférence en qualité de responsable ou d'adjoint d'un service engagements. La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9312M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable
de l'agence entreprises

CA CRÉDIT AGRICOLE

Caisse régionale de l'Oise - Cet établissement de 850 personnes possède d'importantes parts de marchés sur son

département et a fortement développé sa clientèle entreprises, notamment depuis la mise en place d'une structure spécialisée et centralisée appelée "agence entreprises". Rattaché au directeur bancaire, le futur responsable de cette entité animera une équipe de 30 personnes dont 8 exploitants entreprises, un "back office" spécialisé et le service de traitement des opérations internationales. Il évoluera au sein de cet établissement à taille humaine avec autonomie dans ses responsabilités. Ce poste basé à Beauvais s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'études supérieures et possédant une expérience bancaire réussie dans le suivi de la clientèle entreprises. La rémunération sera fixée en fonction des compétences, les candidats seront reçus à Paris. Ecrire à JB DE GANDT en précisant la référence A/4929M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

19, Résidence Flaminie - 92176 CHOUX - Tél. 26.72.52.25

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Adjoint du
directeur commercial

Banque - 230/250.000 F

Vesoul - Poste ouvert à des responsables d'agence - Une importante banque régionale, filiale d'un groupe bancaire de tout premier plan recherche l'adjoint de son directeur commercial. Basé au siège à Vesoul, il aura la responsabilité hiérarchique de l'ensemble du réseau (220 personnes, 35 points de vente). En accord avec les responsables de marché, il suivra le bon déroulement des actions commerciales sur le terrain, définira les objectifs et sera responsable de l'organisation commerciale (hommes, structures). Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire (classe V, VI ou VII) à fort potentiel, âgé de 30 ans minimum, ayant une expérience de l'exploitation bancaire comme directeur d'agence ou adjoint. Il devra disposer d'une forte personnalité lui permettant d'exercer un rôle de management sur des équipes importantes et d'évoluer ultérieurement vers une direction commerciale. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9371M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune auditeur

Futur responsable de la comptabilité générale

O.C.P. Répartition est le leader de la distribution pharmaceutique en France avec un chiffre d'affaires de 17 milliards de francs. Disposant d'une implantation nationale (73 établissements), il emploie plus de 5.000 personnes. Il recherche aujourd'hui pour son département comptabilité (cinq services, 50 personnes), le futur responsable du service comptabilité générale. Dans un premier temps, il sera intégré au sein du service audit interne et assurera des missions spécifiques afin de s'initier à la culture comptable et financière de la société. Au terme d'un an environ, il prendra en charge la responsabilité de la comptabilité générale (comptes de résultats, bilan). En outre, il participera à l'optimisation des procédures comptables et sera l'expert de la société dans les domaines comptables et fiscaux. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (ESG + DECS) justifiant d'une première expérience comptable d'au moins trois années acquise idéalement dans un cabinet d'audit ou d'expertise comptable, possédant de bonnes connaissances fiscales et ouvert aux techniques informatiques ; des qualités d'organisateur, des facultés d'adaptation et l'esprit d'innovation sont indispensables. Le poste est basé à Paris. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence SE290LM. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

مكتبة جامعة القاهرة

**Société de Services, 600 personnes,
réalisant chaque année plus de
1000 contrats, leader dans son domaine,
recherche son**

RESPONSABLE

DU CONTRÔLE CENTRAL DE GESTION

Dans le cadre du système de gestion décentralisé, il aura pour mission de coordonner l'ensemble du système de gestion (procédures, outils), d'orienter les cellules de gestion décentralisées (15 personnes), d'apporter l'assistance nécessaire aux Responsables opérationnels (budgets, suivi, analyse des écarts, etc...), il fournira à la Direction Générale les éléments et analyses appropriés lui permettant d'optimiser le pilotage de l'entreprise.

Rattaché au Directeur Financier, ce poste pivot, compte-tenu de l'activité de l'entreprise, ne saurait être confié qu'à un candidat de 35 ans issu d'une grande école de commerce ou équivalent, ayant une excellente pratique du Contrôle de Gestion et de l'administration financière.

La forte expansion de la Société assure des possibilités importantes d'évolution.

Poste situé à Paris banlieue ouest.

Adresser lettre de motivation et CV avec références 433124.

SSCA
1, place du Palais Royal - 75001 PARIS
ou transmettre en toute confidentialité.

FCAB!
GROUPE FCAB

FCAB! 4^e groupe français de publicité, en très fort développement, cherche un


**ANALYSTE PROGRAMMEUR
(DIGITAL VAX)**

Travaillant aux côtés du responsable informatique, il prend en charge la maintenance et le perfectionnement de programmes de comptabilité générale et analytique. Il est le correspondant et le conseil des services comptables de la holding et des filiales.

Bac G, à 28 ans au moins, il a deux ans d'expérience sur DIGITAL et de bonnes connaissances en gestion acquises de préférence dans une PME performante.

La rémunération et ses annexes sont attrayantes, les conditions de travail agréables à SURESNES, l'avenir plein de promesses.

Envoyer à Jean-Elie LEYMARIE
CHATELIER CONSEILS
40 ter avenue de Suffren - 75015 PARIS.



Le Monde

CADRES

**BUREAU D'ÉTUDES
MACHINES SPÉCIALES
ET INGENIERES**

recherche

**UN JEUNE
INGÉNIEUR
CHARGÉ DE PROJET**

— Vous êtes intéressé par la conception et la réalisation d'équipements et de systèmes industriels automatisés.

— Vous possédez un esprit d'analyse et faites preuve d'une réelle créativité technique.

— Vos compétences vous inspirent et vous permettent d'être partenaire de nos clients.

**Laboratoire
du Centre national
d'études des
Télécommunications**

recherche

**1 INGÉNIEUR
ou DOCTEUR
BÉBÉRIER**

— Vous êtes intéressé par l'étude et la réalisation d'équipements de communication et de traitement de l'information.

— Vous possédez une expérience professionnelle et une maîtrise des logiciels de programmation et de simulation.

— Vous êtes capable de travailler en équipe et de communiquer avec les clients.

Ville de 40 000 habitants
travaux de nuit
recherche

**JEUNES
DIPLOMÉS**

Stages de 6 à 12 mois
Moyens : multiples
pour service libération
et bourses.

Admission : candidature et D.V. selon le n° M 2 206 à A.C.P. + P.A. n° 5, 541, Polynésie
75000 PARIS.
nui transmettra.

**ETABLISSEMENT
FINANCIER**

PARIS - 350 personnes
recrute

SON NUMERO 2

500 KF

Il aura en charge toutes les opérations effectuées principalement vers une clientèle privée.

Il maîtrise aussi la stratégie de l'entreprise, dirige le personnel.

[illegible]

Une importante entreprise internationale de services (CA 1,2 Milliard de F) recherche, pour sa direction financière, un jeune

Auditeur

Paris-Nord (RER)

200/230 KF

Rattaché au Directeur Financier, il aura pour tâche de réaliser des audits de révision d'établissements et filiales du Groupe et d'assister la direction financière pour différents travaux (budgets, comptabilité...).

Ce poste s'adresse à un candidat titulaire du DECS ou équivalent, doté d'une première expérience en cabinet et ayant une bonne pratique de l'anglais. Il sera appelé à se déplacer pendant le tiers de son temps.

Contactez Christophe Aubry au (1) 40.70.00.36 ou adressez CV + n° tél. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 Avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. CA 1157 MO.



Michael Page Finance

Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Henkel

Le groupe Henkel France SA (3000 personnes, 11 usines, 4 milliards de F de CA) recherche, pour l'une de ses principales usines en forte expansion un

Contrôleur de Gestion

Nemours

Réf. IP 1171 MO

Parallèlement à son rôle de Directeur de l'usine et responsable du Responsable du Contrôle de Gestion production, le candidat devra assurer principalement pour mission :

- le suivi de la comptabilité analytique (suivi des coûts standards)
 - le contrôle budgétaire (élaboration, analyse des écarts)
 - la maintenance du système de traitement de l'information
 - le développement des systèmes micro-informatiques
 - des études économiques diverses (investissement, programmes d'optimisation...)
- De formation supérieure, de type Ecole de Commerce, et âgé d'environ 25 ans, le candidat aura acquis une première expérience et possèdera, si possible, un bilinguisme d'allemand. De plus, il sera doté d'un bon sens de la communication.

Contactez Jean PACAUD au 40.70.00.36 ou envoyez CV + Tél. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 Avenue George V, 75008 PARIS en mentionnant la référence.



Michael Page Finance

Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

PEUGEOT SA

Auditeur Opérationnel Senior

Agé d'environ 28 ans, de formation supérieure Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, le candidat aura acquis une solide expérience de 3/4 ans dans un cabinet de Conseil anglo-saxon ou au sein d'un groupe international.

Auditeur Opérationnel Junior

Agé de 25 ans et de formation supérieure, le candidat aura une première expérience d'au moins 2 ans dans un cabinet de conseil anglo-saxon ou au sein d'un département d'audit.

Rattachés au Directeur de l'Audit du groupe, les candidats effectueront notamment des missions dans les domaines de la Production, de la Distribution, de la Logistique ou des activités financières, en France et à l'étranger au sein des nombreuses sociétés du groupe. Un excellent niveau d'anglais ou d'allemand est exigé. De réelles perspectives d'évolution pourront être envisagées à moyen terme.

Contactez Christophe AUBRY au (1) 40.70.00.36 ou envoyez CV + n° Tél. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 Avenue George V, 75008 PARIS sous réf. CA 1076 MO.



Michael Page Finance

Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Gestion comptable : la souplesse d'une PME

la puissance d'un Groupe

Vous êtes un Professionnel de la Comptabilité (DECS minimum complété par une expérience significative) et exercez votre activité dans une PME où votre parcours professionnel vous a permis de connaître la sophistication propre aux grands groupes et la réactivité inhérente à la PME. Aujourd'hui, en qualité de

Chef comptable 270 000 F +

vous souhaitez concilier les deux en rejoignant une société industrielle performante (CA 600 MF dont 80 % réalisées à l'exportation, 280 personnes), filiale d'un Groupe international.

Bien entendu, vous vous sentirez aptes à couvrir tous les aspects d'une telle fonction jusqu'à l'établissement du bilan, en entraînant une équipe de cinq collaborateurs. Si l'on ajoute que l'implantation de cette société est régionale (cf. usines et agences) et qu'elle possède des filiales étrangères, vous envisagerez aisément l'intérêt d'une « consolidation » des données comptables et financières. Sans parler des liaisons avec le Groupe... Si de plus, votre expérience réussie en milieu industriel vous a familiarisé avec l'informatique, la fiscalité et la langue anglaise, alors... rencontrons-nous !

Thierry de CARNÉ, notre Conseil, vous ramènera de lui adresser votre résumé de carrière et prétentions, sous la référence M/CHE/AM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

POPI

POMME D'API

LES BELLES HISTOIRES

ASTRAPI

JALMEURE

CONTRÔLEUR DE GESTION

(H/F)



En lien avec le responsable du Département, vous aurez pour mission d'élaborer, de suivre et de contrôler les budgets de ces publications et les projets à l'étude. A partir de l'analyse économique que vous menerez, vous serez force de proposition tant sur le court terme que sur le moyen terme.

Outre des qualités relationnelles, d'analyse et d'organisation, vous devrez faire preuve de pragmatisme, d'ouverture et de souplesse pour évoluer dans le contexte spécifique de la presse.

Vous possédez une formation type HEC, ESSEC, ESCP, IEP Section Eco-FI, vous avez une première expérience en Gestion, Marketing ou Audit, notre Groupe vous propose aujourd'hui un poste opérationnel et complet, et demain, des possibilités d'évolution à la mesure de votre potentiel.

Merci d'envoyer votre candidature (CV et prétentions), sous réf. MLA/461, à : BAYARD PRESSE, Direction des Affaires Sociales, 3, rue Bayard 75008 Paris.

BAYARD PRESSE

Cadre Comptable

Dans le cadre de son fort développement actuel, notre Compagnie recherche un(e) jeune professionnel(le) dynamique et ambitieux(se), titulaire obligatoirement du DECS, et de quelques années d'expérience (dans un cabinet, par exemple) pour assister et assister le responsable dans ses actions essentielles :

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. GV/03.13 à la CNCA, Direction des Ressources Humaines 75710 PARIS 15 BONVIN.

PREDICA

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE
DU CREDIT AGRICOLE

- Gérer l'organisation comptable (plan comptable, procédures et manuels) ;
- Développer les systèmes comptables en liaison avec la Direction de l'informatique et de l'Organisation ;
- Assurer une assistance comptable aux services Centraux de Titres dans le cadre d'une gestion décentralisée.

Très important groupe immobilier - Constructeur Gérald Syndic - recherche son

Attaché de Direction Financière

Paris

240 KF

Rattaché au Directeur Financier, vous aurez pour mission :

- les suivis comptable, financier et de la trésorerie des activités
 - l'analyse économique et financière des résultats
 - la rédaction des rapports de gestion
- pour l'ensemble des sociétés immobilières du groupe (SA, SCI, SARL...).

Ce poste s'adresse à un candidat jeune, de formation ESC, Sciences Po, Maîtrise de gestion (+ DECS) et ayant acquis une première expérience dans ce type d'activité en Entreprise ou dans un Etablissement financier.

Contactez Christophe AUBRY au (1) 40.70.00.36 ou envoyez CV + Tél. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 Avenue George V 75008 PARIS sous réf. CA 1169 MO.



Michael Page Finance

Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

CHARGEURS S.A.

CAUSSE-WALON



Causse-Walon est une société de CHARGEURS S.A. Première entreprise privée française dans le domaine des transports, CHARGEURS S.A. est aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Chargeurs Taxis, Gilet, Delcor, Laitière de Picardie, P.J.T. Roudière, - Paquet, Spontex, U.T.A.

Recherche

Un comptable confirmé MF comptabilité générale et analytique

Il assistera le Chef Comptable pour animer une équipe de 5 personnes et aura notamment en charge l'établissement des tableaux de bord mensuels, des consolidations normes U.S. et des déclarations fiscales.

Le candidat devra justifier au moins d'une expérience similaire et sera de préférence titulaire du DECS.

Ce poste sera basé à VELIZY (Yvelines).

Envoyer candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à Bruno PESSINA - Chef du Personnel - CAUSSE WALON SA 1 bis, rue du Petit Clamart - 78147 VELIZY Cedex.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

مكتبة من الامارات

Le Monde

ECONOMIE

LA REFORME DU SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Le saint Graal des changes fixes

Il est une façon de poser la question — taux de change fixes ? — qui ne mène à rien. On l'appellera tout simplement la méthode du pour et du contre. Pour les partisans de la stabilité du cours des monnaies, elle consiste à dresser l'inventaire des échecs, à combiner réels, du régime des changes sous lequel le monde vit depuis une bonne quinzaine d'années et d'en tirer la conclusion qu'il est urgent d'en sortir, quitte à admettre que la reconstruction d'un nouveau système en bonne et due forme mettra du temps.

C'est ce genre d'analyse qui a conduit les Sept — États-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon, Italie (1), Canada — à conclure au Louvre, le 22 février 1987, un accord sur la stabilisation du dollar. Le dispositif alors mis en place a sombré sans gloire dès les premières semaines du mois d'octobre de la même année, à la veille du krach boursier. De là à penser que l'effondrement du marché financier fut la conséquence des accords du Louvre, il n'y a qu'un pas, que, pour notre part, nous n'hésitions pas à franchir.

Des promesses non tenues

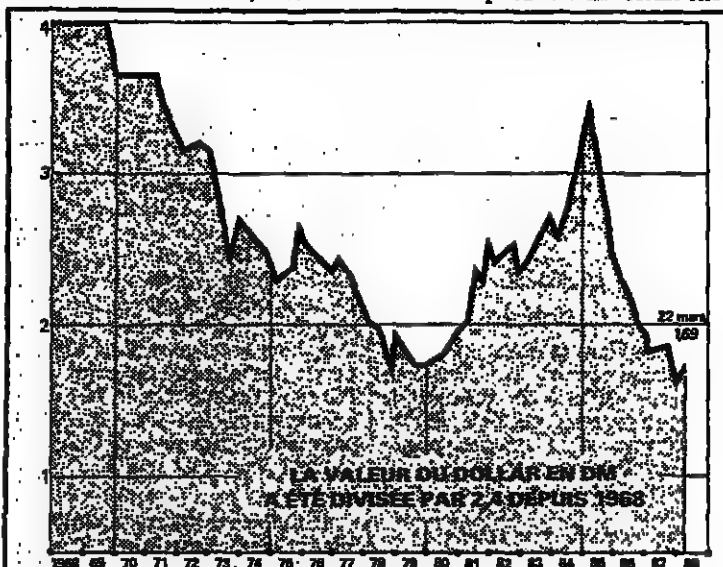
Si la méthode est mauvaise, ce n'est pas que le bilan des changes flottants reste encore à faire et qu'en attendant il convient de continuer à leur accorder le bénéfice du doute. Ce n'est pas non plus parce que le remède serait pire que le mal, comme semblerait le suggérer l'interprétation pessimiste ici donnée des résultats de l'expérience du Louvre.

La raison en est d'abord que, partant d'une analyse des effets des changes flottants, on risque de passer à côté de l'essentiel. La vérité est que l'abandon des changes fixes, il y a une quinzaine

d'années, n'a été qu'un accessoirement une question de choix. C'est donc une illusion de penser qu'on pourrait aujourd'hui, sans autre forme de procès, renverser ce choix par une décision tout aussi délibérée en sens contraire.

On a beau jeu de mettre l'accent sur les promesses non tenues des changes flottants et les embarras décevant qui ont suivi. Les partisans de ce régime, s'inspirant des sophismes de Milton Friedman, avaient

où il était pleinement en vigueur — entre 1959 (date à laquelle les monnaies européennes ont cessé d'être des monnaies étroitement réglementées) et 1971, — il n'était question que de le réformer et d'en corriger les déséquilibres menaçants qui ont fini par l'emporter, à savoir, en premier lieu, le déséquilibre extérieur américain. Ainsi le système des taux de change fixes, puis celui des taux de change flottants, se sont-ils révélés fragiles et instables. L'explication ne serait-elle



annoncé un monde où la notion même de déficit de balance des paiements perdrait toute signification, où les marchés se chargeraient d'établir les cours au niveau correspondant aux conditions fondamentales de la vie économique. Le moins qu'on puisse dire est que la marche des événements a montré que ce n'est pas de la sorte que fonctionne le monde réel.

Ces graves déboires ne doivent pas faire oublier que le système précédent des taux de change fixes de Bretton-Woods (2) s'était lui-même rapidement usé. C'est du reste pourquoi, du temps

pas que l'un et l'autre ne sont que des copies différentes d'un même modèle, à savoir le système dollar ?

C'est cette identité de nature qui conduit à réexaminer le débat, dans les termes où il continue d'être posé.

PAUL FABRA

(Lire la suite page 34.)

(1) L'Italie n'avait pas signé, mais pas pour des raisons de fond.
(2) A Bretton-Woods, petite localité du New-Hampshire (États-Unis), avait été signé, en juillet 1944, un accord jetant les bases du système monétaire d'après-guerre.

La boussole des changes flottants

par PASCAL SALIN (*)

UN taux de change est un prix, le prix relatif entre deux monnaies. Il n'est donc qu'un reflet de ce qui se passe sur le marché où s'échangent ces deux monnaies. Si ce prix évolue, c'est qu'il se passe quelque chose du côté de l'offre ou de la demande de l'une ou l'autre monnaie. Cela a-t-il alors un sens d'essayer de fixer ce prix *a priori*, c'est-à-dire de se placer en régime de changes fixes ?

Conformément à un principe bien établi de théorie économique, on ne peut pas déterminer de manière indépendante le prix relatif de deux biens et leurs quantités. L'application de ce principe dans le domaine monétaire signifie ceci : si l'on détermine un prix fixe entre deux monnaies, les quantités des deux monnaies ne peuvent pas évoluer de manière indépendante, et elles doivent

pendantes et, à la limite, le concept même de politique monétaire est vide de sens. En régime de changes flottants, les politiques monétaires sont indépendantes et les variations de taux de change assurent la cohérence du système.

Est-il bon d'être indépendant monétairement ? On ne peut pas donner de réponse générale à cette question. Car on peut être indépendant pour le meilleur ou pour le pire : certaines autorités monétaires peuvent profiter de l'indépendance que leur donne un régime de changes flottants pour pratiquer une politique très inflationniste ou, au contraire, très sage.

Cela veut bien dire qu'il existe un seul critère par lequel on peut juger un système monétaire et de

duquel ils fonctionnent. C'est pourquoi on ne peut pas se proclamer favorable aux changes fixes ou favorable aux changes flottants sans préciser quel est le système monétaire existant ou souhaitable.

Ainsi, en régime de changes fixes, l'adoption d'une règle de convertibilité métallique (étalon or) et son respect effectif sont favorables à la stabilité des prix. Mais, lorsque les monnaies sont des monnaies dont la production est contrôlée de manière discrétionnaire par les autorités monétaires, établir un régime de changes fixes avec des pays très inflationnistes consisterait nécessairement à importer leur inflation.

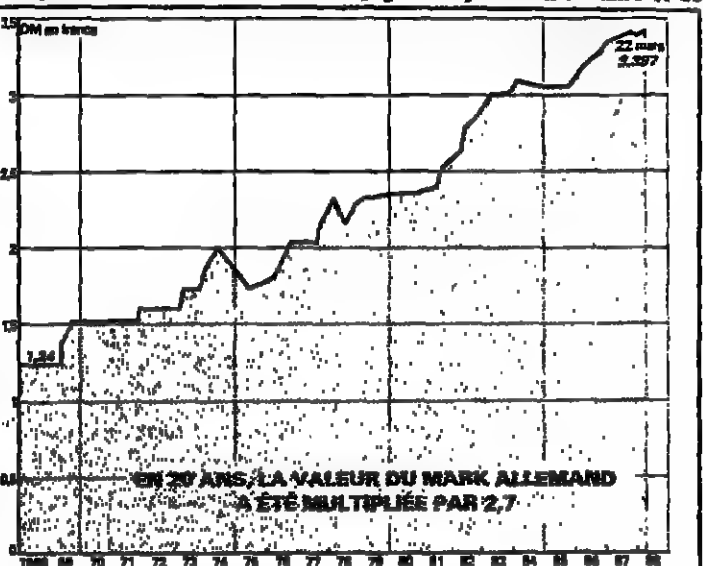
Des règles respectées

De manière similaire, l'adoption de taux de change flottants (ou périodiquement variables) peut permettre les pires extravagances (l'exemple de plusieurs pays latino-américains en porte témoignage), ou favoriser la stabilité des prix, soit parce que les autorités monétaires jouent leur rôle de manière satisfaisante, soit parce qu'il existe des règles efficaces et respectées de limitation de la création monétaire.

Il n'en reste pas moins que le principe rappelé ci-dessus, à savoir qu'il est impossible de pratiquer une politique monétaire indépendante en régime de changes fixes, est très généralement ignoré, et le vingtième siècle nous en apporte — hélas ! — de multiples témoignages. Les autorités monétaires prétendent en effet choisir un régime de changes fixes, s'attachant ainsi uniquement à un symbole de stabilité, mais prétendent en même temps pratiquer des politiques monétaires actives.

Les incohérences qui sont ainsi introduites dans les systèmes monétaires aboutissent à des crises monétaires.

(Lire la suite page 34.)



s'ajuster au prix ainsi fixé. Si l'on détermine indépendamment la croissance de chaque masse monétaire, il en résulte un certain taux de change que l'on ne peut pas et ne doit pas manipuler.

Autrement dit, en régime de changes fixes les politiques monétaires ne peuvent pas être indé-

change : son aptitude à limiter l'inflation. Or les changes flottants ou les changes fixes n'impliquent rien par eux-mêmes de ce point de vue, aussi longtemps qu'on n'a pas précisé les règles institutionnelles dans le cadre

(*) Professeur à l'université Paris-IX Dauphine.

L'ÉTAT DU MONDE

En attendant les firmes-réseaux

par CHARLES-ALBERT MICHALET (*)

Le krach financier d'octobre dernier a eu une conséquence inattendue. Il a fait prendre davantage conscience de la mondialisation de l'économie. Ce résultat est doublement surprenant. D'une part, si l'on entend par mondialisation un mouvement englobant simultanément les différentes dimensions de l'activité économique — les échanges de produits et de services, les mouvements de capitaux, la délocalisation de la production, — il est à l'œuvre depuis un quart de siècle. De l'autre, la reconnaissance tardive de ce phénomène par de nouveaux prosélytes survient à un moment où il est devenu légitime de s'interroger sur sa continuité.

Des signes d'usure

Jusqu'à présent, tourmentés des années 80, fascinés par la multinationalisation accélérée des firmes et l'expansion exponentielle de l'activité internationale des banques, les néo-libéraux, sur les décombres du keynésianisme, étaient prêts à s'accorder aux marxistes pour penser que « dans le concept de capital est contenu le marché mondial... ».

Pourtant, depuis cinq ou six ans, l'élan de la mondialisation s'épuise. Tout se passe comme si la fringante machine planétaire pilotée conjointement par les exportateurs, les multinationales et les banques internationales se grippait.

L'examen systématique des rouages de l'économie mondiale fait apparaître des signes inqui-

tants d'usure. Prenons, pour commencer, sa dimension la plus ancienne, celle du commerce international. Sa croissance, depuis une quinzaine d'années, est fortement ralentie. Elle n'est plus, comme durant l'âge d'or de la mondialisation, deux fois plus rapide que celle des PIB. Rien ne laisse présager un retour à de telles performances.

D'une part, les profonds déséquilibres des balances commerciales des États-Unis, du Japon et de la RFA ne semblent pas devoir céder la place à une relance des échanges tirée par les deux locomotives occidentales. De l'autre, le fardeau du service de la dette, l'effondrement du cours des produits primaires et la remise en cause du système des préférences généralisées ne vont pas non plus dans le sens d'une augmentation des échanges Nord-Sud. L'esprit du temps demeure celui de la négociation de programmes de restrictions « volontaires » des exportations, doublée d'une

sophistication plus poussée des pratiques protectionnistes discrètes.

Le second volet de la mondialisation — la circulation des capitaux — est encore sous le choc de l'alerte mexicaine de septembre 1982. Celle-ci a soulevé le glas d'un grand rêve : la constitution d'un système monétaire international régulé par les banques commerciales, dans l'univers extraterritorial des places « off shore », à l'abri du contrôle des banques centrales et du FMI. La situation est très différente aujourd'hui. Le robot des euro-crédits fonctionne au compteur ; l'extension des réseaux de guichets n'est plus à l'ordre du jour.

Prudemment, les banques internationales gonflent leurs provisions pour créances douteuses et attendent sagement le feu vert du FMI pour accorder de nouveaux prêts tout en s'assurant soigneusement le soutien de leurs banques

centrales en cas de pépin. Dans un tel climat, il n'est pas vraiment étonnant que la nécessité d'un retour à des mécanismes de contrôle automatiques pour le système des paiements internationaux soit de plus en plus souvent évoquée par les plus hautes autorités.

Enfin, la dernière dimension de l'économie mondiale, celle de l'internationalisation de la production industrielle, n'est plus ce qu'elle était. Tout d'abord, les flux d'investissements directs se concentrent de plus en plus dans l'espace constitué par les pays de la « triade » et de leurs satellites les plus proches. Les autres pays du tiers-monde sont oubliés, à l'exception de quelques vedettes au succès plus ou moins éphémère. L'économie mondiale se réduit comme une peau de chagrin. Ensuite, l'investissement

(*) Professeur à l'université Paris-X Nanterre.

direct à l'étranger correspond de moins en moins souvent à une implantation productive nouvelle. Dans la majorité des cas, il se confond avec une acquisition ou une prise de participation dans des entreprises déjà existantes.

La logique de la multinationalisation est d'abord rythmée par les variations des changes et les fluctuations du Dow Jones. Elle est devenue plus financière qu'industrielle. Au mieux, la mobilisation des cash-flows est justifiée par le contrôle des parts du marché induit — pour combien de temps ? — par le rachat d'une firme concurrente.

Il n'est pas sûr que cette politique d'OPA, principalement orientée vers les sociétés américaines devenues bon marché, se poursuive avec la même intensité dans l'avenir. Il suffit de noter les déclarations de certains financiers de Wall Street, dénonçant la perte d'indépendance croissante de l'économie des États-Unis ou la rapidité de plus en plus grande avec laquelle les groupes améri-

cains allument des contrefeux destinés à repousser les incursions des investisseurs européens et japonais.

Faut-il conclure ce panorama un peu sombre en proclamant la fin de la mondialisation ? Nous n'en sommes pas convaincus. Il n'est pas impossible que le mouvement redémarre. Mais ce sera sur de nouvelles bases.

Un risque de fractionnement

Le scénario du fractionnement découle directement du grippage de la mondialisation. La formation des zones régionales est assez facile à concevoir. Le mouvement s'esquisse déjà sous nos yeux. L'Acte unique européen va évidemment dans ce sens. De leur côté, les États-Unis et le Canada ont signé au début de l'année un accord de libre-échange. De façon moins formelle, le plan de la Banque Morgan, soutenu par la Fed, pour tenter d'éponger une partie de la dette mexicaine est comme la préfiguration d'un mouvement plus ample d'intégration économique qui compléterait avec le voisin du Sud la politique menée avec le voisin du Nord.

Il suffirait alors que le Japon décide d'institutionnaliser ses relations privilégiées avec les pays de l'ASEAN pour que le décor de l'après-mondialisation soit posé. Il ne resterait plus qu'à le compléter par l'introduction du « polycentrisme monétaire » et à tirer les conséquences, au niveau de chaque zone, du désengagement militaire américain.

(Lire la suite page 36.)

L'Affaire des 400 Volvo

Pour ceux qui sont amateurs de « coups » en matière d'automobile, pour ceux qui sont à l'affût de l'affaire rare, voici une information précieuse. Volvo lâche sur le marché, dans toute la France, quelque 400 voitures (principalement

des « 340 », mais aussi des « 360 ») et ceci dans des conditions assez exceptionnelles. Jugez-en plutôt : ce sont des véhicules récents, utilisés précédemment à la location — des modèles 87 pour la plupart — vérifiés avec soin et qui bénéficient

d'une garantie d'un an « Occasion Sécurité... » qui sont vendus à un prix parfois inférieur à leur valeur argus !

Quand on sait qu'une Volvo de moins d'un an est une denrée plutôt rare (étant donné la solidité et la

longévité de ces voitures, leurs propriétaires en changent moins souvent que la moyenne), on peut être tenté d'en savoir plus sur cette opération... Il suffit pour cela de prendre son téléphone et d'appeler le 45.33.80.80.

مقالات

Le saint Graal des changes fixes

(Suite de la page 33.)

Les changes flottants ont, depuis 1973, en tout le temps nécessaire pour achever de corrodre, de déformer et parfois de détruire les structures sur lesquelles s'appuie le mécanisme international des paiements et, partant, le système monétaire et financier international (les énormes différences de taux d'intérêt d'une place à l'autre sont un des résultats de ce travail de sape). Au point où nous en sommes et compte tenu des facteurs politiques à l'œuvre — voit-on les États-Unis renoncer facilement au lien qu'ils ont établi arbitrairement entre la compétitivité de leur économie et le niveau du dollar ? — il est probable que l'enjeu n'est plus entre changes flottants et changes fixes.

La véritable alternative à laquelle nous sommes confrontés serait plutôt la suivante : ou bien une succession de tentatives de stabilisation vouées à un échec plus ou moins rapide, mais se traduisant par une intégration de plus en plus étroite des pays de l'Europe occidentale, Allemagne fédérale comprise, et du Japon dans la zone dollar (intégration sublimée dans l'idée d'une banque centrale mondiale) ; ou bien, mais il faut une bonne dose d'optimisme pour y croire, reconstruire un système de stabilité dans le respect de l'indépendance économique et monétaire des grands acteurs que sont les États-Unis, l'Europe occidentale, le Japon, et, demain, après-demain peut-être, l'Inde, le Brésil, l'Amérique hispanophone, la Chine.

Un coup d'œil sur les deux graphiques qui figurent en page 33 permet de se rendre compte que l'instabilité a été encore plus grande à l'intérieur de l'Europe, malgré l'existence du serpent européen puis du SME, qu'entre le dollar et la principale monnaie européenne, à savoir le deutschemark. Cela ressortirait encore plus clairement si, au lieu de donner l'évolution des cours du dollar en deutschemarks, on avait établi le graphique sur la base des cours du deutschemark en cents des États-Unis. On s'apercevrait alors qu'en vingt ans la valeur de la monnaie allemande exprimée en monnaie américaine a été multipliée par 2,3, alors que, exprimée en francs, elle a été multipliée par 2,7.

A cela s'ajoute une autre considération aussi désespérante : l'appétit des marchés des changes pour l'instabilité n'a pas diminué depuis

que tous les grands pays se sont, les uns après les autres, engagés dans la voie de la désinflation. La relative sagesse des prix n'a guère contribué à la stabilité monétaire. Contrairement à un préjugé fortement ancré, le différentiel d'inflation ne serait donc pas un facteur décisif sur les marchés des changes.

Soit-on, du reste, qu'en l'espace de vingt ans les indices de prix à la consommation américains et japonais ont suivi des évolutions très voisines : le premier a été multiplié par 3,5 et le second par 3,3. Il n'empêche que, pendant la même période, la valeur du dollar exprimée en yens a été divisée par presque 3 (2,8 exactement) et que les Américains continuent à se plaindre de la concurrence déloyale d'un yen encore trop bon marché !

Une illusion d'optique

C'est là une notation à la fois psychologique et économique de la plus haute importance. Depuis un bon quart de siècle, les Américains et, à certaines périodes, le reste du monde aussi, n'ont cessé de juger le dollar surévalué, et cela quel que soit son taux de change. Dans les années 60, la France du général de Gaulle dénonçait le privilège de la monnaie américaine, artificiellement maintenue à une valeur trop haute malgré le déficit extérieur des États-Unis. Grâce à ce dollar dopé, les Américains, disait-on à Paris, étaient en mesure de racheter à bon compte l'industrie européenne.

De nos jours, plusieurs des économistes américains les plus réputés (Martin Feldstein, par exemple) soutiennent que le dollar est trop cher et qu'il faut le faire baisser encore un peu plus. Pourtant, en l'espace de trois ans, il a perdu la moitié de sa valeur vis-à-vis des autres grandes monnaies.

Serions-nous victimes d'une illusion d'optique ? Oui, sans doute, mais cette erreur, ou plutôt cette impossibilité d'appréhension, a des causes bien objectives. Depuis environ 1965, année à partir de laquelle l'or a cessé d'être la principale composante des réserves internationales de change, nous sommes rentrés progressivement dans un régime d'étalon-dollar. Ce qui s'est passé en 1971-1973 est certes une substitution du régime des taux de change

flottants à un système de changes fixes. Mais cela est en quelque sorte, l'apparence derrière laquelle se cache le fait décisif qui rendait inéluctable cette substitution.

Pour paraphraser l'analyste américain Harold Van Cleveland, le monde, depuis 1971, vit sous un régime « d'étalon-dollar nu, sans même la feuille de vigne d'une convertibilité nominale du dollar en or ». Abolissant toute valeur certaine pour les contrats stipulés en monnaie étrangère ou nationale, la suppression de la convertibilité débouche nécessairement sur les changes flottants. Ces derniers peuvent difficilement passer pour une conquête de l'économie de marché, n'en déplaise encore une fois à Milton Friedman et à ses émules.

La démonstration a été faite depuis longtemps de l'instabilité inhérente à un tel système. Les banques centrales accumulent à titre de réserve des dollars qu'elles conservent sous la forme de bons du Trésor des États-Unis (autrement dit des créances sur l'État américain). Le système fonctionne de plus en plus comme un mécanisme automatique de financement du déficit budgétaire (et, par la même occasion, du déficit de balance des paiements) américain. On l'a vu avec une netteté particulière à l'occasion de l'application des accords de Louvre, qui n'ont fait que ressusciter, sur une échelle encore jamais vue, le système en vigueur au cours des dernières années d'application des accords de Bretton-Woods.

Quand les investisseurs étrangers, en particulier japonais, ont, vers la fin de l'année 1986, cessé d'être des acheteurs nets de bons du Trésor et autres obligations d'État américaines, les banques centrales, par leurs interventions sur le marché des changes visant à stabiliser le dollar (accords du Louvre), se sont substituées aux investisseurs privés. En 1987, c'est la quasi-totalité du déficit budgétaire américain (et du déficit de la balance des paiements des États-Unis) qui a été ainsi financée par les banques centrales européennes et asiatiques. Qu'on y regarde de près, ce processus est à l'œuvre sur une échelle qui tend à s'agrandir depuis la fin des années 60. Le dollar, fût-il tombé très bas, serait encore plus bas si les banques centrales d'Europe et d'Asie cessaient de faire crédit aux États-Unis, d'où l'effet d'optique.

Une seule exception : le dollar fort de Volcker-Reagan entre 1980 et 1985. Le phénomène était entièrement imputable à un formidable afflux de capitaux privés. La livre sterling connaît aujourd'hui, en plus petit, la même expérience.

Par construction, le système monétaire mondial est dominé par les émissions du Trésor américain. Ce sont des circuits financiers, d'origine publique, qui sont à la base des opérations sur les changes. A cette masse de capitaux née des déficits budgétaires, et dont l'émission est par conséquent totalement indépendante de la vie économique proprement dite, se greffent d'autres circuits financiers nés de l'instabilité elle-même. Toute opération de change, quelle qu'en soit la cause, est doublée par une autre opération destinée à se couvrir contre le risque de fluctuation du cours des taux d'intérêt.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les cours de change ne reflètent plus du tout, ou très peu, la parité du pouvoir d'achat. La vieille théorie selon laquelle les cours de change ont tendance à s'établir à un niveau assurant le même pouvoir d'achat sur différents monnaies était fondée sur une hypothèse restrictive. Les marchés des changes étaient censés équilibrer des transactions liées exclusivement à l'échange de marchandises et de services réels.

Le secret du succès

Aujourd'hui, le débat monétaire est comme obscurci par l'existence d'énormes déficits de balance de paiements, mais ceux-ci sont la conséquence d'un système monétaire entièrement dominé par les mouvements de capitaux qu'il engendre. Le secret de la stabilité assurée naguère par l'étalon-or — ressuscité entre 1958 et la fin des années 60 — n'est pas ailleurs. Un tel système s'organise spontanément autour des échanges de produits. Les mouvements de capitaux d'ampleur limitée qu'il suscite tendent à rétablir les équilibres, car ils ont pour effet, globalement, d'élever le niveau des prix dans les pays excédentaires et de l'abaisser au moins relativement dans les pays déficitaires. Ce mécanisme a fonctionné tant bien que mal pendant les premières années d'application du régime de Bretton-Woods, vicié dès le départ par le rôle joué par le dollar.

La querelle, toujours prête à resurgir, sur l'obscurité l'enjeu véritable, qui est le suivant : les nations sont-elles prêtes à reconstruire un système monétaire dont les principaux utilisateurs seraient à nouveau les producteurs de biens et de services, et non pas les servants d'une infrastructure financière hypertrophiée ?

Certaines des propositions d'Edouard Balladur ouvrent la voie dans cette direction, avec circonspection il est vrai (mais cela vaut beaucoup mieux que rien).

Si la réponse devait être affirmative, un tel système ne pourrait plus être basé ni sur le dollar, ni sur l'ECU, ni sur une autre monnaie nationale ou continentale, car les actifs exprimés en devises ne peuvent jamais être autre chose que des créances représentatives de déficits.

PAUL FABRA.

La boussole des changes flottants

(Suite de la page 33.)

Les hommes de l'État en sont évidemment les seuls responsables, mais ils trouvent toujours des alibis pour en reporter la responsabilité sur d'autres (spéculateurs, producteurs de pétrole, système monétaire international, etc.). Et ils font aussi preuve d'une imagination débordante pour essayer de cacher les manifestations des maux qu'ils ont créés, en mettant en place toute une série de mesures de contrôle ou d'incitation, sous le prétexte absurde de rétablir l'équilibre extérieur.

Ces mesures ne représentent que de fantastiques gaspillages, bien souvent attentatoires à la liberté d'initiative des individus et, s'appliquant aux conséquences et non aux effets, totalement inefficaces. Mieux vaudrait pour les citoyens avoir des taux de change flottants, la liberté des échanges et, si possible, la liberté de choix de leurs monnaies.

La difficulté inhérente à un système de changes fixes — et donc l'avantage relatif d'un système de changes flottants — tient à ce que l'on prétend maintenir un prix relatif constant entre deux biens — deux monnaies — qui sont en réalité différents et qui évoluent différemment. Dans un système d'étalon or, les monnaies sont censées être des substituts parfaits d'un bien homogène, l'or. Mais à partir du moment où cette parfaite substitutabilité peut être mise en cause du fait d'un excès de création de monnaie, la fixité du taux de change ne peut être maintenue.

Par ailleurs, s'il existe plusieurs monnaies métalliques (or et argent par exemple), leur prix relatif évolue en fonction des variations dans les conditions de production respectives des métaux concernés : les taux de change flottants sont la norme. L'effort, intenable à terme, pour maintenir malgré tout un prix fixe entre ces monnaies conduit à la situation décrite par la loi de Gresham (« la mauvaise monnaie chasse la bonne »). Et il est utile de signaler au passage que cette loi ne joue, précisément, que dans le cas où l'on maintient arbitrairement un prix fixe qui ne correspond pas au prix d'équilibre.

Il en est de même avec les monnaies « modernes », ces monnaies abstraites qui représentent des créances sur des institutions bancaires. Ces monnaies étant émises par des institutions différentes, il paraît normal que leurs prix relatifs puissent fluctuer. De ce point de vue, on pourrait aller jusqu'à dire qu'il n'y a pas même à se demander s'il faut des changes flottants : il est naturel que les prix relatifs entre des produits différents varient.

Peut-il alors exister des circonstances où les taux de change pourraient ne pas varier ? Dire que le prix relatif d'équilibre entre deux biens ne varie pas, c'est dire qu'il s'agit de biens parfaitement substituables du point de vue de tous leurs utilisateurs potentiels. Ainsi, dans le domaine monétaire, un

franc émis par une banque française est considéré comme parfaitement équivalent à un franc émis par une autre banque française. Mais cela résulte du caractère très hiérarchique du système monétaire français : il y a un centre de décision unique, ce qui évite les conflits de décisions.

Or il n'en va pas de même dans le cas où l'on essaie d'établir des changes fixes entre les monnaies de systèmes monétaires nationaux différents, avec des centres de décision indépendants. En réalité, un système de changes fixes est un système de cartel, c'est-à-dire un système où des producteurs indépendants acceptent des contraintes communes pour homogénéiser leurs produits et les rendre parfaitement substituables. Mais l'expérience prouve bien que les autorités monétaires constituant ce cartel ne sont généralement pas prêtes à accepter la discipline correspondante. Dans ce contexte, il vaut donc mieux des changes flottants.

Le pire est d'essayer de maintenir l'illusion de l'homogénéité entre des biens qui ne sont pas, en réalité, homogènes. Du fait, par exemple, de politiques monétaires incompatibles entre elles. On n'impose pas la substitutabilité et il ne suffit pas d'en adopter le symbole que représente la fixité.

Un rôle de signal

On n'en sera pas moins tenté de critiquer les changes flottants et de dire : voyez comme les taux de change ont été instables depuis 1973 ! N'est-ce pas la preuve que les taux de change flottants ne fonctionnent pas bien ? Mais par rapport à quelle norme peut-on dire que les fluctuations de taux de change ont été excessives ? Une norme de stabilité totale ? Et pourquoi ? Est-ce que les marchés fonctionnent bien lorsque les prix ne varient pas ?

Le rôle des prix consiste en effet à fournir une indication extrêmement synthétique et variable de l'évolution des raretés relatives des biens entre eux. Un marché fonctionne correctement non pas lorsqu'on bloque artificiellement le prix relatif entre deux biens, mais lorsqu'on en permet la variation normale. Ainsi, au lieu de se demander si les taux de change n'ont pas été trop variables, ne vaudrait-il pas se demander si les variables principales qui déterminent l'offre et la demande des monnaies considérées n'ont pas été trop variables ?

Si les politiques monétaires sont instables, cela se répercute évidemment dans l'évolution des taux de change. Et si les autorités monétaires prétendent pratiquer des politiques monétaires actives, alors qu'elles ont choisi un régime de taux de change fixes, l'instabilité des politiques monétaires et les divergences qui peuvent exister entre elles doivent nécessairement se répercuter sur d'autres variables.

Si les taux de change sont empêchés de jouer leur rôle de signal, d'autres variables en seront affectées, par exemple les taux d'intérêt ou les prix des marchandises. Or il n'y a pas de raison a priori de dire qu'il est préférable d'avoir une grande variabilité des taux d'intérêt ou des prix des marchandises plutôt qu'une grande variabilité des taux de change.

En définitive, on ne peut certes pas dire que les changes flottants constituent un idéal qu'il conviendrait de défendre en toutes circonstances. Et l'on pourrait, au contraire, rêver d'un monde où une monnaie unique serait, de surcroît, parfaitement stable. Mais dans les circonstances concrètes où nous nous trouvons, il faut faire des choix : on ne peut pas avoir, par exemple, des taux de change fixes, des politiques monétaires indépendantes et discrétionnaires, la stabilité des prix, des taux d'intérêt stables, etc. Dans ces conditions, les changes flottants constituent souvent la seule solution permettant d'éviter un brouillage des signaux et il ne servirait à rien de vouloir s'accrocher à des illusions.

PASCAL SALIN.

LE PROJET

BRIANÇON (Hautes-Alpes)

300 jours de soleil par an, la ville la plus haute d'Europe, station climatique où l'on a oublié son asthme, 1 326 mètres d'altitude.

EXTENSION

de la zone industrielle

Le Ski et la Ville Pour vivre et travailler à l'air pur

63 000 m² à COMMERCIALISER

ACCÈS : direct sur RN 94 (Gap-Botté)
1,5 km du centre ville de Briançon
possibilité de raccorder certains lots à la voie ferrée SNCF

LOTS VIABILISÉS DISPONIBLES à partir de MAI 1988

RÉALISATION : société d'équipement du département des Hautes-Alpes (SEDHA)

RENSEIGNEMENTS :

SEDHA - Antenne de Briançon, 1, place du Temple
05100 BRIANÇON
Tél. : 92-20-30-66

(Publicité)

VILLE DE PARIS

SAEMA

APPEL de CANDIDATURES PROMOTEURS ou INVESTISSEURS

La SAEMA (Société Anonyme d'Économie Mixte d'Aménagement) lance une consultation en vue de la cession, sur une emprise à l'intérieur du périmètre de la ZAC DORIAN, dans le 11^e arrondissement, de droits de construire qui, pour partie, seront cédés en toute propriété et, pour partie, feront l'objet d'un bail à construction.

Cette consultation restreinte s'adresse aux promoteurs ou investisseurs qualifiés pour la réalisation et l'exploitation de locaux industriels, bureaux et de commerces. Ils devront s'adjointer une équipe d'architectes de leur choix, dont ils assureront la rémunération.

Les propositions devront comporter un projet architectural, une proposition de prix pour l'acquisition des droits de construire de la zone de bureaux et commerces et un engagement sur les conditions d'attribution, de location et de gestion des locaux d'activités, dont les baux feront l'objet d'un plan de financement.

Programme :

Sur une première emprise de 5 000 m² environ, cédée à bail à construction, il devra être réalisé une zone d'activités de 15 000 m² HO de plancher environ et sur une deuxième emprise de 1 150 m² environ, cédée en toute propriété, il devra être réalisé un immeuble de bureaux de l'ordre de 6 000 m², l'ensemble étant accompagné par des commerces, en rez-de-chaussée.

Déroulement de la consultation restreinte :

- Date limite de réception des candidatures : 8 avril 1988.
- Notification des candidatures retenues et retrait du dossier de consultation : 25 avril 1988.
- Date limite de réception des offres : 29 juillet 1988.

Dossier de candidature :

Les investisseurs ou promoteurs intéressés devront accompagner leur candidature d'un dossier comportant une déclaration d'intention de participer à la consultation et leurs références en matière de locaux industriels, bureaux et de commerces.

Les dossiers devront être remis à la :

SAEMA, 14, boulevard de Reims, 75017
PARIS - Tél. : 47-39-70-43.

Tout renseignement complémentaire peut être obtenu auprès de cette société.

Le mythe de l'étalon-or

par PATRICK VERLEY (*)

La livre devises-clé

**gagnez
en V...**

**Angels, Anglo-américains, Allemands,
Espagnols, Italiens,
Magasins français pour Américains,
81 Trésors, Super Moteurs,
Pommes Françaises Perennettes**

**INFORMATION
DOCUMENTATION
Voyage France
35, Boulevard des Capucines
-75002 PARIS (1) (1) 42.61.53.35**

Le système ne fonctionnait bien que grâce à ces compléments, mais il ne garantissait la stabilité qu'à un certain moment du cycle. Les prix adossés à la monnaie s'élevaient à l'étalon-orgent, comme le prix commercial de ce métal diminuaient de moitié de 1870 à 1914, leurs changes se dépréciaient constamment. En outre, beaucoup de pays peu développés ne parvenaient pas à maintenir la convertibilité de leurs monnaies. Ils étaient alors atteints de poussées inflationnistes, qui dévalorisaient leur monnaie-papier par rapport aux devises fortes et accroissaient les poids de leurs dettes extérieures.

Une concurrence du dollar

La livre et le dollar se sont concurrencés, le franc entrant lui aussi dans la compétition entre

(*) Maître de conférences à l'université Paris-I-Sorbonne.

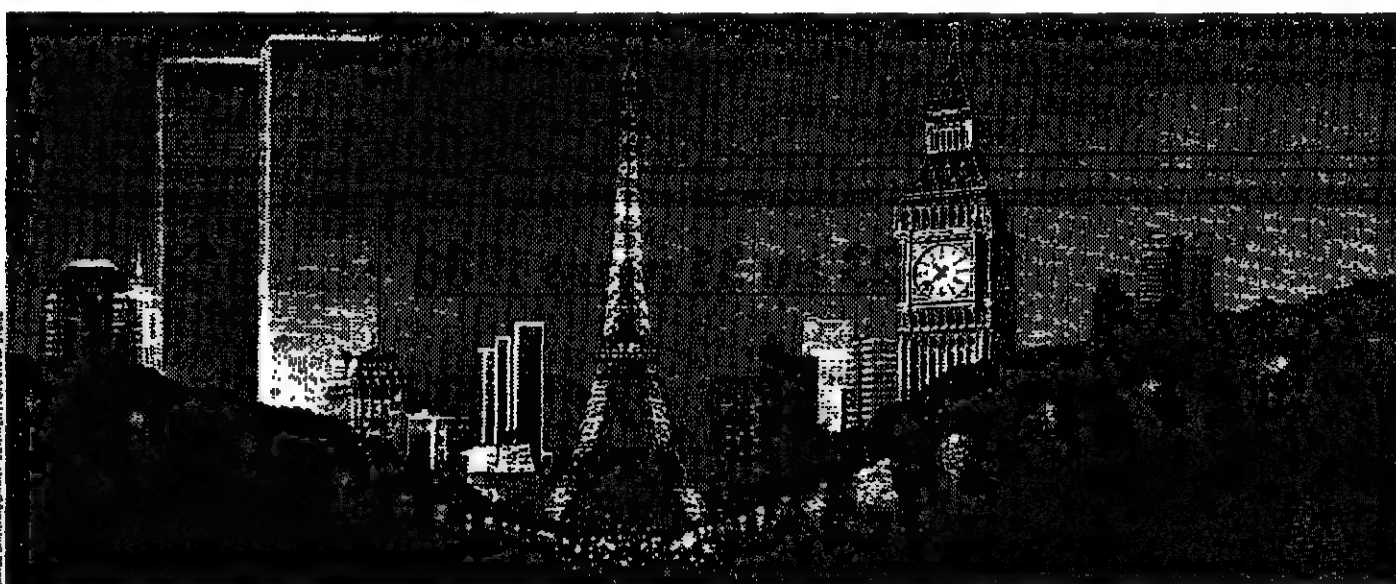
De nombreuses perturbations

Après la guerre, le système monétaire international est entièrement à reconstruire, ce qui fut l'objectif des conférences de Bretton Woods en 1944. Il fallut toutefois quatorze ans avant que les principales devises soient librement convertibles entre elles. Le Gold Exchange Standard a plutôt mieux fonctionné après 1960, car les rapports entre puissances économiques ont été moins conflictuels jusqu'à la fin des années 60. La supériorité américaine était alors incontestable. Mais des perturbations apparaurent très vite. Le système était beaucoup moins stable que celui d'avant 1914, non pas parce que seule une devise

Le dérèglement du système, patent de 1967 à 1971, conduisit à adopter la flexibilité en matière de changes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Horizon 92
l'élan
Merrill Lynch



Nos moyens : la compétence et la disponibilité. Nous suivons quotidiennement plus de 1700 sociétés à travers le monde. Notre capacité de recherche et d'analyse est largement reconnue. Nos équipes, parmi les plus compétentes et les plus actives, sont présentes 24 heures sur 24 sur tous les marchés financiers mondiaux.

Nos objectifs : un développement à long terme profitable à travers la diversification. Nous élargissons constamment la gamme de nos produits, de nos services, de nos clients, nos implantations géographiques mais aussi de nos secteurs d'activités : c'est la raison de notre développement dans l'assurance et l'immobilier.

**Devenez actionnaire
de Merrill Lynch.**

Pour toutes informations complémentaires,
écrivez à : Merrill Lynch,
Pierce, Fenner & Smith, saif
à l'attention de Mme Léoddi
96, avenue d'Iéna - 75016 Paris
ou téléphonez au : (1) 47 23 72 20

Nom _____
Adresse _____

La Note d'Information qui a reçu le visa de la C.O.B. est à la disposition du public. BALO du 21 mars 1988

Introduction à la Bourse de Paris le 31 mars 1988.



Merrill Lynch

Le Monde
sur minitel

ABONNÉZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

au Monde et à ses publications
36,15 TAPEZ **LEMONDE** puis **ABO**

هَذَا مِنَ الْأَصْلِ

La chronique de Paul Fabra

Est-il bien mort ?

L doit donc être mort ? se disaient, navrés, les auditeurs du professeur Leijonhufvud, grand spécialiste de Keynes venu traiter à Paris, à la demande du professeur Jean-Paul Fitoussi, le sujet suivant : « La théorie keynésienne a-t-elle un avenir ? » Cette question n'est pas seulement académique. Aux idées de Keynes (mort en 1946) se sont associés non seulement tout un corps de doctrine qui a dominé jusqu'à une époque récente la réflexion économique, théorique et pratique, de notre temps, mais aussi une philosophie sociale qui plonge ses racines dans les convictions les plus profondes de nos contemporains. Keynes a beau être « terriblement » démodé parmi les économistes, plus d'ailleurs aux États-Unis qu'en Europe (en France, probablement la majorité d'entre eux se réclament encore de lui), il n'est pas indifférent de savoir si le discrédit dont il est victime est dû à de bonnes ou d'indécises raisons. Faute de quoi, il est impossible de savoir si la page est vraiment tournée.

Le professeur Axel Leijonhufvud a assis sa réputation, il y a une vingtaine d'années, en publiant un livre qui se voulait comme un retour aux sources. Il s'agissait de montrer, preuves à l'appui, que le keynésianisme ressemblait assez peu au message original de Keynes. Mésestimation commune à beaucoup de maîtres à penser, à laquelle l'œuvre de Keynes, à cause de son obscurité et de ses multiples repentirs, se prêtait tout particulièrement.

Cependant, le professeur Leijonhufvud, malgré le rappel à l'ordre qu'il adressait à ses pairs, est devenu lui-même un représentant parfaitement intégré de la génération d'économistes à laquelle il appartient, ceux qui ont actuellement entre cinquante et soixante ans et qui ont cessé, à quelques

exceptions près, dont il ne fait pas partie, de tenir le haut du pavé.

Pas un propos du professeur Leijonhufvud qui ne soit comme une discrète allusion à la politique intérieure américaine. Comme la réduction du déficit budgétaire est devenue l'un des thèmes dominants du Parti démocrate, Leijonhufvud fait passer Keynes, théoricien éloquent du déficit, pour un homme qui eût été incapable d'imaginer un monde où les politiques budgétaires ne seraient pas fondamentalement saines. Pas un propos de notre conférencier qui ne soit non plus une allusion aux querelles qui ne cessent d'opposer les écoles américaines rivales, le tout agrémenté de l'humour de rigueur pour faire partie du sérail.

Il fut un temps où les économistes européens, et en particulier français, cherchaient à tout prix à combattre leur isolement. Ils estimaient ne rien avoir de mieux à faire que de s'asseoir au bout de la table où le groupe formé par leurs grands frères d'outre-Atlantique se livrait bruyamment à ses agapes. Les temps ont changé. L'Europe universitaire serait-elle en train de s'émanciper du monde américain ? Elle ose aujourd'hui, à l'occasion, exprimer son scepticisme, voire son désaccord avec les économistes réputés de l'autre côté de l'Océan. L'obsession d'être à la page ne paralyse plus les économistes du Vieux Continent.

Pour expliquer le recul des idées et des schémas keynésiens, le professeur Leijonhufvud invoque le changement de régime monétaire intervenu depuis une quinzaine d'années. Mais son analyse de l'évolution constatée dans ce

domaine paraît bien loin du réel, à plusieurs égards. Selon lui, le monde est passé d'un système de convertibilité à un système de monnaie purement fiduciaire. Aussi longtemps que les monnaies nationales étaient convertibles à taux fixe ou bien contre de l'or ou bien contre des monnaies étrangères, le système des prix avait un point d'ancrage. L'émission monétaire était déterminée par la demande de monnaie. Aujourd'hui où l'amarrage a été rompu, les gouvernements se sont donné pour mission de contrôler la quantité de monnaie. Paradoxalement, le professeur Leijonhufvud, malgré ses convictions keynésiennes, adopte le postulat monétariste selon lequel les autorités monétaires d'un pays disposeraient effectivement du pouvoir de moduler à leur guise la quantité de monnaie émise, comme on ouvre plus ou moins grand le robinet de la baignoire.

MAIS le paradoxe est encore plus profond quand on s'avise que, pour le professeur Leijonhufvud, le système de la convertibilité est le mieux accordé à la doctrine et à la pratique keynésiennes. Keynes, pourtant, raisonnait dans l'hypothèse d'une économie en vase clos, où toute politique est subordonnée à l'objectif « intérieur » de maintien du plein emploi. On pourrait soutenir avec vraisemblance que la crise ouverte en 1971, et dont nous ne sommes pas sortis, a pour cause profonde l'incompatibilité d'une économie de libre-échange avec des politiques de déficit budgétaire et de manipulation des taux d'intérêt à la Keynes.

Quelles sont, selon le professeur Leijonhufvud, les chances pour

Keynes de « ressusciter », autrement dit de revenir en faveur auprès des théoriciens et des praticiens, lesquels, en réalité, ne l'ont abandonné qu'en parole ? Le professeur de l'université de Californie lie ce retour en grâce à une nouvelle prise de conscience de l'impuissance du mécanisme des prix à fonctionner convenablement. Il conviendrait, en quelque sorte, que les jeunes économistes américains, aujourd'hui acquis aux thèses néolibérales, se rallient à nouveau à l'opinion exprimée par Raymond Barre dans ses « entretiens » avec Jean-Marie Colombani publiés sous le titre *Questions de confiance*.

Invité par notre confrère à s'expliquer sur son évolution intellectuelle, le candidat à l'Elysée avait répondu : « Keynes a montré qu'il n'y a pas de mécanisme automatique qui assure l'équilibre de l'économie et le plein emploi. On ne peut plus accepter aujourd'hui la conception selon laquelle l'équilibre se rétablit de lui-même du moment qu'on laisse jouer le mécanisme des marchés et des prix. » Le problème est que plus personne aujourd'hui — ne croit qu'une politique « volontariste » à la Keynes serait capable de supprimer le chômage et les déséquilibres. Et si l'expérience des trente ou quarante dernières années permet de dégager une conclusion générale, c'est bien celle-ci : le mécanisme des prix a beau ne fonctionner qu'imparfaitement, toute action qui ne s'appuie pas sur lui est vouée à un échec certain.

Mais l'enjeu du débat est encore plus considérable. Les penseurs qui ont joué de la plus grande influence sur l'époque contemporaine sont

ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont nié la possibilité, même théorique, d'un fonctionnement socialement et politiquement acceptable du système économique. La position la plus extrême fut celle des marxistes pour lesquels le marché est fondé sur une relation d'inégalité qui condamne le salarié, fût-il bien payé, à être exploité par le capital.

KEYNES, pour sa part, s'est attaché à réfuter la loi dite des débouchés, admise avant lui par la plupart des économistes. Selon cette loi, l'offre crée sa propre demande. Nul besoin par conséquent de « stimuler » cette dernière. Inutile et dangereux pareillement de chercher, par une action délibérée, à réaliser le plein emploi puisque celui-ci est inscrit dans la nature des choses. Keynes a voulu démontrer l'existence d'un « équilibre de sous-emploi », une expression qu'on aurait autrefois considérée comme une choquante contradiction parce que le chômage est, par lui-même, un signe de déséquilibre.

Cependant, si l'ordre des choses est en réalité un désordre, si le système est « pervers », un mot clef de l'exégèse sociale moderne, il n'est plus nécessaire de chercher les causes de son fonctionnement défectueux dans le comportement des hommes, dans des erreurs de diagnostic et de thérapeutique qui aboutissent à « transgresser la loi ». Le pessimisme sur les effets d'un régime de libre-échange renvoie à une sorte de rousseauisme étatique. Tout se passe comme si le postulat était qu'un gouvernement, à condition qu'il s'en donne les moyens, était, par nature, bon et qu'il avait pour mission de jouer les rédempteurs d'un système économique par lui-même « mauvais ». N'est-ce pas le discours que tout politicien voudrait entendre ? C'est là que réside la meilleure chance de Keynes pour l'avenir !

En attendant les firmes-réseaux

(Publicité)
La société syrienne de transports et de commercialisation touristique Transtour, dont le siège social est situé à Damas (Syrie), Mezza Autostrad, boulevard Fayez Mansour, informe que son bureau de liaison situé à Paris-8^e (France), 30, avenue George-V, a été fermé à compter du 1^{er} mars 1988.

Elle précise que M. Bahaeddine Tabbal, son directeur, a cessé toute activité pour le compte de la société à compter de cette même date et qu'il n'est plus son représentant permanent.

En conséquence, la société syrienne de transports et de commercialisation touristique Transtour décline toute responsabilité pour toutes les démarches ou engagements qui pourraient être effectués ou contractés pour elle au nom de son ex-bureau de Paris.

Le président du conseil d'administration,
SAËB NAHHAS.

(Suite de la page 33.)

Cette approche est séduisante dans la mesure où elle propose une issue au débordement irréversible des territoires nationaux et au blocage apparent de la mondialisation. Pourtant, en s'interrogeant sur les conditions de sa réalisation, elle apparaît comme une synthèse en trompe-l'œil. Elle

exige, en effet, de faire purement et simplement table rase du processus d'interpénétration multidimensionnelle qui dure depuis vingt-cinq ans.

Dans cette perspective, peut-on penser que les firmes européennes et japonaises, qui ont finalement réussi à s'installer sur le marché

américain, soient prêtes à piler bagage du jour au lendemain pour rentrer au bercail ? Le même raisonnement vaut pour les firmes américaines ou japonaises ou coréennes, implantées depuis très longtemps ou très récemment en Europe. En tout état de cause, pour des groupes industriels et financiers dont l'horizon stratégique est devenu le marché mondial, un repli sur leur économie d'origine, même élargie à une zone, constituerait une révision déclinatoire.

Le cas de l'économie américaine est, dans cette optique, particulièrement intéressant. Avant que sa « réindustrialisation » soit réussie, aidée par l'affaiblissement du dollar, et que de nombreuses activités industrielles soient à nouveau localisées sur son territoire, elle aura encore besoin d'importer du sud du Rio Grande, d'Asie ou des Caraïbes, souvent de ses propres filiales, les produits qu'elle ne fabrique plus.

La « triade » débordée

De la même façon, la fin de l'« économie nichée », qui articule étroitement les États-Unis au Japon sur la base d'un compromis où le financement des déficits est échangé contre l'ouverture des marchés, n'est pas encore pour demain. Enfin, l'existence de zones monétaires structurées hors du dollar est encore problématique. Les projets de banques centrales régionales risquent de rester encore un certain temps dans les tiroirs.

Finalement, il est peut-être encore trop tôt pour enterrer définitivement la dynamique de la mondialisation. Seulement si une relance survient, elle s'accompagnera de modalités nouvelles. En premier lieu, le renouveau de la mondialisation devrait entraîner un débordement de l'espace de la « triade » : reprise des flux Nord-Sud déjà amorcée par le Japon et certains pays d'Europe du Sud ; développement des échanges et des investissements dans le sens Sud-Sud ; enfin, progrès des

investissements et des exportations Sud-Nord...

La géométrie de l'économie mondiale sera transformée. Elle sera moins centrée sur les États-Unis, au profit du grand marché européen, du bassin Pacifique et aussi, peut-être, des pays de l'Est si l'orientation actuelle se maintient. Cet élargissement du champ de manœuvre des multinationales devrait favoriser de nouvelles orientations stratégiques et organisationnelles.

Une phase de rationalisation des structures productives devrait succéder à celle des OPA débriées. Elle pourrait déboucher sur un nouveau modèle : la « firme-réseau ». A l'organisation centralisée, verticale, des activités, fondée sur le principe de l'« internalisation », vont succéder des structures horizontales, en réseaux, produites par des procédures d'« externalisation » des fonctions et de multiplication des accords inter-firmes. La finalité recherchée est un allègement des coûts et une plus grande souplesse d'adaptation aux variations des goûts des consommateurs et, surtout, aux changements technologiques.

L'avantage compétitif de la « firme-réseau » sera d'abord fondé sur sa capacité d'ingénierie, c'est-à-dire sur son efficacité dans la gestion combinée des différentes dimensions commerciales, productives et financières de l'économie mondiale. Par là, elle évitera la déconnexion entre le « réel » et le financier qui a caractérisé ces dernières années et a débouché sur le krach. Son engagement direct dans des activités productives sera réduit, mais son espace d'opération sera plus que jamais planétaire.

Cette mutation sera construite sur le renforcement des oligopoles internationaux, préparé par les opérations actuelles de croissance externe. Du point de vue des États, il n'est pas impossible que cette évolution conduise au monde anticipé par Michel Butor dans un entretien récent (*Le Monde* du 13 janvier), « Un monde sans centre... ».

CH-ALBERT MICHALET.

Du 23 au 31 mars 1988

SAUTEZ SUR L'OCCASION CHEZ CITROËN.

Chez Citroën Eurocasion, du 23 au 31 Mars, l'occasion se présente. Un grand choix de véhicules sélectionnés, bénéficiant des garanties nationales Eurocasion, des financements personnalisés et des conditions de reprises exceptionnelles.

Ne laissez pas passer l'occasion. Profitez de ces 9 jours pour découvrir une occasion toute nouvelle :

La BX SÉLECTION
- une BX qui fait la différence avec son habillage spécifique,
- une BX de haute technicité,



BX SÉLECTION

vérifiée par les 72 points de contrôle,
- une BX garantie 2 ans sur le moteur et la boîte de vitesses (pièces et main-d'œuvre) jusqu'à 65 000 km parcourus depuis sa livraison.
La BX SÉLECTION, une occasion toute nouvelle !

Chez Citroën Eurocasion, du 23 au 31 Mars, sautez sur l'occasion !



Eurocasion

NRJ LE PLUS BEAU SCORE DE SON HISTOIRE

Historique ! Record battu !
NRJ frôle les 5 millions d'auditeurs chaque jour en France.
C'est le plus beau score de son histoire.
Ça se confirme : NRJ, 2^{me} radio commerciale de France
en part d'audience et au 1/4 d'heure moyen.
NRJ, près d'un million d'auditeurs de plus en un an.
NRJ : la France des gagnants !
Sondage Médiamétrie Janvier-Février 1988



Tél : 47.20.06.06

Economie

هذا من الامم

SOMMAIRE

■ Le projet de budget chinois prévoit de nouvelles taxes pour maintenir le déficit au niveau de l'année précédente (lire page 41).

■ Le Congrès américain a autorisé le président Reagan à s'opposer à des prises de contrôle de sociétés américaines lorsque la «sécurité nationale» paraît menacée (lire ci-contre).

■ Le premier Airbus A-320 acquis par Air France a officiellement intégré la flotte de la compagnie lundi 28 mars (lire page 44).

■ La «paix sociale» est-elle menacée ? Mesurée en termes de grèves, elle s'est au contraire rarifiée depuis dix ans (lire ci-contre).

■ La grève des marins continue de paralyser le trafic maritime à Calais. Le week-end a cependant été plus calme que prévu (lire page 39).

Les réactions aux déclarations de M. Mitterrand

A chacun sa paix sociale

M. François Mitterrand a lancé un beau sujet de débat en justifiant sa nouvelle candidature à la présidence de la République par la nécessité de préserver la France des risques que ferait courir à la paix sociale une élection de M. Jacques Chirac. Encore faut-il savoir de quelle «paix sociale» on parle. En s'exprimant le 25 mars à Europe 1, M. Mitterrand l'a définie par ce qui «la menace» : «Ce sont les injustices, les inégalités. Elles vont en s'aggravant. Comment voulez-vous que la majorité des Français qui en souffrent puissent accepter longtemps sans protester et voir une minorité de privilégiés recevoir tous les jours de nouveaux avantages.»

M. Louis Mermaz, ancien président socialiste de l'Assemblée nationale, a illustré le propos par des exemples : «Quand les cheminots sont dans la rue, on n'a pas la paix sociale ; quand les étudiants sont dans la rue, on n'a pas la tranquillité ni la paix civile.» La paix sociale devient alors, selon la définition la plus classique qui en est donnée, une absence de situation conflictuelle, où les grèves deviennent rares, un peu comme en Autriche ou en Suisse, pays où les arrêts de travail concentrés sont si peu fréquents qu'on a parfois du mal à nourrir les statistiques.

Il n'est pas étonnant que de tels éloges de la «paix sociale» aient provoqué de vives répliques de la CGT et du PCF, pour qui la lutte des classes ne peut aller, du fait même de la crise du capitalisme, qu'en s'aggravant. «Certains nous parlent de paix sociale», a lancé M. Henri Krasucki. Mais c'est la paix des humbles, des opprimés à qui on impose le silence. «C'est là une déclaration contre le droit de revendication, le droit d'action», a affirmé M. Roland Leroy.

Présentée comme un mouvement de diminution continue des grèves, la «paix sociale» a effectivement gagné du terrain sous le septennat de M. Mitterrand, et singulièrement pendant la période 1981-1986. Mais la décade a commencé avant l'accession du candidat socialiste à l'Élysée. Sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, on comptait — en

totalisant les conflits localisés et les conflits généralisés — 5 millions de journées perdues en 1976 et 3,65 millions en 1979. Le recensement de tendance remonte à 1980, année où M. Raymond Barre était premier ministre, et où on a observé une diminution de moitié (1,67 million de journées perdues).

Accélération

Incontestablement, ce mouvement s'est accéléré de manière quasi continue à partir de 1981 : 1,49 million de journées perdues en 1981, 2,35 millions en 1982 (le regain étant dû à des grèves dans l'automobile et à propos de la durée du travail), 1,48 million en 1983, 1,36 million en 1984 et... 884 892 journées perdues en 1985, année où le nombre de grèves se situa à son plus bas niveau depuis 1946. Si les statistiques ont été de nouveau orientées à la hausse après l'arrivée de M. Chirac à Matignon — 1 041 600 journées perdues en 1986 et 949 743 en 1987 —, cela est dû essentiellement aux grèves dans le secteur public et notamment à celle de la SNCF fin 1986 début 1987. Mais le niveau des conflits est resté très bas, et on n'observe aucune flèvre conflictuelle dans le secteur privé. M. Chirac peut donc se prévaloir, épisode SNCF mis à part, du maintien d'une certaine «paix sociale». Si le candidat du RPR a dû affronter, hors conflits du travail, un fort mouvement étudiant, le candidat socialiste avait en son temps maille à partir avec les étudiants en médecine, les cadres, les petits patrons du SNPMI et les manifestants de l'école privée.

S'il y a globalement «paix sociale» pendant sept ans, les raisons ne sont pas dues exclusivement à l'action des pouvoirs publics. La tendance est générale et s'observe dans la plupart des pays industrialisés. Le Bureau international du travail (BIT) vient ainsi d'indiquer qu'en 1986 65,3 millions de journées ont été perdues du fait de grèves dans 53 pays (contre 104,9 millions en 1984), chaque grève ayant été suivie en moyenne par 827 travailleurs pendant cinq jours et demi

contre 810 travailleurs pendant cinq jours en 1985. Partout, la montée du chômage pèse et incite les travailleurs à modérer leur ardeur revendicative. En France aussi, le chômage a le même effet «anti-grève» qu'ailleurs.

La politique de M. Mitterrand a toutefois favorisé cette diminution des conflits. La reconnaissance et même la légitimation de l'entreprise a contribué à atténuer la vision d'un lieu de travail par nature conflictuel, source d'antagonismes jugés jusqu'alors quasiment irréductibles. Les lois Auroux ont agi dans le même sens. En instituant l'obligation annuelle de négocier sur les salaires et le temps de travail, elles ont favorisé un développement de la négociation dans l'entreprise qui s'est encore poursuivi en 1987. En légiférant sur l'expression des salariés, à laquelle les entreprises ont peu à peu ajouté la réunion de comités de qualité, elles ont permis que, dans bien des cas, les aspirations des salariés au changement dans leur travail soient satisfaites avant qu'on n'en arrive au stade du conflit.

Évolution

La baisse des grèves est due aussi à l'évolution du syndicalisme. Affaibli dans ses forces militantes, il a perdu une partie de sa capacité à mobiliser. L'organisation la plus «gréviste», la CGT, n'a pas réussi à ce jour, malgré de nombreuses tentatives, à lancer sa «contre-offensive» du monde du travail contre la politique des «forces du capital». Syndiquant moins d'un salarié sur vingt, le contrôle de M. Henri Krasucki ne fait plus peur, contrairement au début des années 1970, quand elle était de grève générale, même si elle a encore dans quelques secteurs névralgiques comme EDF, la SNCF ou les ports et docks, et quelques busions, les moyens de se faire entendre.

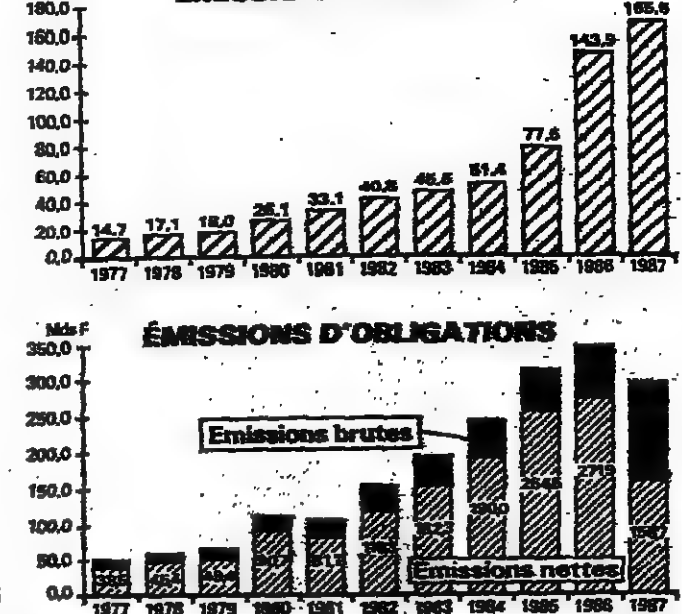
Également touchées par le déclin des effectifs, les autres confédérations sont moins portées à lancer des mots d'ordre de grève, surtout depuis que la CFDT a renoué en 1978 avec une pratique contractuelle qui privilégie la recherche de négociations. M. Edmond Maire ne voulait pas dire autre chose quand il lançait en octobre 1985 sa célèbre phrase soulignant que «la vieille mythologie selon laquelle l'action syndicale est la grève, cette mythologie a vécu». Pas plus que FO, la CFDT ou la CGC, la CFDT ne s'interdit de faire grève, mais l'arrêt de travail concentré devient un moyen d'action parmi d'autres, la priorité étant donnée à la négociation — appuyée le cas échéant par des débrayages — et à une meilleure participation dans l'entreprise.

Il serait cependant illusoire de croire que la «paix sociale» est acquise ou de penser qu'elle est pour l'essentiel due au sommet de l'État par la politique économique et sociale qui y est conduite. La diminution des grèves ne signifie pas la disparition des tensions sociales. Le déclenchement, inattendu et en dehors des syndicats, de la grève à la SNCF fin 1986 a rappelé qu'une brusque flamme de fièvre dans une entreprise pouvait à tout moment balayer le fragile équilibre. La France n'est ni la Suède ni l'Autriche. Et la «paix sociale» suppose d'autres conditions que la déroute statistique des conflits du travail : un minimum de consensus syndical sur les grands objectifs économiques et sociaux (d'autant plus solide que les syndicats sont forts...), une adhésion des salariés aux projets de leurs entreprises, une pratique généralisée de la négociation tant dans le secteur privé que dans la fonction publique et le secteur nationalisé, un apaisement global dans les relations sociales et aussi une réduction réelle des inégalités (qui, comme l'ont montré les travaux du Centre d'études des revenus et des coûts, ont plus tendance à se déplacer qu'à diminuer). Difficile de croire que de telles conditions sont actuellement remplies. La France n'est plus un champ de batailles sociales. Ce n'est pas encore un pays de Cocoon où règne le consensus.

Aucun indicateur ne montre que la «paix sociale», même définie restrictivement, serait menacée en cas d'accession de M. Chirac à l'Élysée. Ce qui s'est produit depuis l'alternance de 1986 ne permet pas d'aboutir à de telles conclusions, même s'il y a en sa boutade sociale à la SNCF que n'ont connue ni M. Mauroy ni M. Fabius. Nul ne connaît le seuil au-delà duquel le chômage, les inégalités ou les sacrifices sur le pouvoir d'achat deviendront insupportables au point de tout faire basculer. Cette èpe de Démocrite risque de passer en termes quasi identiques — l'attitude des syndicats ne jouant qu'à la marge — sur la tête de l'Élu du 8 mai, quel qu'il soit. A moins que la «paix sociale» ne soit consolidée par l'échec d'un programme social. Qui tarde encore à venir.

MICHEL NOBLECOURT.

Le record d'émission d'actions



D'après les statistiques de la Direction de l'économie, l'année 1987 a été marquée par un record absolu des émissions d'actions sur les marchés financiers français. Le montant des émissions d'actions (hors placements) a atteint le niveau record de 185,8 milliards de francs. Pour la première fois, les émissions d'actions ont été supérieures aux émissions d'obligations.

Compromis de M. Reagan avec les tenants du protectionnisme

Certains investissements étrangers aux États-Unis soumis au contrôle

En termes d'un compromis obtenu à la fin de la semaine passée entre la Maison Blanche, le Congrès des représentants et le Sénat, le président des États-Unis pourra s'opposer à des prises de contrôle de sociétés américaines par des groupes étrangers dès lors que la «sécurité nationale» est menacée.

Chaque semaine les rachats d'entreprises américaines par les Japonais et les Européens viennent alimenter une croissante inquiétude. L'opinion voit des flottes industrielles, les pratiques new-yorkaises, les banques, rachetées un à un. Depuis 1986 et la baisse du dollar, le lien est évident : les capitaux étrangers reprennent par les Sociétés, les télévisions RCA par les Français, les magasins Allied Stores par les Canadiens, les revolvers Smith & Wesson par les Britanniques, les hôtels Dunes par les Nippons... Au total, les achats étrangers aux États-Unis ont doublé depuis 1982. Les articles de presse se multiplient sur le thème de «l'Amérique à vendre», et les livres sur le sujet font les grandes ventes des librairies.

Les démocrates du Congrès, qui avaient engagé la bataille sur le front législatif, marquaient des points dans la préparation d'une loi commerciale — très protectionniste face au président américain — qui visait à son libéralisme et qui ne voulait pas en limiter l'usage. Le Congrès d'octobre, qui conduisait à une nouvelle chute du dollar, devait mettre des bornes aux appels en faveur de cette loi : la compétitivité retrouvée grâce à la dévaluation du billet vert doit — en théorie — suffire à redresser la balance commerciale. Mais, en revanche, les prises de contrôle et les OPA par les étrangers s'accroissent, et M. Reagan a jugé bon de faire un geste.

Le compromis obtenu lui donne un droit de veto sur les prises de contrôle qui menacent la «sécurité nationale». Celle-ci étant d'une définition floue, le message de manœuvre sera grande.

Il s'agit d'un changement important dans les textes puisque auparavant, les autorités étaient impuissantes ne disposant que des lois antitrust et ne pouvant donc intervenir que les prises de contrôle conduisant à des positions commerciales menaçant la concurrence. Toutefois, dans les faits, le Pentagone avait déjà des moyens officieux (ses achats et ses aides à la recherche) non négligeables. Fujitsu, qui voulait racheter les semi-conducteurs Fairchild, n'avait-il pas dû jeter l'éponge à cause de la simple intervention du Pentagone ?

Reste que, désormais, la législation américaine donne un pouvoir protectionniste potentiel fort et clair à la Maison Blanche, à l'image, il le faut dire, des législations de nombreux autres pays, dont la France. Beaucoup dépendent donc concrètement du libéralisme des présidents actuels et futurs.

Cobert sur ce texte, M. Reagan a en compensation obtenu du Congrès qu'un accord antitrust, prévoyant une «déclaration obligatoire» des actifs américains des groupes étrangers, soit abandonné. De même, un alinéa de la loi stipulant que le président pouvait mettre son veto à un investissement ayant un impact «commercial essentiel» a été gommé. Ces deux mesures inéquivalentement beaucoup les milieux financiers et la Maison Blanche, qui savent que les étrangers, par leurs apports financiers, combinent les déficits américains. Les États-Unis ont un besoin crucial de l'argent des autres pays, et ne peuvent l'obtenir sans en payer le prix.

Le compromis signé, très mou, mais assez habile pour calmer un peu les inquiétudes, sauvegarde donc l'essentiel.

ERIC LE BOUCHER.

Le numéro un de l'informatique propose ses technologies à ses concurrents

IBM rempart anti-japonais

IBM a-t-il l'intention de se poser en défenseur de l'industrie américaine de haute technologie pour contre l'invasion japonaise ? Le géant de l'informatique aurait offert de fournir à son rival DEC (Digital Equipment) des composants nécessaires à ses ordinateurs pour éviter que celui-ci n'accroisse sa dépendance vis-à-vis du Japon.

Cette information a été publiée dans le New York Times du 25 mars, qui cite un livre écrit par un ancien négociateur pour les affaires japonaises au département américain du commerce, à paraître prochainement, ainsi que des sources dans les milieux de l'informatique. Cette proposition, qui aurait été faite dès l'année dernière, montre l'importance qu'IBM apporte à la dépendance croissante de toute l'industrie informatique américaine envers les semi-conducteurs japonais. Elle témoigne également du rôle d'éminence grise joué par «Big Blue» dans les tentatives de riposte mises en place par les autorités et les industriels américains. Pour preuve, le rôle qu'il a joué dans Sematech, un regroupement des principales compagnies électroniques, afin de pousser la recherche collective dans les semi-conducteurs du futur.

Certains restent pourtant sceptiques devant la position d'IBM à DEC, un groupe qui s'affirme de plus en plus comme le rival du numéro un mondial : «Vous devez rester un peu prudent devant un gorille, même s'il vous offre sa banane», commente une des sources citées par le New York Times. DEC ne risque-t-il pas de remplacer une dépendance par une autre ? IBM est-il prêt à lui fournir les technologies les plus nouvelles ? Les interrogations ne manquent pas. D'autant que le géant de l'informatique se dirige vers la lumière éteinte au moment où il n'est pas au mieux de sa forme. Reste que l'offre d'IBM marque l'inquiétude croissante des milieux de la haute technologie américaine devant les succès japonais.

Le Pentagone protège les roulements à billes

Autre illustration du protectionnisme menaçant aux États-Unis : le Pentagone devait, le lundi 28 mars, publier une directive ordonnant aux industries de l'armement de n'utiliser, pendant trois ans, que des roulements à billes américains.

L'industrie américaine des roulements à billes est en perte de vitesse. Elle souffre de la concurrence étrangère puisque 65 % des roulements à billes et 40 % des roulements à rouleaux vendus aux États-Unis sont fabriqués à l'étranger.

Le département de la défense est un gros consommateur : il représente 19 % du marché américain.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Comptes des filiales françaises pour l'exercice 1987

Les Conseils d'Administration des Filiales Françaises de la COMPAGNIE FINANCIÈRE DU GROUPE VICTOIRE ont arrêté les comptes de l'exercice 1987 qui seront soumis aux Actionnaires lors des Assemblées Générales convoquées pour le 16 juin 1988.

Abeille ASSURANCES

(Ensemble constitué par ABELLE ASSURANCES et sa filiale entièrement contrôlée AMIS)

Chiffre d'affaires : 5 073 MF + 9,2 %
Bénéfice d'exploitation : 404 MF + 68,3 %
Bénéfice net : 713 MF + 26,6 %
Dividende (Abelle Assurances) : 60 MF + 20,0 %

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires s'élève à 5 073 MF en progression de 9,2 %. Cette progression bien répartie entre les diverses branches est satisfaisante et sensiblement supérieure à celle du marché.

Résultat d'exploitation : Malgré les violentes tempêtes survenues l'automne dernier, la stabilité, voire l'amélioration de la sinistralité dans certaines branches, notamment le vol, dans une conjoncture de faible inflation et de taux d'intérêts relativement élevés, l'exercice se traduit par un bénéfice d'exploitation de 404 MF contre 240 MF en 1986.

Résultat net : Les plus-values de cessions dégageées ont à nouveau été très importantes, atteignant 547 MF contre 502 MF. Ainsi, grâce à la conjonction exceptionnelle de résultats financiers importants et d'une situation technique favorable, le bénéfice net s'établit à 713 MF contre 563 MF après 240 MF d'impôts contre 168 MF.

Le Conseil a enfin constaté que, nonobstant le krach financier, les seules plus-values latentes mobilières, bien que sensiblement affectées, atteignent 2 milliards de francs, tandis que les plus-values immobilières sont estimées à plus de 2,5 milliards de francs.

Le Conseil d'ABELLE ASSURANCES proposera de distribuer 60 MF et d'affecter 644 MF aux réserves, le report à nouveau passant de 67 MF à 71 MF.

Abeille vie

Chiffre d'affaires : 5 835 MF + 30,1 %
Bénéfice net : 181 MF + 23,4 %
Dividende : 25 MF + 23,5 %

Chiffre d'affaires : En augmentation de 30 %, très supérieure à celle du marché, le chiffre d'affaires de l'exercice a atteint 5 835 Millions de francs.

Résultat d'exploitation : Les produits financiers nets courants sont en forte progression (+ 27 %). De même qu'en 1986, l'importance des participations aux bénéfices accordées aux souscripteurs de contrats pèse sur le résultat d'exploitation. Cependant celui-ci, s'établit à 62 MF, compte tenu d'une évolution satisfaisante des autres charges et corrigé du montant des participations aux bénéfices générées par les plus-values qui figurent en compte de pertes et profits.

Résultat net : Après 286 MF contre 266 MF de plus-values de cessions d'actifs, le bénéfice net atteint 181 MF contre 147 MF.

Le dividende net proposé aux Actionnaires sera de 25,2 MF contre 20,4 MF. Après 155,5 MF affectés aux réserves, le report à nouveau sera de 21,6 MF.

Abeille REASSURANCES

Chiffre d'affaires : 2 091 MF + 5,8 %
Bénéfice net : 84 MF + 5,7 %
Dividende : 12 MF + 14,3 %

Chiffre d'affaires : Influencé à nouveau par l'incidence des parités monétaires, le chiffre d'affaires de l'exercice s'est élevé à 2 091 MF en baisse de 5,8 %. A change constant, il aurait été en progression de 1,7 %.

Résultat : Compte tenu d'un certain redressement du marché, les résultats techniques sont en amélioration puisque le bénéfice d'exploitation passe de 5 MF à 41 MF. Après 77 MF de plus-values de réalisations contre 143 MF en 1986, le bénéfice net s'établit à 84 MF contre 89 MF. Le dividende proposé aux Actionnaires sera de 12 MF contre 10,5 MF après 69 MF d'affectation aux réserves, le report à nouveau passant de 18 MF à 21 MF.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DU GROUPE VICTOIRE

Économie

TRANSPORTS

Les ferries de la SNCF restent à quai

La grande peur du tunnel

Aucune amélioration dans le trafic maritime entre les ports du nord de la France et la Grande-Bretagne n'était perceptible, le lundi matin 28 mars. Des piquets de grève occupaient toujours trois navires de l'armement naval de la SNCF, et quel que soit le nombre de camions émanant de Calais, ils ne pouvaient pas assister à des défilés, que certains redoutent.

Le directeur général de l'armement naval SNCF, M. Armand Tombol, a déclaré qu'il était prêt à tout instant à reprendre les négociations avec les organisations syndicales de marins, si les piquets de grève libèrent les navires occupés.

CALAIS
de notre envoyé spécial

« Je voudrais bien savoir où ils sont passés... » L'un des responsables commerciaux de la compagnie Sealink regardait à travers la fenêtre les rangées de camions et de semi-remorques qui se serrent sur l'asphalte gris du terminal de Calais, entre les dunes et l'usine chimique de la société Tioxide. Il ne comprend pas très bien, même s'il est plutôt rassuré.

On craignait en effet le pire à Calais, où, depuis plus d'une semaine maintenant, les marins de l'armement naval français de la Sealink ont rejoint leurs collègues britanniques de la P and O dans leur mouvement de grève, qui a commencé, lui, au début de février. Depuis, chaque jour, les chiffres tombaient : deux, trois, quatre cents camions en attente avec des délais de passage de trente-six, quarante-huit heures, voire davantage. La même situation se répétait dans les ports voisins de Boulogne et de Dunkerque. Et, avec le dernier week-end de mars, qui marquait le début des vacances scolaires de printemps pour les Parisiens, on attendait quelque 25 000 enfants qui devaient transiter par Calais pour des séjours linguistiques en Grande-Bretagne. Sans parler du flot habituel des touristes.

La compagnie Sealink avait d'ailleurs mis sur pied un véritable « plan d'urgence » pour accueillir les touristes et les jeunes, avec distribution de sandwiches et de boissons, visites des deux caps, le Blanc-Nez et le Gris-Nez, et même du futur « concurrent » des compagnies transmanche, le chantier du tunnel. Deux chapiteaux avaient même été dressés sur le parking, où devaient être donnés deux concerts rock... Finalement, le groupe Punk Fluide n'a fait qu'une seule prestation, devant une série de chaises vides.

Où étaient-ils donc passés ? On attendait quelque deux cents cars, seuls une quarantaine se sont finalement présentés. Et les jeunes préféraient attendre à l'intérieur, à proximité de la porte d'embarquement, plutôt que d'aller écouter les Punk Fluide : « Ça fait quatre heures qu'on attend, expliquait une adolescente, on ne veut pas rater le bateau. » Elle n'allait pas attendre davantage. Tout au long de la journée, la situation s'était améliorée sur le terminal de Calais : les cars, peu nombreux, et les voitures particulières, peu nombreuses également, passaient presque sans attente en fin de journée.

1 500 francs
par jour

Fort heureusement, il est vrai, la tempête annoncée en fin de semaine pour la journée de dimanche ne s'est pas confirmée. Elle aurait empêché les aéroglisseurs de traverser, et alors, tous leurs usagers se seraient rabattus vers les deux ferries de la Sealink britannique, le *Saint-Anselme* et le *Saint-Christopher*, dont les marins anglais n'ont jamais cessé le travail.

Le *Saint-Christopher* a repris du service dimanche matin 27 mars, après une révision technique. Un renfort attendu par la direction de la Sealink, qui a permis de multiplier par deux les passages : huit rotations par jour avec, à chaque fois, une cinquantaine de camions. C'est mieux, mais ça ne suffit pas à résorber le retard.

Un retard qui suscite la grogne chez les routiers. Dimanche

matin, M. Michel Vasseur, l'un des responsables de l'UNOSTRA (Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers) qui fut l'un des leaders de la grève du tunnel du Mont-Blanc en 1983, a rencontré une cinquantaine de marins grévistes réunis en assemblée générale sur le train ferry *Nord-Pas-de-Calais* : « La situation est simple, a-t-il déclaré, on se rend compte, ou bien l'armement naval assure ses responsabilités. Il y a des entreprises qui sont en train de s'écrouler du fait de cette grève. Nous allons demander à la Sealink de réviser en hausse le pourcentage de trafic poids lourds sur les bateaux. Beaucoup d'entre nous se retrouvent avec des chargements et des clients britanniques qui nous soumettent de venir nous mettre dans les files d'attente à Calais. Or le coût d'immobilisation d'un camion est de 1 500 francs par jour. Je ne suis pas d'accord avec les priorités accordées aux touristes. Je n'ai rien contre eux, mais, nous, nous travaillons et c'est plus important... » Ma démarche veut surtout aller dans le sens de l'apaisement », ajoutait-il après avoir tout de même menacé de bloquer l'accès au terminal avec des camions.

Finalement, personne ne se sera « rentré dedans », même s'il y eut ici et là quelques moments d'énerverment. Les responsables de la Sealink s'évertuaient à calmer les ardeurs et à rompre la monotonie de l'attente : en faisant franchir une étape de temps à autre aux chauffeurs et à leur « bahut » dans la longue marche vers l'embarquement ou, tout simplement, en leur distribuant des tee-shirts et autres gadgets !

« Ah, si on nous lâchait le Nord-Pas-de-Calais », soupirait-on au QG de la Sealink : ce train-ferry, qui vient de sortir des chantiers navals de Dunkerque — aujourd'hui fermés, — peut transporter jusqu'à quatre-vingt-dix camions, à lui seul presque autant que le *Côte-d'Azur* et le *Champs-Élysées*, bloqués au port par la grève.

Mais lui aussi demeure à quai. Ses deux ponts sont déserts. Son équipage n'est pas en grève, affirme la direction. Mais c'est sur celui-là que les syndicats ont installé leurs piquets de grève, une quinzaine ou une vingtaine de grévistes, qui reconnaissent ne pas appartenir à l'équipage de ce navire, jouent à la belote ou discutent dans les salles passagers. Tenir le *Nord-Pas-de-Calais*,

c'est pour eux une façon de paralyser efficacement le trafic. C'est aussi un symbole.

Car, justement, le conflit porte (en partie) sur les conditions d'armement de ce nouveau bateau, qui doit prochainement remplacer le *Saint-Eloi* et le *Saint-Germain* au départ de Dunkerque. On est passé du système classique : vingt-quatre heures à bord, quarante-huit heures de repos à terre, à une nouvelle organisation : sept jours à bord (dimanche à terre), sept jours à terre.

Appel
au volontariat

Les syndicats ont refusé tout accord, mais la direction a passé outre en faisant appel au volontariat. Et aussi à des contrats à durée déterminée, protestent les grévistes. Pas plus que d'habitude, répond la direction, qui affirme que l'équipage est pleinement satisfait du nouveau système.

Les marins redoutent « une remise en cause générale » de leur statut et de leurs conditions de travail. Ils en voient les prémices dans le nouveau mode d'armement du *Nord-Pas-de-Calais*, mais aussi dans la restructuration

en cours à Dieppe. Là-bas, la Sealink a perdu 45 millions de francs, sur un chiffre d'affaires de 215 millions, explique M. Armand Tombol, directeur de l'armement naval de la SNCF, qui, à ce titre, a en charge les mille quatre cents salariés de la Sealink.

A Calais, la situation est à peu près équilibrée, et M. Tombol dément qu'il y ait le moindre projet de modification des conditions d'armement et des conditions de travail des personnels.

Il ne cache pas toutefois qu'il « faudra évoluer sous peine de disparaître quand le tunnel entrera en service ». Le marché, explique-t-il, se réduit pour les transports par mer, et ce seront les plus compétitifs qui se maintiendront : « Or nous sommes 50 % plus chers que sur les bateaux britanniques en coût du personnel ». La solution devrait consister à agrandir les ferries et à augmenter leurs capacités pour les mettre à égalité avec ceux de la compagnie concurrente P and O : un investissement de 160 millions de francs pour le *Champs-Élysées* et le *Côte-d'Azur*, qui ne pourra être consenti, selon la direction, sans augmentation de la productivité.

JEAN-RENÉ LORE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BANQUE LOUIS-DREYFUS

La Banque Louis-Dreyfus vient de créer, dans le cadre de la diversification des produits offerts à sa clientèle, une société civile de placement immobilier sous la dénomination LD Immobilier, qui a reçu le visa COB n° 84-20 en date du 15 mars 1988.

Les investissements, de qualité, s'orienteront principalement vers les immeubles de bureaux, d'activité ou de commerce à Paris, dans la région parisienne et, éventuellement dans certaines régions de province. Ils seront sélectionnés par un comité d'investissement composé de financiers et de spécialistes de l'immobilier.

Le prix de souscription est fixé à F 5 000 avec un minimum de souscription de six parts. La souscription est ouverte du 28 mars au 31 décembre 1988.

Sigla social : 6, rue Raboult, 75008 Paris. Tél. : 43-59-07-39.

COMPAGNIE MONEGASQUE DE BANQUE

Le 23 mars 1988, la Compagnie monegasque de banque a réuni ses actionnaires en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, aux fins d'approuver les comptes de l'exercice 1987, de procéder au renouvellement du mandat des membres de son conseil d'administration et de décider de l'augmentation de son capital.

La banque a poursuivi son développement au cours de l'exercice 1987, malgré la perturbation des marchés financiers au quatrième trimestre, dans ses principales activités — gestion de patrimoine, crédits à l'économie en France française et en devises, intermédiation financière — et ce, tant en principauté de Monaco, qu'en France et à l'étranger.

Le total de son bilan a progressé de plus de 26 % et s'établit à 4,8 milliards de francs. Le bénéfice net ressort à 56,7 millions de francs, après 20,7 millions de francs d'impôt sur les sociétés.

Pour accompagner cette croissance, les actionnaires ont décidé de porter le capital de 200 à 300 millions de francs par incorporation de réserves à hauteur de 50 millions de francs et par souscription en numéraire pour 50 millions de francs également.

A l'issue de cette opération, les fonds propres de la banque s'élèveront à 233 millions de francs.

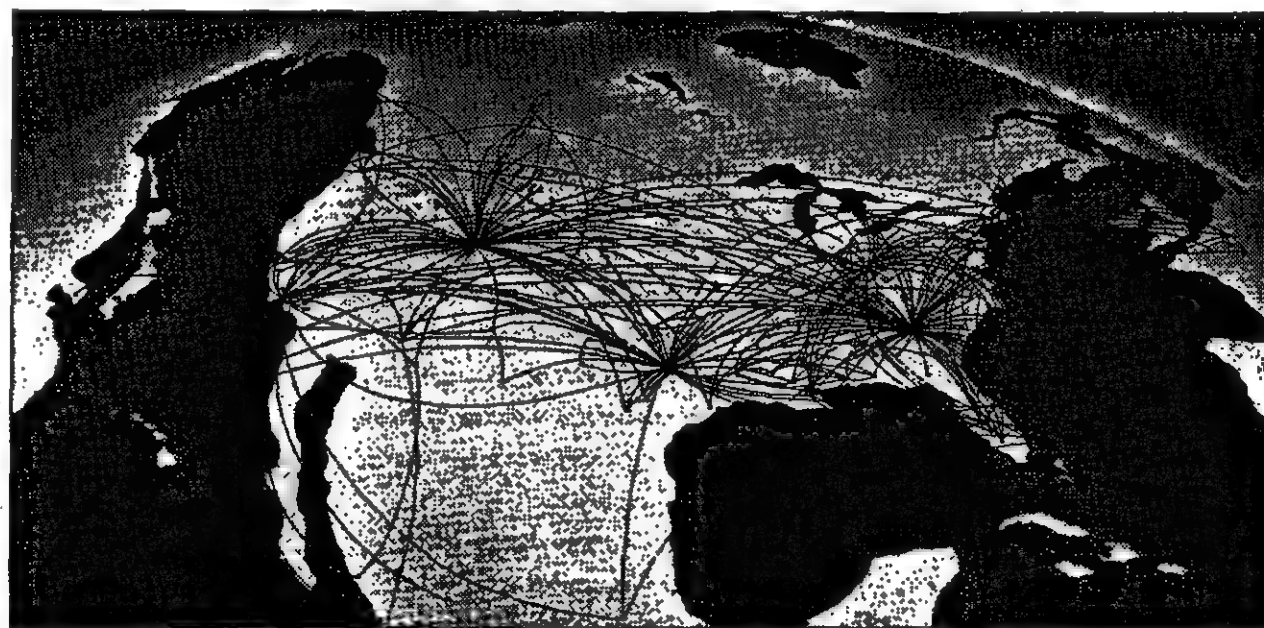
M. Pierre-Paul Schweitzer, président de la banque depuis 1977, a été sollicité du renouvellement de son mandat en raison de la limite d'âge statutaire.

Le conseil d'administration a nommé M. Pierre-Paul Schweitzer président d'honneur de la banque.

Le conseil d'administration a décidé de nommer M. Enrico Braggiotti président et a confirmé M. Gianfranco Antognini dans ses fonctions de vice-président. M. Braggiotti est administrateur délégué de la Banca commerciale italiana et M. Antognini président de la Banca della Svizzera italiana.

Le conseil d'administration a également confirmé M. Louis-Jean Bude comme président du comité exécutif et ratifié la nomination de M. Giorgio Botti, précédemment administrateur et membre du comité exécutif, aux fonctions d'administrateur délégué en remplacement de M. Gilbert Bochaton, qui a demandé de faire valoir ses droits à la retraite. M. Bochaton demeure administrateur de la Compagnie monegasque de banque et président de sa filiale informatique, la SAMIC.

Qui Vous Offre 3900 Relations d'Affaires Aux Etats-Unis?



Delta Bien Sûr. Avec Une Fréquence De Vols Inégalee.

Quand il s'agit d'aller aux Etats-Unis, les bonnes affaires commencent avec Delta. 240 destinations, plus de 3900 vols quotidiens : Delta et le réseau Delta Connection® vous offrent une fréquence de vols inégalee. Vous bénéficiez ainsi de correspondances plus rapides et pouvez mieux organiser votre emploi du temps.

Delta relie sans escale Paris à Atlanta. Notre personnel vous attend à votre descente d'avion, prêt à vous aider et à s'occuper de vos bagages. Quant à notre terminal d'Atlanta, ultra-moderne, il permet d'accélérer les formalités de douane et d'immigration. Si vous voyagez en classe affaires sur le parcours transatlantique, Delta vous surclassera sans supplément sur votre vol en correspondance directe. Et Delta vous propose aussi des tarifs avantageux pour vos voyages d'affaires.

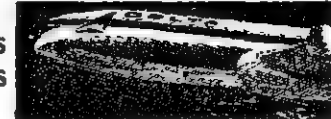


© 1988 Delta Air Lines, Inc.

Numéros de vol du réseau Delta Connection® : de 2000 à 5999.

Delta: Une Qualité De Service Inégalee.

Dès votre premier vol avec nous, vous comprendrez pourquoi Delta est la compagnie aérienne préférée des Américains. La compétence et le professionnalisme de nos 50 000 employés nous ont valu, année après année, des indices de satisfaction passagers inégalés par aucune autre grande compagnie aérienne.

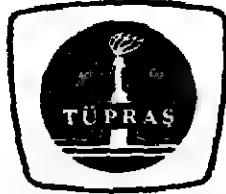


Laissez-Nous Faire Votre Conquête.

En affaires le succès dépend de la qualité de vos relations. Assurez-les avec Delta. Pour votre prochain voyage aux Etats-Unis, choisissez les meilleurs horaires et le meilleur service : choisissez Delta. Renseignez-vous auprès de votre agent de voyage. Ou appelez Delta Air Lines (1) 43 35 40 80. Bureau de vente : Delta Air Lines, 24, boulevard des Capucines, 75009 Paris.

مقالات من الامم

CET AVIS NE PARAÎT QU'À TITRE D'INFORMATION SEULEMENT



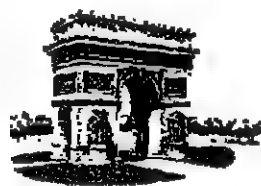
TÜRKİYE PETROL RAFİNERİLERİ A.Ş.

U.S. \$ 50,000,000
Short Term Trade Finance Facility

Funds Provided by

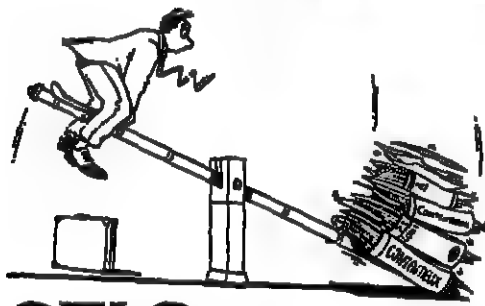
BANCO DE BILBAO S.A.
BIG: Luxembourg, Société Anonyme
BANQUE INTERNATIONALE DE COMMERCE
HILL SAMUEL AND CO LTD
MELITA BANK INTERNATIONAL LIMITED
BRED - Paris
CREDIT LYONNAIS AGENCE INTERNATIONALE, Paris
BANCO DE FOMENTO NACIONAL, Brussels Branch
BANCO DI SICILIA, Niederlassung Frankfurt/Main
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS
KREDIETBANK N.V.
LLOYDS BANK PLC
SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
IKTISAT BANKASI TÜRK A.Ş.
THE ABU DHABI INTERNATIONAL BANK, INC., Washington, D.C.

Agent and Lead Manager:



BANQUE INTERNATIONALE DE COMMERCE

QUI GERE VOTRE CONTENTIEUX ?



SFAC VOTRE PARTENAIRE ASSURANCE CREDIT.

À LIBERTÉ D'ENTREPRENDRE PASSE AVANT TOUT PAR LA TRANQUILLITÉ D'ÊTRE PROTÉGÉ. MAIS COMMENT RESTER SÉRÈNE LORSQUE LES DÉLAIS DE PAIEMENT ACCORDÉS À VOS CLIENTS NE SONT PAS RESPECTÉS ? COMMENT NE PAS SE PERDRE DANS LE DÉDALE JURIDIQUE DES AFFAIRES CONTENTIEUSES ? EN DEVENANT VOTRE PARTENAIRE, LA SFAC NE SE LIMITE PAS À LA SURVEILLANCE PERMANENTE DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE VOS CLIENTS ACTUELS ET FUTURS, ELLE VOUS OFFRE AINSI LA POSSIBILITÉ DE LUI CONFIER LE RECOURS À VOS CRÉANCES. PLUS DE PROBLÈMES CONTENTIEUX À RÉSOUDRE, PLUS DE TEMPS PERDU ET PLUS DE RISQUE DE VOIR VOS RELATIONS COMMERCIALES SE DÉGRADER. ET SI, CEPENDANT, CERTAINES DE VOS FACTURES SE RÉVÉLAIENT IRRÉCUPÉRABLES, VOUS SERIEZ INDEMNISÉES ! CONTRACTER UNE ASSURANCE-CRÉDIT À LA SFAC, C'EST LIBÉRER DE L'ÉNERGIE, C'EST DONNER À VOTRE ENTREPRISE LES MOYENS D'ALLER DE L'AVANT. POUR TOUT RENSEIGNEMENT, PRENEZ CONTACT AVEC NOUS.

SFAC

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCE CRÉDIT
1, RUE EULER - 75008 PARIS. TÉL. (1) 40.70.50.50.

L'ASSURANCE D'ENTREPRENDRE

هنا من الاموال

Économie

AFFAIRES

Face à l'offensive des centres Leclerc

Les banquiers veulent démontrer que la carte bancaire est une « réussite française »

Face à l'offensive des centres Leclerc sur la carte bancaire, les banquiers ont décidé d'adopter une « riposte soft ». M. Bernard Aubergier, président de l'Association française des établissements de crédit (qui regroupe l'ensemble des banques), a annoncé, jeudi 24 mars, le lancement d'une campagne d'information auprès d'une centaine de leaders d'opinion sur le thème : « La carte bancaire : une réussite française ».

La bataille entre les centres Leclerc et les banques autour de la carte bancaire est entrée dans une nouvelle phase. Alors que la guerre sevit sur le terrain depuis plusieurs semaines, les belligérants ont déployé de nouvelles armes. Les stratégies des deux camps diffèrent. MM. Edouard et Michel Edouard Leclerc ont repris l'offensive en cherchant à obtenir les faveurs de l'opinion publique, les banquiers tentent plutôt de convaincre les « leaders d'opinion » de la justesse de leurs thèses.

Tout en cherchant à poursuivre la mise en place, dans leurs magasins, d'un système de gestion informatisée des cartes (le système PACT) qui leur permet de court-circuiter le système national du GIE-Carte bancaire et de diminuer le coût de la carte, les centres Leclerc ont engagé, depuis mardi 22 mars, une vaste campagne de publicité dénonçant l'absence de concurrence entre les banques et le prix élevé des cartes bancaires. Le coût de cette première vague d'affiches et d'encarts publicitaires serait, d'après Michel-Edouard Leclerc, de 5 millions de francs.

dit sur « les aspects internationaux des cartes de paiement », des travaux sont en cours entre les banques européennes afin d'aboutir à « l'interopérabilité » des cartes au sein de la CEE. En clair, il s'agit de rendre possible l'utilisation dans tous les pays européens des cartes de chaque pays.

Les banquiers veulent ensuite rappeler que la carte bancaire est aussi « porteuse de progrès technologique au bénéfice de l'industrie française », en particulier avec les perspectives ouvertes par la puce et les nouveaux moyens de communication. Dernier message, les banquiers français veulent faire savoir que « la carte bancaire n'est globalement pas chère ». Le niveau de la commission payée par les commerçants (actuellement en moyenne de 0,87 % du chiffre d'affaires) est « de trois à quatre fois moins cher en France qu'à l'étranger : il est de 2,5 % en Grande-Bretagne, de 3 % aux États-Unis, de 3,5 % en RFA, de 4,2 % en Espagne et de 4,5 % en Belgique », indique le document de l'AFEC.

Un service trop cher payé

Les Français ne semblent pas néanmoins totalement convaincus de cela. D'après le sondage IPSOS, 15 % des utilisateurs en déclarent le coût « très élevé », et 47 % « assez élevé ». « Nous voudrions que la carte bancaire coûte moins cher. Pas vous ? » L'interrogation des Leclerc pourrait avoir un certain impact sur l'opinion. S'ils ne sont pas prêts à annoncer une accélération des commissions payées par les commerçants (elles sont déjà tombées en moyenne de 1,57 % fin 1984 à 0,83 % fin 1987), les banquiers envisagent pourtant aujourd'hui un certain assouplissement de leur position.

M. Raoul Belanger, l'administrateur du GIE-Carte bancaire, a en

effet annoncé que le conseil de ce groupement, réuni vendredi 25 mars, avait approuvé le principe d'une modification des critères utilisés pour la « commission d'interchange » (celle versée par la banque du commerçant à la banque du porteur). Jusqu'à présent, le niveau de cette commission était fonction de la surface des magasins, de leur volume d'affaires ou de leur ancienneté. Des critères de sécurité et de garantie de paiement pourraient leur être substitués, ou tout au moins les compléter. Cela ne signifierait pas une baisse des commissions pour tous les commerçants, mais une modulation différente. En tout état de cause, si le nouveau système est adopté, les commissions entre banques et commerçants sont fixées librement, en fonction des données du marché.

Sur le terrain, pendant ce temps, le GIE cherche toujours à interdire les règlements avec la carte bancaire aux magasins Leclerc qui ont souscrit au système PACT. Les centres Leclerc tentent, eux, d'obtenir des tribunaux la remise en cause de ces interdictions. Chaque camp donne, à ce sujet, ses propres informations. D'après le GIE-Carte bancaire, sept magasins Leclerc auraient déjà été radés du système national de paiement par carte, une quinzaine seraient en voie de l'être. Dans cinq autres cas, les tribunaux auraient donné raison, en référé, aux centres Leclerc. Le GIE a fait appel. Michel-Edouard Leclerc affirme, pour sa part, que jeudi 24 mars « tous les centres Leclerc adhérent au système PACT continuent à accepter la carte bancaire de leurs clients ». Espérant un rapide retour à la normale, les banquiers laissent cependant entendre qu'ils n'excluent pas une action en justice directe contre les magasins récalcitrants.

ERIK ZIALEWICZ

Un moyen de paiement indispensable

Mis en cause, les banquiers ont décidé de réagir en constituant à l'intention d'une centaine de leaders d'opinion « un dossier par lequel ils veulent démontrer que la carte bancaire française est, selon M. Bernard Aubergier, « l'illustration de ce que l'on peut attendre de mieux de cette industrie de service qu'est la banque ». Ce document contient quatre messages. Premier thème : « Les Français sont attachés à leur carte bancaire. » Un sondage réalisé en février dernier par IPSOS et RSCG pour l'AFEC révèle par exemple que 89 % des utilisateurs estiment que la carte bancaire est devenue un moyen de paiement « indispensable » ou « plutôt utile ».

Second message : « La carte est porteuse d'autres services dans l'avenir. » A ce sujet, l'AFEC évoque l'utilisation de la carte pour le paiement de services (taxi, soins médicaux...) et pour des règlements à l'étranger. Comme l'a rappelé M. Daniel Deguen, président du GIE-Carte bancaire, mercredi 23 mars, lors de la présentation d'un rapport du Conseil national du cré-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NORD EST

Nord Est en Espagne : Acquisition de Industries del cartonaje l'un des premiers transformateurs de carton plat

Aux termes d'un accord récemment conclu, Lincrusta (groupe Nord Est) détient 100 % du capital de Industrias del cartonaje.

Cette société installée à Saragossa et Madrid a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 1 600 millions de pesetas soit environ 80 millions de francs français.

Cette acquisition permet au sous-groupe emballage carton de Nord Est d'affirmer sa vocation et d'étendre à l'Europe les activités qu'elle exerce déjà en France.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE DE GESTION MOBILIÈRE

CGM

Le Conseil d'administration de la CGM s'est réuni le 23 mars 1988 pour statuer sur les comptes de l'exercice 1987.

Le total du bilan s'élève à F 21 768 245 033
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Le bénéfice s'élève à F 6 299 985
Le bénéfice s'élève à F 6 299 985

Économie

ÉTRANGER

En Chine

De nouvelles taxes seront nécessaires pour limiter le déficit budgétaire

PEKIN
de notre correspondant

Le déficit du budget chinois sera record en 1988 pour la troisième année consécutive, a annoncé le ministre des Finances, M. Wang Bingqian en présentant son projet, le samedi 26 mars, devant l'Assemblée nationale populaire. Ce déficit devrait être, comme l'an dernier, de 8 milliards de yuans (12,2 milliards de francs) (1), mais le ministre a prévenu que cette estimation était obtenue en calculant les recettes (255,4 milliards de yuans) de façon « optimiste » et en fixant les dépenses (263,4 milliards de yuans) à un niveau modeste. M. Wang a précisé qu'il serait « difficile » de combler le déficit budgétaire du pays pour les deux ou trois ans à venir et s'est seulement engagé à le maintenir « dans les limites supportables ».

Pour ce faire, il a annoncé l'introduction de nouvelles taxes (en particulier une taxe foncière pour l'utilisation de la terre dans les agglomérations et une taxe d'enregistrement sur les opérations effectuées dans le secteur nouveau des Bourses), ainsi que l'émission de bons du Trésor pour un montant de 9 milliards de yuans (3 milliards de

plus qu'en 1987). Les faibles taux d'intérêt de ces bons n'ont guère contribué à leur popularité mais il est prévu en principe d'ouvrir du marché secondaire qui permettrait aux détenteurs de les revendre au bout d'un an.

Le budget de la défense est maintenu à un niveau à peine plus élevé en chiffres absolus que celui de l'an dernier (21,5 milliards), mais baisse en valeur relative (8,17 % du budget contre 8,64 %) comme l'ont promis avec insistance les dirigeants du Parti communiste ces derniers temps. Du moins est-ce la part budgétisée des dépenses militaires, les économistes étrangers considérant qu'une portion non négligeable des dépenses dans ce domaine n'apparaît pas sous ce chapitre.

Assistance financière aux régions

Le niveau des investissements de l'Etat dans le secteur agricole augmente de 14,6 % pour atteindre 15,3 milliards. En outre, les prêts bancaires à la production agricole augmenteront de 10 % et l'Etat allouera une assistance financière aux régions les plus pauvres pour un montant de 2,6 milliards. Soucieux

de rééquilibrer les variations observées dans la production alimentaire, le ministre a annoncé une hausse des prix d'achat de certaines céréales et la fourniture de 3 millions de tonnes de céréales pour l'élevage porcin à prix fixe, plutôt que négocié. Ces mesures visent à combattre le désintérêt croissant des paysans dans certaines régions, pour la production de céréales ou de porcs.

Réduire l'évasion fiscale

Le budget 1988 prévoit un renforcement du contrôle des investissements industriels et d'infrastructure (63,2 milliards, le plus gros chapitre des dépenses), en même temps qu'une indemnisation d'environ sept milliards de yuans des citoyens affectés par l'inflation. Au total, les mesures destinées à compenser les hausses de prix atteindront presque 36 milliards de plus que l'an dernier. L'inflation a été de 7,2 % en 1987 selon le premier ministre M. Li Peng, mais la presse officielle a cité plusieurs députés sceptiques qui ont assuré qu'elle avait atteint deux chiffres dans les agglomérations.

Les recettes de 1988 comprennent 12,3 milliards de yuans en emprunts

à l'étranger, un chiffre de près de 30 % supérieur à celui de l'an dernier. M. Wang a ajouté qu'un effort tout particulier serait fait pour réduire l'évasion fiscale, qu'il a évaluée à 1,78 milliard de yuans - chiffre qui serait, à en croire beaucoup, fortement sous-évalué.

Dans un rapport général sur l'état de l'économie, le vice-premier ministre Yao Yilin a annoncé une croissance de 7,5 % du PNB. Elle a été de 9,4 % l'an dernier, avec une croissance de la production industrielle de plus de 16 % que les autorités souhaitent ramener en 1988 à 8 % seulement.

M. Yao a insisté à la fois sur l'engagement des moyens économiques du pays dans la réforme de son activité et la lutte contre l'inflation, ainsi que l'amélioration du sort des intellectuels, défavorisés par l'essor de la petite économie privée, mais n'a pas annoncé de mesures concrètes en ce domaine. Il s'est borné à indiquer qu'une politique « flexible » serait instaurée de manière à assurer une meilleure utilisation des moyens mis à la disposition de chercheurs et éducateurs.

FRANCIS DERON.

(1) Un yuan vaut 1,52 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BTP BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

YVES LE GUAY A PRÉSENTÉ SA DÉMISSION DE LA BTP

Yves Le Guay, président du directeur de la Banque du Bâtiment et des Travaux Publics, la BTP, a remis sa démission au Conseil de Surveillance de cet établissement.

Rappelons qu'Yves Le Guay était jusqu'à ces derniers jours également président de la Banque de l'Entreprise et qu'il a démissionné de ce poste à la suite des opérations financières négatives que la Banque de l'Entreprise avait enregistrées.

La direction de la BTP continue à être assurée normalement par le directeur

composé de Pierre Domin et Jean Nicolas-Guillemet sous deux directeurs généraux. Conformément aux statuts de l'établissement le Conseil de Surveillance nommera prochainement un nouveau président du directeur.

A cette occasion, les responsables de la Banque du Bâtiment et des Travaux Publics tiennent à préciser que cet établissement n'a aucun lien financier avec la Banque de l'Entreprise, en effet la BTP ne détient pas de participation dans la Banque de l'Entreprise et n'a aucun engagement financier avec elle.

Siège social, 253, bd Pétrole, 75852 Paris Cedex 77. Tél. : 47-54-75-75.

BANQUE TRANSATLANTIQUE GROUPE CIC

Dans sa séance du 22 mars 1988, le Conseil d'Administration de la BANQUE TRANSATLANTIQUE, réuni sous la présidence de M. François de SIEYES, a arrêté les comptes de l'exercice 1987 qui font ressortir un bénéfice net de F. 22.042.650,84 contre F. 21.765.831,04 (dont F. 3.011.073,36 de plus-values nettes à long terme) en 1986.

Il a été décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 17 mai prochain de distribuer un dividende de F. 15 par action ancienne, égal à celui de l'année précédente (l'impôt déjà versé au Trésor étant de F. 6,50) et F. 3,25 par action nouvelle créée jouissance 1er octobre 1987 (l'impôt déjà versé au Trésor étant de F. 1,65).

REPÈRES

Aide au tiers-monde

Les Européens très largement favorables

Si l'aide au tiers-monde n'est pas la principale de leurs préoccupations, les Européens y sont néanmoins très favorables. Telle est la principale conclusion qui se dégage d'une enquête réalisée en automne 1987 dans les douze pays de la CEE avec la Commission des Communautés européennes et rendue publique dimanche 27 mars.

Pour les Européens interrogés, la lutte contre le chômage et celle contre le terrorisme viennent largement en tête parmi les problèmes contemporains à résoudre. L'aide aux pays pauvres se classe au huitième rang. Toutefois, 89 % des 12 000 personnes interrogées dans les douze pays se déclarent « très pour » (37 %) ou « plutôt pour » (52 %) l'aide au tiers-monde, en augmentation de 7 % par rapport aux résultats d'une enquête similaire réalisée en 1983.

Croissance

Révision en hausse des prévisions du FMI

Dans leur prochain rapport sur la situation économique mondiale, qui ne devrait pas être publié avant la réunion du comité intermédiaire, à la mi-avril, les experts du FMI ont révisé en légère hausse leurs prévisions sur la croissance. Celle-ci devrait être pour l'ensemble des sept grands pays industrialisés de 2,6 % en 1988 et de 2,8 % en 1989. Le commerce mondial devrait augmenter de 5,4 % cette année et de 4,5 % l'an prochain.

Investissement

Une progression de 10 % en 1988 en Grande-Bretagne

Les investissements de l'industrie manufacturière britannique devraient progresser de près de 10 % en Grande-Bretagne en 1988, selon les prévisions de l'Organisation patronale Confederation of British Industry (CBI), réalisées après la présentation du budget et publiées, lundi 28 mars à Londres. Ces investissements n'avaient augmenté l'an dernier que de 3,4 %. La CBI prévoit une progression de 5,5 % de la production manufacturière en 1988, la même qu'en 1987. Au total, le PNB britannique, après une hausse exceptionnelle de 4,7 % en 1987, la plus forte depuis 1973, progresserait de 3,3 % en 1988 puis de 2,3 % en 1989. Cette croissance soutenue devrait s'accompagner d'une nouvelle déflation des comptes extérieurs du pays, selon la CBI.

BIENVENUE DANS UN MONDE BÂTI POUR L'AVENIR

En millions de francs	86	87
Résultat net	2.008	2.360
Investissements industriels	5.075	4.991
Recherche-Développement	2.954	3.517
Acquisitions	4.915	4.666

En 1987, le Groupe Rhône-Poulenc a atteint ses objectifs stratégiques et financiers. La progression de près de 7 % de son Chiffre d'affaires - 56,160 milliards de F dont près des 3/4 sont réalisés à l'étranger - confirme son dynamisme international. L'augmentation de 17,5 % de son Résultat Net - 2,360 milliards de F - lui permet de poursuivre l'amélioration de sa structure financière. Le ratio Endettement Net sur Fonds Propres passe à 0,8 contre 1,1 l'année précédente.

Fort de cette rentabilité et de cette santé financière, Rhône-Poulenc peut poursuivre sa stratégie de développement ambitieuse et volontariste :
- recentrage de son portefeuille d'activités,
- renforcement et internationalisation de ses métiers.

Rhône-Poulenc a confiance en son avenir. Pour assurer ses positions de demain il consacre chaque année 25 % de son Chiffre d'affaires à la Recherche-Développement, aux investissements industriels, aux acquisitions et à la formation de son personnel.

Rhône-Poulenc, un groupe bâti pour l'avenir.

Si vous souhaitez des informations complémentaires, contactez la Direction de la Communication Financière : Rhône-Poulenc - 25, quai Paul-Doumer - 92408 Courbevoie Cedex - Tél. : (1) 47.68.20.20.

 RHÔNE-POULENC

مكتبة الامم المتحدة

Marchés financiers

Le glissement du dollar se poursuit

Amorçé la semaine dernière, le glissement du dollar s'est poursuivi, lundi 28 mars, sur toutes les places et surtout à Tokyo, où le cours de la devise américaine est revenu à 124,30 yens, contre 123,60 yens à la veille du week-end, et plus de 128 yens il y a huit jours. Visible, les milieux financiers japonais tablent sur une nouvelle hausse du yen par rapport à un dollar qu'ils voient maintenant glisser au-dessous de 120 yens, cours « historique » touché fugitivement à la fin de l'année dernière. La seconde étape serait 115 yens, la plupart des industriels nippons ayant même établi leurs prévisions et leurs programmes sur un dollar à 100 yens à la fin de 1988. En Europe, le « billet vert » a perdu du terrain, revenant à 1,6675 deuschemark contre 1,6775 deuschemark vendredi 25 mars et plus de 1,69 deuschemark il y a huit jours.

A Paris, la devise américaine est revenue à 5,66 F environ, contre 5,69 F à la veille du week-end et 5,75 F une semaine auparavant.

C'est dire que les marchés des changes ne paraissent guère optimistes sur la tenue du dollar. La plupart des opérateurs le voient baisser d'environ 10 % d'ici à la fin de l'année, les milieux financiers internationaux commençant à réaliser que le déficit commercial des Etats-Unis pourrait ne se contracter que faiblement en 1988. Une telle perspective a poussé à la hausse les taux d'intérêt américains la semaine dernière, et déprimé Wall Street.

Les milieux boursiers redoutent de voir se répéter le processus de l'automne dernier, au cas où les taux d'intérêt continueraient à monter. En outre, la certitude qu'aucune mesure sérieuse n'est à attendre du gouvernement américain et du Congrès pour redresser la situation, à propos, notamment, d'un déficit budgétaire toujours important, est particulièrement déprimante. A Paris, la Bourse cédait 2,4 % à la séance du matin, lundi 28 mars.

(Lire nos Informations page 44.)

Le tribunal de Madrid suspend l'OPA de KIO sur Ebro

En ordonnant le week-end dernier aux autorités boursières la suspension de l'OPA (offre publique d'achat) inamicale lancée récemment par le KIO (Koweit Investment Office) sur Ebro, leader espagnol du sucre, le tribunal de Madrid a voulu mettre un frein à l'expansion spectaculaire des positions du Koweit dans l'économie libérale. KIO, qui contrôle déjà 17 % d'Ebro, avait clairement affirmé son intention de prendre 51 % du capital, pour un montant de 212 millions de dollars. Devant le consentement implicite du gouvernement et l'approbation de la Bourse de Madrid, les dirigeants d'Ebro ont saisi la justice, estimant que les Koweïtiens n'avaient pas expliqué les raisons qui les poussaient à vouloir prendre le contrôle du groupe sucrier.

Cette affaire intervient quelques mois après que au terme d'une longue bataille, KIO eut réussi à s'assurer une participation de 24,9 % dans ERT (Explosivos Rio Tinto), la plus

importante firme chimique du pays, très bien placée dans le secteur de l'armement. Depuis cet épisode, on s'interroge en Espagne sur le poids croissant pris par le Koweït qui était l'an passé le premier investisseur étranger (avec 3,5 milliards de francs, soit 62 % du total). Par le biais de la papeterie de Barcelone Torras Hostench qu'il contrôle, le KIO a ces dernières années placé ses pions dans l'assurance et l'édition. En plaçant Ebro dans son colimateur, il lance une première offensive sur le marché agro-alimentaire espagnol qui ne tardera pas à s'ouvrir au reste de l'Europe à la faveur du marché unique de 1992. En recommandant ces jours-ci aux dirigeants de KIO d'investir où ils le souhaitent, sauf dans la banque et l'armement, le gouvernement espagnol a dangereusement ouvert la voie à de nouvelles initiatives du Koweït. La décision du tribunal de Madrid est un désaveu à peine voilé de ce relatif « laissez faire ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 11,20 % février 1975

Les intérêts courus du 14 avril 1987 au 13 avril 1988 seront payables, à partir du 14 avril 1988, à raison de 100,80 F par titre de 1 000 F contre détachement du coupon n° 13 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11,20 F (montant brut : 112 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 16,79 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 2,24 F faisant ressortir un net de 81,77 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 10,20 % novembre 1975

Les intérêts courus du 25 avril 1987 au 24 avril 1988 seront payables, à partir du 25 avril 1988, à raison de 91,80 F par titre de 1 000 F contre détachement du coupon n° 13 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 10,20 F (montant brut : 102 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 15,29 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 2,04 F faisant ressortir un net de 74,47 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 10,20 % mai 1976

Les intérêts courus du 30 avril 1987 au 29 avril 1988 seront payables, à partir du 30 avril 1988, à raison de 91,80 F par titre de 1 000 F contre détachement du coupon n° 12 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 10,20 F (montant brut : 102 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 15,29 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 2,04 F faisant ressortir un net de 74,47 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2, loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 14,90 % avril 1983

Les intérêts courus du 25 avril 1987 au 24 avril 1988 seront payables, à partir du 25 avril 1988, à raison de 670,50 F par titre de 5 000 F contre détachement du coupon n° 5 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 74,50 F (montant brut : 745 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 11,70 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 1,90 F faisant ressortir un net de 543,90 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 11,70 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 1,90 F faisant ressortir un net de 543,90 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

LES INDICES HEBDOMADAIRES

DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice général de base 100-31 décembre 1987

18 mars 25 mars

Valeurs	18 mars	25 mars
Valeurs françaises	104,9	102,2
Valeurs étrangères	107,6	104,5
Valeurs étrangères	110,3	107,2
Valeurs étrangères	110,8	108,2
Valeurs étrangères	106,8	101,1
Valeurs étrangères	112,1	111,3
Valeurs étrangères	117,5	113,9
Valeurs étrangères	100,4	97,9
Valeurs étrangères	105	101,8
Valeurs étrangères	106,9	103,9
Valeurs étrangères	95,6	92,7
Valeurs étrangères	111,2	106,9
Valeurs étrangères	110,1	110,5
Valeurs étrangères	104,7	98,6
Valeurs étrangères	95,1	97,8
Valeurs étrangères	98,7	98,7
Valeurs étrangères	103,9	103,9

Base 100-28 décembre 1984

Valeurs françaises

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

Valeurs étrangères

BILAN HEBDOMADAIRE

DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation

(en millions de francs)

ACTIF Au 17 mars

1) OR ET CREANCES SUR L'ETRANGER

2) CREANCES SUR LE TRESOR

3) CREANCES PROVENANT D'OPERATIONS DE REF.

4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RESERVE A RECE.

5) DIVERS

6) BILLET EN CIRCULA.

7) COMPTES CREDITEURS

8) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

9) ECU A L'UNION AUFECOM

10) RESERVE DE REVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR

11) CAPITAL ET FOND DE RESERVE

12) DIVERS

13) BILLET EN CIRCULA.

14) COMPTES CREDITEURS

15) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

16) ECU A L'UNION AUFECOM

17) RESERVE DE REVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR

18) CAPITAL ET FOND DE RESERVE

19) DIVERS

20) BILLET EN CIRCULA.

21) COMPTES CREDITEURS

22) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

23) ECU A L'UNION AUFECOM

24) RESERVE DE REVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR

25) CAPITAL ET FOND DE RESERVE

26) DIVERS

27) BILLET EN CIRCULA.

28) COMPTES CREDITEURS

29) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

30) ECU A L'UNION AUFECOM

31) RESERVE DE REVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR

32) CAPITAL ET FOND DE RESERVE

33) DIVERS

34) BILLET EN CIRCULA.

35) COMPTES CREDITEURS

36) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

37) ECU A L'UNION AUFECOM

38) RESERVE DE REVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR

39) CAPITAL ET FOND DE RESERVE

40) DIVERS

41) BILLET EN CIRCULA.

42) COMPTES CREDITEURS

43) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

44) ECU A L'UNION AUFECOM

45) RESERVE DE REVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR

46) CAPITAL ET FOND DE RESERVE

47) DIVERS

48) BILLET EN CIRCULA.

49) COMPTES CREDITEURS

50) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

51) ECU A L'UNION AUFECOM

52) RESERVE DE REVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR

53) CAPITAL ET FOND DE RESERVE

54) DIVERS

55) BILLET EN CIRCULA.

56) COMPTES CREDITEURS

57) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

58) ECU A L'UNION AUFECOM

59) RESERVE DE REVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR

60) CAPITAL ET FOND DE RESERVE

61) DIVERS

62) BILLET EN CIRCULA.

63) COMPTES CREDITEURS

64) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

65) ECU A L'UNION AUFECOM

66) RESERVE DE REVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR

67) CAPITAL ET FOND DE RESERVE

68) DIVERS

69) BILLET EN CIRCULA.

70) COMPTES CREDITEURS

71) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

72) ECU A L'UNION AUFECOM

73) RESERVE DE REVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR

74) CAPITAL ET FOND DE RESERVE

75) DIVERS

76) BILLET EN CIRCULA.

77) COMPTES CREDITEURS

78) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

79) ECU A L'UNION AUFECOM

80) RESERVE DE REVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR

81) CAPITAL ET FOND DE RESERVE

82) DIVERS

83) BILLET EN CIRCULA.

84) COMPTES CREDITEURS

85) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

86) ECU A L'UNION AUFECOM

PARIS :

Second marché (selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AGP S.A.	252	252	Le gr. de la mer	219	219
Amstel & Associés	401	401	Loisirs Investissements	251	251
Anytel	310	304	Locatop	155	155
B.A.C.	430	430	Mediabank	278	288
B. Dumortier & Assoc.	352	352	Mediabank	155	155
B.C.M.	455	455	Mediabank	255	255
B.P.	692	692	Mediabank	130	131
Bullfinch Technologies	740	740	Mediabank	422	413
Calson	1111	1120	Mediabank	235	225
C	448	448	Mediabank	620	578
Castel	1111	1120	Mediabank	180	179
C.A.I. de l'air (I.C.C.I.)	248	247	Mediabank	288	288
C.A.T.C.	127	127	Mediabank (C. in. & Fin.)	99 70	
C.O.M.E.	800	820	Mediabank	710	720
C. Equip. Elect.	286	289 50	Mediabank	1548	1549
C.E.D.	500	500	Mediabank	145	148
C.E.P.E.	159	159	Mediabank	254	147 80
C.F.P. Comptables	1058	1100	Mediabank	255	280
C.G.I. Industries	521	518	Mediabank	570	575
Comcast d'Algérie	444	438 30	Mediabank	1028	1017
C.M.U.	286	282	Mediabank	1031	1021
Comptax	231	228	Mediabank	1150	1180
Conforama	480	485 40	Mediabank	243	233
Creska	325	328	Mediabank	685	690
Dafin	150	147 50	Mediabank	249	245
Dauphin	3380	3430	Mediabank	181	175
D.S.	1385	1305	Mediabank	105	105
			Mediabank	400	386 80
			Mediabank	315	315

VALEURS						Règlement mensuel						VALEURS						VALEURS					
Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	%	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	%	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	%	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	%
1986	A.F. 1973	1022	1022	1022	0	1986	LAPEL	1022	1022	1022	0	1986	LAPEL	1022	1022	1022	0	1986	LAPEL	1022	1022	1022	0
1224	LAPEL	1022	1022	1022	0	1224	LAPEL	1022	1022	1022	0	1224	LAPEL	1022	1022	1022	0	1224	LAPEL	1022	1022	1022	0
1038	C.C.P.T.	1032	1032	1032	0	1038	C.C.P.T.	1032	1032	1032	0	1038	C.C.P.T.	1032	1032	1032	0	1038	C.C.P.T.	1032	1032	1032	0
1038	Chad Lyon T.P.	1052	1052	1052	0	1038	Chad Lyon T.P.	1052	1052	1052	0	1038	Chad Lyon T.P.	1052	1052	1052	0	1038	Chad Lyon T.P.	1052	1052	1052	0
1226	Renault T.P.	1220	1220	1220	0	1226	Renault T.P.	1220	1220	1220	0	1226	Renault T.P.	1220	1220	1220	0	1226	Renault T.P.	1220	1220	1220	0
1240	Chad Lyon T.P.	1240	1240	1240	0	1240	Chad Lyon T.P.	1240	1240	1240	0	1240	Chad Lyon T.P.	1240	1240	1240	0	1240	Chad Lyon T.P.	1240	1240	1240	0
1228	St-Gobain T.P.	1228	1227	1227	-1	1228	St-Gobain T.P.	1228	1227	1227	-1	1228	St-Gobain T.P.	1228	1227	1227	-1	1228	St-Gobain T.P.	1228	1227	1227	-1
1176	Thomson T.P.	1176	1176	1176	0	1176	Thomson T.P.	1176	1176	1176	0	1176	Thomson T.P.	1176	1176	1176	0	1176	Thomson T.P.	1176	1176	1176	0
1226	Amor	1226	1226	1226	0	1226	Amor	1226	1226	1226	0	1226	Amor	1226	1226	1226	0	1226	Amor	1226	1226	1226	0
1226	Amor	1226	1226	1226	0	1226	Amor	1226	1226	1226	0	1226	Amor	1226	1226	1226	0	1226	Amor	1226	1226	1226	0
1170	Alcan	1518	1505	1780	-209	1170	Alcan	1518	1505	1780	-209	1170	Alcan	1518	1505	1780	-209	1170	Alcan	1518	1505	1780	-209
1190	Alcan	1518	1505	1780	-209	1190	Alcan	1518	1505	1780	-209	1190	Alcan	1518	1505	1780	-209	1190	Alcan	1518	1505	1780	-209
1170	Alcan	1518	1505	1780	-209	1170	Alcan	1518	1505	1780	-209	1170	Alcan	1518	1505	1780	-209	1170	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-209
1226	Alcan	1518	1505	1780	-209	1226	Alcan	1518	1505	1780	-20												

Comptant (indiquer)	SICAV (indiquer)	25/3
---------------------	------------------	------

COMPTES

(US DOLLARS)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prête incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prête incl.	Rachet net
Obligations																									
Am. Bldg & W.	127 20	7 406		Chemunsky (Bd)	578	578		Locke	780	751		Tenax-Anglais	304	286 20 e		A.A.A.	711 23	653 86	Fuori Credito	26 12	25 48	Pedra Revere	94 74	93 80	
Exp. Bldg & W.	101 20	6 706		Chemunsky (Bd)	147 70	150		Leyland Int'l. (Cid)	135 40	136		Tenax-Engl.	289			A.C.A.	196 46	155 15	Francia	316 38	312 40	Pedra-Volvo	1005 25	1005 18	
10,80 % 75/84	102 80	6 706		C.I.C. Fourn. de	186	186		Macquarie Bldg	135 40	136		U.S. Bldg.	520	515		Actions France	353 20	378 00 e	Fruccant	10079 28	10079 28	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
12,35 % 80/80	106 35	10 762		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
13,80 % 81/88	104 20	3 271		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
16,20 % 82/80	112 35	2 677		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
16 % 82/82	114 35	12 781		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
14,80 % 82/82	114 08	12 781		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
13,40 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
11 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	115 50	111		U.S. Bldg.	380	380		Actions France	335 20	378 00 e	Francia	316 38	312 40	Pedra-Revere	1584 80	1581 67	
10,25 % 82/82	116 85	11 815		Chen (Bd)	500	500		Magnat S.A.	11																

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

هَذَا مِنَ الْاَصْلِ

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Le Salvador après la victoire de la droite aux élections législatives et municipales. 4 La primaire démocrate du Michigan aux États-Unis. 5 Australie : les défis de l'avenir. 6 Cent trois jours de crise en Belgique.	7 M. Giscard d'Estaing à TF1. 8 La stratégie de M. Chirac 9 M. Mitterrand et la Nouvelle-Calédonie. DÉBATS 2 « Ce qui menace vraiment la démocratie », par C. Jamin et J.-R. Massimi.	11 La retraite sportive des vétérans. 12 L'alphabetisation en haute Égypte. 13 Fin de la grève de la faim des membres d'Action directe. SPORTS 14 Football - Tennis de table.	15 Cantano Veloso au Zénith. Une création d'Apérghis à Lyon. 16 La mort du sculpteur Apelles Fanos. 19 COMMUNICATION : M. Léo Kirch à l'assaut du groupe Springer en Allemagne fédérale.	38 Les réactions aux déclarations de M. Mitterrand. 39 Les fêtes de la SNCF restent à quel. 41 En Chine, de nouvelles taxes pour limiter le déficit budgétaire. 42-43 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 20 à 32 Cartes 32 Loto 18 Météorologie 18 Mots croisés 18 Spectacles 17 Radio-télévision 19	● Tous les sondages. TELÉ ● Chaque matin 10 h 30 : le mini-journal JOUR ● Gagner l'Année 87 dans le Monde. AN87 Actualité, International, Sports, Abonnements, Sports, Télématel. 3615 Tape: LEMONDE

Mise en place du calendrier pour la préparation du X^e Plan

M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan, a présenté, lundi 28 mars, la méthode de préparation et le calendrier du X^e Plan qui doit couvrir la période 1989-1992.

Le ministre, qui était accompagné du commissaire général, M. Bertrand Fragonard, a rappelé que, aux termes du projet de loi adopté par le conseil des ministres du 24 février, la durée du Plan pouvait varier en fonction des circonstances. Le X^e Plan, centré sur la préparation du marché unique européen, s'achève normalement le 31 décembre 1992. A cet effet, a été installé, jeudi 24 mars, un groupe de travail chargé d'étudier ce que sera « la France dans l'Europe de 1992 ». Jouant le rôle d'une grande commission du Plan, ce groupe doit intégrer les travaux d'autres commissions (notamment la commission Bataillon sur la fiscalité européenne).

La discussion sur les travaux du groupe se fera en juillet, en concertation avec les partenaires sociaux. Mais, a rappelé M. de Charette, le Plan a changé : c'est un plan pour l'État et non pour la nation, et le document final sera de caractère stratégique. Il devra être soumis au Parlement en mars 1989.

BOURSE DE PARIS

Matiée du 28 mars

Forte baisse
Très impressionnée par la nouvelle chute de Wall Street vendredi, la Bourse de Paris s'alourdit très vite en début de semaine. En repli de 1,9 % à l'ouverture, l'indice instantané accusait une baisse de 3,3 % à 11 heures. Le manque d'affaires est surtout responsable de cette glissade. Repli de Schneider (- 9,2 %), Essilor (- 8,3 %), Locafrance (- 7 %), ainsi que de Cetelem, DMC, Pernod-Ricard, Darty, Europe 1, Béghin.

Le premier Airbus A-320 a été livré à Air France

M. Jacques Doufflaques, ministre chargé des transports, devait présider le lundi 28 mars les cérémonies d'entrée dans la flotte de la compagnie Air France du premier Airbus A-320 de série. Peu avant, l'appareil devait survoler les Champs-Élysées à 500 mètres d'altitude avec à son bord le premier ministre. Ce bi-réacteur de la nouvelle génération entrera en service le 18 avril entre Paris, Düsseldorf et Berlin. Ce sera la consécration de sept ans de dialogue entre la compagnie française et le constructeur européen.

Entre compagnie de lancement d'un avion comme l'a été Air France pour l'Airbus A-320 n'est pas une mince affaire. Associée depuis le début des études à Aérospatiale et à Airbus, la compagnie nationale s'est appliquée à faire évoluer l'avion dans le sens qu'elle souhaitait. « Nous nous sommes battus pour obtenir un appareil de 150 places un peu plus grand que celui que projetait le constructeur », se souvient M. Pierre Kleitz, chef du service du développement technique. « M. Pierre Kleitz », poursuit-il, « qui était alors notre président, n'avait donné des consignes très fermes pour obtenir cette capacité. L'appareil contient en définitive 133 sièges ».

Le 6 juin 1981, Airbus Industries et Air France ont signé un protocole d'accord prévoyant la commande ferme de vingt-cinq avions et des options sur vingt-cinq autres. La compagnie voulait remplacer ses trente-trois tri-réacteurs Boeing-727, dont les plus anciens datent de 1968. Elle souhaitait recevoir à leur place des avions moyens-courriers de capacité équivalente mais de performances supérieures. « Nous avions regardé ce qui existait dans les projets des avionneurs », raconte M. Kleitz. Ni le MD-80 de McDonnell Douglas ni le Boeing-737 ne bénéficiaient des avancées technolo-

Sept ans de dialogue

giques de l'A-320, c'est-à-dire une consommation de carburant réduite de 40 %, des commandes de vol électriques et surtout une diminution du poids. Le Boeing-727 pèse 82 tonnes de masse au décollage et l'Airbus 62 tonnes. Ces tonnes en moins signifient une diminution des taxes d'atterrissage et des redevances d'aéroport qui sont assises sur la masse des avions. Il n'y a pas de meilleur avion aujourd'hui dans sa catégorie que l'A-320. Même à l'achat son prix rapporté au siège est légèrement inférieur à celui du Boeing-737-400, qui ne compte que 141 places.

Dernières mises au point

On aurait pu croire qu'une fois la commande passée Air France se serait contentée de jouer les inspecteurs des travaux finis. En réalité, la compagnie n'a cessé depuis 1981 de participer aux travaux des quatre groupes qui, sous la houlette d'Airbus, ont peu à peu précisé le cockpit et son avionique, les systèmes hydrauliques et le conditionnement d'air, la cabine et la soute dont le chargement est automatique.

Ce dialogue s'est conclu le 22 avril 1985 par la signature du contrat définitif.

Est venu le temps de la fabrication. Air France a délégué à Nantes dans les usines d'Aérospatiale, en RFA chez Messerschmitt et en Grande-Bretagne chez British Aerospace des bataillons de contrôleurs. « Nous faisons en sorte qu'il n'y ait pas de mauvaise surprise à l'assemblage, par exemple une protection anti-corrosion mal appliquée ».

Le samedi 19 et le dimanche 20 mars, les équipes d'Airbus ont présenté à leurs homologues d'Air France l'exemplaire n° 5, le premier de série. Les techniciens d'Air France ont établi une liste des réparations à effectuer par l'avionneur, faute de quoi l'appareil ne serait pas accepté : le système de communication entre le poste de pilotage et la

cabine ne fonctionnait pas ; il existait une fuite au niveau d'une vanne entre deux réservoirs de carburant ; l'aileron droit en position extrême déclenchait sur le tableau de bord une alarme indue.

Une consommation imprévue

Les hommes d'Air France ont aussi recensé tous les fonctionnements défectueux, qui n'empêchent pas la livraison, mais qui devront être corrigés dans les prochains mois, ou donner lieu à une déduction sur le prix final. Parmi ces imperfections figure la consommation de carburant supérieure de 8 à 10 % aux promesses du constructeur. La faute en revient au moteur CFM 56, à l'aérodynamisme général et aux écoulements d'air sur la nacelle et sur le toit du réacteur. « Nous avons négocié une récupération de la moitié de cette consommation excessive en trois ans », précise M. Kleitz.

Le vol de réception a eu lieu le jeudi 24 pendant quatre heures. L'appareil, d'abord révisé et réparé, est monté à son altitude maximale, 13 000 mètres. L'équipage d'Air France a arrêté et rallumé ses réacteurs, testé la chaîne des masques à oxygène et vérifié que l'avion était conforme à son manuel de vol. L'ingénieur, qui détenait un pouvoir du président de la compagnie, a donné le feu vert et remis le samedi 26 mars à Airbus le chèque soldant l'achat de l'avion. De quel montant ? « Impossible à publier », répond M. Kleitz. Ce que le constructeur nous n'avons pas vu les avantages de prix que nous a offerts notre qualité de compagnie de lancement ».

On peut donc seulement constater qu'en échange de centaines d'heures de travail en commun avec Airbus et malgré quelques pifères à essuyer, Air France a obtenu un avion presque sur mesure et a payé son A-320 moins cher que les 33 millions de dollars annoncés par le constructeur à ses autres clients.

ALAIN FAUJAS.

Sur le vif

Mon Jacquot m'oublie

Vous m'auriez vue ce matin à la conférence... Humaine ! Ce, mon Jacquot, je suis pas près de lui pardonner. Je le sentais bien, remarquez : lui et moi, c'est pas comme avant. Il m'ignore, il me délaisse. Jamais un mot gentil, jamais une attention. Cette campagne, je m'en souviendrai. Il cavale dans tous les sens, il fonce comme c'est pas permis. J'ai tout supporté... La petite cadeau à la mère de famille : si tu me fais un troisième enfant, je te file le SMIC. Le câlin aux agriculteurs : riez pas, je vais vous aider à la bouclier, votre fin de mois. Et je t'arrose les Antilles, et je te révalue le salaire des fonctionnaires. Plus cocu que moi, tu meurs.

Dire que je me bécote encore d'habitude... Ouais, on est bien quand on aime, je sais. J'arrête pas de me répéter : t'en fais pas, le prochain coup ce sera pour toi. Exact. Ce matin, j'ai pris une de ces claque, je vous raconte pas. Ou plutôt si, je vous raconte, je suis donc planté là, dans le cercle des chefs, mon transistor vissé à l'oreille. Ils beavaient, j'écoutais pas. Et brusquement

j'attrape au vol : ça y est, Chirac a promis... Sans attendre la suite, je m'avance et je fais : ça, c'est pour moi. Ils me regardent, ébahis.

— Pourquoi pour toi ? T'es à la recherche de quelque chose, toi ?

— Ben oui, je suis à l'affût d'une petite gratification. Il me doit bien ça, mon Jacquot, il y a pas de raison !

— Désolés, elle te passe sous le nez, celle-là. Elle est pour les mecs de l'industrie pharmaceutique, les chercheurs de vaccins, de trucs et de machines, pas pour les charbonniers de pous. Allez, fais pas cette tête-là ! Ça peut encore s'arranger. Il va survoler les Champs-Élysées dans son nouvel Airbus, ton Jacquot. T'es juste le temps de sauter dans le métro et de courir te mettre sur son passage. Parfait qu'il va jeter des billets de 50 F à la foule. Méfie-toi quand même ! Prends ton sac de gym pour t'en servir de bouclier des fois qu'il ne veuille balancer que de la ferraille.

CLAUDE SARRAUTE.

Les rugbymen autorisés à jouer en Afrique du Sud

Menace de boycottage sur les Jeux de Séoul

Vingt-deux pays africains avaient boycotté les Jeux olympiques de Montréal, en 1976, parce que des rugbymen néo-zélandais avaient joué contre les Springboks sud-africains. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les Jeux de Séoul, en septembre prochain, seront-ils à leur tour boycottés ?

A l'exception de l'Éthiopie et des Seychelles, tous les États africains ont répondu à l'invitation du comité d'organisation sud-coréen. Toutefois, à l'occasion d'une réunion consacrée à l'organisation de la prochaine Coupe du monde de rugby, l'International Board (IRB) a pris une décision, apparemment anodine, qui a aussitôt fait planer une menace de boycottage : l'IRB a, en effet, autorisé les joueurs à participer aux matches prévus pour le cinquantième anniversaire de la Rugby Union du nord Transvaal en 1988 et le centenaire du Board sud-africain en 1989. « Cette décision est (...) de bon augure pour une éventuelle participation de nos joueurs à la prochaine Coupe du monde », a aussitôt commenté Danie Craven, président de la Fédération africaine, saluant une mesure « extrêmement courageuse qui mérite toute notre gratitude ».

Courage ou inconscience ? Parallèlement à la dégradation de la situation en Afrique du Sud, le Conseil supérieur du sport en Afrique

(CSSA) a durci, ces derniers mois, sa campagne contre l'apartheid dans le sport. La première conséquence en a été la suspension de Zola Budd, l'athlète britannique d'origine sud-africaine, avant les championnats du monde de cross-country. Même si le rugby n'entretient aucun rapport avec le mouvement olympique, la décision du Board ne pouvait donc que provoquer une levée de bouilliers.

« Le boycottage est la dernière carte de l'Afrique dans la stratégie de lutte contre l'apartheid, mais si elle est contrainte à l'employer, elle le fera que ce soit pour les Jeux de Séoul ou n'importe quel autre événement sportif », a déclaré Lamine Ba, secrétaire général du CSSA. « Nous considérons la décision prise par l'International Board comme une aberration et un acte délibéré de provocation. Nous sommes déterminés à contraindre un projet aussi diabolique. Nous allons lancer un appel à la mobilisation générale de tous les mouvements anti-apartheid dans le monde entier. Nous allons les consulter afin d'adopter une stratégie commune pour déjouer les desseins insensés du lobby qui manœuvre en sous-sol pour obtenir la réintégration de l'Afrique du Sud dans le mouvement sportif international. »

A. G.

Au Portugal

La grève générale est largement suivie

Décidée par les syndicats pour protester contre la réforme de la législation du travail qui prévoit notamment de faciliter les licenciements, la grève générale de vingt-quatre heures était largement suivie lundi matin 28 mars. La quasi-totalité des transports publics étaient paralysés, y compris les vols de la compagnie aérienne portugaise TAP. Parmi les autres secteurs affectés figuraient la construction, civile, la sidérurgie, de nombreuses autres entreprises nationales, le ramassage des ordures, les ports et les PTT.

A Porto, deux coups de feu ont été tirés par des inconnus en voiture contre un des rares bus en circulation. — (AFP.)

Le numéro de « Monde » daté 27-28 mars 1988 a été tiré à 496 662 exemplaires



LE BON CÔTÉ DE LA DÉCORATION CHEZ RODIN LES PRIX !
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

LA COURSE AUX AVANTAGES EN NATURE

Voiture, logement de fonction, carte de crédit, notes de frais... autant de « cadeaux » destinés à motiver les cadres supérieurs. Mais le fisc guette et pourchasse ces revenus déguisés.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL

- TÉLÉCOMS : Le réveil des géants.
- MONNAIE : L'obsession du franc fort.
- RETRAITE : Faites votre plan vous-même.

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE
COMPRENDRE POUR AGIR

Une « armée rose » au Conseil d'Etat ?

Le Figaro-Magazine du 26 mars n'y est pas allé par quatre chemins : une armée rose et secrète agitant dans l'ombre au sein du Conseil d'Etat, signe d'une « main basse du PS sur les grands corps de l'Etat ». A l'appui de cette « révélation » : la reproduction d'une liste dactylographiée de membres du Conseil d'Etat où la plupart des noms mentionnés portent, entre parenthèses, une lettre initiale désignant un « officier traitant ».

C'est ce vocabulaire emprunté aux usages des services secrets qui a provoqué l'émotion : celle d'abord d'un membre du Conseil d'Etat qui, après avoir ramassé ce document sur une photocopieuse... ou dans une corbeille, s'est empressé de le faire reproduire et de le transmettre au vice-président du Conseil d'Etat, M. Marcoux Long.

M. Long s'est ému d'une « maladresse » pouvant donner à penser que ce grand corps d'Etat est divisé. Des bonnes âmes se sont émuës au point d'essayer la divulgation de la liste à l'extérieur du Conseil d'Etat. Les membres du Conseil d'Etat, qu'ils soient socialistes, communistes ou de cas encore plus rare ou simples sympathisants de la gauche, se sont émus de voir ainsi prise à la lettre

une expression bien anodine lorsqu'elle est « décontextualisée ».

Les « officiers traitants » en question sont en effet des membres du Conseil d'Etat chargés de prendre contact avec un certain nombre de leurs collègues pour trouver une date acceptable par plusieurs dizaines de personnes pour un déjeuner commun.

Déjeuner plus amical que celui du comptable au dîner, le dernier à ou le 23 mars à la maison des Centraux, à Paris, lieu public s'il en est. Dans le passé il se tenait au sein de la Cour des Comptes, au Carde militaire, ce qui n'aurait pas manqué d'attirer l'attention du contre-espionnage s'il s'était agi d'une concurrence déloyale. Plus que ce pétard mouillé, c'est l'absence de fait-play du procédé qui paraît avoir ému les esprits « républicains » — ce sont les plus nombreux — du Conseil d'Etat.

A gauche, les réactions les plus extrêmes que l'on puisse recueillir ne parviennent pas à décrire la subtilité de l'Etat. Tel membre du Conseil d'Etat regrette que « rien ne sorte jamais de ces déjeuners qui ont lieu une ou deux fois par an ». Tel autre juge simplement que l'inventaire du document aurait pu se contenter de « rose » avant de le remettre là où il l'avait trouvé.

MICHEL KALMAN.

Une élection municipale

Seine-Maritime : Bolbec (2^e tour). Inscr., 8 388 ; vot., 6 281, suffr. expr., 6 090. Liste d'union de la gauche conduite par M. Michel Havard, 3 266 voix, 26 élus (14 PC, 12 PS) ; liste d'union de la majorité conduite par M. Antoine Moutier, 2 824 voix, 7 élus (3 div. droite, 3 RPR, 1 UDF).

(Le PCF conteste la validité de Bolbec après l'élection municipale partielle récente organisée par la dissolution des élus socialistes, contestative au décès de leur conseiller, Paul Bellache. La liste PC-FS obtient 53,6 %, soit 9,5 points de moins que le total des voix recueillies par les trois listes de gauche au premier tour : celle soutenue par le

PCF avait fait 29,4 %, celle présentée par le PS, 24,8 % et celle des sans de M. Pierre Jaquet, 3,2 %. N'ayant pas obtenu au moins 10 % des suffrages exprimés, ces derniers ne pouvaient en aucun cas se présenter au second tour et se trouvaient en position de faiblesse pour figurer sur la liste d'union PC-FS ; les communistes s'y sont opposés. Cette attitude a été dénoncée par le coordinateur national des rénovateurs, M. Claude Llabre. Ce recul global de la gauche, malgré l'appel des « Jaquetistes » en sa faveur, le laisse à la tête de droite qui recueille 572 voix de plus qu'au premier tour (46,4 % contre 36,6 %) et obtient un conseiller municipal de plus qu'en 1983, où elle avait attiré 2 557 voix contre 3 094 à la liste de gauche, pour 8 445 inscrits, 6 469 votants et 6 361 exprimés.)

Le Monde
sur minitel

PRÉSIDENTIELLES :

tous les sondages pour comprendre

IPSOS. 36.15 TAPÉZ LEMONDE

A B C D E F G